LA CHARTREUSE DU REPOSOIR

TROISIÈME PARTIE (1)

MANUSCRIT DE JEAN RAMBERT

DEUXIÈME CAHIER

Comme le prieur, dont je sais le nom aujourd'hui, — le nom et rien d'autre, le nom qui suffit à me faire imaginer tout un romanesque départ du monde, — dom Louis-Joseph de Vaulchier, a vu clair en moi quand il m'a, par une simple citation de Saint-Évremond, mis en garde contre la complaisance de ces retours sur le passé ! Oui, « il y a quelque chose d'amoureux au repentir d'une passion amoureuse, et cette passion est en nous si naturelle qu'on ne se repent point sans amour d'avoir aimé. » Cela est vrai surtout des commencements de l'amour : nous nous élançons alors à sa poursuite, comme à la chasse dans la fraîcheur de l'aube et la joie de la course ; la journée s'achèvera dans la tuerie et la fatigue. Je n'ai pu me détacher aisément des souvenirs de ma dix-septième année. Dans la suite, puissé-je montrer plus de prudence et me contenter, comme dans une maladie grave, de prendre ma température le matin et le soir, sans cette recherche des détails où trop volontiers s'arrête notre soif de volupté ! Mais les détails, n'est-ce pas ce qui se fixe le plus avant dans notre mémoire, trop chargée de notre médiocrité humaine pour ne retenir que l'essentiel ? Aussi bien ne dois-je pas m'expliquer à moi-même

Copyright by Henry Bordeaux, 1924.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1er février.

comment un amour si désintéressé et généreux au début peut conduire au dégoût et au crime.

Pourtant cette complaisance condamnable m'a rattaché, momentanément, à la vie. J'ai retrouvé un peu de sommeil. J'ai mangé avec appétit les maigres repas déposés à mon guichet, et même, vendredi dernier, réduit selon la règle au pain et à l'eau, j'ai connu la faim. La tentation m'est venue de réclamer une portion moins insuffisante. Nul doute qu'elle ne m'eût été accordée. J'ai résisté et j'ai offert ce sacrifice à ce Dieu que j'ai renoncé, en compensation ridicule de toutes les sensualités de ma chair. J'ai scié du bois et bêché mon jardinet sans y rencontrer le moindre soulagement. Le dimanche, j'ai assisté à l'office et mangé avec la communauté. Ce repas se passe au réfectoire en silence, avec la musique austère d'une lecture pieuse : un ou deux chapitres du *Traité de l'amour de Dieu* de saint François de Sales. Les pères, mes voisins, ne m'ont pas même regardé : toute curiosité est morte en eux.

Hier, le prieur est venu me rendre visite dans ma cellule. J'étais à la fenêtre et regardais la chaîne des Aravis. Ces âpres montagnes me représentaient tout de même la liberté. Il le comprit, je crois, — il a une telle puissance de divination ! — et me proposa de l'accompagner dans la promenade de quelques heures à quoi le chartreux a droit une fois par semaine. J'y consentis, je le confesse, avec plaisir. Offrons-nous donc si peu de résistance à la solitude, ou réclame-t-elle un apprentissage? Il m'emmena vers la montagne des Annes, à travers les hêtraies et les sapinières. Nous nous arrêtâmes au bord d'une source qui coule grasse et douce comme du lait, et qu'on appelle la fontaine bénite.

— Notre fondateur, Jean l'Espagnol, m'expliqua-t-il, a peut-être bu de cette eau. La légende rapporte que, venu là avec un frère, il lui demanda à boire. Le frère remplit une écuelle de bois et la lui tendit. Le Bienheureux y trempa ses lèvres, puis versa le reste aussitôt : c'était du vin et il avait cru à la supercherie de son compagnon désireux de lui donner un meilleur breuvage. Il redemanda de l'eau. Une seconde fois, le frère remplit l'écuelle et le phénomène se renouvela. A la troisième épreuve, Jean d'Espagne se soumit à la volonté divine et but le vin. L'écuelle de bois, que l'on a toujours conservée dans sa châsse, a donné crédit à cette légende.

Je m'informai de ce Jean d'Espagne : il vint en France à l'âge de treize ans pour étudier à Arles, puis à seize il entra à la chartreuse de Montrieu en Provence. C'est lui qui fonda et baptisa au XIIe siècle la chartreuse du Reposoir. La combe s'appelait alors la vallée de Béol, ainsi nommée de *béol*, cuvette, ou de *biola*, bouleau, ou peut-être du dieu *Bel* encore adoré. Il lui a substitué un vocable plus attrayant, et cependant, quand il vint au mois de janvier, il n'y trouva que de la neige, des abîmes et des loups. Mais cette sauvagerie lui représentait le repos.

— Il avait à peu près votre âge, acheva le prieur : moins de trente ans. Il était délicat de santé et il est mort tout jeune.

— Religieux à seize ans, ai-je objecté, il ignorait la vie.

— Qu'en savez-vous? L'homme est tout dans l'homme. Pensez-vous qu'un solitaire ignore le fond humain? Je vous communiquerai la formule de notre profession et le texte de la bénédiction que trace le célébrant sur la tête du nouveau religieux devant l'autel.

Pourquoi ai-je éprouvé le besoin de la transcrire? Voudrais-je l'invoquer un jour sur moi pour me soulager : « Seigneur Jésus-Christ, qui êtes la voie en dehors de laquelle personne ne peut aller au Père, nous supplions votre bonté infinie de conduire dans le chemin de la discipline monastique votre serviteur qui a renoncé aux désirs de la chair; et parce que vous avez appelé les pécheurs en disant : « Venez à moi, vous tous qui êtes surchargés, et je vous soulagerai, » accordez-lui de recevoir cet appel de telle sorte que, déposant le fardeau de ses péchés et goûtant combien votre douceur est grande, il mérite le soulagement que vous avez promis; que vous le connaissiez pour l'une de vos brebis, et que lui-même vous connaisse assez pour ne pas suivre les étrangers, ni entendre leur voix, mais pour entendre la vôtre qui nous dit : « Que celui qui est mon serviteur me suive. » *Renoncer aux désirs de la chair, ne plus suivre ni écouter les étrangers*, la solitude du Reposoir m'en donnera-t-elle la force?

A notre retour de promenade, le prieur, qui m'avait reconduit jusque dans ma cellule, jeta un coup d'œil méfiant sur le cahier que j'avais déjà rempli de mon écriture.

— Vous travaillez, me dit-il.

Je ne pouvais tromper ses yeux clairs :

— Je me confesse, mon Père.

Il mit une sorte de gentillesse presque malicieuse dans son sourire pour me demander :

— Pourquoi pas à moi ?

— Pas encore, mon Père. Et peut-être jamais. J'ai besoin de mon dégoût pour vivre.

— Vous vous trompez : l'homme n'est pas méprisable au regard de Dieu.

Alors je lui confiai mon désir :

— Et puis, la mort finit tout.

— En êtes-vous certain ?

— Je le souhaite.

— Contentez-vous de l'attendre, mon ami.

Et il ajouta :

— Laissez cette apologie. Tout ce que nous écrivons sur nous-mêmes n'est qu'apologie. Nous louons jusqu'à nos péchés, ou du moins nous aimons nous retrouver en eux. Puisque vous êtes capable d'un effort intellectuel, imposez-vous un travail de recherche et d'érudition. Dans ces contrats et ces actes que je vous ai fait remettre, un homme de loi n'aurait pas de peine à découvrir l'expérience du passé. Étudiez l'administration de l'ancienne Chartreuse avant la période révolutionnaire, comparez-lui celle de la Révolution. Mais sortez de vous-même. En vous-même vous vous perdrez.

Il me laissa avec ce programme. Par déférence pour son autorité, ou plutôt par soumission à son influence, je dépouillai quelques archives parmi celles qu'il m'avait laissées. En toutes autres circonstances, j'y aurais pris de l'intérêt. L'histoire des fromages de dévotion, par exemple, mériterait un chroniqueur. Les Chartreux avaient défriché la combe du Reposoir. Chaque année, les paysans les priaient de bénir leurs chalets et même leurs montagnes. Les religieux s'y rendaient, accompagnés par les bergers et quelquefois aussi par les troupeaux. En témoignage de gratitude, ils recevaient de la population une offrande de ces fromages que dans le pays on appelle des *reblochons*. C'étaient les fameux fromages de dévotion qui furent, pendant plusieurs siècles, la cause d'un litige entre le clergé régulier et le clergé séculier. Les curés de Scionzier, qui était la paroisse de la vallée, réclamèrent les fromages pour le bénéfice-cure. « Je demande, écrit l'un d'eux, d'après quelle juridiction les Chartreux vont bénir les montagnes, puisque leur juridiction ne

s'étend que dans leur cloître et sur leurs domestiques, » et à leur encontre il cite les Clémentines et le Concile de Trente. Les communiers intervinrent pour réclamer à leur tour le droit de faire bénir chalets et montagnes par qui bon leur semblerait et d'offrir leurs fromages à leur gré. Finalement, le 14 septembre 1766, Révérend J. Germain, curé de Scionzier, « pour terminer à l'amiable le différend d'entre les communiers des montagnes du Reposoir, au sujet des fromages de dévotion qu'on est en coutume de donner indistinctement, tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, » déclare qu'il n'a aucun droit à la bénédiction des chalets ni aux dits fromages ; que c'est « par une mésintelligence » que ce faux droit a été inséré dans la visite pastorale du mois proche passé, et qu'il consent à sa radiation. Il déclare en outre n'avoir reçu les fromages des communiers « qu'à titre précaire suivant leurs pieuses intentions et qu'ils pourront continuer, si bon leur semble. »

Le désert avait fleuri sous l'excellente exploitation cartusienne qui fournissait aux fermiers le cheptel et les instruments aratoires, qui leur donnait des habitudes d'ordre et une méthode de culture pour les terres, d'aménagement pour les bois. La Révolution, qui saisit les biens des Chartreux, procéda à toute une série de ventes, de partages des communaux, de réquisitions. Bientôt les forêts furent dévastées et les champs abandonnés. Rien qu'avec l'historique de cette vallée du Reposoir, il serait aisé de montrer combien l'application de principes abstraits peut être néfaste à l'administration d'un territoire organisé par l'expérience séculaire. Tel est pourtant le mirage de l'égalité qu'il conduit les hommes à la destruction.

J'aurais, là, de toute évidence, la matière d'un curieux ouvrage qui satisferait ensemble mon goût de l'histoire et mes études de droit. La proposition du prieur m'aurait pu tenter. Mais je ne veux pas être distrait de moi-même. J'ai rejeté pêle-mêle toutes ces vieilles archives et j'ai repris ce colloque avec mon passé dont je sais trop bien la vanité et dont je ne puis attendre que ma condamnation. Depuis que je me suis enfermé ici, je ne sais plus rien ni du Grand-Bornand ni du château de Laury, ni de celle dont j'attendais ma libération et que j'ai pour toujours écartée de moi, ni de celle qui a voulu ma perte et qui l'a consommée. Mon frère Michel connaît seul ma retraite que je lui ai révélée par lettre : il ne la divulguera pas...

*
* *

Chance ou malchance, pendant près de cinq ans je ne rencontrai pas Sandrine. Une fois seulement, de loin, au port : elle s'embarquait et je devais prendre ce même bateau ; l'ayant aperçue, je demeurai sur le quai.

J'avais été séduit, avant de la reconnaître, par l'élégance, inusitée dans notre province, de cette jeune femme sous le soleil : un grand chapeau de flexible paille d'Italie garni d'une rose rouge, qui ombrait la nuque d'où partaient dans le dos ces longs rubans de velours appelés *Suivez-moi, jeune homme*, et je ne demandais qu'à les suivre, une ample jupe bouffante, un châle de cachemire des Indes. Je me félicitais déjà d'une traversée qui me promettait une si agréable vision, quand elle se retourna : c'était elle. Son regard, par bonheur, ne se fixa pas sur moi : elle n'eût pas manqué de remarquer mon trouble. Et ce trouble venait de sa toilette autant que de sa personne. Je la sentais plus distante de moi qu'auparavant : un monde, le monde nous séparait. Avant son mariage, n'avais-je pas sur elle et sur sa fortune l'avantage d'une vieille race estimée séculairement dans mon pays ? Voici que cet avantage m'échappait. Elle ne pouvait plus être pour moi qu'une lointaine et dédaigneuse image. C'en fut assez pour que je montrasse tout le reste du jour ma méchante humeur.

Maintenant elle était comtesse de Laury, vivait l'hiver à Paris, l'été à Fontainebleau, à Vichy ou à Biarritz, selon les villégiatures de la Cour impériale, et ne faisait en Savoie que de brèves apparitions. Cependant j'avais sur elle des renseignements précis et qui me venaient de la meilleure source.

— Notre pauvre voisine est âgée, infirme et seule, constataient souvent ma mère et tante Dine, pendant que nous passions les vacances aux Coudriers. C'est une charité que de l'aller voir.

Voici que je me découvrais un cœur charitable en rendant visite, de temps à autre, et sans avertir ma famille, et même l'hiver, malgré la distance de la ville, à l'ancienne dame d'honneur de la reine Marie-Amélie. Elle me mettait au courant des progrès de sa bru dans le monde et à la Cour avec un luxe de détails qui ne me laissait ignorer aucune intrigue, aucun succès. Par vanité, la fidèle orléaniste se ralliait à l'Empereur. Dans son château perdu, cerné de bois et d'eaux,

elle menait une vie glorieuse rien qu'avec la collection de lettres, de cartes d'invitation, de menus, d'accessoires de cotillon qu'elle recevait de Paris ou des stations balnéaires à la mode. Et moi, je commettais l'imprudence de caresser sa chimère, d'entrer dans sa folie où je retrouvais ma perfide amie d'autrefois. N'était-ce pas ma seule façon de la retrouver? Tout ce que j'apprenais d'elle m'en éloignait davantage. Le petit oiseau du lac s'était mué avec une promptitude déconcertante en un de ces oiseaux des îles qui ont un plumage tout doré et une houppe sur la tête. Comment reconnaître la fille de l'industriel Ogier en cette favorite de l'Impératrice? Car son ascension l'avait conduite jusque dans le voisinage du trône. La douairière qui m'avait pris en amitié, devinant l'intérêt que je prenais à ses récits, les développait avec magnificence, les amplifiait peut-être, brodait quelques fioritures en manière de dentelles. Dès qu'elle m'apercevait, elle agitait les chiffons de papier, comme des grelots sonores, les grelots de notre démence commune, et me prévenait qu'il y avait du nouveau :

— Nous avons passé jeudi dernier une exquise soirée chez le comte de Nieuwerkerke, dans ses appartements du Louvre. Le surintendant des Beaux-Arts fait bien les choses. On écoute des fragments du *Désert* de M. Félicien David en regardant les pastels de Latour et de Rosalba... Sandrine était invitée samedi chez la princesse Mathilde : invitée à dîner, — ce qui est une rare faveur, — et l'on y mange dans la vaisselle plate marquée aux armes de l'Empire. Vous connaissez l'hôtel de la rue de Courcelles : il est entre une cour spacieuse et un vaste jardin; la salle à manger est arrangée en serre; le rez-de-chaussée n'a pas moins de six salons. L'escalier est orné de paons de bronze et de tapisseries chinoises... Au bal déguisé de la duchesse de Bassano, un des invités avait pris le costume allégorique de la mort. Quelle faute de goût, mon jeune ami, quelle faute de goût! Il ne faut jamais appeler l'attention de la mort. Dans le cas, d'ailleurs improbable, où elle viendrait à nous oublier. Sandrine, par bonté d'âme, ne m'a pas désigné cet imbécile. Il paraît qu'il porte un des grands noms de France. Noblesse d'autrefois. Mais son père est soupçonné d'avoir assassiné sa mère. Et comme il voulait impressionner Sandrine, celle-ci, qui l'avait reconnu, lui a décoché : « Vous avez une tache de sang, madame la mort : d'où vous vient-elle?... »

Elle se complaisait infiniment dans sa chronique mondaine et volontiers se figurait avoir pris part à toutes les réceptions qu'elle décrivait. Sans doute lui faisais-je en l'écoutant la charité. Mais je m'empoisonnais moi-même. Je fus bientôt, par elle, au courant de tous les potins de l'Empire. Les frais de ce fameux bal du duc de Bassano avaient été supportés par la liste civile. Le colonel marquis de Galliffet, déguisé en coq, osait dire aux femmes : « Je voudrais bien pondre un œuf avec vous... » La bonne dame, en me le citant, riait aux larmes de la verdeur de ce propos qui me scandalisait. Elle, qui si longtemps avait gardé la retenue cérémonieuse et la politesse enrubannée du temps de Louis-Philippe, se lançait à bride abattue dans ces audaces de conversation que l'Empire favorisait. Était-ce ainsi que, dans le monde, on parlait à Sandrine? A distance, j'en éprouvais une irritation qui confinait à la douleur. On me blessait au cœur en lui manquant de respect. Mais je recherchais ces sanglantes blessures comme si, en me roulant dans les ronces, je souffrais délicieusement pour mon amour.

Je revois encore, de ma cellule de chartreux, ce salon immense et mal chauffé qui tenait toute la largeur du château et donnait, d'une part, sur les pelouses et la châtaigneraie, et de l'autre, sur le lac que limitaient deux haies de peupliers et de saules. Une vieille dame et un adolescent, loin de tout, isolés dans un coin perdu de Savoie, y chuchotent avec animation. De quoi, mon Dieu, s'entretiennent-ils avec ce feu? Du bal masqué du ministère de la Marine ou de la dernière charade jouée à Compiègne? Je ne doute plus aujourd'hui qu'elle eût surpris mon secret ni qu'elle en abusât. Elle peuplait comme elle pouvait son ennui, et j'étais une proie offerte.

— Nous en étions restés, madame, aux tableaux vivants.

— Mais oui. La comtesse de Tascher les avait d'abord organisés dans l'hôtel de Mme de Meyendorff. On y représenta des scènes de la Bible : *Judith, Rébecca au puits, la Toilette d'Esther.* La Cour et la ville se pressaient pour y voir Mme de Castiglione, la belle Florentine, et l'on comptait bien dénombrer sans voiles, ou presque, les merveilles de son corps parfait. Elle trompa tout le monde, elle qui n'avait encore trompé que son mari, en se montrant sous la robe de bure et le voile d'une religieuse. Mais cela, c'est de l'histoire ancienne. Je la tiens de mon fils avant son mariage. Aujourd'hui, c'est au château de Compiègne

que se montent les tableaux vivants. Le dix-huitième siècle est à la mode. Car vous savez que l'Impératrice raffole de la reine Marie-Antoinette. C'est *la Cruche cassée* de Greuze, ou *le Déjeuner champêtre* de Watteau. M. Octave Feuillet est le meneur du jeu. Quant aux interprètes, ce sont toutes ces belles dames de la Cour, les deux princesses Murat, la marquise de Galliffet, la comtesse Walewska, la comtesse de Pourtalès, Mme Bartholoni, notre voisine de Coudrée, sans compter la princesse de Metternich.

— Et Mme de Laury?

— Elle en est. Après avoir fait partie des grandes réceptions, elle a été admise aux lundis de l'Impératrice. Elle danse à ravir. Le cotillon est toujours conduit par la princesse Anna Murat et le marquis de Caux. Voyez plutôt ces accessoires, des fleurs artificielles, des rosettes et des flots de rubans.

Ces frivolités la rajeunissaient. Je voyais ses yeux décolorés pétiller derrière ses lunettes à monture d'écaille. Elle occupait sa vieillesse à surveiller l'avancement de sa belle-fille dans les faveurs des souverains. Je l'avais crue inoffensive et un peu fêlée. Mais je dus m'apercevoir de son étonnante puissance d'intrigue. C'était elle qui avait découvert les millions cachés du père de Sandrine et les avait habilement canalisés pour redorer le blason de son fils. Elle avait, au début, redouté le fâcheux effet mondain d'une mésalliance, et la jeune femme l'avait bientôt rassurée en s'adaptant au nouveau milieu où, lancée, elle évoluait avec une dextérité surprenante. Quant à moi, personne ne me dépassait dans la connaissance des Tuileries et des villégiatures impériales. Si ma famille, demeurée fidèle à la royauté légitime, avait connu l'étendue de mon savoir, elle en eût été dans l'épouvante. Mais je le tenais rigoureusement secret. Un jour, dans un élan de sympathie, la bonne dame m'adressa cette proposition :

— Puisque vous étudiez le droit à Paris, allez donc la voir.

La voir! Je fus atterré. Elle ne se rendit pas compte qu'elle avait rompu le charme de nos relations. J'éludai la réponse et m'enfuis peu après, pour ne plus revenir. Nos conversations composaient une Sandrine éblouissante et légendaire, qui planait au-dessus de moi, et l'on imaginait de la descendre à terre pour me mettre en sa présence et me contraindre à lui parler. Il y a des cas où c'est la vie réelle qui est la folie...

*
* *

Ces entrevues se passaient au cours de mes vacances, ou pendant les courts séjours que je faisais dans ma famille. Car j'étais devenu, après le collège, un étudiant qui suivait à Paris les cours de la Faculté de droit et ceux de la Sorbonne. Après mes licences même, peu désireux de m'ensevelir dans ma province, je restai dans la capitale, sous couleur d'un doctorat, grâce à un petit héritage que mon parrain m'avait légué, retenu en réalité par des velléités littéraires. Je m'étais lié, au café Procope et dans les ateliers d'artistes, avec quelques-uns des poètes du Parnasse, Léon Dierx, Achille Millien, Jean Lahor, Léon Valade. Mon amour précoce m'avait inspiré des poèmes à forme fixe, selon les règles savantes de Théodore de Banville, qui m'avaient à demi consolé. Du moins je le pensais et j'en étais fier. Les Musettes et les Mimi, chères à ce pauvre Henri Murger prématurément décédé, entretenaient sur la rive gauche une vie de bohême assez médiocre où je m'étais jeté pour mieux goûter l'oubli. J'avais la mienne. Elle s'appelait Marie May et ce nom, qu'elle estimait printanier, estropié par mes camarades, était devenu Mérimée, hommage bien inutilement rendu à l'auteur de *Colomba*, dont je savais par Mme de Laury douairière la faveur aux Tuileries. C'était une jolie blonde, fleuriste de son métier, et de caractère sentimental : elle préférait les romances démodées de Loïsa Puget aux couplets d'Offenbach que chacun fredonnait. Me croyant guéri, je me laissais témoigner par elle une tendresse où le plaisir de la jeunesse nous tenait lieu de passion.

Ce soir-là, un soir de janvier ou de février, deux ans avant la guerre, on jouait à la Comédie-Française une nouvelle pièce de M. Émile Augier, *Paul Forestier*, avec une distribution de choix, Got, Delaunay toujours jeune, malgré ses quarante ans dépassés, et Mlle Favart, chérie du quartier latin. J'avais reçu des billets de faveur, d'un huissier du théâtre qui était parent de notre abbé Heurtevent, lequel, d'ailleurs, le désavouait pour son métier diabolique, et j'avais emmené Marie qui portait une crinoline toute neuve. L'huissier, clignant de l'œil mystérieusement, m'avait promis que l'Empereur et l'Impératrice assisteraient à la représentation : à cause des attentats, on ne l'annonçait pas au public. Inspectant les premières loges

avec ma lorgnette, je distinguai tout à coup, appuyée sur le rebord rouge, la comtesse de Laury. Était-ce possible que ce fût elle, cette admirable femme émergeant d'un flot de gaze et de soie, les épaules et la gorge nues, les cheveux noirs partagés par le milieu, légèrement ondulés, retombant en boucles savantes derrière l'oreille et mettant en valeur une peau d'une blancheur nacrée, veinée de bleu ? Je me sentis si loin d'elle, bien plus loin encore que je ne l'avais jamais imaginé, et j'en perdis la respiration comme si je tombais dans un gouffre. Ma compagne remarqua cet étouffement et m'en réclama la cause. Je lui répondis avec impatience que je ne comprenais pas sa question. Et de tout le soir je ne cessai de la tourmenter. Elle, qui était si contente de son ample robe blanche, se rendit compte, à mon regard dédaigneux, que je la jugeais ridicule.

— Tu as honte de moi, finit-elle par me dire.

Je protestai pour la forme, car je lui donnais raison intérieurement. Pour avoir été quelques secondes comparée à l'autre, elle rentrait dans le néant. A distance, l'impitoyable Sandrine frappait sa rivale sans même le savoir, car elle ne parut point remarquer ma présence à l'orchestre. Très entourée de ces fracs noirs que je n'osais plus qualifier de vieux messieurs, pour avoir mesuré leur persistante séduction, elle n'avait guère le loisir de dévisager un étudiant flanqué d'une lorette. Son mari la vint rejoindre, mais ne dispersa pas le groupe de ses admirateurs. A peine remarquai-je l'entrée des souverains, que je brûlais pourtant de connaître depuis les confidences du château de Laury, tant cette loge retenait mes yeux.

— Tu lorgnes une femme du monde, finit par observer ma compagne qui, devant mon air boudeur, n'osa pas insister.

Et je la reconduisis presque sans un mot. Notre plaisir était corrompu.

* * *

A quelques jours de là, — fut-ce un tour du hasard ? — j'entrai dans le cabinet de lecture de la rue Soufflot, où se tenait volontiers un bureau de conversation et que je fréquentais avec mes amis du Parnasse. La bonne Mlle Grassot, qui en était la directrice, laide, mais sans pruderie, accommodante et bavarde, se plaisait à présenter ses jeunes poètes à ses vieux abonnés. Mais on n'y rencontrait guère de jolies femmes. Or

une dame assise feuilletait un album. Sa voiture était à la porte. Elle me reconnut et me le cacha, tandis que je pâlissais et rougissais tour à tour, cherchant une contenance. Tout à coup, elle m'appela comme si elle m'avait quitté la veille :

— Jean, venez donc voir.

Était-il possible d'abolir ainsi le passé, de jeter avec cette aisance un pont sur le fleuve qui nous séparait, rien qu'en m'appelant par mon prénom ? Je ne pouvais que m'approcher, ce que je fis avec précaution. Elle me donna à lire avec elle le volume qu'elle parcourait. C'était un album de sonnets et d'eaux-fortes qui venait de paraître. Après un sonnet de M. Sainte-Beuve sur *le Pont des Arts*, et un autre de M. Joséphin Soulary sur *Une grande douleur*, elle arrêta ses yeux sur *le Sénateur romain* d'un inconnu du nom d'Anatole France, commenté par le peintre Gérôme au moyen d'une esquisse de sa fameuse *Mort de Jules César*.

— Qui est-ce M. France? demanda-t-elle à Mlle Grassot, informée de tous les détails biographiques dont nous pouvions être friands.

— Un jeune érudit, répliqua celle-ci, dont on attend beaucoup. Le fils du père Thibault, le libraire, dont la boutique est là-bas sur le quai. Il prépare chez M. Lemerre des éditions classiques.

Mme de Laury montrait le plus parfait sang-froid pour prolonger cet entretien, comme si, connaissant mes goûts, elle désirait me prouver qu'elle était au courant du mouvement littéraire. Je voulus prendre congé, elle me déclara :

— Je vous accompagne au pays latin.

Nous sortîmes ensemble. Elle renvoya son cocher et prit mon bras. Ainsi flânâmes-nous sur le boulevard Saint-Germain qu'on achevait et sur le boulevard Saint-Michel. Les camarades que je rencontrais se retournaient sur notre passage. Elle ne pouvait marcher inaperçue avec sa délicieuse capote et son mantelet garni de fourrures. Je l'emmenai au jardin du Luxembourg qu'elle avouait, avec un vif repentir, ne pas connaître. Là, elle voulut s'asseoir sur un banc malgré le froid et, comme je demeurais debout, elle m'invita :

— Ne me quittez pas encore, puisque je vous ai retrouvé.

Mais quand m'avait-elle cherché ? Puis :

— Vous souvenez-vous, Jean, de cette source recueillie dans

un tronc d'arbre creusé, à la montagne de la Fourche? Avez-vous oublié le soir du lac, derrière les osiers?

— Le soir de vos fiançailles, murmurai-je avec amertume.

Elle n'en parut pas embarrassée :

— Oui, le soir de mes fiançailles avec vous.

— Avec moi?

J'étais stupéfait et indigné. Pensait-elle jouer encore avec le pantin que l'on presse et qui dit : *Je vous aime?* Je saurais lui montrer que je n'étais plus le collégien dont on excite et brise la passion tour à tour. Mais son regard, — ce regard aux feux sombres, noir et or, que je connaissais bien, — me gênait en me caressant.

— Oh! reprit-elle, vous étiez trop jeune pour comprendre. Une jeune fille se marie parce que le mariage est la condition même de son existence. Elle n'est libre auparavant ni de sortir, ni d'aller et venir, ni de s'habiller, ni d'aimer. Surtout en province où toutes les fenêtres vous surveillent. Tandis qu'une femme naît au monde. Je me suis promise à vous ce soir-là. J'étais votre premier amour. Je veux être votre seul amour.

— Il y a d'autres femmes, répondis-je en m'efforçant de prendre un air de détachement et de supériorité.

— Pas pour vous. Je me suis informée. Vous n'avez aimé ni Claire, ni Mathilde, ni Édith, ni aucune autre de mes amies, de mes rivales. Vous ne vous êtes pas consolé de mon départ.

— Qu'en savez-vous? Depuis cinq ans, où vous ai-je rencontrée?

— Une fois, de loin : je prenais le bateau, vous êtes resté sur le quai. Donc, vous m'aimiez encore, puisque vous aviez peur de moi. Et l'autre soir, à la Comédie-française : vous n'avez pas lorgné une seule fois Mlle Favart, qui est pourtant bien jolie.

— J'étais accompagné.

— Sans doute. Vous avez connu des grisettes. Celle-ci était fort gentille, avec sa petite robe. Mais vous n'y tenez pas.

— Vous vous trompez, madame.

— Alors, pourquoi vous tourniez-vous sans cesse vers ma loge?

— Je cherchais l'Impératrice.

— Sa loge est de l'autre côté. Pourquoi, depuis cinq ans, avez-vous rendu si souvent visite au château de Laury, sinon pour y entendre parler de moi?

Elle riait, triomphante, de mes échecs successifs. Surpris en flagrant délit de m'occuper d'elle presque exclusivement après tant d'années et sa trahison, je me sentais humilié et cherchais une occasion de l'accabler à mon tour :

— Excusez-moi, madame, j'ai précisément rendez-vous avec cette petite.

— Où ça ?

— Chez moi.

— Chez vous ? Je vous accompagne. Rassurez-vous : je m'en irai. Mais je veux voir où vous habitez.

— C'est impossible.

— A quelle heure l'attendez-vous ?

— A la tombée de nuit. A quatre heures.

— Il en est trois. Nous avons le temps.

Elle se leva et je fus vaincu. Sa capote faisait valoir la matité de son visage. Son manteau l'étoffait sans l'alourdir. L'impression que j'avais ressentie à la seule proposition de la voir de près et de lui parler me revenait avec plus de violence encore : *elle était trop belle pour moi, et trop bien habillée*. Une femme pareille ne pouvait être destinée à un étudiant qui sentait sa province natale. Elle était réservée à l'un ou l'autre de ces hommes brillants et décidés que j'avais rencontrés quelquefois et qui menaient la politique, les affaires, la mode, les journaux, le goût et les lettres. La faveur qu'elle m'accordait rien qu'en traversant les rues à mon bras était déjà singulière.

J'habitais alors, sur les pentes de la montagne Sainte-Geneviève, une rue nouvellement percée, claire et bien aérée, la rue Gay-Lussac. Mon appartement, sous les toits, se composait de trois pièces qui recevaient le soleil tout l'après-midi et qui donnaient vue sur le Luxembourg, Saint-Sulpice, et bien au delà. Je l'avais orné de quelques étoffes chinoises à la mode depuis la victoire de Palikao, de trois ou quatre esquisses de Constantin Guys dont j'aimais le mélange de fantaisie aiguë et de basse réalité, d'un beau dessin du fameux *Gladiateur*, le cheval du baron Lagrange, et enfin de quelques reproductions des toiles de Winterhalter et de Cabanel : l'Impératrice et ses dames d'honneur, le profil pur de la comtesse Shouwaloff, impérieux de la Patti devenue marquise de Caux, le charmant visage aux yeux tristes de la comtesse Edmond de Pourtalès, d'autres encore. Ces ombres délicates me rappelaient mes conversations

du château de Laury et la vie imaginaire que j'avais si longtemps menée.

Mon appartement était agréable, et Marie May l'estimait luxueux. Voici que j'en eus honte et qu'en bas je refusai d'y introduire Mme de Laury :

— Vous n'allez pas monter si haut.

— C'est toujours moins haut que la Fourche, me répondit-elle en riant.

Je la suppliai de retourner dans son hôtel, l'assurant que ce n'était pas là un cadre digne de sa beauté.

— Et puis il est trop tard, ajoutai-je en dernier argument.

— Puisque je m'en irai.

Et, ramassant l'ampleur de ses jupes, elle s'élança dans l'escalier, m'entraînant après elle. Au sommet des marches où je n'avais pu la distancer, elle s'arrêta, n'ayant plus de souffle, et dut rester immobile quelques instants pour reprendre sa respiration. J'avais ouvert ma porte et la laissai passer. Elle s'extasia systématiquement sur les meubles, mais spécialement sur les images où elle reconnut ses amies, passa de mon modeste cabinet de travail à ma chambre à coucher avec curiosité, admira le couchant derrière les arbres du jardin et les tours de Saint-Sulpice et finalement s'assit dans un fauteuil en me déclarant :

— Maintenant, je ne m'en vais plus. Vous pouvez renvoyer cette petite. Je la remplacerai.

Le jeu qu'elle reprenait après cinq ans me plongeait dans un abîme de surprise.

— Ne plaisantez pas, lui dis-je. Elle me plaît et va venir.

— Eh bien ! alors, vous me la présenterez.

Son cynisme et son calme m'étaient un supplice. Elle ne pouvait que se moquer, et sa cruauté me trouvait sans résistance. Dans mon désarroi, j'entendis sonner. Elle mit un doigt sur la bouche, m'imposant le silence. Et je commis la lâcheté, — la première, non la dernière, ni la pire, — de lui obéir et de me soumettre. Je demeurai immobile et muet. Les coups de sonnette se multiplièrent, puis on frappa à la porte, on se jeta contre elle, on pleura, on cria. Puis des injures. Puis un pas qui allait s'affaiblissant. Puis rien. Mme de Laury, pendant ce tapage, n'avait pas cessé de me fixer dans les yeux. Nos regards s'étaient accrochés. Le sien me livrait, non le triomphe, ni la coquetterie, mais le désir et la passion. Les ombres envahis-

saient la petite pièce où je n'avais pas allumé les lampes. Comme nous continuions de nous taire, elle vint à moi, entoura mon cou de ses bras et, son visage rapproché du mien, décida :

— Ne t'ai-je pas dit que nous étions fiancés? Aime-moi, garde-moi, prends-moi.

C'était prodigieux. Elle me tutoyait et s'offrait, quand j'aurais imaginé et peut-être préféré, si je devais la conquérir un jour, — ce qui ne m'était jamais apparu comme un bonheur possible, — une longue attente et une lente progression. Elle brûlait les étapes avec une hardiesse qui me déconcertait et que je ne parvenais pas à suivre.

— Sandrine, murmurai-je, perdant mon sang-froid, m'aimeriez-vous donc un peu?

Ses lèvres s'emparèrent des miennes et je reconnus le baiser du lac, au bord des osiers :

— Je t'adore, m'assura-t-elle, et tu ne le sais pas. Depuis ta lettre. Mais tu étais si jeune. Cette lettre m'a affolée.

— Elle était absurde.

— Elle était exquise.

Je n'en étais pas autrement fier, puisque cette lettre était due à une collaboration que je réprouvais.

— Je l'ai encore, ajouta-elle.

Pour un peu, elle l'eût tirée de son corsage!

Elle resta. J'étais bouleversé plus qu'amoureux. Cette rapidité dans la passion me paraissait déconcertante et ne me trouvait pas préparé. J'étais préoccupé de toute sorte de menus soins et de craintes misérables, au lieu d'accepter résolument la prodigieuse offrande. Qu'une femme du monde, qu'elle enfin, accomplît les mêmes rites, montrât la même impudeur et les mêmes ardeurs, avec cette puissance de transformer et transposer sur un plan supérieur les mêmes caresses, que ces gentils petits animaux de plaisir avec qui le quartier latin menait sa vie de bohême, cela me semblait en quelque manière inouï, incroyable, miraculeux. Je n'en revenais pas et ma surprise, voisine de l'effroi, dépassait de beaucoup mon bonheur C'était trop aussi, et plus que je n'en pouvais supporter, quand la seule vue de ses lisses épaules m'eût déjà comblé. Elle cueillait au contraire sa joie avec une audace qui profitait à sa beauté. Mais elle ne perdit à aucun moment la tête. A six heures, elle m'annonça son départ :

— J'ai un dîner à sept. Le temps de m'habiller. Tu me chercheras un fiacre.

Elle n'était plus préoccupée que de ne pas perdre une minute. Or j'avais pris à la lettre sa prière de la garder. Je croyais qu'elle m'apportait sa vie, et ce n'était que deux heures.

Je la reconduisis et la mis en voiture. A peine osai-je, à l'instant de la séparation, solliciter un rendez-vous, tant il eût été naturel qu'une pareille bonne fortune fût sans lendemain, puisqu'elle ne pouvait être éternelle :

— Je ne sais pas, dit-elle. Je reviendrai. Un jour ou l'autre.

Elle m'enchaînait et n'acceptait pas de chaînes. Elle s'implantait dans ma vie et ne m'ouvrait pas l'accès de la sienne. Je remontai chez moi et demeurai longtemps assis à la place même où elle s'était assise, sans lumière autre que celle qui, par les vitres, venait de la grande ville éclairée. J'étais ivre, d'une ivresse lourde qui m'ôtait la réflexion. Cependant je sentais confusément que cet amour n'était pas celui que j'attendais au printemps de ma vie, qu'il était plus brutal, plus âcre et plus violent, tandis que je le souhaitais délicat, tendre et voilé. Mais il me possédait et supprimait tout ce qui n'était pas lui. Mes pauvres petits caprices d'étudiant devant lui disparaissaient, rentraient sous terre. Il n'y avait plus que lui. C'était l'amour. C'était mon amour et, tout au fond de moi-même, je ne l'aimais pas.

***

Elle fut longtemps avant de revenir. J'acceptais sa disparition, quand elle reparut brusquement. Cependant je n'avais guère fait que l'attendre, abrégeant mes sorties pour ne pas manquer sa visite, abandonnant les cours de la Faculté de droit, rompant avec la pauvre Marie May, qui m'avait pourtant demandé pardon de son incartade comme si elle était la coupable, et qui s'était, parmi les fleurs de son commerce, attachée à moi comme le frêle asparagus à ses bottes d'œillets. Mais je n'avais cure de sa peine. J'étais à l'école de la cruauté et devais un jour connaître toute la rigueur de son enseignement.

Ces deux années qui précédèrent la guerre, je m'en rends mieux compte à distance, furent vertigineuses à vivre, pour nous surtout qui n'avions pas vingt-cinq ans. Personne à Paris ne vit venir la catastrophe. L'Empereur redevenait populaire.

L'Impératrice était adulée. L'Exposition n'avait-elle pas fait de Paris le centre du monde et le rendez-vous des souverains? Une atmosphère de grâce légère et mousseuse enveloppait délicieusement Paris comme la brume du beau temps un paysage, ou plutôt comme un halo qui prolonge la lumière. L'esprit courait les rues, les théâtres, les salons, la Cour et la ville. L'archet d'Offenbach menait la ronde du plaisir. Dans toutes les mémoires bourdonnaient les couplets de *la Belle Hélène*, de *la Grande Duchesse*, ou d'*Orphée aux enfers*. Les bals masqués des Tuileries et de l'Opéra mettaient à la mode le déguisement qui autorise toutes les licences. On dansait avenue Montaigne au bal Mabille, aux Champs-Élysées au château des Fleurs, rue Saint-Honoré à la salle Valentino, au Ranelagh, au Casino d'Asnières, à la Closerie des Lilas. Après le quadrille des lanciers et la boulangère, après les valses et les mazurkas de Strauss, on se livrait aux cancans les plus désossés à l'école de Tortillard et de Brididi, de Rose Pompon et de Rigolboche.

Mais je voyais toutes choses à travers le voile doré que me tissait l'amour de Sandrine. Nous menions ensemble une existence étrange, sans aucune promesse de rendez-vous, sans aucune certitude de l'avenir. Chaque fois qu'elle s'en allait, je pouvais douter qu'elle revînt jamais. Longtemps je n'ai même pas su que son hôtel était avenue de l'Impératrice, à l'autre bout de Paris. Elle me tombait de la lune l'après-midi ; puis le soir, toujours avant l'heure du dîner, avec une exactitude d'employé de ministère qui me prouvait l'importance des devoirs mondains, elle s'enfuyait en grande hâte. Je passais le reste du temps à l'attendre, sans qu'elle s'inquiétât de cet alanguissement où elle me laissait. Les premiers temps, nous demeurions enfermés. Un peu plus tard, voulant connaître toute ma vie, elle exigea de sortir à mon bras.

Je fréquentais le soir un monde qui n'était pas le sien et qui, pour être moins brillant, ne s'ouvrait qu'avec plus de réserve. Ma famille, connue en Savoie, m'avait procuré des relations dans l'un ou l'autre salon royaliste où l'on jugeait un peu plus sainement notre politique extérieure. Elle n'eut de cesse qu'elle ne m'en eût détourné. Déjà mes conversations au château de Laury m'en avaient dégoûté et je n'eus pas de peine à convenir qu'on y moisissait. Tandis qu'elle me poussait à ces fréquentations des cafés de la rive gauche où je rencontrais les

poètes du Parnasse et les gloires littéraires à venir, M. Alphonse Daudet qui venait de publier *le Petit Chose*, M. François Coppée que le succès du *Passant*, applaudi par nous tous à l'Odéon, allait tirer de l'obscurité et qui ressemblait à un Bonaparte aux petits yeux bridés à la chinoise. Parfois même elle m'y accompagna : sa beauté et ses robes y firent sensation, ce qui fut loin de lui déplaire et m'agaça.

— On te reconnaîtra, lui objectai-je.

— Ce n'est pas le même milieu.

Elle se considérait comme une princesse en vacances, mais voulait s'emparer de toutes mes pensées. Elle avait exigé une clé de mon appartement, afin d'y pouvoir pénétrer en mon absence, quand je m'absentais si rarement. Je ne savais rien d'elle, hors ce qu'elle m'en racontait. Je n'étais mêlé en rien à sa vie personnelle. Elle ne me proposa jamais de nous rapprocher par le moyen de quelque invitation. Le temps qu'elle me consacrait variait constamment. Tantôt elle précipitait les visites rue Gay-Lussac, et tantôt les espaçait à de longs intervalles. Cependant elle m'avait trouvé au courant de la Cour et des salons, des fêtes des Tuileries et de Compiègne, comme des réceptions de la princesse Mathilde et des redoutes du duc de Morny. Elle souriait, satisfaite, en le constatant :

— Je vois bien maintenant que tu m'as toujours aimée.

Et, par manière de jeu, elle se divertit à compléter ma science. Je sus tous les déguisements de l'Impératrice, qui avait paru successivement en bohémienne chez la duchesse de Bassano, en dogaresse au bal des Tuileries, qui avait voulu se déshabiller en Diane et y avait renoncé devant les allusions des journaux au galbe de ses jambes et devant l'irritation de l'Empereur, et qui paraîtrait en Marie-Antoinette d'après le portrait de Mme Vigée-Lebrun au bal costumé du prochain carnaval. Je connus à l'avance les allusions de la nouvelle revue du marquis de Massa qui serait jouée à Compiègne par cette troupe d'amateurs où brillaient les comtes d'Arjuzon, de Clermont-Tonnerre, de Jaucourt, les princesses de Bauffremont et Czartoryska, la comtesse de la Bédoyère, la baronne Philippe de Bourgoing, sans compter la comtesse de Laury.

Ces confidences qui achevaient l'œuvre commencée par la solitaire d'Yvoire aboutirent à la plus extraordinaire hallucination. Ma maîtresse se dédoubla : elle fut l'adorable fée de la

rue Gay-Lussac et du pays latin et, plus mystérieuse et voilée, la brillante satellite de l'Impératrice. De la seconde nous parlions constamment avec la première qui pieusement entretenait son culte. Mais jamais elle ne m'apparut dans une de ces toilettes de bal à longue traîne qui, aux lumières, devaient évoquer le luxe royal avant la Révolution, puisque la mode se jetait dans l'évocation du XVIIIe siècle.

* * *

Un jour, comme je m'étais procuré à grand peine une invitation aux Tuileries, j'eus l'imprudence de la narguer :

— Enfin, cette fois, je te verrai dans ton cadre.

Elle m'arracha le papier et le déchira en mille morceaux.

— Pourquoi? implorai-je, presque effrayé de sa violence.

Elle se radoucit instantanément :

— Ne m'as-tu pas toute?

Elle refusait de me mêler à sa vie mondaine. Et de moi elle prétendait tout connaître, mes essais de poésie, mes études de droit, mes projets de carrière.

— Je veux que tu sois célèbre, exigeait-elle.

— En quoi?

— En n'importe quoi.

Elle me citait pêle mêle en exemples Berryer qui venait de mourir et M. de Lamartine qui se mourait, maître Lachaud et M. Mérimée. Jamais elle ne fit la moindre allusion à son mari, sauf une fois pour bafouer son goût littéraire :

— Il ne lit que *l'Auberge de la rue des Enfants-rouges* ou *Monsieur Lecoq*.

Le roman policier de Gaboriau paraissait au rez-de-chaussée du *Petit Journal*; celui de Ponson du Terrail je ne sais plus où. Avec un extraordinaire don d'assimilation, elle s'initiait aux nouveautés de l'art, de la philosophie, des lettres et, après avoir tenté de me retenir, me devançait dans les voies les plus hardies. Tandis que sa nature et son monde la prédisposaient à comprendre et louer le *Cadio* de Mme Sand, *les Grandes dames* de M. Arsène Houssaye, ou *Si j'étais reine* de la princesse de Solms, devenue Mme Rattazzi, qui sortaient des presses, je lui donnais à lire des auteurs étrangers, *l'Abîme* de Dickens ou *Fumée* de Tourguénef, qui venaient de nous être révélés et dont le réalisme, précis et poétique ensemble, me paraissait

destiné à orienter notre roman. Nous discutions aussi les nuageux *Horizons prochains* de la comtesse de Gasparin qui suffisaient à sa religiosité, et à quoi j'opposais la philosophie plus ferme de Ravaisson ou même le positivisme nihiliste de Littré, bien que je me détachasse difficilement de la tradition catholique venue de ma famille et entretenue par mes études de droit elles-mêmes, ainsi qu'en témoignerait un travail entrepris sur l'ouvrage de Troplong consacré à *l'Influence du christianisme sur le droit civil romain*. Je l'entraînais vers mon poète favori qui était Baudelaire, et vers le Parnasse, cette école de discipline, ennemie de toute basse sentimentalité, presque stoïque à la manière de Leconte de Lisle dans sa recherche exclusive de la forme. Mais elle eût souhaité plus de détente.

Un jour, elle m'apporta un roman de M. Octave Feuillet, *les Amours de Philippe*. M. Feuillet était son romancier de prédilection, peut-être parce qu'elle le rencontrait à Compiègne ou à Fontainebleau. Il peint des gens du monde et des passions violentes, mais la violence chez lui est toujours de bon ton.

— Mme de Tryas, me dit-elle, me ressemble. Ne trouvez-vous pas?

Or Mme de Tryas est la maîtresse du personnage principal, ce Philippe de Boisvillers qui, revenu au pays natal, comprend la noblesse et l'utilité de ces existences terriennes en contact avec le sol, les saisons et le travail agricole. Il déplore sa vie désœuvrée de Paris. Et, rencontrant une cousine qu'il avait jadis dédaignée, il se rend compte, non par un raisonnement logique, mais dans l'exaltation d'un amour naissant, — et d'un amour sans mensonges et sans fards, délicat et pur, — que son avenir et son bonheur sont là. Mme de Tryas, inquiète à distance, le vient relancer. Quand elle a tout deviné, elle connaît une jalousie si passionnée qu'elle va jusqu'à une tentative de meurtre pour se débarrasser de sa rivale. Celle-ci, pourtant, ne la trahira pas et, vaincue par cette générosité, Mme de Tryas acceptera de quitter pour toujours son ancien amant.

— Mme de Tryas, lui objectai-je, est une criminelle.

— L'amour qui ne va pas jusqu'au crime n'est pas l'amour.

Nous engageâmes une controverse assez vive sur les droits de l'amour, elle les lui accordant tous, moi lui en refusant quelques-uns. L'amour est notre seule liberté; jamais il ne doit, ni ne peut s'imposer. Il n'y a que le silence où s'enfoncer quand

on n'est plus aimé. Elle se révoltait devant cette affirmation, comme un fauve à qui l'on prétend ravir sa nourriture, et, à la manière habituelle des femmes, en fit une affaire personnelle, me reprochant de ne pas l'aimer assez et m'assurant qu'elle se défendrait contre mes trahisons.

— Alors, Sandrine, sois à moi et ne repars plus.

Mais la logique lui demeurait étrangère. Cette conversation sur *les Amours de Philippe* me devait revenir plus tard.

Elle alourdissait ma vie sans le soupçonner. Pour lui prendre en matinée une loge grillée à l'Odéon où l'on jouait *le Roi Lear*, adapté par M. Jules Barbier, avec Beauvallet, Agar et une jeune actrice de feu et de grâce, Mme Sarah Bernhardt, déjà célèbre par son succès à la Porte-Saint-Martin dans *la Biche au Bois;* à la Comédie-Française où elle désirait de voir un proverbe de M. Legouvé, *A deux de jeu*, avec Arnould-Plessy et une débutante, charmante de naturel, Mme Barretta; au Gymnase pour *le Monde où l'on s'amuse* de M. Édouard Pailleron, ailleurs et ailleurs encore; pour les expositions de peinture où nous recherchions de préférence les paysages de Millet, d'Harpignies, de Rosa Bonheur, pour ses voitures, pour ses bouquets, mon budget d'étudiant ne suffisait plus. Je commis alors une autre lâcheté qui fut d'utiliser en gagne-pain mes essais lyriques, non certes en les publiant, — l'Homme à la bêche ne les eût acceptés qu'à mes frais, — mais en tirant parti d'une certaine facilité de versification. Les journaux publiaient volontiers des gazettes rimées : M. Charles Monselet donnait dans *l'Étendard* des comptes rendus de théâtre en vers et des sonnets gastronomiques; dans *la Liberté* de M. Émile de Girardin, M. Amédée Pommier s'exerçait aux satires politiques; dans les *Matinées italiennes*, j'avais lu une visite à Manin racontée par M. Hippolyte Lucas. Je songeai à les imiter et brodai pour la *Chronique illustrée* du *Petit Figaro* des fantaisies soi-disant poétiques que je signais Alex, prenant ainsi les deux syllabes abandonnées du prénom de ma maîtresse. Henri Heine disait qu'il faisait avec ses grandes douleurs de petites chansons. Je tirais mes sorties amoureuses de mes couplets et de mes ballades.

Au mois d'avril qui précéda l'année de la guerre, je fus appelé en Savoie par mon frère aîné, Michel, qui se préoccupait de me voir prolonger outre mesure mes études à Paris et

devinait peut-être qu'un lien mystérieux m'y retenait. Les élections au Corps législatif étaient imminentes : il estimait néfaste la politique de l'Empire, et me sollicitait de la venir combattre avec lui, car il connaissait mes convictions et m'attribuait avec indulgence un certain don de parole et de séduction populaire à quoi je n'ai jamais prétendu. Nous mènerions la campagne électorale en faveur du baron d'Yvoire, candidat de l'opposition catholique et libérale, contre le candidat officiel, M. Anatole Bartholoni. Quand je voulus causer de ces propositions avec Sandrine, elle s'irrita :

— Quelle idée de combattre l'Empire quand toutes les circonstances lui sont favorables et le consolident! Mme Bartholoni est des lundis de l'Impératrice. Elle a créé *Judith* dans les tableaux vivants. Il est donc impossible que tu fasses échec à son mari.

Que penser d'un homme qui se laisse convaincre par de tels arguments ? Je fus cet homme-là et déclinai l'invitation de mon frère, reniant mes opinions personnelles et mes traditions de famille pour ne pas quitter ma maîtresse. Mon excuse est sans doute dans mes vingt-trois ans. Un conflit plus grave allait éclater entre nous avec la déclaration de guerre...

*
* *

Nous étions tous deux à Paris pendant ce mois de juillet où la guerre fut déclarée. L'animation, la fièvre de la capitale s'ajoutaient à l'énervement de notre amour. La foule communiait dans la certitude de la victoire et nous nous perdions en elle, comme pour accroître notre ardeur de vivre. Dans la rue, le zouave, le carabinier, le cent-gardes qui passait était l'objet d'une ovation. Tous les bals publics, tous les cafés-concerts ouvraient et fermaient leurs portes aux accents de *la Marseillaise*. Hortense Schneider, la grande-duchesse de Gérolstein, Thérésa, de l'Alcazar du Faubourg-Poissonnière, déchaînaient l'enthousiasme en la vociférant.

Perdant ses habitudes de prudence ou de dédoublement, Sandrine voulut passer avec moi toute une soirée au pays latin pour connaître l'esprit des étudiants, afin, me confia-t-elle sous le sceau du secret, d'en faire part à l'Impératrice. Je la conduisis à la Closerie des Lilas. Il y régnait une chaleur étouffante et l'on s'écrasait dans les jardins. Nous y croisâmes M. Gam-

betta, élu député de Paris avec Garnier-Pagès et Jules Favre, qui ne dédaignait pas les lieux de plaisir et que j'avais rencontré quelquefois les années précédentes au café Procope. Comme nous, sans doute, il menait une enquête. Elle exigea que je lui présentasse ce gros monsieur à belle barbe et les yeux un peu hors de la tête, et le persifla :

— Eh bien! M. Gambetta, combattez-vous toujours la guerre?

— La guerre est un fléau, madame.

— Surtout pour un républicain quand elle doit consolider l'Empire.

Le tribun regarda le couple que nous formions :

— Prenez garde, ma jolie dame : elle vous prendra votre amant.

Sandrine, courroucée, se serra contre moi dans un geste de possession. Puis, s'éloignant à mon bras, elle me cita ce jugement de M. Ludovic Halévy, l'un des heureux auteurs de *la Belle Hélène*, qu'elle lui avait entendu prononcer aux Tuileries au lendemain du vote du 24 mai : « Ces Parisiens sont fous. Ils jouent avec la République comme les enfants jouent avec le feu. Vous verrez qu'un jour ils brûleront leurs maisons. » Mot qui m'est revenu à la mémoire quand j'ai appris hors de France les incendies de la Commune.

Après cette algarade, nous fûmes emportés, comme tous les assistants, dans un galop final échevelé. Tout le monde, étudiants, grisettes, bourgeois, commerçants, modistes, lingères, lorettes, s'était pris bras dessus bras dessous et, levant les jambes, écrasait les jardins en hurlant : *A Berlin! A Berlin!*

— Jean, mon Jean, me susurra Sandrine, dans le fiacre où je la reconduisais jusqu'au Bois de Boulogne, cet affreux républicain est fou : rien ne te prendra jamais à moi.

Puis elle ajouta, se remémorant la folie de cette soirée :

— L'Impératrice sera contente.

... Elle montrait l'optimisme du monde et de la Cour. N'avions-nous pas notre armée des campagnes d'Italie, de Crimée, du Mexique, nos maréchaux, nos chassepots, nos mitrailleuses? Sans doute il eût été préférable que le pouvoir fût confié à l'autoritaire M. Rouher, plutôt qu'à ce libéral d'Émile Ollivier qui, après avoir épousé la fille du musicien Liszt et de Mme d'Agoult, venait, à peine veuf, de se remarier. Mais M. de Gramont, aux Affaires étrangères, dominait l'am-

bassadeur prussien. Elle me cita ce propos tenu à un dîner officiel par le maréchal Lebœuf, ministre de la Guerre : « Je suis comme une femme qui a sa toilette de bal toute prête dans son armoire à glace. Je n'ai qu'un tour de clé à donner et je puis entrer en danse. » A Compiègne, on préparait les cinquante voitures de gala qui devaient servir à la triomphale entrée de l'Empereur à Berlin.

Cependant je ne partageais pas toutes ces illusions. Une visite au nouveau député de mon département, le baron d'Yvoire, avec qui ma famille était liée, m'avait atterré ; il tenait de M. Thiers d'inquiétants détails sur l'insuffisance de notre armement et l'incapacité de notre état-major et sur la savante préparation adverse.

— M. Thiers ! M. Thiers ! se moqua-t-elle. Un foutriquet ! Les petits hommes ont toujours été jaloux des Cent-Gardes.

Et elle me compara à son amie, la comtesse de Pourtalès, qui rentrait d'un voyage en Allemagne où elle avait rendu visite à la branche des Pourtalès de Prusse. Le ministre de la maison du roi Guillaume lui avait reproché ses sentiments français. « — Mais je suis Alsacienne ! avait-elle répondu. — Alors il nous faudra prendre l'Alsace, avait riposté lourdement le ministre, et nous vous aurons avec elle... » Au retour, elle avait confié à l'Empereur ses absurdes alarmes. « — A travers quels nuages, la gronda paternellement Napoléon, vos beaux yeux voient-ils l'avenir ? Pour faire la guerre, il faut être deux, et nous ne la désirons pas. »

A quoi je lui objectai que précisément il ne fallait pas être deux, et que la volonté d'un seul était suffisante.

— Ce sera donc la nôtre, me répliqua-t-elle avec feu.

C'est alors que j'osai lui avouer la tentation qui m'envahissait :

— J'ai vingt-quatre ans, Sandrine. Si je m'engageais ?

Cette proposition la bouleversa. Elle n'avait jamais songé que ce fût possible. Elle se mêlait à l'élan général et prétendait m'en exclure. La logique n'était pas son fait. Une femme logique serait une femme sans cœur, mais il n'y en a pas. J'étais à elle avant d'être au pays :

— Tu es fou, m'assura-t-elle. Laisse la guerre aux professionnels. Jure-moi que tu ne partiras pas.

Son cher visage, dont je connaissais toutes les expressions de

plaisir, était décomposé. Je compris alors seulement quelle place unique j'occupais dans une existence où j'imaginais du mystère, quand ce mystère était notre amour. Il fut entendu entre nous que je ne partirais que si j'étais appelé. Elle ôtait à ma jeunesse l'occasion offerte du sacrifice. Elle me coupait les ailes comme l'autre, la Dalila, avait coupé les cheveux. Je me laissai vaincre par l'extraordinaire passion qui m'enveloppait tout entier. On ne fait pas de ces confidences-là à sa maîtresse : on l'informe de loin et quand il est trop tard. Ou la maladresse confine à la complicité.

***

La guerre avait été déclarée le 15 juillet. L'Empereur, disait-on, ni M. Ollivier ne la souhaitaient, mais le parti de l'Impératrice, dont Sandrine se faisait l'écho, et les députés bonapartistes qui voulaient renverser le ministère, et toute la population parisienne, affolée par les journaux, qui manifestait bruyamment dans la rue, dans les cafés, dans les théâtres. Nous eûmes là quelques jours de folie dont un vague pressentiment nous avertissait d'épuiser toutes les félicités. Puis nous dûmes nous séparer au commencement d'août. Ensemble nous apprîmes encore l'escarmouche de Saarrebrück, où le petit prince impérial reçut le baptême du feu, puis nos premiers revers, Wissembourg, Spieckeren, Reischoffen, puis la chute du ministère Ollivier dont elle se réjouit. Je brûlais de partir et le cachais. M. de Laury, pour je ne sais quelle charge ou quelle mission, dut s'absenter de Paris. Elle-même fut envoyée à Compiègne avec l'une ou l'autre dame d'honneur, par l'Impératrice qui prenait la Régence. En hâte je regagnai la Savoie, où mes parents me suppliaient de revenir. Ainsi, pour la première fois, étions-nous séparés par les malheurs publics.

De loin Sandrine m'adressait les lettres les plus passionnées, les plus libres, les plus effrénées. J'hésitais à monter à un tel diapason, par une pudeur qu'elle confondait avec la timidité ou la tiédeur. Je lui répondis bientôt de même encre. Notre correspondance était composée de strophes alternées où l'audace répondait à l'audace et le désir au désir. Elle risquait sa réputation et sans doute pire encore à la première découverte. M. de Laury me demeurait énigmatique : je n'imaginais point comment il réagirait si quelque jour notre liaison lui était révélée.

Rompant à demi la promesse qu'elle m'avait arrachée, j'avais demandé, par l'intermédiaire de mon frère, d'être compris dans cette armée de seconde ligne qui s'improvisait. Mais lui-même, bien que dispensé de tout service par le nombre de ses enfants, m'avait devancé et partait avec le grade de capitaine dans le bataillon des mobiles de la Haute-Savoie. Il me proposa au marquis Costa de Beauregard, qui organisait le bataillon de Savoie à Chambéry et qui me prit comme lieutenant. Le 24 septembre, nous partions pour Orléans où nous devions rejoindre l'armée de la Loire. Sandrine, avertie sans précision de mon départ, parvint à me guetter à mon passage à Lyon. Ce fut une nuit de délice et d'horreur. Ses caresses de feu prétendaient me garder.

— Je n'ai que toi au monde, me suppliait-elle.

Et je compris que le monde, en effet, lui échappait avec l'écroulement de l'Empire. J'étais son univers, sa patrie, sa religion, maintenant qu'il n'y avait plus ni Cour, ni Tuileries.

Par un suprême effort dont je ne me croyais déjà plus capable, je réussis à me ressaisir et à ne pas manquer le train qui emmenait mes hommes. Elle me suivit sur la voie, sans peur d'être dévisagée par nos soldats excités, forçant toutes les consignes, et je craignis qu'elle ne se fît écraser. Ma dernière vision, au départ, fut cette pauvre femme accrochée au loquet de mon wagon, puis lâchant prise et courant le long du train pour me voir encore, en révolte contre toutes les lois divines et humaines, poursuivant son amour jusqu'à la limite de ses forces. Quand un tournant la supprima de mes yeux, je fus presque soulagé. Et pourtant, elle gardait mon cœur...

TROISIÈME CAHIER

Ce fut la guerre : des marches, des contre-marches, le froid, la faim, des misères sans nombre dont la moindre était presque le combat, dont la pire était peut-être l'impossibilité de comprendre quoi que ce fût aux manœuvres que nous exécutions. Ah ! qu'on explique du moins au patient l'utilité de son supplice ! Surtout quand ce patient est un soldat de France, dévoué, mais intelligent. Vint l'échec sanglant de mon bataillon devant le village de Béthoncourt attaqué sans préparation d'artillerie. Blessé, prisonnier, je fus longtemps oublié, sans recevoir ni

donner de nouvelles. La romanesque fille de mon gardien qui me prenait pour un personnage de marque aida mon évasion. Je revins par la Suisse et tombai un jour, comme un aérolithe, dans la maison paternelle où tante Dine me pleurait bruyamment.

Ce n'était plus le même homme qui rentrait d'Allemagne, amaigri et traînant la jambe, pareil à un claquedent à qui l'on eût fait l'aumône, mais l'esprit ferme et le cœur résolu. J'avais réussi à me ressaisir durant les longues heures perdues à l'arrière parmi les champs de neige, au cours de la dure et lamentable campagne, et pendant les temps noirs de l'hôpital et de la captivité. Le bilan que je dressais de mes années de quartier latin accusait un déficit. Mon amour pour Sandrine correspondait à cette folie de plaisir qui s'était emparée de toute la nation à la veille de la guerre : il ne convenait plus à ma nouvelle maturité de caractère et j'étais décidé à m'en affranchir. Qu'était-elle devenue dans la tourmente? Jusqu'à la veille de Béthoncourt, ses lettres ardentes et désespérées m'avaient permis de la suivre. Les dernières étaient datées d'Angleterre, où elle avait accompagné l'Impératrice. Fidèle au malheur, elle s'était installée dans le voisinage de la résidence impériale, à Chislehurst, près de Londres. Mais depuis? J'avais passé pour mort. Sans doute m'avait-elle enseveli dans son cœur ainsi que dans un caveau souterrain où l'on vient, seul, s'enfermer et pleurer, puisqu'elle n'avait pas le droit d'avouer son deuil devant son mari et son entourage. En un instant, elle avait tout perdu, le monde et son plaisir, la Cour et son amour. Qu'avait-elle sauvé pour elle-même du désastre? L'Empereur captif et l'Impératrice exilée, Paris abandonné et changé, son amant disparu, quelles réflexions avait-elle tirées de sa solitude? Mes pensées allaient à elle avec douceur, et cependant je n'éprouvais pas le besoin de rechercher son adresse présente, afin de lui annoncer mon retour. Ne l'apprendrait-elle pas par Mme de Laury toujours enfermée dans son château où elle devait confondre le renversement de Napoléon III avec celui de Louis-Philippe, la Commune avec la Révolution de 1848? Ne lui ferais-je pas l'effet d'un revenant, si elle avait accepté une fin moins cruelle peut-être qu'une rupture? Notre passion ne faisait-elle pas partie de tout un passé aboli? Il fallait rebâtir sur les ruines, et ce ne serait pas trop de tous les efforts privés,

Une telle indifférence serait inexplicable sans l'engourdissement qui suit les grandes catastrophes et la demi-léthargie égoïste où demeurent longtemps les blessés. La détente que je goûtais dans ma famille après ces mois de fatigue et de privations n'y fut pas étrangère. Mon frère Michel, dans la guerre, m'avait donné l'exemple; il me soutint, la paix revenue, de son calme, de son équilibre, de sa rectitude de jugement. Sa femme et ses petits enfants, dont le dernier apprenait à marcher sous ma haute direction, résumaient le bonheur, et il avait pourtant consenti à sacrifier ce bonheur à une fin plus haute qui était le salut du pays. Il avait pratiqué un tel renoncement dans la plus extrême simplicité, et comme s'il accomplissait une obligation toute naturelle. Chez sa compagne dont il était la vie, il avait rencontré la douleur et les larmes, mais aucune résistance. Il y avait donc une autre qualité d'amour que celle que j'avais connue. On pouvait aimer dans la paix et la confiance, et non plus dans les troubles du cœur, l'inquiétude, le mystère et la volupté.

Dans ces mois, dans ces années qui suivirent immédiatement la guerre, le pays montra une volonté unanime de renouvellement. Pour s'acquitter de sa dette et libérer le territoire, il s'imposa plus d'ardeur au travail et se révéla, comme il s'est toujours révélé dans l'histoire, sérieux, tenace, laborieux et persévérant. Un véritable réveil religieux accompagnait cet effort collectif. La jeunesse qui ne se précipitait pas à Saint-Cyr ou vers l'armée s'adonnait aux œuvres catholiques et sociales. Un quart de siècle auparavant, elle avait connu un pareil élan sous l'impulsion des Lacordaire et des Montalembert. A distance, dans ma lointaine province, je ressentais ces mêmes enthousiasmes suscités par un désir de rachat privé et de redressement national. J'avais eu l'occasion d'entendre à Chambéry la parole enflammée d'un jeune apôtre des temps nouveaux, un officier de cavalerie, le comte de Mun, qui enseignait à tirer de la douleur collective un principe de régénération et qui engageait son auditoire à l'union fraternelle des classes. Mes violentes amours n'étaient plus à mes yeux qu'un épisode dépassé. J'avais débuté au barreau où l'on m'annonçait un brillant avenir et peu à peu une sorte de direction des esprits m'était confiée par les hommes de mon âge, bourgeois, ouvriers, paysans, venue d'un rôle bien modeste dans la guerre que la

légende amplifiait et de ces dons apparents qui tiennent lieu trop souvent de supériorité au regard de la foule. Dans ma profession comme dans la politique, ou plutôt dans la vie sociale, je serais donc un homme utile, recherché, considéré, un homme enfin. Et j'avais honte de mon instabilité d'avant-guerre, de mes études indéfiniment prolongées sans profit, de mes gazettes rimées, de mon goût trop exclusif du plaisir.

Pour hâter cette transformation, j'avais résolu d'éviter toutes occasions de renouer une liaison trop chère. A vrai dire, j'y étais aidé par le silence de Sandrine qui, après deux ou trois velléités, semblait avoir renoncé à me retrouver, soit qu'elle eût, elle aussi, changé sous l'influence des événements ou de telles autres circonstances personnelles, soit qu'elle eût été froissée de n'avoir pas été informée directement de mon retour. L'été qui suivit la Commune et le Traité, elle ne vint pas au château de Laury et, l'été suivant, je n'allai pas aux Coudriers et dus faire une saison à Aix pour chasser des restes de mauvais refroidissements contractés au cours de la campagne. Mais voici que le troisième été, quand notre dernière et orageuse rencontre de Lyon datait de près de trois ans déjà, m'installant pour les vacances dans notre propriété au bord du lac, j'appris qu'elle était redevenue notre voisine et que même elle avait rendu visite à ces dames, — ces dames, c'est-à-dire ma mère, ma belle-sœur et tante Dine. Celle-ci, qui l'avait reçue, froidement d'ailleurs, lui avait déclaré que je ne serais jamais là. Comment les gardiennes du foyer, qui semblent n'avoir d'yeux que pour l'intérieur de la maison, devinent-elles avec une si exacte clairvoyance les secrets d'amour qui échappent aux regards les plus avertis, quand la sécurité de leur entourage est en jeu?

— Mme de Laury? prononçai-je. Mais je ne la vois plus.

Et j'affectai la plus parfaite indifférence. Brusquement, il me semblait que je ne l'avais quittée que d'hier et que j'étais en danger. Par quelles antennes mystérieuses tante Dine en avait-elle été avertie avant moi?...

***

La seule victoire en amour, c'est la fuite. De ce propos de stratégie sentimentale attribué à Napoléon, j'allais vérifier sans retard la vérité. J'aurais dû gagner la montagne et m'y terrer

dans la solitude. Tandis que je restai sur place, avec la certitude à peine déguisée que, tôt ou tard, nous nous retrouverions en face l'un de l'autre sur l'étroit promontoire qui, dans ses arbres, cachait à peu de distance nos demeures. Mes pas me portaient naturellement vers le château de Laury, ma barque suivait sur les eaux la même direction. Il me fallait au dernier moment un sursaut d'énergie pour m'en éloigner. Et puis, il arriva ce qui devait arriver fatalement.

Je rentrais de Genève à Yvoire par une de ces longues soirées d'août où le soleil ne peut se décider à disparaître tout à fait et laisse après lui sur le lac des traînées d'or égales en lumière à ses rayons. Je m'étais assis à l'arrière du bateau presque désert pour assister au départ et regarder la ville étalée autour de la cathédrale Saint-Pierre, au bord des bastions, claire encore sur le fond assombri du Salève. Je vis passer une femme sur le quai : silhouette mince et rapide, avec un sillage de voiles blancs, qui se pressait de crainte de manquer le départ. Elle ne fut qu'un instant dans mon rayon visuel. Puis nous levâmes l'ancre et sortîmes du port. Je restai à mon poste. Du haut de la ville une vitre flamboya comme si elle contenait tout l'astre à elle seule. Quelqu'un s'approcha de moi. Au pas léger, sans m'être retourné, je décidai que c'était elle. Le pas s'arrêta dans mon voisinage. Cependant je ne bougeai pas, et demeurai apparemment absorbé dans ma contemplation. Combien de temps durerait ce manège? La beauté du couchant me pourrait-elle retenir contre la tentation? Je prolongeai la résistance de toute la force de ma volonté. Mais cette résistance fut brusquement vaincue par une chose que je n'attendais point, le bruit étouffé d'un sanglot. Alors, me retournant, je vis le visage de Sandrine en larmes. Ces trois années de séparation l'avaient comme blessée. Non que sa jeunesse, — à trente ans, — fût atteinte. Mais ce frémissement de vie impatiente qui l'agitait au temps de nos amours, qui se lisait dans ses yeux, sur ses lèvres, sur sa chair dorée, et s'inscrivait dans ses mouvements, dans sa démarche, s'était ralenti. Sa beauté avait perdu en fraîcheur et spontanéité, gagné en volupté concentrée, comme un feu qui a moins de flamme et plus de brasier. Je ne devais constater ces changements que peu à peu. Ce qui me frappa tout d'abord, ce fut que ses cheveux noirs étaient devenus blonds. L'éclat de ses yeux sombres s'avivait de ce contraste savamment obtenu.

Devant le spectacle qu'elle m'offrait, je mêlai la surprise à la compassion.

— Toi, m'appela-t-elle, c'est bien toi.

Elle reprenait, sans une hésitation, le tutoiement accoutumé. Je m'étais levé pour la saluer, et je crus un instant qu'elle jetterait ses bras à mon cou, rattachant la scène présente à nos adieux de Lyon, comme si elle avait le pouvoir de supprimer nos trois dernières années.

— Madame, essayai-je de dire, il est trop tard. Pourquoi pleurer?

— Je te retrouve et ne te perdrai plus.

J'esquissai un geste courtois et un sourire d'ironie. Elle me proposa de nous asseoir. Comment aurais-je refusé sans impolitesse? Elle avait séché ses larmes et montrait avec une rapidité merveilleuse une figure rasserénée. Le crépuscule nous composait un halo de clarté dans le ciel et sur le lac. Notre bateau alluma ses fanaux qui enfoncèrent dans les vagues de tremblantes colonnes de feu. Nous croisâmes une grande barque de pêche dont les voiles latines, une blanche et une rouge, obstruèrent un moment tout un panneau d'horizon. Les villages de la côte se précisèrent en petits groupes d'étoiles. C'était l'heure où la paix s'épand sur la terre.

C'était l'heure où cette paix s'éloignait de moi. Loin de m'adresser des reproches sur mon silence, Mme de Laury, avec cet art incomparable de conduire la conversation, introduisait à nouveau dans le présent les confidences du passé, m'interrogeant sur la guerre, sur ma captivité, sur mon évasion, sur mes travaux actuels. Je répondais avec des réticences, des banalités, du vague. Patiemment elle parvenait à m'intéresser, à me forcer dans mes retranchements, à m'arracher des morceaux d'intimité. Et quand je déplorais mes défaites, elle se faisait si câline et si douce que je ne regrettais plus de m'être livré. Contrairement à ses habitudes de mystère, elle me donnait l'exemple. J'appris ainsi que son mari la laissait fréquemment, et des mois entiers, à Chislehurst, près de Londres, dans le voisinage immédiat de Camden-Place, la modeste maison de campagne où s'étaient retirés les souverains déchus. Elle avait fait partie de la petite cour de l'exil, et même éprouvait une certaine complaisance à m'émouvoir avec le tableau héroïque de la décrépitude impériale.

Napoléon III supportait le malheur avec une résignation sublime, ne se plaignait de rien, n'accusait personne, s'exprimait avec mesure sur ses pires calomniateurs. Calme, triste, confiant, il s'était acheminé vers la mort avec une noblesse comparable à celle du grand captif de Sainte-Hélène. Quant à l'Impératrice, avec une incroyable facilité de détachement, elle oubliait Compiègne et ses fêtes, le trône, les flatteries et les adulations, pour accepter l'humble vie bourgeoise d'un cottage anglais auprès de son mari et de son fils et pour redevenir l'Espagnole qui se console avec des amulettes et subit, comme un sort jeté, le jeu de bascule de la vie.

J'étais résolu à lui montrer de la froideur, et voici que je me laissais prendre à ses récits comme l'oiseau au piège englué. Sa parole, dont je connaissais bien les inflexions, jouait sur moi, comme le vent sur la surface de l'eau : il commence par des rides imperceptibles, puis souffle en tempête. Je numérotais un à un tous ses sortilèges, et la science que j'en avais ne m'empêchait nullement d'en subir la fascination. Je remarquais sa séduction plus nuancée, plus subtile, et, si je puis dire, plus veloutée. Elle ne réservait plus, comme autrefois, sa vie mondaine. Ou plutôt, le dédoublement ne s'opérait plus. J'avais auprès de moi une femme unique, celle qui avait dansé aux Tuileries et celle qui avait dansé à la Closerie des Lilas. Il me semblait que depuis la guerre j'avais cessé de vivre avec cette intensité où je retrouvais avec délices mes fièvres d'autrefois. Mon unique chance de salut était qu'elle ne s'aperçût pas de son triomphe. L'ombre croissante qui lui dissimulait mes expressions de visage m'était favorable, et je vis avec soulagement la pointe d'Yvoire se rapprocher. Quand nous abordâmes, elle pouvait me croire insoumis. Sur le débarcadère, elle joua son va-tout.

Son mari l'attendait, son mari un peu vieilli, mais toujours élégant, distingué et correct, dont je ne pénétrais pas, dont je n'ai jamais entièrement pénétré le caractère, et qui demeure encore aujourd'hui pour moi une énigme. Qu'il poussât la délicatesse conjugale jusqu'à venir la recevoir au bateau, je ne l'eusse pas soupçonné. Pendant ma liaison avec Sandrine, il n'avait pour ainsi dire pas existé : d'un commun accord nous l'avions supprimé. Elle me présenta à lui sans me prévenir, tandis qu'à Paris tous ses efforts tendaient à nous séparer, à

ne pas mêler sa vie passionnelle à sa vie de société. Et même elle me présenta comme un ami d'enfance dont elle lui avait souvent parlé.

— Je l'ai prié à déjeuner pour demain, ajouta-t-elle avec une désinvolture qui me stupéfia. Car il est notre voisin.

M. de Laury joignit courtoisement ses instances à celles de sa femme. Je me trouvai lié et les vis monter en voiture, le mari, avec une extrême politesse, et bien que la soirée fût tiède, étendant une couverture sur les genoux de sa femme. *Sa femme* : jusque-là j'avais pu croire qu'elle m'appartenait à moi seul. J'ignorais de sa vie tout ce qui n'était pas moi ou ce rival que j'avais accepté : la Cour. Ces temps d'insouciance étaient passés. La guerre les avait balayés, comme le reste. Désormais, si mon amour renaissait, si je renouais ma liaison avec Sandrine, je savais où j'allais. C'était l'adultère, c'était le péché.

***

Quand je fis part à ma famille de l'invitation que j'avais reçue et acceptée, tante Dine éclata :

— Ces Laury ont lâché les lys pour les abeilles. Ce sont de fameux traîtres. Méfie-toi, Jean, méfie-toi.

L'avertissement était bien inutile : j'étais envoûté.

Je retournai donc au château que j'avais abandonné du jour où la vieille comtesse m'avait proposé d'aller voir sa bru à Paris. Et, de fait, je ne connaissais l'hôtel de l'avenue de l'Impératrice, débaptisée aujourd'hui, que pour en avoir aperçu vaguement dans l'ombre la façade, cette nuit de juillet où j'avais ramené, après la fermeture de la Closerie des Lilas, Sandrine belliqueuse et enamourée. La douairière m'accueillit comme l'enfant prodigue, me qualifiant de *jeune héros* à cause d'une sotte histoire de lièvre que les survivants de Béthoncourt avaient colportée. Elle mêlait en un imbroglio indéchiffrable les souvenirs de la reine Marie-Amélie, qui lui étaient personnels, et ceux de l'impératrice Eugénie, qui lui venaient de ses enfants. Contrairement au virulent verdict de tante Dine, elle ne trahissait pas, elle juxtaposait couronnes et dynasties dans un éclectisme parfait. Seul, le régime républicain lui inspirait une horreur sacrée. Quand elle sut que j'avais connu Gambetta au quartier latin, elle me considéra comme une espèce de monstre :

— La jeunesse a de bien mauvaises relations.

Sandrine riait aux larmes, n'avouant pas son court dialogue avec le tribun, et charmée de cette complicité qui nous liait d'un échange de regards. En passant à la salle à manger, ne m'avait-elle pas glissé à l'oreille :

— C'est la première fois que je te reçois chez moi.

Elle osait me tutoyer à deux pas de son mari. Il me sembla que celui-ci nous considérait avec un mauvais sourire. Le déjeuner fut agréable, avec une affectation de protocole qui prétendait rappeler de loin l'étiquette de la Cour. Pour le bonheur de la vieille comtesse, on y parla beaucoup de la mort de l'Empereur. Camden-Place n'eut bientôt plus de secrets pour moi.

— Une habitation de plaisance, — m'expliquait Sandrine avec cette voix un peu voilée et voluptueuse que jadis elle prenait déjà pour m'entretenir des fêtes des Tuileries ou de Compiègne et que j'aurais souhaité de réserver à nos entretiens amoureux, — une habitation de plaisance, mais très modeste, dans les pelouses et dans les arbres, ces beaux arbres qu'on ne voit que dans l'humide Angleterre. J'avais rejoint l'Impératrice en exil après le mois de septembre. Je l'ai trouvée dans ce logement où elle attendait l'Empereur. Le propriétaire était un gentilhomme anglais qui voulut absolument se contenter du chiffre fixé par l'infortunée locataire : douze mille cinq cents francs.

Elle ne tarissait pas d'éloges sur les égards prodigués aux hôtes de Chislehurst. Quand mourut Napoléon III, les habitants étaient consternés. Elle me cita en anglais cette phrase qu'elle avait recueillie sur les chemins : « *Ah! it is a pity : he was a very nice old gentleman.* »

C'était le neuf janvier précédent, et sa mémoire était toute fraîche. Je me rendais compte, aux détails qu'elle me prodiguait, et plus encore à la musique de ses lèvres, de la place qu'avait tenue dans sa vie le dénouement du drame impérial. Il l'avait aidé à supporter ma disparition. Elle avait mêlé au désastre des souverains les larmes de son amour brisé. Cette petite bourgeoise, brusquement transplantée, pour les millions gagnés par son père, dans un monde tout doré, s'était grisée de lumière comme une cigale au soleil, mais le malheur l'avait exaltée. Les plus ardents défenseurs des trônes ont toujours été, non les vieilles races courtisanes gavées de faveurs

et fatiguées, mais l'aristocratie la plus récente, et celle même qui a usurpé ses titres et non pas sa fidélité.

— J'ai vu, acheva-t-elle, l'Empereur sur son lit de parade. Il portait l'uniforme de général de division en petite tenue, avec le grand cordon de la Légion d'honneur. Il avait cette expression de calme, de bonté que nous lui avons toujours connue. On lui avait laissé à l'annulaire la bague qui lui venait de l'Impératrice, et au petit doigt un anneau qui avait appartenu à Napoléon Ier. Quelqu'un proposa au Prince impérial de reprendre cet anneau qui était son héritage. Il refusa en disant : « Je ne veux pas dépouiller mon père. »

Sa belle-mère, ravie, buvait ses paroles et pleurait sur Louis-Philippe. Quant à son mari, il nous énumérait, comme un écho mondain, les arrivées à Chislehurst, le prince Charles Bonaparte, les princes Murat, M., Mme et Mlle Rouher, la maréchale Canrobert, la maréchale Pellissier, le marquis et la marquise de la Valette, le général et la comtesse Fleury, etc., etc. Je reconnaissais au passage tous ces personnages que j'avais introduits dans ma vie de rêve, quand j'imaginais de loin Sandrine à la Cour. Mais Sandrine écarta ces futilités :

— M. Eugène Delessert, dit-elle, avait eu la pieuse pensée d'apporter un peu de terre de France Il l'avait prise aux Tuileries.

Qu'il l'eût prise aux Tuileries, c'était le comble de la dévotion. Nous eûmes pour M. Delessert un mouvement particulier de gratitude en pelant de belles pêches dont la coupe venait d'être offerte. Puis Sandrine nous traça un portrait du Prince impérial : seize ans, la taille élancée, beau comme sa mère, avec la mélancolie paternelle. « Louis, je n'ai plus que toi ! » avait crié l'Impératrice, quand elle le vit accourir à Camden-Place, peu d'instants après la mort de l'Empereur. Pour l'ordonnance des funérailles, elle s'était tournée vers l'enfant : « Décide, Louis : tu es le chef de famille. » Mais le Prince s'était jeté à ses genoux pour rendre hommage à la souveraine ; puis se relevant, il la prit dans ses bras, l'appelant simplement : « Ma mère ! » Derrière le char funèbre, il marchait seul, le premier, et donnait l'impression d'un homme. Quand il défila devant les Français qui avaient passé la Manche pour assister aux obsèques, on l'acclama. D'un geste il arrêta ces acclamations : « Ne criez pas : Vive l'Empereur ! ordonna-t-il, mais : Vive la France ! »

L'accent de ces paroles était si tendre que je fus jaloux du Prince impérial. Je compris que l'attachement dynastique peut revêtir un caractère amoureux. Si je poursuis jusque dans les recoins de ma mémoire les moindres souvenirs de cette scène, n'est-ce pas en quelque manière pour me disculper de ma faiblesse en faveur de la séduction qui émanait de cette Sandrine fidèle au malheur et toute brûlante dans sa fidélité? Elle conclut sur un ton énergique :

— Il reviendra. Il faut qu'il revienne.

Elle était prête à s'y employer, elle et sa fortune. Ne ressemblait-elle pas à ces héroïnes de la Fronde, une Mme de Chevreuse, une Mme de Longueville, qui se servaient de leurs yeux mêmes et de leur beauté pour conspirer? Et me réclamerait-elle, comme gage, l'abandon, la trahison de mes traditions royalistes? La douairière me sauva de cette alternative par une confusion :

— Oui, déclara-t-elle, convaincue. Lui ou le comte de Paris. Mais pas le comte de Chambord.

Elle préférait les Orléans, acceptait les Napoléon, boudait la légitimité. Son fils, dédaigneusement, brisa ces espérances. Les royalistes n'avaient pu s'entendre entre eux. L'Empire était dans l'opinion publique responsable de la guerre et de la défaite. Ne valait-il pas mieux se rallier à la présidence du maréchal de Mac Mahon? Déjà Paris se reprenait à la vie mondaine. Il y avait eu quelques réceptions brillantes. Peu lui importait le régime, pourvu qu'on s'amusât!

— Plus de Cour! objecta sa femme.

Il la toisa d'un regard pointu et ironique qui signifiait : « Où vous ai-je prise et d'où sortez-vous? » Elle l'interpréta ainsi et fut cruellement mortifiée. Ce regard me la livrait.

En prenant le café, comme M. de Laury déplorait l'obligation prochaine où il serait d'accomplir un voyage en Espagne en qualité d'administrateur d'une société minière, — et j'avais déjà remarqué son goût pour les affaires de finances, — Sandrine prit la peine de lui tracer son itinéraire avec l'indicateur des chemins de fer. Puis elle allégua pour elle-même la nécessité de consulter un médecin de Lausanne, alors à la mode, et pria son mari de lui chercher les heures des bateaux. Pendant qu'il s'en occupait, elle m'adressait des signes non équivoques pour me donner à entendre que je serais de

la traversée et que M. de Laury travaillait à notre bonheur.

Un peu plus tard, elle alla prendre un livre sur un rayon de la bibliothèque et me l'apporta avec ces mots lancés à haute voix :

— Voici l'ouvrage que vous m'aviez demandé.

Puis, tout bas, elle ajouta, comme elle était rapprochée de moi :

— Il y a une lettre.

Je feuilletai l'ouvrage avec un air de complète indifférence et vis en effet, entre les pages, une enveloppe qui n'était même pas fermée. A cet instant précis, M. de Laury regardant de mon côté, je ne pus la faire disparaître et même, avec une imprudence que j'estimai susceptible de donner le change, je posai le livre sur un guéridon. Ne fallut-il pas que le mari de Sandrine, à son tour, le soupesât et le gardât en mains !

— *Les Grandes Dames* d'Arsène Houssaye, lut-il sur la couverture, et, toujours railleur, il ajouta :

— Il n'y a pas de grandes dames. Il n'y a que de petites femmes.

Qu'il l'ouvrît, et c'en était fait de notre secret. Avant d'avoir renoué ma liaison, et sans même savoir si je la renouerais, je me trouvais lié par la communauté du risque. Sandrine suivait tous les mouvements de son mari et je devinais son angoisse à l'éclat fébrile de ses yeux. Quant à moi, je découvrais à ce jeu mortel une sorte de savoureux plaisir. C'était la guerre, moins les fatigues et les horreurs physiques, mais avec cet appétit de vivre qu'elle déchaînait. Je flairais le goût du danger que j'avais connu dans la montagne et au combat. Il m'ouvrait des perspectives de volupté nouvelle. La vie menacée s'entr'ouvre violemment.

Cependant M. de Laury, tranquillement, avait replacé le livre sur la table. Je me levai et m'en emparai aussitôt. Les nerfs de Sandrine étaient à bout. Mais peut-être elle aussi avait-elle éprouvé cette excitation malsaine du péril par quoi nos sensations sont décuplées.

Ses manèges audacieux, son snobisme, ses affectations et ses fards me déplaisaient en elle et m'attiraient ensemble. J'aurais désiré me soustraire à son influence. Sans l'amitié généreuse qu'elle témoignait au malheur, j'aurais peut-être détesté l'amour qu'elle m'inspirait. Ne contrariait-il pas toutes mes

idées nouvelles ? Mais il m'apparaissait avec une évidence redoutable que je ne pouvais m'en passer. Les années écoulées depuis mon retour d'Allemagne devenaient trop paisibles dans mon souvenir au regard des précédentes. Quand je m'en allai, sans que rien pût lui révéler ma défaite, je lui appartenais.

Parmi les traités de théologie ou d'apologétique laissés dans la bibliothèque du Chartreux qui m'a précédé dans cette cellule et qui étudiait le sentiment religieux au XVIIe siècle, j'ai découvert et transcrit cette observation de Fénelon : « Les hommes gâtés jusque dans la moelle des os par l'ébranlement et les enchantements des plaisirs violents et raffinés, ne trouvent plus qu'une douceur fade dans les consolations d'une vie innocente: ils tombent dans les langueurs mortelles de l'ennui, dès qu'ils ne sont plus animés par la fureur de quelque passion. »

La fureur de la passion m'était devenue nécessaire, et je me trouvais las tout à coup de la fade douceur d'une vie innocente...

***

Lausanne fut, quelques jours plus tard, le lieu de notre rendez-vous. Nous descendîmes sous un faux nom dans un hôtel d'Ouchy, au bord du lac, à l'écart et parmi les arbres. A cause de la chaleur d'août, il n'y avait personne. Les touristes avaient gagné les hautes vallées alpestres. En un clin d'œil, elle transforma notre chambre, dont la terrasse donnait sur les eaux décorées de quelques voiles et sur le fond des montagnes boisées de Savoie : un portrait d'elle en princesse de Lamballe, son costume au dernier bal déguisé des Tuileries, celui de l'Impératrice en Marie-Antoinette, — et n'y avait-il pas quelque étrange pressentiment dans un tel choix à la veille de la catastrophe? — enfin une image du Prince impérial, et dans les vases des roses rouges que je lui avais offertes. Elle exigea que nous fissions toilette pour le dîner du soir. Nous fûmes presque les seuls convives perdus dans une immense salle à manger où nous nous assîmes l'un en face de l'autre, elle en robe décolletée et moi en frac. Je m'amusais de cet inutile cérémonial qu'elle prenait au sérieux comme si elle peuplait ce désert d'ombres invisibles.

Il y a quelque chose d'émouvant à envelopper du regard celle qui gentiment joue avec la vie ordinaire, saupoudre ses fraises de sucre, approche de ses lèvres la coupe de champagne,

et qui tout à l'heure vous appartiendra. Elle aime à prolonger l'attente, comme pour donner plus d'importance et de solennité à sa promesse. J'avais connu Sandrine plus audacieuse et moins lente. Quand nous montâmes chez nous après une promenade dans les allées et jusqu'au bord du lac où se reflétaient les lumières des villes et villages des deux rives, j'avais l'impression de conduire une femme nouvelle, et non mon ancienne maîtresse retrouvée. Dès que la porte se fut refermée sur nous, elle noua autour de mon cou ses bras lisses et blancs :

— Toi, Jean, c'est toi ! Je t'ai vu mort, avec une blessure au cœur. Ils me l'ont écrit. Je t'ai pleuré, et tu es là !...

Elle était toute secouée de sanglots. Je dus la calmer doucement. A quel camarade de mon bataillon s'était-elle adressée pendant la guerre pour obtenir des renseignements sur mon sort? Elle m'assurait qu'elle n'avait plus que moi au monde et je comprenais bien que c'était la vérité. Autrefois nous étions deux qui nous partagions ses faveurs : la Cour et moi. Seul, j'avais survécu, par un miracle. Désormais, elle se donnait à moi seul, quand ce don total, je ne le réclamais plus. Instantanément je regrettai la fée légère qui me tombait du ciel dans mon petit appartement de la rue Gay-Lussac et s'évanouissait vers six heures du soir sans jamais s'engager à revenir. Ma carrière et le renouveau de ma vie intellectuelle et morale exigeaient ma liberté. Et dans les caresses mêmes, je sentis le poids des chaînes.

***

Ces rencontres dans les villes du littoral, qui nous obligeaient à mille précautions, ne lui suffirent pas longtemps. Sa passion la possédait toute. Elle voulut que je vinsse la nuit la rejoindre au château de Laury, pendant que son mari voyageait en Espagne. Sa belle-mère occupait une aile et se retirait tôt. Les domestiques, à dix heures du soir, montaient au dernier étage. Elle-même redescendrait à onze, pour retirer les verrous de la porte d'entrée. Vers minuit, je pourrais ouvrir, prendre l'escalier, gagner sa chambre au premier. Devant l'audace d'une pareille proposition, j'avais commencé par hésiter. Elle se rit de mes craintes :

— As-tu peur de moi plus que des balles?

C'était d'elle que j'avais peur en effet, non du danger qui

m'attirait. L'impudeur qu'elle mettait à se donner chez elle communiquait à notre amour une culpabilité plus lourde. Dans sa folie, elle ne le comprenait pas. Il arrive un moment dans la passion où l'homme, se sentant dépassé, a l'impression qu'il suit sa compagne aux abîmes, quand c'est lui qui, la plupart du temps, lui en a montré le chemin, — le chemin où l'on croit pouvoir s'arrêter, et qui ne comporte pas de halte.

Dès lors commença pour moi une vie double dont je fus bientôt exalté. Le soir, je veillais en famille, amusant avec mes histoires mes neveux et nièces assis sur mes genoux ou sur un tapis à mes pieds, taquinant tante Dine flattée et heureuse de mes boutades, et un peu plus tard discutant avec mon frère Michel sur l'avenir du pays. Puis chacun s'allait coucher. Auparavant, j'avais annoncé que je partirais dès patron-minet pour la chasse. Quand toute la maison était endormie, à pas de loup je m'enfuyais.

Sur le chemin je trouvais cette extraordinaire paix nocturne sous les étoiles, parfois troublée par les aboiements lointains d'un chien de ferme, le plus souvent à peine ridée dans son silence lisse comme une glace par le soupir du lac, le bruissement incertain des feuilles ou le glissement clandestin de quelque bête invisible. L'air me rafraîchissait de son souffle pur. Je marchais légèrement, tantôt à découvert, tantôt sous les branches qui ajoutaient leur ombre à celle de la nuit. Une petite lieue à peine séparait les Coudriers du château : c'était une demi-heure d'élan ou de méditation. Que de pensées différentes ont roulé dans ma tête pendant ces parcours! Puis je poussais la claire-voie, je pénétrais dans le parc dont j'écrasais les pelouses pour ne pas faire crier le sable des allées, j'ouvrais la porte et, comme un voleur ou comme un assassin, je violais le domicile du comte de Laury. Comme un voleur ou comme un assassin : cependant je prenais la précaution de déposer mon fusil et ma cartouchière au coin d'un mur, afin de ne pas entrer avec une arme. Et par l'escalier obscur, guidé par une raie de lumière, je montais vers elle.

Je n'ai jamais pu m'accoutumer à me dédoubler. Le contraste est toujours resté présent à ma mémoire : ces jeux et ces rires d'enfants, leurs yeux neufs dont rien d'impur n'avait encore terni le regard, ce groupe de femmes pour qui le devoir, — et le devoir aimable, — était toute la vie simple et soumise

ma mère, tante Dine et Valentine ma belle-sœur si doucement courageuse dans la guerre, la limpidité de ces nuits de fin d'été où les astres jettent des clartés plus vives et plus caressantes, — et puis cette porte qui s'ouvre sur la nuit intérieure comme sur un gouffre de volupté. C'est peut-être que je n'ai jamais perdu le sens de la faute, ni la force de me juger. Tandis qu'à Paris les apparitions de Sandrine se confondaient avec l'insouciance et la liberté de ma jeunesse, maintenant je connaissais la responsabilité de mes actes. Mais le vertige que j'éprouvais était bien autrement redoutable. Quand, l'oreille aux aguets, ma maîtresse, devançant mon arrivée, m'ouvrait elle-même sa chambre et m'y entraînait le cou enlacé de ses bras frais, je n'étais plus que son esclave comme elle était la mienne. Alors, c'était l'abîme profond de l'oubli où nous roulions ensemble.

Le matin, avant le jour, avant même l'alouette de Roméo, il fallait que je disparusse. Le plus souvent elle-même me prévenait : par un phénomène singulier, elle oubliait la vie et non l'heure. Et je me retrouvais hors du parc, à l'aurore, quand le lac frissonnant reçoit les premières lueurs sur ses eaux décolorées. C'est l'heure la plus favorable à l'affût. Alourdis de sommeil, les oiseaux sont encore sans défense. Et, pour justifier mes absences matinales, il m'est souvent arrivé de rentrer aux Coudriers avec ma cartouchière remplie de petits corps tièdes et de plumes ensanglantées. J'ai tué de la sorte un rossignol : je n'avais entendu que son bruit d'ailes et non la musique de sa voix. C'étaient là mes cruelles offrandes au cruel amour.

***

Et comme un voleur, comme un meurtrier, je fus pris dans la souricière. Mais, pendant ma captivité en Allemagne, j'avais trop souvent préparé des plans d'évasion pour me laisser capturer.

HENRY BORDEAUX.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

SARAGOSSE

Il y a, dans les *Nouvelles exemplaires* de Cervantès, une historiette bizarre qui m'a toujours laissé rêveur. Ce grand homme nous raconte que, de son temps, on voyait courir, par les rues de Séville, un badin, ou plutôt un bon fol, qui, armé d'un soufflet, se précipitait soudain sur tous les chiens qu'il rencontrait et les traquait avec frénésie, à seule fin de les gonfler de vent par le moyen de son soufflet. Les gens de Séville, ravis en admiration, le regardaient courir, se demandant quel haut intérêt, quelle passion mystérieuse aiguillonnait cet homme à ce pourchas aussi vain que ridicule. Finalement, ils se gaussaient de lui, l'accablaient de leurs brocards. Alors, l'homme, indigné, toisait cette canaille avec une supériorité d'artiste et leur criait, en brandissant son soufflet :

— Est-ce que Vos Grâces s'imaginent qu'il est facile de gonfler un chien?...

Lui, il faisait cela pour la difficulté vaincue, pour la beauté de la chose, avec un sublime désintéressement, autant dire pour rien, — comme un poète...

On devine dans quelle intention le père de Don Quichotte se laisse aller à conter cet étrange cas d'idéalisme exaspéré. Si je le rappelle ici, avant de gonfler, moi aussi, non pas des chiens, mais des phrases descriptives sur Saragosse, c'est que je trouve une certaine analogie entre le métier de descripteur exotique et la manie de l'homme au soufflet. Bon quand on est jeune de courir après l'oripeau chatoyant, de s'ébahir devant les jeux illusoires des couleurs et des reflets et de livrer son cœur à tous les mirages de l'inconnu. Mais, plus tard, quand on s'est rassasié d'aurores et de couchers de soleil sur tous les grands paysages du monde, on a presque honte de s'arrêter devant un

spectacle qui n'apprendrait rien, dont on ne pourrait tirer aucun bénéfice pour mieux vivre, ou pour la meilleure direction de l'esprit.

De plus en plus, à mesure que les années pèsent davantage, je pense ainsi. Et pourtant, lorsque mon cher directeur et ami, René Doumic, me demanda d'écrire les pages que voici, et, pour cela, d'aller voir, ou plutôt revoir Saragosse, j'acceptai d'enthousiasme.

Je me souvins d'un séjour que je fis dans la capitale aragonaise, il y a quelques années, au plus fort de la Grande guerre, à un moment tragique où un Français avait d'autres soucis que de contempler la beauté du monde. J'y étais venu avec une mission bien déterminée, qui ne me permettait guère de visiter que des lieux sans gloire et d'écouter que des propos peu délectables et fort peu exaltants. Néanmoins, au seul nom de Saragosse, une vision subite jaillit de ma mémoire et m'éblouit, comme, dans les salles obscures de l'Escorial, lorsque le gardien pousse les volets et que, brusquement, en un coup de soleil, les tapisseries de Goya éclatent dans l'ombre froide et vous environnent de chaleur, de couleur, de lumière et de joie. Vous ne savez pas si ce sont des scènes rustiques ou des idylles dans des parcs, que le pinceau du peintre déploie sur les murailles. Vous ne savez qu'une chose : c'est que jamais couleurs plus ardentes n'ont réjoui vos regards. Une pareille intensité de splendeur étonne et transporte... Eh bien ! j'avais éprouvé une émotion semblable, un soir d'automne de l'année 1915, sur la route de Barcelone, en m'en revenant à Saragosse, après une visite dans un austère couvent des environs. C'était l'époque de la récolte du maïs. Dans les cours des fermes, devant les portes des maisons, des paysans, vêtus comme dans les tapisseries de Goya, dépiquaient les lourds épis, et, poussés par des balais vermeils, les grains orangés s'amoncelaient en tas magnifiques sous les treilles chargées des raisins d'ambre de l'arrière-saison. Il était quatre heures du soir. Des nuées roses et bleues flottaient par tout l'espace, des nuées molles, opulentes comme des laines ou des soies traversées de fils d'or. Et, de toutes ces magnificences lumineuses, il m'était resté une image fascinatrice. Dans mon souvenir, ce paysage des bords de l'Èbre était un des paradis de la couleur, un de ces paradis comme il n'en existe que quelques-uns au monde : les régions désertiques des Hauts-Plateaux

africains, la vallée du Nil, les falaises des monts de Moab ou la rive orientale de la Mer morte...

Je me remémorai tout cela, lorsqu'il fut question de m'en aller là-bas. Et je me disais : « A quoi bon ? Que tout cela est vain ! Vais-je courir encore une fois, comme un jeune homme, après des reflets sur un mur ?... » Mais un attrait plus fort que tous les raisonnements me poussait vers Saragosse. J'essayais de m'expliquer cet attrait, et, en vérité, je n'y réussissais point. Saragosse n'a pas le charme féminin de certaines villes d'Espagne ou d'Italie. C'est un mâle et rude pays, capitale d'une région agricole qui tend de plus en plus à devenir industrielle. Peu ou pas d'antiquités de grand style, la ville ayant été à moitié démolie par les bombes françaises, lors de la guerre d'Indépendance. Je me rappelais pourtant un petit tableau de Vélasquez, qui se trouve au musée du Prado et qui est empreint de la distinction toujours un peu hautaine de ce maître : une vue de Saragosse prise du pont de l'Èbre. On aperçoit dans le lointain quelques fabriques d'assez noble ordonnance, et, au premier plan, un groupe de cavaliers et de voyageurs. Parmi ceux-ci, un jeune seigneur drapé dans une invraisemblable cape de soie rose, qui, à elle seule, éclipse tout Saragosse, la Seo, le sanctuaire de la Vierge du Pilier, et qui, par sa seule splendeur, illumine ce rugueux paysage plein de vieilles pierres historiques. Ce cavalier et sa cape sont quelque chose d'admirable... Mais hélas ! les gens de Saragosse ne s'habillent plus comme au temps de Vélasquez. Alors quoi ? Que vais-je chercher là-bas ?... Et, songeant aux deux sièges fameux de cette ville et aux vers un peu veillots de Coppée :

Or, en mil huit cent neuf, nous prîmes Saragosse...

je songeais aussi à mon grand père paternel, capitaine d'artillerie dans les armées de Napoléon, qui, lors de ces sièges, fut blessé au bras, d'un coup de sabre, par un moine fanatique. Du moins, nos récits de famille le voulaient ainsi. A Saragosse, on ne pouvait être blessé ou occis que par un moine, — et tous les moines de Saragosse ne pouvaient être que des fanatiques. De ce point de vue, mon voyage devenait un pieux pèlerinage, un hommage funèbre rendu à la mémoire de mon aïeul. Mais, ainsi compris, il n'intéressait plus que moi... Cependant je ne cessais pas de me répéter : « Saragosse ! Sara-

gosse !... Or, en mil huit cent neuf... » Cette cantilène recélait un charme. L'attrait inexplicable me faisait mépriser mes craintes de déception. En dépit de tout, je pressentais obscurément qu'il y avait, par là, de l'ouvrage pour moi... « A mettre les choses au pis, me disais-je, je vais tomber dans ce pays la veille du 12 octobre, date de la fête solennelle de la Vierge du Pilier : je vais voir des cérémonies d'un haut caractère archaïque, tout un étalage de somptuosités inouïes, et des foules religieuses, comme il ne s'en rencontre qu'à Lourdes. A elle seule, cette manifestation de l'âme populaire aragonaise vaut que je tente le voyage... »

C'est ainsi que j'allai à Saragosse, comme le voulait René Doumic.

***

Pourquoi ne l'avouerais-je pas? Le premier aspect n'a rien qui transporte. La très antique Cæsaraugusta est devenue une grande ville moderne, commerçante, affairée et amie du plaisir. Entre ses deux gares, à la lisière des anciens faubourgs, tout un quartier industriel et ouvrier se développe. Des avenues neuves, de larges boulevards bordés de villas et de maisons à cinq étages ont été percés pendant ces vingt dernières années. Il y a ici, comme partout, des squares, avec des statues de grands hommes et des monuments commémoratifs, d'un goût affreux. Les cafés, les bars, les cinémas, les petits théâtres pullulent, surtout dans les principales artères de la ville, — le Coso et le *Paseo de la Independencia*. Les cafés, à Saragosse, sont quelque chose de fastueux, comme les brasseries en Allemagne. Hauts et spacieux, ils peuvent contenir de véritables foules. La nuit, jusqu'à une heure avancée, ils regorgent de monde, — une clientèle en majeure partie populaire, très nombreuse, — si pressée qu'à de certains moments on ne trouve pas une table libre, — éprise d'éclairages violents, de musiques assourdissantes, de chanteurs aux gosiers de bronze, acharnés, enragés, et que les pires cataclysmes, semble-t-il, ne sauraient faire taire... Et, comme en Allemagne encore, on s'abreuve presque uniquement de café au lait dans ces salons démocratiques...

Peut-être vaudrait-il mieux ne rien dire de ces détails vulgaires. Et cependant, tout cela compose une manière de poésie rude, qui séduisait vivement un Balzac ou un Zola, et

que, pour ma part, je suis bien loin de dédaigner. Je sympathise volontiers avec tout ce qu'il y a de fort et, à la longue, d'enivrant dans l'activité et même dans toutes les manifestations de la vie d'une grande ville moderne. Mais ce n'est pas cela qui m'intéresse, en ce moment, à Saragosse. J'y suis venu, attiré par un charme secret, que j'ignore encore et que je finirai bien par découvrir : charme d'une certaine beauté, ou d'un certain passé, de certaines idées peut-être qui sont écloses sur ce terroir et non ailleurs ? Je ne sais. Mais je suis bien sûr que ce n'est pas pour des choses médiocres que je suis venu.

Quand on arrive dans une ville étrangère, il faut se résigner à faire, pour ses débuts, quelques pas de clerc. On erre un peu désemparé et, quelquefois, plein d'un sombre pessimisme, jusqu'à ce qu'on trouve, au moment où on s'y attendait le moins, une pâture d'émotions ou d'enthousiasmes. C'est ainsi que j'errai mélancoliquement dans Saragosse, jusqu'au soir où je fis l'ascension du Torrero.

Ce Torrero est un mamelon assez élevé qui, du côté du Sud, domine la ville. On peut même dire qu'il en est la clé stratégique, qu'il en commande les principales voies d'accès. Du temps des sièges napoléoniens, cette éminence calcaire était séparée des faubourgs par toute une zone de jardins et ce qu'on appelle ici une huerta, c'est-à-dire des vergers, des champs et des olivaies. Aujourd'hui, le Torrero est rattaché, sans interruption, à Saragosse, par des quartiers neufs. La colline, où les maréchaux de l'Empire braquèrent leurs canons, est presque tout entière bâtie, sillonnée d'avenues qui conduisent à des squares et à des promenades. J'avoue que je m'y engageai avec quelque appréhension. Je joignis les berges et les passerelles d'un canal très ancien, puisqu'il a été creusé par Charles-Quint. On l'appelle ici « le Canal Impérial : » nom pompeux qui ne dit rien qu'à des imaginations déjà échauffées d'histoire. Puis une route poudreuse et morne, plantée de poivriers ou d'acacias au maigre feuillage... Et, tout à coup, quand on est parvenu à l'extrémité du mamelon, sur un éperon de roche en belvédère, une toile de fond merveilleuse se déploie : dans un cadre, à la fois aride et verdoyant, plein de sables et de molles verdures bleuâtres, une ville d'Orient vient de surgir.

On cherche instinctivement le large lit de l'Èbre. Car Sara-

gosse, c'est d'abord une ville au bord d'un fleuve. Mais les hauts murs des maisons et des églises le cachent aux regards. On devine, dans le lointain, le cours de l'énorme masse d'eau à des rangées d'arbres plus denses, à des fourrés de roseaux arborescents. Mais, tout de suite, la vue est prise par le profil singulier de la cité : un grand lac blanc et mauve, d'où émergent, comme de lourds navires des temps classiques, avec leurs châteaux-gaillards à multiples étages, les nefs pesantes des vieux sanctuaires. Au centre, près des berges de l'Èbre invisible, voici les coupoles écailleuses de Notre-Dame del Pilar, toutes luisantes de reflets sous leurs carapaces d'*azulejos* verts, jaunes et bleus : un bouillonnement de dômes inégaux entre deux clochers sveltes comme deux minarets persans. A quelque distance vers la droite, le fier campanile de *la Seo*, — la très antique cathédrale de Saragosse, — un campanile à la lanterne bulbeuse et peinte en rouge comme un chapeau chinois: Orient plus asiatique qu'africain, qui rappelle les étranges dômes, aux formes presque végétales des églises russes. Et, à côté du campanile, la singulière coupole de la *Capilla Mayor*, sorte de couvercle aplati au sommet d'un tambour surélevé, comme celles des églises byzantines. Je songe à Sainte-Sophie et aux petites chapelles brûlées de soleil sur les pentes pierreuses de Mistra... Plus à droite encore, le clocher mauresque de Santa Magdalena, et, lui faisant pendant, à l'extrémité gauche de la ville, la haute tour octogonale de San Pablo, avec ses broderies berbères en losanges de brique, la loggia en arcades qui la surmonte, sous un toit rond et pointu, très semblable à ceux des mosquées de Tunis. Enfin, à la lisière de la ville, de ca côté-là, le gros cube blanc de l'Aljaferia, l'ancienne forteresse et l'ancien palais des vice-rois maures... Ces silhouettes orientales se détachent sur le fond roux, orangé, crémeux des maisons. On rêve au Caire vu des hauteurs du Mokattam, à Stamboul surgissant entre les cyprès d'Yldiz, à l'oasis de Damas contemplée au coucher du soleil, sur les terrasses de Saleyé...

Cette masse de pierres ardentes et lumineuses est environnée de fraicheur et de verdure. Mais on sent très proche une aridité presque désertique. D'un côté, une chaîne d'apparence granitique, sombre, grisâtre, qu'on nomme la montagne obscure. De l'autre, des montagnes blanches, à l'aspect tout

africain, larges ondulations, larges pans de terrain qui évoquent les draperies terreuses d'un burnous ou les murs enduits de chaux des mosquées et des maisons arabes. Tout au fond du paysage, suivant les sinuosités des montagnes, le lit du beau fleuve, royalement étalé, avec ses grands espaces sablonneux, ses places d'eaux extravasées et stagnantes qui, sous les feux du crépuscule, se moirent de nuances divines. Enfin, là où la ligne de l'horizon se confond avec le ciel, les fantômes des Pyrénées neigeuses... On peut se remémorer ici, sans crainte de déception, les terres les plus éclatantes ou les plus suaves d'Égypte et d'Algérie, les aspects les plus féeriques des pays de lumière. Ce n'est peut-être pas aussi chaud, mais c'est presque aussi splendide, plus riche, plus varié, plus épanoui de couleur...

Alors une conviction s'impose à moi : si Goya, enfant de ce terroir, est devenu un si extraordinaire coloriste, c'est pour avoir eu sous les yeux, dès qu'il les ouvrit, le paysage de Saragosse et de son opulente huerta. Devant ces contrastes heurtés des terrains et les grandes surfaces réfléchissantes de l'Èbre et des montagnes, il a pris le sens de la couleur, de toutes les couleurs, aussi bien les suaves que les violentes et les dures. Les mauves, les blancs laiteux, les roses légers, presque évanescents, qui font de sa *Pradera de San Isidro* quelque chose de si aéré et de si brillant, c'est dans sa ville natale et non à Madrid, c'est au bord du grand miroir d'eau de l'Èbre, qu'il en a appris la douceur.

Pénétré, moi aussi, par cette douceur et toute cette couleur orientale, je redescends vers la ville, et, poussé par un instinct, je vais droit aux berges de l'Èbre. Je m'arrête à l'extrémité du pont de fer qu'on a construit au débouché du Coso, la grande artère semi-circulaire de Saragosse, en face de l'emplacement où était jadis la Puerta del Sol. Il est six heures du soir, la nuit vient. Je hâte le pas, sachant qu'en cette saison les minutes sont précieuses. Arrivé au chevet du pont, je me retourne vers le couchant, et alors j'ai devant moi ce pour quoi, sans doute, je suis venu, assurément le plus beau spectacle qu'il me sera permis de contempler pendant tout mon séjour. A mon avis, il n'y a rien de mieux à Saragosse, c'en est la grande beauté. Mais, pour créer cette beauté, il faut, avec la collaboration de la lumière, — une lumière bénie, comme il ne s'en voit peut-être qu'à Louqsor ou dans le voisinage des grandes dunes sahariennes, — il faut le miroir de l'Èbre, de belles archi-

tectures merveilleusement placées et enfin la courbe heureuse du fleuve, qui donne un caractère et un accent uniques à tout le paysage. Oui, il faut toutes ces choses exceptionnelles pour faire l'étonnante beauté de Saragosse au crépuscule.

Imaginez cela. Vous êtes sur le pont de fer, tout au bout. Entre les pesantes arcatures métalliques, vous regardez vers le couchant. Devant vous les quais de l'Èbre bordés de vieilles maisons rugueuses qui ont un air délabré et superbe, et de l'autre côté, sur la rive gauche, le quartier lépreux de l'Arrabal. En face, l'antique pont romain, le pont de pierre (maintes fois raccommodé et reconstruit), avec ses arches trapues, ses piles énormes dont quelques-unes sont de véritables tours percées de fenêtres et de meurtrières, et, dominant les berges, le pont et les vieux palais délabrés, tout cet entablement de pierres brûlées, — le rouge minaret de la Seo, le bouillonnement figé des coupoles du Pilar, dont les lanternes et les flèches se découpent en noir intense sur les rougeurs purpurines du couchant : rouge impérial, extraordinaire, qui rappelle la pâte lumineuse des vitraux de Bourges, du sang transverbéré de lumière. Et cette fantasmagorie céleste se reflétant dans le lit glacé de l'Èbre, dont le tournant se perd dans des fonds limpides, d'une pureté et d'une mélancolie inexprimables. Car c'est cela qui est unique dans ce paysage, ce tournant, cette courbe lente et puissante des vastes eaux, de sorte que le fleuve a l'air de se dégorger en plein ciel et la masse sombre du Pilar d'être suspendue au bord de l'espace radieux... Et puis, tout à coup, parmi ces splendeurs qui s'éteignent, les tintements de l'*Ave Maria*, égrené, comme un chapelet sonore, d'un campanile à l'autre. Minute enchantée, où toute cette lumière mourante semble se ranimer sous une brise tiède venue on ne sait d'où. Et puis le silence, la nuit noire, le clapotement et le miroitement lunaire du fleuve...

Bousculé par les tramways dans les petites rues étroites, je rentre à mon hôtel avec la satisfaction du maniaque qui a trouvé de quoi contenter sa manie, ou, si l'on préfère, du collectionneur qui a mis la main sur une pièce rare. Et je me dis : voilà! C'est toute cette couleur orientale qui m'attirait ici, à mon insu. Et, derrière cette couleur, c'est le vieil Islam africain qui me tentait encore une fois. Saragosse a été musulmane pendant plusieurs siècles. Cherchons-y les traces du Maure et

de son passage. Sur un tel sujet, il y a de quoi méditer et rêver longuement.

***

L'influence de l'Islam africain a-t-elle jamais été bien profonde en Espagne, surtout dans cette région nordique voisine du pays montagneux des « reconquistadores? » On voit bien sa marque dans les architectures espagnoles, on la retrouve dans certains usages, certains détails de mœurs, particulièrement en Andalousie. Mais il semble qu'il n'ait jamais qu'effleuré les esprits et les âmes. En tout cas, la chose qui frappe le plus le voyageur, dans ce pays qui resta pendant près de trois siècles sous la domination presque totale des Maures, qui ne parvint à s'en débarrasser complètement qu'après huit siècles, c'est le bel effort de résistance que l'Espagne n'a cessé de leur opposer et, d'autre part, la rapidité, la facilité avec lesquelles elle a rejeté la contamination islamique.

Actuellement, dans cette Saragosse qui fut une des capitales de l'Islam espagnol, c'est à peine si quelques vestiges matériels en sont reconnaissables dans trois ou quatre édifices très anciens : l'église San Pablo, la Seo, l'Aljaferia, Santa Magdalena. De cette dernière, il n'y a plus que le clocher, qui, par ses ornements de brique, puisse rappeler l'architecture mauresque. L'Aljaferia, l'ancien palais des vice-rois maures, devenu la résidence des Rois Catholiques, renferme encore quelques salles aux plafonds lambrissés, dorés et peints de couleurs vives. Mais, à part des différences dans les motifs ornementaux, ces plafonds étaient les mêmes dans tout le monde méditerranéen du Moyen-âge et même de la Renaissance. Rien ne ressemble davantage à une salle mauresque qu'une salle gothique. Au château de Blois, ou dans les châteaux de la Loire, quand on erre dans les pièces les plus anciennes de ces édifices, on a constamment l'illusion de se trouver dans un palais de Séville ou de Grenade. La seule partie vraiment caractéristique, vraiment musulmane de l'Aljaferia, c'en est la mosquée intérieure, ou, plus exactement, la salle de prière, sorte de chapelle ou d'oratoire privé, qui paraît, d'ailleurs, avoir été construit sur l'emplacement ou sur le modèle de ces chapelles rondes ou tréflées, comme il y en avait un si grand nombre dans l'Afrique chrétienne des premiers siècles. Cette petite mosquée est char-

mante, quoique d'une décoration un peu lourde, comme tout ce qui a été influencé par les styles berbères.

A San Pablo, nous sommes dans une grande mosquée. L'église actuelle, de forme carrée ou rectangulaire, reproduit très visiblement le plan de l'édifice primitif. Ce sanctuaire chrétien fait une impression étrange, un peu inquiétante, avec sa haute tour octogonale, véritable minaret, décoré, dans sa partie supérieure, de broderies losangées en briques roses, du plus pur style berbère, et, tout autour de sa dernière galerie, d'*azulejos* verts et blancs. On se sent tout de suite dans un lieu très ancien et même quelque peu vétuste, où l'on descend, comme dans une cave, par un escalier de plusieurs marches. Le pavé intérieur est sensiblement plus bas que le sol de la rue. Pour être ainsi ensevelie sous le poids des siècles, il faut que cette bâtisse soit bien vieille. Avant d'être mosquée, elle a dû être basilique chrétienne et très probablement temple païen. Aujourd'hui, ce sont des cloches catholiques qui se balancent, à l'air libre, dans les embrasures à colonnettes des fenêtres romanes, dont on a percé les murs de l'ancien minaret. Mais c'est le chant du muezzin qu'on croit entendre sous les arcades de sa loggia supérieure coiffée de son chapeau africain.

A ces quelques détails extérieurs se borne, ici, le reliquat islamique. Il suffit d'entrer dans cette église, placée sous l'invocation du plus belliqueux des apôtres : on perçoit immédiatement la volonté héroïque de l'Espagne obstinée à se libérer de l'emprise de l'Islam. Cette église saragossaine, — noirâtre, sordide et obscure, — est une des plus effroyablement catholiques qu'on puisse rencontrer dans ce pays d'Inquisition. Pour moi, elle me fit l'effet d'un antre plein de ténèbres et de moisissure, où je ne m'engageai point sans un indéfinissable sentiment d'angoisse. Sur tout le pourtour, de petites chapelles borgnes, d'un gothique délabré, qui s'effrite, dont les lignes et les formes s'effacent, — d'autres revêtues de boiseries ou de stucages rococo, — d'autres, tout à fait hideuses, qui ont été reconstruites et retravaillées en style « grotesque, » — ce grotesque italien qui fut le *modern style* du XVIIe siècle : une architecture et une sculpture pour les nègres, en noix de coco, — et, dans les coins, les niches, sur les autels, un peu partout, un tas de brimborions poudreux qui ont une mine fâcheusement idolâtre. Sur les murailles, des tableaux de piété qui

représentent on ne sait quoi d'effrayant, de grands lambeaux de peintures qui s'écaillent, qui se gondolent hors de leurs cadres, qui pendent en déchirures lamentables. Et, dans tous ces noirs recoins, des toiles d'araignées farouches, lourdes de poussières, pareilles à des haillons accrochés aux voûtes. Une saleté agressive et hautaine, une vague statuaire qui repousse et désole par sa laideur affreuse...

Au milieu de toutes ces choses opprimantes, on n'ose pas bouger, on a presque peur, comme dans un souterrain plein de pièges ténébreux. On s'avance craintivement à travers cette demi-obscurité de cave, — et voilà que, tout à coup, dans l'ombre de cet énorme pilier, près de la conque de ce bénitier, une forme remue, se soulève, un paquet de guenilles grisâtres qui se confondait avec le noir pilier : c'est une vieille femme qui marmonne des prières. Je n'ai aucune envie d'en dire, ici. Cette église me repousse, me chasse. Comme tout cela est dur, barbare, presque méchant! Comme on se sent loin de la religion d'un saint François de Sales, ou d'un Bossuet, voire même d'un saint François d'Assise! Je m'enfuis de ce lieu funèbre, où il me semble que quelque chose du sinistre et fanatique Islam africain vit encore, — et je m'en reviens avec mélancolie par l'étroite calle San Pablo, dont les hautes murailles commencent à se dorer sous le soleil déjà déclinant.

Je fais quelques pas sur le pavé boueux, et soudain, l'enseigne d'une auberge frappe mes yeux, j'y déchiffre cette inscription surprenante : *Posada de las almas*, — Auberge des âmes!... Qu'est-ce que cela veut dire? De quelles âmes s'agit-il? Je ne m'explique pas, je ne parviens pas à deviner. Cette auberge crottée de campagnards est encore plus sordide et repoussante que l'église d'où je sors. Mais, au sortir de cette tristesse, son nom m'enchante. Je rêve d'un lieu de douceur, où se reposer de toutes les brutalités et de toutes les laideurs du siècle, un lieu qui serait une sorte de paradis anticipé, — la véritable Auberge des âmes...

***

Cette auberge des âmes, ce n'est pas davantage à la Seo que je la trouve, — la Seo, qui est la cathédrale de Saragosse, après avoir été une mosquée, édifice vénérable et millénaire, dont les origines se perdent dans la nuit des âges. Il faut bien avouer

que le premier abord n'est guère plus engageant que celui de San Pablo.

L'entrée principale, qui a été pratiquée sur un des côtés, un portique de style Vignole, avec un attique et des rangées de colonnes et de pilastres, en donne une idée plutôt mesquine. On hésite à s'engager sous le porche, qui ne peut conduire à rien de bien brillant, et l'on tourne avec méfiance autour de l'édifice. On se laisse attirer par une petite rue qui longe le chevet de l'église, — et voici l'Islam qui reparaît encore une fois : tout un vaste pan de muraille revêtu, lui aussi, comme le minaret de San Pablo, de broderies berbères en losanges, — un véritable mur de mosquée. Mais il n'est nullement certain que ce soit un reste de l'édifice antérieur. Ces ornements mauresques peuvent fort bien avoir été appliqués sur la maçonnerie par des mains espagnoles et chrétiennes. Les architectes de ce temps-là, qu'ils fussent du Christ ou de Mahomet, faisaient à volonté du mauresque ou du gothique. Travaillant pour le chapitre de Burgos, pour le khalife de Cordoue, ou le vice-roi de Grenade, c'étaient toujours des Espagnols qui, suivant les lieux, changeaient les thèmes de leurs compositions, comme un organiste change de clavier. J'en ai la preuve une fois de plus, en considérant le porche vénérable de la Seo, sorte de narthex qui fait face au chœur et à la Capilla Mayor. C'est une superbe voûte de style gothique flamboyant, avec des applications de cuivre, des roses dorées épanouies à la croisée d'ogive, des figures d'anges et d'agneaux mystiques sculptés sur les rosaces et les corbeaux. Ce porche fut construit, nous dit-on, par le Maure Al Rami. Mais l'orthographe de ce nom est-elle bien exacte? N'est-ce pas Al Roumi, ou El Roumi qu'il faudrait dire? Et cet architecte n'était-il pas un chrétien d'origine portant un nom musulman? En tout cas, ce qu'il y a de certain, c'est qu'un Maure a travaillé à un édifice chrétien, de même que les Chrétiens travaillaient sans le moindre scrupule à des édifices mauresques.

Comment s'en étonner? Il n'y avait pas de cloisons étanches entre les deux Espagnes du Moyen-âge, — la chrétienne et l'islamique. De même que le Cid Campéador prêtait son épée aux roitelets maures qui s'entr'égorgeaient, de même les rois de la Péninsule se prêtaient leurs maçons et leurs architectes. Tout cela, c'était le peuple espagnol, le vieux peuple latin et

méditerranéen, façonné autrefois par les disciplines de Rome et qui, à Grenade comme à Saint-Jacques de Compostelle, restait identique à lui-même sous la diversité des croyances et des coutumes.

Ainsi, aujourd'hui encore, la Seo, après quelques modifications importantes, mais non essentielles, pourrait fort bien redevenir une mosquée. Telle qu'elle est à présent, c'est une mosquée, transfigurée, soulevée en quelque sorte par le grand souffle de l'inspiration chrétienne.

Pour en prendre l'idée la plus favorable, il faut, malgré nos répugnances, y pénétrer par l'entrée latérale, le portique mesquin de style Vignole. C'est de là qu'on en juge le mieux, dès le seuil, proche le bénitier. Laissant à gauche l'immense Coro qui, dans cette église, comme dans toutes les églises espagnoles, rompt fâcheusement la perspective, constitue un véritable édifice dans l'édifice lui-même, — que le regard se dirige vers l'entrée de la façade, le porche gothique d'Al-Rami, et prenne en enfilade les rangées de colonnes, qui partagent le vaisseau en cinq nefs d'égale hauteur : alors le spectacle est splendide ! Élévation des voûtes fleuries de rosaces dorées pareilles à celles du porche, luxuriance des chapiteaux épanouis comme des bouquets de palmes, sévérité et grandeur du style, et, si l'on peut dire, aération de ces espaces clos, c'est quelque chose de tout à fait unique, et dont on ne trouve rien d'approchant dans aucune de nos cathédrales. Là aussi, dans nos grandes églises gothiques, la perspective est rompue par la massiveté des piliers, l'espace est assombri et comme étouffé par la retombée des basses voûtes latérales. Ici, la vue se joue librement, d'un bout à l'autre, autour du Coro. Et, partout, c'est une impression d'élancement, de légèreté, de clarté et de grandeur extraordinaires.

Il est sage de s'en tenir à cet effet d'ensemble. Si l'on fait le tour des chapelles latérales et du chœur, on est terrorisé par les mêmes débauches ou les mêmes étrangetés de goût qu'à San Pablo. Le « grotesque » sans doute apporté ici, de Naples et de Sicile, par les Pignatelli, qui furent vice-rois d'Aragon, le grotesque obscène multiplie ses rocailles, ses stalactites, ses figures tourmentées et vulgaires de forçats, de turcs et de nègres aux faces bestiales. Pourtant, il y a bien quelques chapelles, d'un style plus sobre, qui reposent un instant la vue, et, parmi

elles, une abside gothique, qui fut construite par un personnage fameux dans l'histoire de Saragosse, l'inquisiteur Pedro Arbués, assassiné, ici même, à quelques pas de sa chapelle, par un trio de Juifs, ou tout au moins d'assassins soudoyés par des Juifs. En tout cas, l'un d'eux, Juan de Esperandeu, était le fils d'un *converso*. On me montre, accrochées aux murs, deux épées rouillées qui seraient celles des assassins et que l'on conserve à cette place, en souvenir du crime.

Me voici devant la Capilla Mayor et son retable gigantesque : je me retourne vers le chœur et j'essaie d'embrasser l'ensemble de l'édifice. Il n'y a plus rien d'islamique ici que les contours primitifs de l'édifice et peut-être cette étroitesse de la Capilla Mayor, qui rappelle le Mirhab dont elle a pris la place. Encore une fois, on s'émerveille de la facilité avec laquelle l'Espagne a rejeté le manteau de l'Islam. Je constate de nouveau qu'en cherchant ici des vestiges musulmans, je poursuis une ombre vaine. Dans cette cathédrale, qui fut si longtemps une mosquée, je ne vois qu'une chose : la résistance obstinée et victorieuse de l'Espagne à l'Islam, sa lutte séculaire contre l'envahisseur d'Afrique, le Maure ou le Juif africain. Ce qui me frappe le plus dans ce sanctuaire, ce sont les épées rouillées des assassins de Pierre Arbués, et c'est le porche gothique d'Al Rami, ce Maure qui travailla pour le Dieu des chrétiens. C'est cela surtout qui m'intéresse, — les idées que symbolisent ces obscurs détails, — et c'est cela sans doute qui m'attirait secrètement à Saragosse : le souvenir de cette résistance acharnée, et finalement triomphante, le grand drame de l'histoire espagnole.

***

Sur cette histoire notre enseignement officiel continue à propager les idées les plus fausses et les plus désolants préjugés.

Il est entendu que l'Espagne se serait appauvrie, ruinée, déchirée, suicidée à plaisir, en expulsant les Maures et les Juifs. J'avoue que l'énormité et l'impudence de telles affirmations m'apparaissent comme quelque chose de déconcertant. Car enfin, cette double expulsion coïncide précisément avec l'apogée de la puissance espagnole. Que dis-je? elle semble même la préparer. Ferdinand et Isabelle, qui mirent fin à la domination mauresque en Espagne et qui signèrent, en 1492,

le décret d'expulsion des Juifs, ouvrirent les voies à l'hégémonie de Charles-Quint. Leur successeur immédiat devint l'arbitre de l'Europe. La décadence politique et la dépopulation de l'Espagne ne commencent qu'un siècle plus tard et elles tiennent à de tout autres causes.

En ce qui concerne les Juifs, nous pouvons, il me semble, en parler aujourd'hui avec la plus sereine impartialité. Les violences et les cruautés exercées contre eux sont à jamais détestables. Il ne s'agit pas de les excuser, mais de les expliquer. Elles nous indignent et même nous paraissent inexplicables. Cependant n'oublions pas un fait capital qui, pendant des siècles, fournit les motifs les plus pressants à la haine des Espagnols contre les Juifs : c'est que ceux-ci furent les auxiliaires de la conquête arabe. Les chrétiens accusaient les Juifs de les avoir trahis et livrés à l'ennemi. Les Arabes eux-mêmes le reconnaissaient implicitement. Un de leurs plus anciens récits, relatifs à l'invasion de l'Espagne par leurs armées, l'*Akbar madjmoua*, nous dit expressément que, lors de la prise de Grenade par Târic, « la garde de la ville fut confiée à une garnison composée de Juifs et de Musulmans : *ainsi faisait-on partout où l'on trouvait des Juifs.* » D'après le même document, c'est une garnison juive qui occupa Séville, après qu'elle eut été incendiée et mise à sac par Mouça-Ibn-Nocéir. Systématiquement le Juif est opposé au Chrétien par les nouveaux maîtres de la Péninsule. Plus tard, quand les évêques, pour une raison ou pour une autre, ne pouvaient assister aux Conciles, les sultans arabes les remplaçaient d'office par des Juifs ou des Musulmans.

On conçoit que les Espagnols n'aient jamais oublié cette complicité des Juifs avec leurs pires ennemis, — surtout si l'on songe de quel prix ils durent payer la reconquête de leur pays. Toutefois, il serait injuste de passer sous silence un autre fait qui est à la décharge de ces malheureux. C'est qu'ils avaient été très durement traités par les rois wisigoths. Il suffit, pour être édifié à ce sujet, de lire les canons des Conciles de Tolède. D'autre part, la haine des Espagnols avait encore d'autres raisons, d'ordre fiscal ou financier. Seuls les Juifs, au Moyen-âge, trafiquaient de l'argent. Souvent ils recouvraient les impôts à eux affermés par le souverain, ou considérés comme gages d'un prêt consenti à la Couronne. Les moyens de

recouvrement devaient être très rigoureux, comme ceux qu'on employait alors : d'où les fureurs populaires contre les puissants d'Israël qui pressuraient le contribuable. A côté de ces raisons politiques ou sociales, il est certain que les raisons religieuses avaient aussi un très grand poids. Certainement le fanatisme espagnol est responsable de bien des atrocités inutiles contre les Juifs. Mais le fanatisme juif était-il moindre? Ils étaient les plus faibles et, par conséquent, désignés pour être les victimes. Quand ils pouvaient se venger, leur vengeance était abondante et magnifique, comme celle d'Allah leur allié. De part et d'autre, on n'avait rien à s'envier en fait d'intransigeance fanatique et de cruauté.

Quand les Maures se furent décidément installés en Espagne, il est probable que les Juifs, suivant leur tactique, se retournèrent vers les chrétiens, afin de former avec eux une minorité redoutable aux vainqueurs.

En tout cas, ils étaient les argentiers des deux camps ennemis. Finalement, lorsque les Rois Catholiques reprirent le dessus, les Juifs, suivant leur jeu de balance coutumier, revinrent aux Musulmans. Ils se défendaient hautement de toute complicité avec les Maures. Mais leur conduite antérieure les rendait suspects. Ceux même d'entre eux qui se convertissaient au catholicisme, se voyaient peut-être encore plus soupçonnés et surveillés que les autres. D'autre part, la jeune monarchie espagnole préparait sa suprême expédition contre Grenade : pour faire la guerre, il fallait de l'argent. Or, tous les anciens gouvernements monarchiques, fondés sur l'autorité paternelle, répugnaient à traiter leurs sujets, ceux qu'ils appelaient leurs enfants, comme des esclaves soumis à la rançon et au tribut. Si la nécessité les obligeait de demander de l'argent à leurs peuples, ils ne voulaient pas se charger eux-mêmes de cette vilaine besogne : c'étaient des fermiers, des traitants, quelquefois des usuriers juifs, qui assumaient le recouvrement de l'impôt. Dans ces conditions, la guerre contre le Maure étant une nécessité inévitable pour Ferdinand et Isabelle, — quelle tentation de faire payer les frais de la reconquête par ces Juifs que l'on disait cousus d'or et qui, avec cela, étaient des sujets si peu sûrs! Et c'est ainsi qu'Isabelle, pour racheter la terre espagnole, décréta la conversion en masse de tous les Juifs de ses royaumes, sous peine d'exil et de confiscation.

Évidemment, ces moyens violents sont toujours déplorables. Employés comme pis-aller, ils valent ce qu'ils valent et donnent des résultats la plupart du temps médiocres, ou même contraires à ce qu'on en espérait. Mais on le voit : considérer l'expulsion des Juifs espagnols, uniquement comme un caprice de moines fanatiques ou comme une explosion de fureur religieuse, c'est altérer étrangement la vérité. En réalité, l'Espagnol voulait en finir une bonne fois avec un double ennemi. Il savait combien l'invasion arabe avait été facile, grâce à la complicité de tous, — des Espagnols eux-mêmes. Désormais, il s'agissait de rendre ces complicités impossibles, — complicités toujours prêtes à renaître, — en coupant tous rapports entre l'Afrique islamique et les habitants de l'Espagne : il y allait de leur vie même, de leur terre, de leurs biens et de leur foi. Tout cela était en jeu. Et c'est ainsi que l'Espagnol a expulsé celui qu'il soupçonnait de vouloir livrer tout cela.

Y a-t-il beaucoup perdu ? Oui, sans doute, c'est toujours une perte sensible que celle d'une élite intelligente et active, et qui, dirigée et contenue comme il convient, peut contribuer au bien public. Sans doute aussi, le commerce de l'Espagne et quelques-unes de ses industries en ont souffert. Il est certain que, ce faisant, elle s'est fermé les ports africains, où les Juifs entretenaient un trafic assez considérable. Mais, avec la découverte de l'Amérique, de nouveaux débouchés allaient être ouverts au commerce européen. Et puis, enfin, l'Espagne avait fondé son unité nationale : c'est un assez beau résultat. L'expulsion violente des éléments réfractaires fut sans doute un moyen détestable. A mettre les choses au pis, l'Espagne y a gagné d'être à peu près le seul pays d'Europe où l'antisémitisme n'existe pas, et c'est bien aussi quelque chose.

On prétend, en outre, que ces mesures atroces l'ont ruinée. Si cela est vrai, elles ne l'ont ruinée que très longtemps après ces cruels événements. Et même, vers la fin du XVIIe siècle, l'Espagne était-elle si pauvre ? Son gouvernement, c'est possible. Les anciens gouvernements monarchiques, qui exigeaient très peu d'argent de leurs sujets, — beaucoup moins que nos gouvernements actuels, — étaient habituellement en déficit. Mais les particuliers, rien ne les empêchait de faire fortune. Qu'on songe à la fièvre de l'or qui s'empara des Espagnols, lorsqu'ils eurent à exploiter tout un nouveau continent. Un siècle et demi

plus tard, Colbert reconnaissait que l'Espagne, malgré sa complète décadence politique, était encore le pays le plus riche en or de l'univers entier, et il cachait à peine son envie.

Je songe à toute cette lointaine histoire dans la Seo de Saragosse, devant la tombe de l'Inquisiteur, Pierre Arbués, et devant les deux épées rouillées qui servirent à l'assassiner. Cet homme passait pour très doux. Mais cela n'adoucit en rien les affreux procédés auxquels ses fonctions l'obligeaient de recourir. Il est vrai qu'il avait affaire à des adversaires féroces ou d'une perfidie raffinée. Lorsqu'il fut tué, c'était pendant la nuit, à l'heure de matines. Par un passage qui existe encore et qui relie l'archevêché à la cathédrale, il s'était introduit dans la sacristie, de là dans l'église, où brûlaient seulement les lampes rituelles et les cierges du chœur. Il portait une lanterne dans une main, et une matraque dans l'autre. Il avait une cotte de mailles sous sa robe de moine et un bonnet d'acier sous sa calotte fourrée d'hermine. Rien que ces détails en disent long. L'Inquisiteur était sur le pied de guerre. Dans l'église déserte et pleine de ténèbres, où les chanoines arrivaient un à un pour l'office nocturne, il s'avançait à pas prudents. Avant d'entrer dans le chœur, il s'agenouilla un instant sur le pavé, en se tournant vers le maître autel. C'est alors que les assassins, cachés derrière un pilier, bondirent sur lui et l'assaillirent avec une telle frénésie qu'ils percèrent sa cotte de mailles et tranchèrent le bord de son bonnet d'acier : il n'expira que le lendemain après une douloureuse agonie.

Les gens de Saragosse lui firent d'éclatantes funérailles. On lui construisit un monument funèbre, où il est représenté agenouillé et en prières, comme au moment de l'assassinat. Plus tard il fut même canonisé à titre de martyr de la foi. Pour nous, hommes du xxe siècle, qui jugeons de toutes ces choses uniquement en historiens, — et quelle que soit l'horreur que nous inspirent les bûchers et les tortures, — il nous est bien difficile de ne pas voir en cet Espagnol un des hommes qui ont contribué à sauver leur patrie de la domination étrangère.

***

Mais le pire ennemi, l'ennemi de toujours, pour l'Espagnol, c'est, — non pas précisément le musulman, — mais l'homme d'Afrique, l'envahisseur africain, et cela dès les temps antiques

de Carthage jusqu'à l'époque des invasions vandales, arabes et berbères... *Los Moros!* Les Maures ! Il suffit d'entendre avec quel accent les gens du peuple, — surtout ceux de Valence et d'Alicante, — prononcent ces mots, pour entrevoir toutes les profondeurs de cette haine millénaire.

A en croire certains historiens, les Maures auraient apporté en Espagne un véritable paradis terrestre : les campagnes fertilisées, grâce à leurs canaux d'irrigation, l'eau amenée partout dans ce pays brûlant, des bains voluptueux, des maisons décorées avec un art exquis, une architecture de féerie, des palais de rêve... Et, partout, les lumières de la science généreusement répandue, les belles-lettres cultivées avec amour, des universités, des écoles à foison, les femmes elles-mêmes, féministes avant l'heure, s'occupant de science et de littérature... Enfin, ces Maures étonnants se seraient fait bénir des chrétiens d'Espagne traités par eux avec une douceur inaccoutumée. Aucune hostilité contre leur religion. Que dis-je? On ne tenait pas à les convertir, parce qu'en restant en dehors de l'Islam, ils payaient un tribut des plus fructueux à leurs nouveaux maîtres : bêtes de rapport, les musulmans avaient tout intérêt à les ménager.

La vérité, c'est que, lors de leur entrée dans le pays, ceux de l'Islam se signalèrent par des cruautés atroces : égorgements en masse, incendies, pillages, viols et crucifiements. L'habitude de crucifier des chrétiens persista en Espagne longtemps après l'arrivée des premières hordes berbères. Sans doute, par intérêt, les vainqueurs pouvaient ne pas désirer que les vaincus changeassent de religion. Ç'a été, jusqu'aujourd'hui, la méthode pratiquée par les Turcs à l'égard de leurs sujets chrétiens ou juifs. Mais que vînt à passer un vent de fanatisme : c'était la conversion forcée, ou le massacre de populations entières. Enfin ceux des nouveaux venus qui étaient des civilisés n'avaient rien à apprendre aux Espagnols : c'eût été plutôt le contraire. Ils ont trouvé, en Andalousie et ailleurs, des campagnes irriguées suivant les très vieilles règles de l'agronomie carthaginoise et romaine, des thermes qui étaient de véritables monuments publics, des aqueducs, des palais, des églises qu'ils n'ont fait que transformer en mosquées ou dont, au début, ils ont copié l'architecture, et, avec cela, des écoles, des bibliothèques, une aristocratie vivant dans le luxe et le plaisir. L'*Akbar Madjmoua*, que nous rappelions tout à l'heure,

reflète bien l'admiration des envahisseurs devant les grandes villes latines qu'étaient alors Cordoue, Séville, Mérida, Malaga...

En réalité, comme leurs coreligionnaires, les musulmans d'Afrique, ils se sont bornés à vivre sur le vieux fonds de la civilisation latine, auquel ils n'ont ajouté, avec les rites de leur culte, que quelques coutumes orientales et un style décoratif emprunté à l'Orient, comme notre style roman lui-même. Leur prétendue science, à part tout un fatras de commentaires théologiques et juridiques, se réduit à des compilations et à des déformations de la science et de la philosophie grecque ou latine. Quant à leurs écoles et à leurs universités, jugez-en d'après ce qu'on voit encore aujourd'hui à El-Ahzar, au Caire : de grands dadais accroupis sous les arcades d'une cour intérieure et se balançant du torse et de la tête, comme pour une prosternation continuelle, en ânonnant des sourates du Coran. Le Moyen-âge musulman, en Espagne, aussi bien qu'en Afrique, c'est la routine du vieux monde méditerranéen, c'est de la latinité stagnante. L'esprit de la Renaissance, au contraire, l'esprit occidental proprement dit, est beaucoup moins un retour à l'antiquité gréco-latine qu'une libre invention dans les cadres traditionnels de cette même antiquité. C'est une beauté neuve et une science neuve. Mais quelles nouveautés les Arabes auraient-ils bien pu apporter à l'Espagne ? Ils ne savaient rien et ils n'apportaient rien que leur foi fanatique.

D'ailleurs, les purs Arabes étaient en très petit nombre dans l'armée des envahisseurs. L'*Akbar* nous le dit expressément : « Les sept mille musulmans qui accompagnaient Târic étaient, pour la plupart, Berbères et clients, *car il n'y avait que très peu d'Arabes parmi eux...* » Târic lui-même, le chef, était un Persan, de Hamadân. La seconde armée qui pénétra en Espagne, sous la conduite de Mouça-Ibn-Nocéir, ne comptait pas, d'après le même document, plus de dix-huit mille hommes. Admettons que le chroniqueur arabe ait réduit volontairement le chiffre des effectifs, afin de rendre la victoire de l'Islam plus glorieuse : il n'en reste pas moins que le nombre des musulmans qui s'installèrent en Espagne était infime, eu égard à l'étendue et à la population du pays. Le gros de ces armées était composé de Berbères islamisés, mais imprégnés de ce qui restait en Afrique de civilisation latine, et aussi par des pillards venus de toutes les régions de la Méditerranée, Égyptiens, Grecs, Syriens...

Ces armées campées dans le pays ne pouvaien pas faire à elle seules une Espagne musulmane. Ce sont surtout des Espagnols chrétiens ou convertis à l'Islam et ce sont, avec eux, des Juifs, qui constituèrent le fond de la population dans les califats de Cordoue et de Grenade. Ce qu'on appelle « la science arabe » a été cultivé par ces hommes qui étaient encore tout près de la vieille culture latine et qui n'ont fait que compulser, traduire et adapter à leur foi nouvelle, les enseignements de leurs bibliothèques. De même, ce furent des Espagnols ou des Berbères latinisés qui construisirent les mosquées comme les églises, les alcazars comme les cloîtres de monastères. Peu importe leur nom musulman : c'est la race seule qui compte. Comment s'expliquer autrement que les plus beaux échantillons de l'art mauresque se trouvent en Espagne? Comment des peuples, — je veux dire les Berbères d'Afrique, — qui n'ont jamais eu d'art original, en auraient-ils brusquement inventé un au contact des Arabes qui n'en avaient point? Mais ces Latins de la décadence ne sont guère que des plâtriers et des mosaïstes, qui ne savent plus composer de grands ensembles. Stucateurs, enlumineurs, peintres d'arabesques, utilisateurs de tout bon morceau, ils couvrent de vastes ensembles avec des colonnes arrachées aux théâtres et aux temples païens, ou ils fignolent des alcôves, des patios, des réduits charmants, qui, juxtaposés, occupent beaucoup d'espace, mais ne font pas un édifice. Le souffle qui a soulevé les cathédrales n'a point passé par là.

Il est infiniment probable que, livrées à elles-mêmes, les populations voluptueuses du midi de l'Espagne se seraient pour toujours accommodés de l'Islam, qui, pour elles, était un retour au sensualisme païen. Mais les hommes du Nord veillaient, — les émigrés de Séville et de Cordoue, et ceux qu'on a appelés « les curés wisigoths » joints aux montagnards des Cantabres et des Pyrénées. Au temps de la reconquête, ces hommes de Galice, de Navarre et de Castille étaient peut-être devenus inférieurs comme culture à leurs anciens compatriotes tombés sous la domination des Maures. Mais ils leur rapportaient le christianisme avec ses éléments de progrès, avec toutes les questions qu'ils pose, toutes les sciences et toutes les disciplines qu'il thésaurise. Ils allaient les arracher au sommeil intellectuel de l'Islam.

***

Ces hommes ont résisté sans trêve : ils ont triomphé. Le monument de leur triomphe, c'est le Temple de la Vierge du Pilier, à Saragosse. *El Templo*, ainsi le nomme-t-on communément, — le Temple par excellence, comme celui de Jérusalem. Par ses grandes dimensions, ses coupoles groupées autour d'un dôme central, ses voûtes en berceau, ses fresques, ses marbres et ses dorures prodiguées en un faste inouï, il rappelle Saint-Pierre de Rome. Là, il n'y a plus rien de l'Islam. Nous sommes dans le catholique romain le plus pur. Aucun lieu du monde, si ce n'est peut-être l'Escorial, n'en donne aussi fortement l'impression.

Malgré tant de richesse et tant d'art généreusement dépensés dans ce noble édifice, peut-être qu'il n'y aurait pas grand chose à en dire, s'il ne signifiait beaucoup plus qu'il n'étale aux yeux. Au bord du fleuve, il compose sans doute une très belle silhouette architecturale. Mais cette architecture elle-même, — belle aussi, au sens un peu commun du mot, — cette sculpture, ces fresques aériennes, dont quelques-unes sont signées de Goya, tout cela nous touche médiocrement. En réalité, la beauté du Pilar est toute morale. Il est le Temple de la résistance à l'envahisseur, — de tout ce qui menace la romanité, la civilisation occidentale.

L'origine de ce sanctuaire se perd dans la nuit du Moyen-âge et même de l'antiquité proprement dite. Primitivement, ç'aurait été une chapelle élevée par l'apôtre saint Jacques, au lieu même où la Vierge lui apparut, lorsqu'il cheminait vers Compostelle.

Cette tradition du voyage de saint Jacques et de l'apparition de la Vierge, après avoir traversé tant de siècles, a fini par prendre la forme que voici : « Le 17 octobre de l'année 38, ou, selon d'autres, de l'année 39, raconte Luis Lopez dans ses *Excellencias de Zaragoza*, saint Jacques Zébébée étant le long de l'Èbre à prier avec ses disciples, s'éloigna d'eux d'environ un jet de pierre. On pouvait être alors au milieu de la nuit. Tout à coup, les sombres voiles, les nuées épaisses qui couvraient le ciel se déchirèrent. La lumière la plus éclatante remplaça l'obscurité de la nuit. Au milieu de milliers d'anges dont la sacrée milice servait de cortège et de garde à leur reine et souveraine, apparut en chair et en âme la Princesse du ciel, la mère de Dieu. Elle reposait sur une colonne ou pilier de jaspe, que d'autres appellent du marbre de couleur. Flavius Dexter affirme

qu'elle était accompagnée de saint Jean l'Évangéliste. A peine la lumière avait-elle chassé les ténèbres, qu'on entendit des accords et des voix célestes, soutenues par de nombreux instruments. Elles répétaient la salutation angélique. La sainte Vierge, avec un visage radieux et bienveillant, s'abaissa vers la terre, qui, désireuse de tant de gloire, semblait se réjouir au contact de ses pieds divins. Elle se tourna vers le bienheureux Zébédée et lui adressa ces paroles : « C'est ici, Jacques, ô mon fils, que je dois être honorée. C'est ici que doit s'élever un temple à ma gloire, car ce Pilier sur lequel tu me vois placée, mon Fils me l'a envoyé du ciel, et c'est près de lui que tu construiras un autel. Dans ce lieu, la vertu du Très-Haut, qui a opéré en moi la plus grande des merveilles, se manifestera par des signes prodigieux à ceux qui viendront implorer ma faveur et mon secours. *Que ce pilier reste en place jusqu'à la fin du monde...* »

Ce Pilier immobile, *columna immobilis*, est comme le pendant du *Capitoli immobile saxum* de l'ancienne Rome. Par la force des choses et le concours des circonstances, il est devenu historiquement la Borne que la barbarie n'a pu franchir, du moins pour toujours. Une chose digne de remarque, c'est que la date de l'apparition de la Vierge au Pilier est aussi celle de la découverte de l'Amérique, — c'est-à-dire du fait capital de l'histoire espagnole, de ce qui fut la cause de son exaltation singulière et de toutes ses grandeurs. Aussi ne faut-il pas s'étonner que les Espagnols des deux mondes aient choisi cette date du 12 octobre pour la célébration de ce qu'ils appellent la *Fête de la Race*, — retour instinctif à l'union et à la fraternité de jadis dans la communauté des souvenirs glorieux. Le rayonnement du Pilier se propage jusqu'aux plus lointaines Amériques. Et ainsi le temple des bords de l'Èbre est le lieu le plus national et le plus religieux de toute l'Espagne.

Il symbolise l'effort acharné de l'Espagne pour se libérer, — non pas seulement à l'époque des Maures, mais à toutes les époques de son histoire. Quelle que soit la valeur historique de la tradition rapportée plus haut, il semble probable que, dès les premiers temps du christianisme, il y eut, ici, une chapelle, qui, plus tard, fut consacrée à la Mère de Dieu.

Les musulmans l'auraient détruite, mais, dès les premiers jours de la reconquête, le sanctuaire dut être relevé et une statue miraculeuse, découverte dans ses ruines. Les « inven-

tions » de statues de la Vierge se sont multipliées, à cette époque, dans toute la région des Pyrénées, surtout des Pyrénées orientales plus envahies par le Maure. Au lendemain de son expulsion, la montagne délivrée dressa partout, comme une barrière désormais infranchissable, les murs de ses églises et de ses chapelles romanes, toutes dédiées à Marie. Entraînés par les prédications des moines clunisiens, les montagnards marchaient au nom de Notre-Dame contre les Infidèles. Ainsi la Vierge du Pilier nous apparaît, sinon comme la plus ancienne, du moins comme la plus glorieuse de toutes les madones pyrénéennes: elles ont été de véritables conductrices d'armées.

De même que les Espagnols du Moyen-âge refoulèrent l'Islam au nom de saint Jacques et de Notre-Dame, c'est encore au nom de la Vierge du Pilier qu'en 1808 et 1809 ils repoussèrent l'invasion française et révolutionnaire. Pas plus que musulmane l'Espagne ne voulait être française. C'est ce que signifie nettement le fameux chant patriotique qui animait alors à la résistance les habitants et les soldats de Saragosse :

La Virgen del Pilar dice
Que no quiere ser Francesa (1)...

Cette résistance fut quelque chose d'admirable, d'aussi honorable et même glorieux pour nous que pour nos adversaires. Nous avons trop oublié les affreux prodiges d'héroïsme accomplis de part et d'autre pendant les deux sièges de Saragosse, celui de l'été 1808 et celui de l'hiver 1809. Nous pouvons en parler aujourd'hui, sinon froidement, du moins sans colère et sans haine. Ce n'est pas la France, — le doux génie de la France, — qui a voulu toutes ces horreurs. Ce que les Saragossains détestaient dans l'uniforme de nos soldats, c'est beaucoup moins la France que la Révolution. Depuis longtemps les deux nations se sont pardonné réciproquement tout le mal qu'elles se sont fait. Sur une des principales places de Saragosse, aux lieux mêmes où se livrèrent les combats les plus furieux et les plus sauvages, s'élève un monument qui dit la fraternité des deux peuples, en dépit de leurs passagères inimitiés. De même, dans le sanctuaire du Pilar, une plaque commémorative atteste le passage du premier pèlerinage français, qui, depuis le double

(1) « La Vierge du Pilier dit qu'elle ne veut pas être Française. »

siège, vint ici vénérer la célèbre statue, comme pour faire oublier à la Maîtresse du lieu ses coupoles et ses voûtes endommagées par les bombes françaises.

***

C'est un cas d'héroïsme vraiment extraordinaire que celui des Saragossains assiégés, — un véritable miracle, une sorte de préfiguration de ce qui se passa, un siècle plus tard, à Verdun. Oui, vraiment, sans trop forcer les termes, on peut voir dans Saragosse quelque chose comme le Verdun espagnol.

Pour donner à ce miracle son vrai caractère, sa vraie signification, il faut le dégager de tout le légendaire qui, aujourd'hui encore, l'enveloppe. Les assiégés de Saragosse, ce ne fut pas une poignée de héros qui lutta intrépidement contre la toute-puissance du nombre, et les engins écrasants de la science moderne. Perez Galdos, dans son roman *Zaragoza*, qui vise souvent à l'exactitude historique, a trop sacrifié en cela aux exigences de l'antithèse. Il nous a représenté une poignée de paysans et d'aventuriers mal armés et demi nus, tenant en échec le génie de Napoléon et la force de l'Empire français, aidée par toutes les ressources de l'invention scientifique. En réalité, les assiégés étaient plus nombreux, beaucoup plus nombreux même, que les assiégeants ; c'est ainsi qu'au mois d'août 1808, ils obligèrent le général Lefèvre-Desnouettes à lever le siège. D'après le baron Lejeune, acteur et témoin oculaire, lors du second investissement, il y avait, dans la place, environ trente mille hommes de troupes régulières, auxquelles il fallait joindre un nombre au moins égal de milices bourgeoises et de paysans insurgés. Cette garnison était abondamment pourvue de vivres, d'armes et de munitions. Les Anglais, par les petits ports de la côte, leur faisaient passer d'excellents fusils. Quant à l'artillerie, le général Lejeune ne lui ménage pas les éloges : « Nos officiers, dit-il, étaient jaloux de soutenir la réputation du corps savant qui venait de produire le plus grand homme de notre époque. Mais le corps de l'artillerie espagnole était de même justement renommé en Europe pour les progrès qu'il a fait faire à la science des machines de cette balistique. » Enfin, le jeune chef qui commandait dans Saragosse pour le Roi Catholique, don Joseph Rebolledo Palafox y Melzy, était aussi brave que brillant officier.

L'armée française d'investissement ne dépassait pas trente-cinq mille hommes. On se demande comment les soixante mille soldats de Palafox se laissèrent cerner par des forces en somme très inférieures et enfermer dans une ville ouverte, qui n'avait pour se défendre que son exceptionnelle position stratégique et des ouvrages de fortune. Maints historiens ont, de ce chef, accusé Palafox de sottise. N'était-ce pas folie, quand on dispose d'une armée de soixante mille hommes, en face d'un adversaire inférieur en nombre, de s'aller jeter dans une ville sans défense, une ville qui, alors, ne comptait guère plus de cinquante mille habitants? Cette multitude, resserrée dans un si étroit espace, en serait gênée dans ses manœuvres. Enfin, n'était-ce point s'exposer d'avance à la famine et à toutes les épidémies, que de doubler ainsi le nombre des bouches à nourrir et d'entasser tant d'habitants dans une ville étroite et malsaine? Palafox avait dû réfléchir à tout cela, et la raison déterminante que lui prête le général Lejeune ne paraît point si mauvaise... D'abord, il espérait bien ne pas être bloqué, eu égard aux difficultés de l'investissement. Et puis, à la bataille de Tudela, où l'armée espagnole avait été mise en déroute presque au premier choc, il s'était rendu compte que ses troupes perdaient presque toute leur valeur en bataille rangée. Ce qu'il faut à l'Espagnol, c'est l'abri d'une maison, d'un mur, d'un arbre, d'un pan de roche. La guerre à l'escopette et au couteau est, pour lui, la vraie guerre nationale. C'est pourquoi Palafox eut raison, malgré tout, de s'enfermer dans Saragosse. Derrière les murs épais de ses couvents, appuyé à son fleuve qu'il pouvait croire infranchissable, il allait défier des régiments réputés invincibles. Mais surtout il avait pour lui la plus grande force morale de la nation : la protection de la Vierge du Pilier, au nom de laquelle presque tout l'Aragon s'était soulevé, comme au temps des Maures.

On sait en gros ce que fut ce double siège de Saragosse : merveille d'héroïsme et aussi d'horreur. Les couvents, les vieux palais pris d'assaut, de misérables maisons de brique transformées en redoutes. On se battait dans les églises. La nef une fois nettoyée de ses défenseurs, il fallait enlever le chœur à la baïonnette. Après le chœur, la sacristie, le cloître devenaient autant d'abris meurtriers pour l'assaillant. On se fusillait d'un étage à l'autre au milieu des fourneaux de mines qui éclataient

partout. Par des trous invisibles percés dans les murailles des maisons, des tireurs habiles décimaient les escouades qui s'aventuraient dans les ruelles étroites... Il faut bien reconnaître que les Français furent à la hauteur de tels adversaires : ils surent même les égaler en cruauté. Et ce n'est pas seulement le siège de Saragosse qu'il convient d'admirer, c'est, d'un bout à l'autre, toute la guerre d'Espagne. Jamais les nôtres n'ont fait preuve d'une telle vaillance, d'une telle patience aussi. Quel martyre! J'y songeais, en montant à Pampelune, au milieu des montagnes et des gorges de Lecumberri. Je voyais mon grand père, le capitaine d'artillerie, avec ses canonniers s'acharnant à faire passer leurs pièces par des sentiers de chèvres, au bord de torrents et de précipices. Les pauvres gens! Et quels soldats! Réussir à se maintenir pendant des années dans un pays qui n'était qu'une vaste embuscade!

On connaît tout cela, mais ce qu'on oublie trop peut-être, c'est le ressort moral qui soutenait les belligérants, le côté spirituel de la lutte. Chez les Espagnols, cette force morale atteignit à un degré d'exaltation presque incompréhensible, — ce fut réellement de l'extase, si l'extase est le renversement des conditions normales de l'existence. Je sais bien que cette exaltation était continuellement fouettée par la peur des supplices. Des potences avaient été dressées sur la Place du Marché, et elles ne chômaient guère. Mais le sentiment religieux emportait tout, l'ivresse de mourir pour la Vierge du Pilier et la certitude qu'elle abattrait encore une fois l'Infidèle. Ce sentiment fut poussé jusqu'au sublime, jusqu'à la négation même du réel, et c'est ce que j'appelle l'extase où vécurent pendant des mois les gens de Saragosse. Ils ne voulaient pas voir les progrès de l'envahisseur ni la destruction méthodique de leur ville. Le général Lejeune cite le cas d'un curé des environs qui, même après la capitulation de Palafox et l'entrée solennelle du maréchal Lannes dans le sanctuaire du Pilar, se refusait à admettre cette chose invraisemblable : Saragosse livrée aux Infidèles par sa Protectrice. Le spectacle des rues défoncées par les explosions de mines, des maisons éventrées par les bombes, des cadavres entassés par centaines et par milliers, rien de tout cela ne venait à bout de sa foi. Il lui fallut voir une sentinelle française, la baïonnette au canon, à l'entrée du Pilar, pour qu'il se rendît enfin à l'évidence. De saisissement, il tomba raide mort sur le parvis...

Au milieu de ces horreurs, de ces rages homicides, de férocités déchaînées, comme il s'en est vu rarement dans l'histoire des guerres, des exemples de charités surhumaines, de tendresses exquises. Il y eut même des idylles d'amour sous les bombes, et cela, non point seulement entre assiégés, mais entre vainqueurs et vaincus.

Quelques-uns de ces Français tant exécrés trouvèrent le moyen de se faire aimer. Dans ses Mémoires, le général Lejeune nous raconte également l'histoire d'une jeune fille aragonaise, qui s'appelait Mercédès, et d'un bel officier français qui s'appelait Edmond. Celui-ci, grièvement blessé, fut hospitalisé et soigné chez les parents de la jeune fille. Il était, nous dit son camarade, « d'une taille élevée et bien prise, d'une figure mâle et séduisante, portant l'expression de la douceur et de la bienveillance, que donnent toujours un esprit cultivé, une éducation supérieure *et de beaux sentiments*. » La jeune Mercédès ne tarda point à s'intéresser à cet officier de chasseurs, qui avait une figure si agréable, tant d'esprit et de politesse et, en plus de tout cela, de « beaux sentiments. » Elle-même avait une figure et des yeux à rendre fous tous les officiers de l'armée d'Espagne. Bien entendu, elle jouait de la guitare et chantait « d'une voix pure, délicieuse et passionnée » les plus beaux morceaux de la musique italienne, celle de Cimarosa surtout, « qui faisait alors les délices de l'Europe. » Le bel Edmond, toujours languissant de sa blessure et mollement étendu sur une « ottomane, » s'enivrait de ces concerts, mais plus encore de la vue de cette musicienne aux yeux de flamme, au teint d'une pâleur tout africaine...

Il se guérit lentement, le plus lentement possible, au milieu de cette famille espagnole qui, elle non plus, ne croyait pas à la capitulation de Saragosse, ni à l'abandon de la Vierge au Pilier. Et puis, un beau jour, la nouvelle certaine, indubitable, en fut apportée. Edmond se trouvait là, Mercédès aussi. Leurs regards, depuis longtemps amis et complices, se croisèrent au même moment. Que se passa-t-il alors dans l'âme de la jeune fille? Fut-ce la honte de la défaite sous les yeux mêmes du vainqueur, ou plutôt le sentiment soudain de tout ce qu'il y avait désormais entre eux d'irréparable, d'infranchissable? Car, si cette fière Espagnole eût épousé le Français vaincu, elle ne pouvait sans déshonneur se donner au destructeur de sa ville et

au profanateur du Pilar... Ssns doute elle entrevit tout cela dans un éclair, et, comme le curé aragonais foudroyé sur le seuil du sanctuaire profané, elle tomba morte dans les bras de sa mère...

Ces deux anecdotes romantiques n'expriment que très faiblement la frénésie de résistance, l'hallucination héroïque qui s'empara de toute une population et qui finit par gagner la nation entière. Ne pas laisser passer l'ennemi, — ils se butèrent pendant des mois à cette idée. — « Ils ne passeront pas! » Tel fut le mot d'ordre, comme à Verdun... « La Vierge du Pilar dit qu'elle ne veut pas être Française... » Malgré leur défaite finale, les assiégés réussirent à barrer la route à l'ennemi. Par le bruit que leur résistance excita dans toute l'Europe, par l'admiration, l'indignation, les fureurs qu'ils soulevèrent, ils infligèrent à Napoléon une véritable défaite morale. La fortune de l'homme du Destin en fut atteinte. Désormais on ne le regarda plus comme invincible. En même temps, les assiégés de Saragosse avaient rendu courage à tous les insurgés de leur patrie, à la presque totalité de la nation en armes. Ce fut un exemple de redressement à peu près unique dans l'histoire. Rien n'est plus consolant que cette constatation. Elle met en lumière les ressources infinies et indomptables de la force morale, — et qu'on n'est réellement vaincu que lorsqu'on le veut bien. Toute la force brutale du monde, l'univers entier conjuré échoue contre le roseau pensant, contre la petite flamme sublime de l'âme qui ne veut laisser éteindre ni sa pensée, ni sa foi.

Pour expliquer l'énergie d'une résistance, poussée parfois jusqu'à la folie furieuse, il faut bien dire aussi que l'envahisseur, aux temps napoléoniens, comme aux temps des Maures, avait touché à ce qu'il y a de plus profond dans l'âme espagnole, exaspéré toutes ses puissances de haine, en lui faisant sentir la menace de tout ce qu'elle déteste. Ce n'est pas seulement le Catholique, c'est le Latin, l'homme d'Occident qui a réagi alors contre tout ce qu'il y a d'asiatique dans la Révolution : l'individu qui se refuse au nivellement égalitaire, à la tyrannie du nombre et de l'inconscient, l'être libre et pensant, qui, par sa liberté et sa pensée, s'oppose nettement à l'univers stupide, qui, étant une pensée et une conscience, est une personne, une âme rachetée d'un prix infini, à qui un Dieu garantit sa dignité puisqu'Il a daigné mourir pour elle, et qui, depuis

les temps les plus antiques, vit dans la familiarité du divin, — l'homme qui a une famille, une patrie, des ancêtres, une tradition religieuse, en un mot tout ce qui peut caractériser un type humain, tout ce qui contribue à lui donner une forme nette et bien définie, tout ce qui s'oppose à l'informe, à l'indéterminé, à la non-pensée du barbare. Oui, c'est tout cela que l'Espagnol défendait, en faisant le coup de feu pour les privilèges de sa province, pour son roi, son curé et l'église de son pueblo. Si sa résistance n'avait été que nationale et non religieuse, elle n'aurait pas duré si longtemps et elle n'aurait pas été finalement victorieuse. Par les hordes déguenillées de Palafox, c'est la Vierge au Pilier qui a vaincu.

* * *

Quand on s'est remémoré ces choses, on ne s'étonne plus du culte fervent que les Saragossains, avec toute l'Espagne, lui ont voué. Précisément, je me trouvai à Saragosse aux environs du 12 octobre, jour de la fête solennelle du Pilar. Je me réjouissais d'assister à ces grandes manifestations religieuses. J'en attendais beaucoup. Mais de pieuses âmes tempérèrent prudemment mes enthousiasmes anticipés. On m'avait dit : « Vous serez déçu ! Ces spectacles ne sont pas faits pour des Français ! Cette dévotion n'est pas la nôtre !.. » Eh bien ! on avait raison. Tout ce que j'ai vu pendant ces fêtes m'a paru médiocre et quelquefois choquant.

Il y eut néanmoins deux moments très beaux, où il était parfaitement vain de chicaner avec son émotion. Ce fut, la veille de la fête, au salut célébré dans le Temple du Pilar. La basilique regorgeait de monde, — une foule en grande partie campagnarde venue de toute la province, et même de beaucoup plus loin. On se pressait surtout autour de la Chapelle virginale, cette élégante rotonde aux sveltes colonnes de porphyre qui abrite le Pilier et l'Image miraculeuse. A la tribune de l'orgue, des violons préludaient et les longs tuyaux dorés laissaient échapper un grondement sonore. Sous la rotonde aux colonnes de marbre rouge, à droite de l'autel, dominant le célèbre Pilier, une petite Vierge, littéralement vêtue de perles, resplendissait. Tout autour, un brasier de cierges, des encensoirs balancés, une foule agenouillée sur les dalles, qui se poussait, s'écrasait pour baiser le marbre de la Colonne envoyée du ciel. Et puis,

tout à coup, au milieu de la rumeur sourde qui emplissait l'énorme vaisseau, un multiple et déchirant coup d'archet, un jaillissement de musique d'apothéose, qui me sembla bondir avec la célérité d'une flèche par la baie de la rotonde et se briser contre la courbe aérienne de la coupole, où l'Immaculée en assomption plane parmi des vols d'anges...

« Piété à grand orchestre ! Piété théâtrale ! » diront certains censeurs de chez nous. C'est bientôt dit ! Pour émouvoir les sens de cette foule qui prie dans la poussière du pavé, pour la soulever hors d'elle-même, éveiller en elle l'idée d'un Être supra-terrestre, d'une créature angélique toute de grâce et de beauté, il faut ces marbres trop fleuris, ces encensoirs fumants, ces perles, ces violons, ces grandes orgues déchaînées. Moi-même je sens que je serais moins ému, que je prierais d'un cœur plus tiède sans la chaleur et l'éblouissement de ces lumières et de ces pierreries, sans toutes les musiques jaillissantes de ce salut triomphal.

Après cela, des offices interminables, des processions alternant avec des courses de taureaux. Tout cela parfaitement prévu et un peu vulgaire. Sur le balcon de mon hôtel où j'assiste au défilé de ces orphéons, de ces mannequins couverts de verroterie, et de couleurs voyantes, j'ai trop souvent l'illusion d'être à Nice pour une tout autre cérémonie. Et pourtant, l'idée d'une de ces manifestations est tout à fait poétique et charmante : c'est la procession du Rosaire. L'idée, c'est d'enceindre toute la ville dans les replis d'un immense Rosaire lumineux. Des milliers de processionnants, portant des boules de verre coloriées et munies de petites bougies, comme des lanternes vénitiennes, figurent les grains d'un chapelet colossal, avec des groupes représentant les différents mystères. Mais la réalisation est peut-être un peu trop matérielle. On oublie l'idée poétique, pour ne voir que le cortège banal : des troupiers qui tiennent des cierges ou des torches, des patronages, les clergés des églises, les corps constitués, l'armée, la magistrature, l'*Ayuntamiento* en grand uniforme, le capitaine général, le gouverneur de la province, l'alcade, tout ce monde tête nue, depuis des heures, par un froid glacial, et tenant les cordons du « paso » rutilant, au sommet duquel siège l'Image sainte. Elle s'avance, là-bas, au tournant du Coso, avec sa robe de perles et son diadème constellé. Une rumeur parcourt la foule. Et voici le second moment

très beau de cette solennité... La Vierge au Pilier a surgi pardessus les épaules de ses porteurs. Des applaudissements éclatent, comme au passage d'une vivante héroïne, et, d'un seul mouvement, toute cette foule, massée des deux côtés de la rue, s'agenouille par terre, malgré la boue qui englue le trottoir. La Vierge passe, on se relève en s'épongeant les genoux et, plus loin, là-bas, en files ininterrompues, l'agenouillement recommence et se propage le long des trottoirs boueux...

N'apercevoir là qu'un rite machinal serait se tromper étrangement. Quand on vient de lire l'histoire du siège de Saragosse, ce simple geste apparaît tout chargé d'un sens tragique et profond. Et, quand on est un peu familier avec l'âme espagnole, on la voit s'éclairer, à la lumière de quelques menus faits comme ceux-ci, d'un jour singulièrement original. Pour moi, je reconnais, une fois de plus, une intégrité morale admirable en ce peuple qui, somme toute, n'a pas bougé depuis le temps des Maures, qui, en dépit des siècles et des pires traverses, a toujours le même ressort de réaction contre l'ennemi. C'est le vieux Civilisé, le Latin épris de liberté, qui entend avoir le droit de rester lui-même, de persévérer dans son être et dans sa tradition, envers et contre tous, et sur qui nulle servitude ne mordra. Contre l'invasion des pestes orientales, l'Espagne reste la suprême réserve de l'Occident. Tout viendra se briser contre la Colonne immobile qui doit rester en place jusqu'à la fin du monde...

J'agite ces pensées, le dernier soir de mon séjour, en retournant encore une fois contempler la féerie crépusculaire sur les berges de l'Èbre. Je n'y vois plus, comme le premier jour, une vaine fantasmagorie de couleurs et de reflets, mais le symbole du vrai Moghreb espagnol, ce ferme Occident latin, *Finis terrarum*, Borne des terres, sur laquelle écumeront en vain les extrêmes démences d'une humanité convulsive et suicide.

Et voilà ce que j'ai appris à Saragosse.

LOUIS BERTRAND.

L'ŒUVRE D'ERNEST BABELON

L'œuvre scientifique d'Ernest Babelon correspond aux merveilleux efforts que fit l'érudition française entre les deux guerres, celle de la défaite et celle de la victoire.

Cette œuvre se manifesta pour la première fois en 1878, lorsque Babelon, élève depuis trois ans à l'École des Chartes, y présenta un mémoire sur *les Bourgeois du Roi au Moyen-âge*. Et c'est à l'École des Chartes que nous l'entendîmes pour la dernière fois dans une céremonie publique, lorsque, le 15 novembre 1923, il offrit au directeur, Maurice Prou, une médaille de reconnaissance en souvenir des fêtes du centenaire : ce jour-là, nous le vîmes plus ému que d'ordinaire ; il revenait, chargé d'honneurs et de travaux, dans cette École où il était entré, près d'un demi-siècle auparavant, plein d'espérances d'œuvres et de volonté de travail.

C'est donc à cette École des Chartes qu'il faut d'abord rapporter l'éducation scientifique de Babelon. Il y reçut les leçons de Jules Quicherat, archéologue à la fois précis et audacieux, minutieux dans le détail et novateur dans les idées; et peut-être, outre les principes de méthode archéologique dont il s'imprégna à écouter le maître, Babelon se laissa-t-il également gagner par l'influence morale qui se dégageait de l'homme, et fixa-t-il pour toujours, en suivant le sillage de Quicherat, une des lois de sa propre vie, que l'ouvrage de science ne doit pas se séparer d'une existence franche et pure, d'une conscience d'absolue droiture, d'une saine affirmation de la vertu.

A côté de Quicherat, ce furent Tardif, Léon Gautier, Anatole de Montaiglon, de Mas-Latrie, Boutaric, Paul Meyer, tous également épris, et quelquefois avec une sorte de joyeuse férocité,

du document, du texte, de la traduction littérale, du commentaire rigoureux, mais de temps à autre pourtant, et sans que cela nuisît en rien à la sévérité de la méthode, se laissant aller à des crises d'enthousiasme qui secouaient la jeunesse de leurs étudiants : je pense surtout à Léon Gautier, qui, à travers la sécheresse des déchiffrements paléographiques, savait insinuer la noblesse de l'esprit chevaleresque et l'esthétique littéraire des Chansons de Geste.

Voilà les premières et plus fortes directions qu'ait reçues Babelon. C'est sans nul doute à cette école, à la fois si austère et si familiale, si laborieuse et si séduisante, qu'il dut son goût pour la science du détail, son besoin d'intensité dans le travail, et aussi sa passion pour la découverte historique, cet éveil et cette régularité de ses facultés intellectuelles, tout ce qui a fait ensemble la force, la joie et la dignité de la vie de son esprit.

Pourtant, les leçons de l'École des Chartes ne réussirent pas à le retenir sur le domaine traditionnel de ses maîtres, les documents d'archives ou les monuments du Moyen-âge. Sa thèse, qui était encore consacrée à ce genre d'études, ne fut jamais publiée. A peine était-elle achevée, que Babelon songeait à une autre voie.

Il avait suivi les cours de l'École des Hautes Études. Là, il était en présence, non pas d'une autre méthode, mais d'horizons historiques plus vastes et plus mystérieux que ces temps capétiens ou carolingiens qui l'avaient attiré tout d'abord. Il y entrevit les lointaines histoires de l'Égypte ou de la Chaldée, avec leurs écritures étranges, leurs prodigieux monuments, leurs triomphes fastueux. Ce fut alors, pendant quelques années, une sorte de délire en l'âme juvénile de l'étudiant qui aspirait à devenir un maître. Peut-être pensa-t-il un instant qu'il pourrait marcher sur les traces d'un Maspero, c'est-à-dire découvrir sans répit des choses nouvelles, et en même temps raconter en un puissant résumé les épopées des grands empires du Nil ou de l'Euphrate. Le voilà donc qui écrit, avec une audace de néophyte, un *Manuel d'archéologie orientale*, qui se charge de mettre la dernière main au livre de François Lenormant sur l'*Histoire de l'Orient classique*. Et lui qui est parti de Quicherat et de Meyer, il semble qu'il veuille rejoindre les héritiers de Mariette ou de Rougé : je rapproche à dessein ces noms si différents pour rappeler avec quelle énergie, au cours du siècle

passé et au lendemain de 1871, la France a voulu et a su produire, dans les domaines les plus divers, des œuvres puissantes et des savants de génie. Et que Babelon, stimulé par leur exemple ou leur mémoire, ait alors brassé des projets superbes, c'était profit pour la France qu'il multipliât ses ambitions.

Mais, au moment même où paraissaient ces volumes sur l'Orient, il venait en quelque sorte de rectifier sa carrière, il avait tracé la route souveraine où il trouverait un juste renom. Entré au Cabinet des Médailles dès sa sortie de l'École des Chartes, il publie, en 1882, son premier mémoire de numismatique.

Ceux qui connaissent l'ensemble des pensées et la trame de la vie de Babelon croiront sans peine que le patriotisme ne fut point étranger à cette nouvelle vocation. La science des monnaies était une de ces gloires de la France qu'il ne fallait point laisser perdre. C'était notre pays qui possédait le plus célèbre Cabinet des Médailles, la plus consciencieuse des revues numismatiques. Ses érudits avaient, depuis deux siècles, marqué dans ce domaine des traces lumineuses que n'avaient pu effacer ni les efforts de l'Allemagne ni le talent et la renommée de l'Autrichien Eckhel. Une longue lignée d'érudits patients, sages et modestes s'était succédé pour conserver, enrichir et publier nos collections. Il fallait qu'elle fût continuée et, surtout, renforcée par l'ardeur de la jeunesse. Babelon laissa donc de côté les mirages orientaux, et livra le meilleur de lui-même à la science monétaire.

Il put, à l'exercice de cette science, appliquer les inoubliables leçons qu'il avait tirées de l'École des Chartes, les scrupuleuses habitudes de précision et d'exactitude qu'il y avait contractées, le contact qu'il y avait développé avec le document : car la monnaie est un document qu'il faut lire, comprendre et analyser à la façon d'un diplôme. Mais Babelon eut aussi toute sa vie le désir de pouvoir admirer, et il put alors le satisfaire sans trouble dans sa sécurité d'érudit. Car si la médaille vaut le diplôme comme matière de science, elle le passe comme œuvre d'art, et elle a souvent, ce qui manquera toujours à l'acte d'archives, un mérite de beauté. C'est ce qui plut singulièrement à notre ami. C'était un imaginatif, et, en dépit de sa vivacité d'allure, un contemplatif; il attachait longuement son regard aux objets qui brillent, aux choses

qui font rêver, et de ses instruments de travail il savait faire, sans nuire à la vérité, des sources de sensations et des occasions d'hypothèses.

***

Tout de suite, dès 1882, dans une brochure aujourd'hui introuvable, il montra qu'avec de simples monnaies, on pouvait reconstituer un long chapitre d'histoire, ouvrir une vaste perspective sur le passé à l'aide de ces infiniment petits de la science archéologique, mais à la condition que de ces menus éléments on ne négligeât rien, ni la date, ni la valeur, ni le lieu de trouvaille. Il releva ainsi toutes les monnaies arabes qui avaient été découvertes en Russie entre la mer Caspienne et la mer Baltique, il les étudia une par une, il en nota le gisement sur une carte, et il reconnut qu'elles jalonnaient les routes naturelles et traditionnelles qui unissaient les deux mers par les cours de la Volga et de la Dwina : elles avaient donc été laissées ou perdues, sur ces chemins interminables, par des marchands arabes, et Babelon n'eut pas de peine à les reconnaître en ces trafiquants de fourrures qui, au Moyen-âge, circulaient entre l'Asie centrale et l'Europe du Nord. Voilà donc un des épisodes de l'activité humaine qui sort des ténèbres, un fragment de la vie d'autrefois qui se reforme, grâce à ces mille morceaux de métal abandonnés aux hasards des routes. Cet arrière-pays de la Russie, où nous n'imaginons en ces temps lointains que désordres et sauvagerie, s'animent et se peuplent alors, et nous les voyons sillonnés régulièrement, le long de voies familières, par les paisibles caravanes des négociants. Mais, pour nous amener à ce résultat, il a fallu à Babelon une patience infinie, des recherches dans plusieurs recueils, des constatations sur la carte, et malgré tout encore, cela n'a point suffi. Il lui a fallu en outre réunir toutes ces monnaies éparses par une pensée générale, par l'hypothèse d'un vaste commerce, qui, vérification faite, est devenue une réalité. Et maintenant la science historique est dotée d'un nouveau bénéfice, grâce au mérite d'un travail humble et pénible, mais éclairé à la fin par une imagination de bon aloi.

J'insiste sur cette première œuvre numismatique de Babelon : car elle donne la note qui dominera désormais en tous ses

ouvrages. Et j'y insiste encore, parce que, si courte soit-elle, elle illustre à merveille l'un des procédés et l'un des résultats de notre science historique. Nous tous qui nous attachons à reconstruire les siècles passés, nous sommes convaincus que ces siècles, même les plus lointains, ne sont point morts tout entiers, que notre âme ou notre sol conservent les témoins qu'ils ont laissés, et qu'à retrouver et à interroger ces témoins, les âges disparus reparaîtront devant nous. Ce fut l'idée fondamentale, ou plutôt la foi dominatrice, de Fustel de Coulanges. Il avait une affirmation, presque religieuse, que nous portons en nous les traces de toutes les générations antérieures, et que, le jour où nous saurons analyser les mots de notre langue, les gestes de notre corps, les traditions de notre pensée, nous arriverons à reconnaître nos ancêtres en nous-mêmes. Et il pensait de pareille façon que notre terre est pleine des débris des familles qui l'ont cultivée ou traversée, et qu'il y a toujours dans ces débris les reflets des vies éteintes. Depuis un demi-siècle que Fustel de Coulanges a eu le courage de croire en la survie du passé, que d'étonnantes résurrections ont été faites par les écrivains qui se sont, volontairement ou à leur insu, inspirés de sa confiance ! Et cela, surtout, est le mérite de nos travailleurs de France, alors que, surtout de l'autre côté du Rhin, la science européenne s'acharnait à détruire les traditions, à nier les souvenirs, à vouloir ignorer le passé qu'elle prétendait étudier. Peu à peu ont alors revécu dans l'histoire bien des figures que l'on avait proscrites. Les rois de Rome, l'un après l'autre, reparaissent ou vont reparaître dans les annales, eux dont on avait fait des mythes ou des symboles. Minos est redevenu un grand roi, et, comme l'avait dit Thucydide, un archipirate de la Méditerranée. On rend enfin à Moïse sa valeur de héros et de conducteur d'hommes. Babelon, légendes de monnaies en main, a rétabli les droits de plus d'un personnage que la critique allemande avait condamné. Et voici enfin que, de toutes parts, les grottes de France viennent de s'entr'ouvrir pour montrer sur leurs parois les signes et les images où se sont exprimés les désirs ou les croyances de nos ancêtres les plus mystérieux.

Je voudrais citer ici un épisode de ces reconstitutions historiques, parce que nous nous en sommes souvent entretenus, Babelon et moi, parce qu'il touche aux plus lointaines origines

du monde gaulois, parce qu'il est un des exemples les plus nets de ce retour à la tradition que l'école de Fustel de Coulanges a préconisée. — Les Druides racontaient que les Celtes leurs aïeux avaient jadis habité les îles et les rivages lointains de la mer du Nord, mais qu'un formidable raz-de-marée les en avait chassés. Simple légende d'annales sacerdotales, a-t-on dit et répété de nos jours, et personne n'a voulu faire attention à ces propos de prêtres, à la manière dont on raille si volontiers les récits de la *Genèse* ou de l'*Exode*. Mais on vient d'étudier de très près ces raz-de-marée de la mer du Nord, et l'on sait aujourd'hui que ce sont des phénomènes redoutables, causant par milliers morts d'hommes et destructions de villages ; et les géologues ont constaté, en outre, que six à sept siècles avant l'ère chrétienne, l'un de ces flots de mer traversa de part en part la presqu'île danoise du Jutland, allant des rivages frisons de la mer du Nord pour se perdre jusque dans les eaux de la Baltique : il leur a suffi, pour arriver à ce résultat, d'examiner le sol motte par motte et de retrouver, au milieu d'alluvions d'apport, des coquilles propres à la mer du Nord. Ces coquilles leur ont permis de suivre la marche du raz-de-marée qui a chassé les Celtes, et le domicile des Celtes eux-mêmes, tout ainsi que les monnaies arabes ont permis à Babelon de tracer les routes des pelletiers du Moyen-âge,

* * *

Aussi Babelon aimait-il, plus que tout autre, ce premier travail de numismatique : car il se rendait compte que du premier coup il était entré dans la bonne voie et avait inauguré une marche féconde. Désormais et jusqu'à la fin de sa vie, la science des monnaies ne le quittera plus. Trente ans après cet article de début, à la date de 1912, il lui avait consacré plus de 300 travaux. Mais, dans l'ensemble de cette prodigieuse production, Babelon apportait également une préoccupation nouvelle. Il voulut être mieux qu'un conservateur de cabinet de médailles, mieux qu'un collectionneur averti ou un déchiffreur avisé, mieux qu'un rédacteur habile de notes et de mémoires.

Tout cela, il le fut à la perfection, mais il ne put s'en contenter. Dès son début, il vit et il fit largement les choses, je veux dire par là qu'en dehors d'innombrables mémoires de détail, il conçut et réalisa de vastes entreprises de recueils et

de traités, de livres de théorie ou d'histoire. Ce qui avait nui, au moins en apparence, aux numismates français de la génération antérieure, c'est qu'ils s'étaient trop volontiers complu dans des monographies isolées, à propos d'un seul groupe de pièces, et souvent d'une seule pièce, articles en quelque sorte finis et raffinés, mais d'assez médiocre envergure. Tout en rendant d'éclatants services, la *Revue Numismatique* émiettait les efforts et morcelait la tâche. Et à ce moment même, en face de nous, les Allemands commençaient leurs grands ouvrages, leurs audacieuses collections, et Mommsen publiait sa *Monnaie romaine* : quel que soit l'avantage que nous ayons tiré à la voir complétée par De Blacas, cela ne valait pas, pour le renom de la France, un livre de doctrine ou un recueil d'ensemble signé d'un des nôtres. Babelon eut la force et la fierté d'oser faire tout à la fois ce recueil et ce livre, et en 1885, au lendemain de sa trentième année, il publia les *Monnaies de la République romaine*. Nous nous rappelons encore l'impression que firent sur nous ces deux gros volumes : nous comprîmes qu'en face de Mommsen vieillissant, la science française, grâce à Babelon, allait avoir cause gagnée.

Cette volonté, ce sens des grandes entreprises scientifiques, nous l'avions un instant perdu à la suite de nos désastres, et peut-être aussi à cause de la terrible surveillance que Mommsen exerçait dans le monde sur tous les domaines de l'Antiquité. Quelques-uns de nos maîtres eurent véritablement la peur ou l'obsession de Mommsen, et à cela est dû sans aucun doute le brusque arrêt, en 1871, de tant d'œuvres françaises, tous ces *opera interrupta* qui portent aujourd'hui encore la marque de notre résignation de vaincus. Babelon n'eut peur ni de Mommsen ni des longues œuvres. Il s'attaqua résolument à l'un, il acheva solidement les autres. En ce savant de cabinet et d'école, il y avait l'attitude d'un batailleur et l'âme d'un patriote.

Depuis lors, si nombreux qu'aient été ses petits mémoires, si absorbantes que furent ses fonctions et de directeur du Cabinet des Médailles et de directeur de la *Revue numismatique*, il conserva toujours le goût, je dirais volontiers la nostalgie des grandes œuvres et des gros livres; et c'est à cela que nous devons, entre autres ouvrages, ce *Traité des monnaies grecques et romaines* qui est un énorme répertoire de documents, de faits

et d'idées, et qui n'aurait jamais eu d'équivalent dans la numismatique mondiale, s'il n'avait été d'abord interrompu par la guerre et ensuite mutilé par la mort (3 janvier 1924). Lui aussi, comme tant de ses maîtres, Babelon aura laissé un ouvrage interrompu : mais pour lui, ce n'est ni la volonté ni le courage qui lui ont manqué, il s'est vu soudainement enlever le temps d'existence qu'il espérait de la Providence et qu'il pouvait attendre d'elle. Comme nous tous, il a connu les craintes et les angoisses d'un travailleur à la vue de la vieillesse qui s'approche d'une œuvre inachevée, mais il n'aura pas eu la suprême joie de devancer le dernier jour de sa vie par la dernière page de son livre.

Il est donc mort en pleine besogne de numismate, je dis besogne dans le sens noble et matériel à la fois. Son grand livre le possédait toujours, il en surveillait avec amour le tirage des belles planches, il venait de procéder à une nouvelle installation de son cher Cabinet des Médailles, il s'inquiétait à la pensée de voir enlever à la France ce trésor de Beaurains où un médaillon d'or représente l'entrée à Londres d'un empereur des Gaules. Quarante années d'une passion souveraine n'avaient affaibli ni l'intensité de son ardeur ni l'exactitude de ses recherches. Et s'il y eut parfois, dans les dernières semaines de sa vie, l'ombre fugitive d'une tristesse sur son visage toujours souriant, l'impression rapide d'un rêve mélancolique au travers de ses élans habituels, c'est en songeant que peut-être ses yeux ne lui rendraient plus toujours les services nécessaires, ne seraient plus les instruments infatigables de son activité scientifique.

***

Mais gardons-nous, en passant à ce Cabinet où Babelon vécut de si joyeuses journées de travail, gardons-nous de ne voir en lui que le maître des médailles et des monnaies. Jamais la numismatique ne lui fit oublier ces leçons de sa jeunesse où tant de savants l'avaient formé pour toutes les curiosités de la science ; jamais non plus il ne cessa d'être le Français intelligent et tenace qui, dans toutes les matières du labeur d'érudition, songeait à une revanche sur l'Allemagne.

Au surplus, le Cabinet de la rue de Richelieu l'invitait lui-même, heure par heure, à se rappeler bien des joyaux

d'histoire autres que monnaies et médailles. Il y a dans ces salles des richesses d'une variété infinie. Qu'un rayon du soleil couchant y pénétrât, et aussitôt s'illuminaient, sous les yeux éternellement ravis de Babelon, et les vases d'argent du trésor de Berthouville, et le somptueux camée de l'apothéose d'Auguste, et l'agathe des Ptolémées, et les bronzes innombrables, et l'or des bijoux. Par esprit de métier, par amour de la beauté, par vocation d'histoire, Babelon se devait aussi à ces choses charmantes, qui sont également des fragments de science. Et tour à tour il publia son livre sur *la Gravure en pierres fines*, son *Catalogue des camées antiques*, sa description des *Bronzes*, pour laquelle il trouva en M. Adrien Blanchet un précieux collaborateur; et enfin, en pleine guerre, un grand et magnifique volume sur *le Trésor de Berthouville*.

Il faut parler plus longuement de ce livre, parce qu'il est de ceux qui nous font pénétrer le plus profondément dans la vie antique de notre pays, dans la connaissance de son sol et des habitudes de nos aïeux, et parce qu'il nous montre Babelon, dans la pleine maturité de ses forces et de son talent, repris de cet amour pour le passé de la France qui avait guidé les premières études de son adolescence.

On avait trouvé à Berthouville en Normandie, presque en pleine campagne, la plus belle série de vases d'argent qu'ait livrés le sol de la Gaule romaine et peut-être de tout l'Occident. Ces vases sont, pour la plupart, l'œuvre d'artistes grecs d'une habileté surprenante, qui, sur la surface limitée des parois de métal, ont su reproduire quelques-unes des scènes populaires de la légende hellénique, et cela, avec une entente parfaite de la composition et une exquise finesse de l'exécution. C'est tout un épisode de la culture classique qui renaît et s'agite sous nos yeux en figures et en gestes pleins d'expression et de poésie. Comment ces chefs-d'œuvre d'orfèvrerie, éclos dans la lumière de la Grèce, sont-ils venus se perdre sous le ciel brumeux de la Normandie? Quel hasard les y a amenés pour les y faire retrouver? — Ce n'est point le hasard, comme l'a montré Babelon, et l'archéologie n'offre point de hasards absolus. Il y eut jadis à Berthouville, dans les temps gaulois comme à l'époque romaine, un sanctuaire fameux entre tous, lieu de dévotion à un grand dieu gaulois, centre de pèlerinage et rendez-vous de foire tout ensemble, comme l'étaient tous les

temples célèbres de l'Antiquité : la Gaule avait en Berthouville l'équivalent barbare de Delphes ou d'Olympie. Quand elle s'est convertie à la civilisation romaine, elle ne renonça à aucune de ses résidences de dieux, de ses foires et de ses lieux sacrés; elle demeura, tout comme devait l'être la France chrétienne du Moyen-âge, la contrée aux vastes réunions de piété et aux assises commerciales des champs de grand marché, le pays des rendez-vous périodiques et de religion et d'affaires, des larges et bruyantes assemblées où s'expriment toutes les rumeurs de la vie sociale. Elle aima, et nous l'aimons toujours, ces journées de fêtes et de foires où les mutitudes se groupent et s'entendent, et où, en quelques heures, sous la double exaltation de la religion divine et du commerce humain, on vit d'une âme plus joyeuse et plus vibrante que dans la longue monotonie et les habitudes familières des mois domestiques. Berthouville ne rappelle pas seulement Delphes ou Olympie, mais annonce également Beaucaire en Languedoc ou Vézelay en Bourgogne. Les pauvres y vinrent en foule, les riches y accouraient de même, les uns et les autres porteurs d'offrandes à la divinité du lieu ; et un grand seigneur du temps des premiers Césars y laissa, à côté d'humbles poteries offertes par les misérables de Gaule, de beaux vases d'argent achetés à grands frais chez les antiquaires d'Italie ou de Grèce. Sur ce sol normand battu pendant des siècles par des vagues de dévots, l'art hellénique à son tour, de par l'avantage d'une foi opulente, est venu faire briller le miracle de sa beauté.

Babelon excella à reconstituer de grands faits d'histoire à l'aide de ces lents exposés de trouvailles archéologiques. Ce que lui doit la science de la Gaule est incalculable. Dès sa jeunesse, il s'intéressa aux ruines de son cher pays de Langres, à ces vieux temples celtiques aux formes singulières, à ce Vertault qui, de sanctuaire gaulois, était devenu village sacré sous les Romains, et encore, si mes souvenirs ne me trompent pas, à cet extraordinaire Mont-Lassois qui, lui aussi, fut centre de culte et de foire, et qui, plus tard, par cette ténacité d'habitudes dont est coutumier notre sol de France, a transmis aux Chansons de Geste l'inspiration de ses sept fontaines sacrées. Et le dernier travail que Babelon ait publié, sur *le Tombeau du roi Childéric* à Tournai, fut pour nous montrer les premiers des rois francs transformant leur barbarie native à l'école des

orfèvres romains et des émailleurs orientaux : le père de Clovis se faisant graver un cachet de façon impériale, c'est déjà le symbole du roi des Francs se faisant gloire d'être patrice de Rome et de reprendre sur le Rhin l'œuvre des Césars. Car Babelon avait appris à estimer à sa juste valeur le document archéologique ; il savait qu'à celui qui questionne avec intelligence les moindres lambeaux du passé, aussi bien que ses plus belles œuvres, répondent des lois d'ensemble ou des idées générales : dans le cachet de Childéric comme dans les vases de Berthouville, il a dévoilé une vérité de grande allure, et que ces très vieilles choses répétaient, encore fidèle, l'écho d'une époque de civilisation humaine.

***

Est-ce son amour profond pour nos antiquités nationales? est-ce le voisinage tout proche de ses entreprises orientales, qui amena Babelon, dès 1883, à s'occuper de l'Afrique, de la Tunisie et de Carthage surtout, que la France venait à peine de conquérir? Toujours est-il qu'il fut de la première équipe des grands pionniers scientifiques qui sont partis à la découverte des antiques terres puniques et de la province proconsulaire : il y fut avec Cagnat, avec Salomon Reinach, tous trois également animés du désir d'ajouter à la conquête des armes la restauration par l'histoire. Babelon a inscrit lui aussi son nom sur l'*Atlas archéologique de la Tunisie ;* il a publié notre premier *Guide de Carthage ;* il a ouvert la voie qui s'offrait à la France : maîtresse du terroir punique, elle devait à sa gloire d'en retrouver le passé et d'en conserver les ruines, de respecter les stèles carthaginoises au même titre que les tombeaux des rois francs.

Car par-dessus tout, ou plutôt à côté de la science, l'enveloppant comme un vêtement de noblesse et de dignité, le sentiment du patriotisme se mêla à toute la vie de Babelon. Qu'il ait été toujours obligeant, indulgent même, à l'égard des savants étrangers, cela était à la fois un devoir de sa volonté et une tendance de sa nature : le patriotisme était chez lui une vertu qui redresse, et non pas qui heurte. Mais enfin c'est en conscience d'une obligation nationale qu'il a rendu à la France sa suprématie numismatique, qu'il a suivi pas à pas toutes les brèches heureuses faites à travers l'inconnu de notre passé, qu'il a suscité chez nous un mouvement de propagande

en faveur des fouilles d'archéologie, qu'il a aimé Carthage comme il avait fait des cités de sa Gaule.

Aussi, quand vint l'heure de la grande guerre, nous vîmes Babelon mettre aussitôt au service de la patrie sa puissance de travail, ses merveilleuses facultés de chercheur, son talent de conférencier et d'écrivain. De ce service pour la victoire sont nés, entre autres choses, deux grands livres, l'un écrit en pleine bataille, l'autre à la veille de la paix, tous deux évidemment livres de circonstance et de combat, mais qui révèlent une des pensées les plus profondes de Babelon, de celles qui ont été les animatrices de sa vie intérieure. Sur *la Sarre* et sur *le Rhin*, auxquels sont consacrés ces deux livres, Babelon chercha ce qu'il cherchait depuis l'âge de la réflexion, les moyens de rendre à la France ses droits et sa sécurité.

Que de faits d'autrefois, que d'espérances d'aujourd'hui, que de désirs pour demain on recueille à parcourir l'œuvre presque interminable d'Ernest Babelon ! Elle est patiente et elle est vive à la fois, comme était son intelligence, comme était sa causerie, celle-ci tantôt d'une audace imprévue, tantôt d'une lente élaboration, mais toujours remplie par le triple besoin de connaître, d'instruire et de convaincre. Et pourtant, ni le souvenir de ses propos, ni la lecture de ses ouvrages ne suffisent à dépeindre ce qu'était l'homme et ce qu'était le savant. Nous n'avons parlé ni de sa direction du Cabinet des Médailles, ni de son enseignement au Collège de France, ni de son activité comme membre de l'Institut, ni de son rôle dans tant de sociétés ou de comités. Tout cela, quelque nombreuses qu'il y multipliât les tâches, n'était que l'accompagnement extérieur de son devoir de science ; c'était les lignes régulatrices qui disposaient les heures de ses labeurs décisifs ; il y vivait en quelque sorte une première fois les faits et les idées de ses livres, mais en se tenant en harmonie continue avec ceux qui l'écoutaient. Et c'est sans doute parce qu'il a toujours fait participer les autres à son travail et aux efforts de son esprit, c'est parce qu'il a mêlé tous ses instants à ceux de ses contemporains, sa vie à celle des êtres qui l'approchaient, c'est sans doute pour cela que cette vie était si pleine et que son œuvre est si vivante.

CAMILLE JULLIAN.

SIXIÈME ANNÉE
DE DICTATURE BOLCHÉVIQUE

En présentant aux lecteurs de la *Revue* une nouvelle étude, la troisième, sur l'état économique actuel de ma patrie, hier encore un grand pays, je voudrais, avant d'aborder le fond même de la question, répondre à deux reproches qui nous furent adressés dernièrement à moi-même et à tous ceux qui partagent avec moi les dures et humiliantes vicissitudes de notre vie errante.

On nous accuse de parti pris, à chaque tentative que nous faisons pour démasquer la vérité en face des assertions impudentes des maîtres de l'heure qui prétendent avoir engagé le pays dans une voie sûre pour atteindre, par étapes, un avenir serein. D'après eux, la pénible situation actuelle aurait été créée, exclusivement, par les ennemis du pouvoir soviétique, par la rapace Europe qui entoura la Russie du cercle de fer du blocus et par le mouvement contre-révolutionnaire qui ne visait que la restauration de l'ancien régime aux dépens du bien du peuple.

Ces reproches nous viennent à la fois de deux côtés. Du côté russe, nous les trouvons dans les organes de la presse au service du Gouvernement soviétique ; et du côté français, dans les colonnes de certains journaux : tout récemment, un conférencier de marque s'y est associé dans une réunion scientifique.

Du côté russe, nos efforts pour projeter la lumière sur la situation économique de la Russie sont stigmatisés comme une lutte contre le peuple russe, une tentative pour le discréditer aux yeux de l'Europe.

Du côté français nos efforts pour faire connaître le véritable sort de la Russie sont considérés comme une tentative pour imposer à la France notre point de vue personnel et nous immiscer dans ses affaires intérieures. Les émigrés, nous déclare-t-on, empêchent des relations saines de se créer et de se développer entre les deux peuples ; ils veulent écarter la France du travail productif auquel se livrent en Russie les autres peuples, et ne lui permettent pas d'assurer au peuple français les avantages, sur lesquels les autres font peu à peu main basse et qui auraient pourtant permis au pays de guérir les blessures causées à ses intérêts en Russie par la révolution bolchévique.

Ces deux sortes de reproches sont pareillement injustes.

Quand nous essayons de tracer devant l'opinion européenne, — en nous servant uniquement des données de la presse soviétique elle-même, — le vrai, le tragique tableau de la Russie d'aujourd'hui, ce n'est pas contre le peuple russe que nous travaillons, ce n'est pas la ruine de son crédit que nous poursuivons (1). Nous n'avons qu'un seul but : distinguer le mensonge de la vérité, et remplacer par l'analyse impartiale, les impressions fugitives d'observateurs superficiels et par trop confiants, qui firent de courts voyages en Russie sous la direction intéressée de guides soviétiques. Nous voulons démontrer que l'on ne saurait violer impunément les lois sacrées de l'existence humaine et les bases inébranlables de tout régime économique, qui sont les mêmes pour la Russie et pour la France, — le travail libre, l'initiative libre, le droit aux fruits du travail. Nous considérons qu'ainsi nous servons la cause du peuple russe et de son avenir.

L'autre reproche est aussi mal fondé. Il nous a été douloureux d'entendre, dans une réunion à laquelle nous étions conviés, une invitation à nous taire, sous prétexte que nous nous mêlions des affaires du pays qui nous a donné l'hospitalité. Nous espérons pourtant que, dans l'atmosphère de bienveillance générale qui nous est une consolation dans notre vie d'exilés, ce *veto* ne fut qu'un incident isolé.

(1) Nous attirons l'attention sur la riche documentation relative à l'état économique actuel de la Russie que contiennent les rapports présentés à la Conférence des Représentants des Unions commerciales et industrielles russes le 11 novembre 1923 à Paris.

Nous n'avons jamais eu l'intention d'intervenir dans les décisions de la France, quand il s'agissait de ses intérêts vitaux. Notre tâche est beaucoup plus modeste. Nous suivons jour par jour, et avec la plus grande impartialité, la vie de notre patrie; nous apportons à cette étude toute notre expérience, tout notre amour pour le passé de la Russie, toute notre foi en son avenir; et les conclusions auxquelles nous amène notre étude, nous les communiquons au pays dont le cœur, à l'époque des grandes épreuves, a battu à l'unisson du cœur de la Russie et qui nous a offert sa généreuse hospitalité à l'heure où la vie, dans notre pays, nous est devenue insupportable. Nous n'avons pas d'autre moyen pour répondre à la bienveillance qu'on nous manifeste, que d'exprimer ouvertement notre conviction étayée par les faits, avec l'espoir que notre action pourra éviter des faux pas et des erreurs irréparables.

***

Au cours de l'année 1923, dans les deux études parues ici même (1), j'ai essayé de tracer le bilan économique et financier de la République des Soviets à la fin de l'année 1922, d'après les travaux du XIIe Congrès du parti communiste russe, qui se tint au printemps de cette même année à Moscou.

Depuis lors, la Russie vient de vivre une sixième année sous le régime de la dictature bolchévique. Cette sixième année marque-t-elle un arrêt dans la destruction des forces vitales du pays? La situation économique de la Russie et les résultats obtenus justifient-ils l'optimisme des voyageurs qui se sont hâtés d'affirmer que le communisme disparaît en Russie sous la poussée de la vie, et que le pays est en train de reconstituer ses forces économiques et ses finances?

En dressant le bilan économique de cinq années de dictature bolchévique, je m'étais attaché à faire ressortir que les causes qui empêchent la Russie d'entrer dans la voie du rétablissement de ses forces sont des causes organiques, inhérentes au régime communiste lui-même, et que seule la liquidation totale de ce régime rendra possible la grande œuvre de la régénération économique de la Russie. Or, l'année 1923 n'a apporté aucune modification essentielle aux conditions de la vie russe.

(1) Voyez dans la *Revue* mes articles intitulés *Cinq ans de dictature bolchévique*, et *Y a-t-il une évolution du bolchévisme?*

Le régime parasitaire qui étouffe et qui ruine le pays subsiste, Comme toujours, l'agriculture, qui n'a pas été touchée par les nationalisations, constitue le seul et unique élément de l'actif dans la balance économique de la Russie des Soviets. A l'époque du communisme intégral, le Gouvernement des Soviets, on s'en souvient, avait fait des tentatives pour appliquer aux campagnes le régime communiste : ces tentatives échouèrent et c'est la lutte héroïque des paysans contre cette politique qui contraignit les communistes à proclamer une nouvelle politique économique. Le Nep, c'était la paix avec les paysans : nous allons montrer de quel prix les paysans ont dû la payer.

Comme on le verra par notre exposé, *c'est sur le paysan, et uniquement à ses dépens que vit l'État soviétique*. Et cela est vrai, non seulement pour le budget d'État et pour les budgets locaux, mais aussi pour l'industrie nationalisée, qui travaille à perte, pour les transports et pour le commerce extérieur qui pèsent de tout leur fardeau sur le paysan russe, principal et presque seul contribuable effectif du budget soviétique.

Trois moyens surtout sont employés pour effectuer la mise en coupe réglée de la fortune rurale au profit du régime soviétique : 1° des *contributions* extrêmement lourdes; 2° une *politique des prix* qui tend à élever autant que possible les prix des objets fabriqués par l'industrie nationalisée, et à abaisser les prix des produits agricoles; 3° de l'*exportation des céréales* achetées aux paysans à bas prix, et vendues à des prix élevés sur le marché mondial.

I. — POLITIQUE FISCALE ENVERS LES PAYSANS

La direction soviétique de la statistique générale évalue la récolte totale des céréales de l'année courante à 2153 millions de pouds, et la superficie totale emblavée à 58,2 millions de déciatines (1). Si l'on y ajoute la récolte des pommes de terre et « d'autres plantes secondaires, » la récolte atteint de 2750 à 2800 millions de pouds (2). Il faut tenir compte de ce que les chiffres de récolte, qu'on publiait en Russie avant la guerre et qui étaient de 4,5 à 5 milliards de pouds par an, ne compre-

(1) 1 poud = 16 kilogrammes 38 grammes. — 1 déciatine = 1,09 hectare.
(2) *Pravda*, du 14 septembre.

naient que les céréales. Pour le territoire actuel de la Russie, la récolte de 1913 était de 3,9 milliards de pouds. Par conséquent, la récolte de cette année ne constitue qu'environ 55 pour 100 de la récolte de 1913.

La récolte de 1923, telle qu'elle est évaluée par la statistique bolchévique, est inférieure à la récolte de l'année précédente, qui était évaluée par la même statistique à 2266 millions de pouds. Étant donné que la superficie emblavée a augmenté de 9 millions de déciatines (de 49,3 à 58,2 millions de déciatines), il s'ensuit que le rendement par déciatine a fortement baissé. Les conditions météréologiques ayant été favorables, c'est la preuve que la terre est cultivée de plus en plus mal.

Si l'on accepte ce chiffre de 2153 millions de pouds auquel la direction centrale de la statistique soviétique évalue la récolte de cette année, on constate que cette récolte est totalement insuffisante pour assurer l'alimentation de la population. En effet, d'après les évaluations du Commissaire de l'alimentation, Bruhanoff (1), et en prenant pour base des rations de famine, il faudrait, pour couvrir les besoins du pays, de 2300 à 2400 millions de pouds (dont 500 millions de pouds pour les semences). La récolte ne permet donc pas de couvrir ces besoins et d'autant moins peut-elle laisser aux paysans des excédents qui leur permettraient d'améliorer leur cheptel.

Dans ces conditions, le Pouvoir soviétique devrait procéder avec la plus grande circonspection à l'établissement des contributions payables par des paysans. Tout au contraire, les impôts multiples qui grèvent la vie paysanne ont atteint un niveau tel que le Pouvoir soviétique lui-même est forcé de reconnaître officiellement que les limites de la capacité du contribuable ne permettent pas de le dépasser.

Voici une estimation des impôts payés par le paysan du gouvernement de Tambov, publiée par l'*Economitcheskaya Jisn* du 22 avril 1923. Elle met en relief le lourd fardeau d'impositions supportées par le paysan sous le régime communiste. Les paysans ont produit dans cette province 30 pouds de céréales par habitant ; sur ces 30 pouds il fallait payer 10 pouds pour le *prodnalog* (impôt en céréales) et 7 pouds pour les autres impositions directes. Il ne restait que 13 pouds, soit

(1) *Isvestia*, n° 190.

une quantité totalement insuffisante pour l'alimentation, sans rien pour se procurer les objets les plus indispensables, sel, pétrole, vêtements, chaussures.

Malgré l'aveu officiel, fait au XIIe Congrès, de l'impossibilité d'accroître les charges qui pèsent sur le paysan, le Gouvernement des Soviets a réalisé cette année une forte augmentation des contributions directes, sous prétexte d'unifier le système d'impôts. Nous voulons parler du remplacement d'une multitude d'impôts directs qui frappaient les paysans par un « impôt agricole unique » dont, d'après le régime en vigueur jusqu'au 1er janvier 1924, une partie a continué à être perçue en nature, l'autre partie étant exigible en espèces.

Cette réforme, raisonnable en elle-même, s'est, dans la pratique, transformée en une nouvelle augmentation du fardeau fiscal qui pèse sur le paysan russe. C'est ainsi que l'année dernière, d'après les déclarations du Commissaire de l'alimentation Bruhanoff, il a été perçu, à titre de *prodnalog*, 360 millions de pouds de céréales, tandis que cette année, conformément aux prévisions du même Bruhanoff (1), la seule partie de l'impôt perçue en nature donnera de 250 à 280 millions de pouds en nature, c'est-à-dire seulement de 17 à 20 pour 100 de moins que ne rapporta en 1922 la totalité de l'impôt. En réalité, d'après les dernières prévisions budgétaires, la totalité du *prodnalog* (partie en nature et partie en argent) sera, cette année, calculée en céréales, de 600 millions de pouds, c'est-à-dire presque le double de l'impôt perçu l'année passée.

Bien que cet impôt soit dénommé unique, il s'y superpose un impôt local sous forme additionnelle qui atteint jusqu'à 40 pour 100 du principal (2). Ajoutez des contributions de moindre importance : l'impôt au profit des affamés, au profit de l'armée et de la flotte, impôts locaux pour les écoles, etc. En outre, le Gouvernement des Soviets, afin de diminuer ses dépenses pour l'entretien de l'armée, affecte diverses unités militaires à des villages et charge les paysans de leur logement et de leur entretien.

Mais ce n'est pas tout. Le Gouvernement a trouvé le moyen d'augmenter encore l'impôt unique. Le fisc exige que les céréales apportées à titre de paiement d'impôt soient du type

(1) *Isvestia* du 5 août 1923. — (2) *Economitcheskaya Jisn*, n°s 177, 178, etc.

fixé pour l'exportation, et, étant donné que les céréales apportées répondent rarement à cette condition, le paysan est obligé de payer à titre d'indemnité un supplément allant jusqu'à 30 pour 100 du total de l'impôt.

L'impôt devrait varier suivant les résultats de la récolte et la loi prévoit dans cette intention cinq taux différents; mais, dans la pratique, l'impôt ne tient compte ni de la capacité du contribuable, ni de l'importance de la récolte. Ainsi, en Crimée, le rendement était de 27,2 de pouds par déciatine et la récolte totale a donné 8 millions de pouds, c'est-à-dire 3 millions de pouds de moins que les besoins de la population (1). Cela n'a pas empêché le fisc de percevoir en Crimée, à titre de *prodnalog*, 4,3 millions de pouds de céréales (dont 1,3 million de pouds en nature et le reste en argent), c'est-à-dire plus de 50 pour 100 de la récolte. De même dans le gouvernement de Tzarytzine (rayon de la Volga inférieure), où l'on a récolté 13,7 millions de pouds et où l'impôt est fixé à 9,2 millions de pouds (2). Même si l'impôt est abaissé à 5,5 millions, comme le demande le Comité exécutif local, il ne restera à cette province que 8,2 millions de pouds, tandis que ses besoins sont de 35 millions de pouds.

Si l'on tient compte des augmentations qu'il subit à titre de l'imposition locale et pour mauvaise qualité des céréales, on voit que l'impôt unique absorbe plus de la moitié de la récolte des céréales (3).

(1) *Economitcheskaya Jizn*, n° 484. — (2) *Ibid.*, n° du 19 septembre.

(3) Au moment où cette étude était sous presse, nous avons reçu les derniers numéros des journaux soviétiques qui annoncent la suppression pour les trois derniers trimestres de l'exercice 1923-24 de la perception en nature du *prodnalog* qui sera, par conséquent, perçu à partir du 1er janvier 1924 exclusivement en espèces.

Cette disposition législative ne signifie pas grand chose en pratique, la plus grande partie de l'impôt étant versée dans le cours du premier trimestre de l'exercice. Toutefois, cette décision a dû être prise par suite de la répugnance des paysans à payer le *prodnalog* en céréales. Elle a dû être provoquée aussi par le désir du Gouvernement des Soviets, — en augmentant de la part des paysans la demande des roubles soviétiques qui leur seront nécessaires pour le paiement de l'impôt, — de ralentir la baisse de plus en plus rapide et de plus en plus profonde du rouble soviétique, dont l'émission, dans les conditions actuelles, ne rapporte plus rien au fisc, et ne peut plus servir pour boucher les trous du budget.

II. — POLITIQUE DES PRIX

La « politique des prix » constitue le second moyen employé par le Gouvernement des Soviets pour prélever sur le paysan les ressources dont il a besoin. Voici en quoi elle consiste. Le Gouvernement des Soviets, en tant qu'acheteur de produits agricoles, s'applique à en abaisser autant que possible les prix et, en même temps, il hausse les prix des produits de l'industrie nationalisée dont il est vendeur.

A l'origine du Nep, quand le marché libre s'est entr'ouvert pour les produits agricoles, le pays était affamé. Aussi les produits agricoles eurent-ils, par rapport aux produits industriels, une situation privilégiée, qu'ils ont conservée jusqu'au mois de septembre 1922 : le niveau des prix des céréales était alors au-dessus du niveau des prix d'avant-guerre, et celui des produits industriels au-dessous. La situation s'est ensuite modifiée : les prix des céréales ont commencé à baisser, tandis que les prix des produits industriels ont subi une hausse vertigineuse. Les courbes de la fluctuation des prix pour les produits agricoles et industriels se sont coupées en septembre 1922, et leur aspect sur le diagramme que Trotzky présenta au XIIe Congrès du parti communiste figurait des ciseaux. Ce sont précisément « les ciseaux de Trotzky, » dont parle toute la presse soviétique.

Cet état de choses, — les prix des produits industriels dépassant de deux à trois fois les prix d'avant-guerre, et les prix des produits agricoles et surtout des céréales étant de deux à trois fois au-dessous des prix d'avant-guerre, — fut le résultat voulu par le Gouvernement des Soviets, afin de tirer du paysan des ressources complémentaires. Il est aisé de s'en rendre compte.

Le Gouvernement des Soviets a créé dans l'été de 1922, auprès du Conseil du Travail et de la Défense nationale, une Commission spéciale pour la réglementation du commerce intérieur : le *Comvnoutorg*. Lors de sa fondation, le Gouvernement a tracé au *Comvnoutorg* comme programme d'action *l'abaissement des prix des produits agricoles et un relèvement relatif des prix des produits industriels*, en vue d'assurer plus de bien-être à la classe ouvrière, et cela, moyennant « une certaine compression de la petite bourgeoisie paysanne. »

A l'automne de 1922, deux voies ont été employées pour atteindre ce but. D'une part, on a appliqué les mesures les plus rigoureuses pour faire percevoir l'impôt sans retards : ainsi, d'après le commissaire Bruhanoff, on a pu rentrer au 5 décembre 1922 la totalité de l'impôt et notamment 360 millions de pouds (1), tandis qu'en 1921 on n'était arrivé à faire rentrer à la même date qu'un tiers de cette quantité. D'autre part, étant donné que l'automne est aussi l'époque du paiement par les paysans des impôts en espèces, le Gouvernement a fourni aux organisations chargées de l'achat des céréales (le *Khleboprodoukt*, le *Zentrosoyous*) les ressources nécessaires pour leur permettre de procéder aux achats à l'époque même où les paysans sont forcés de liquider leurs stocks pour faire face à l'impôt. En même temps, les délégués de la Commission du commerce intérieur, sous couleur de lutter contre la spéculation, fixaient pour toute la période d'achat des céréales au compte de l'État, des prix fermes et très bas, obligatoires pour tous les vendeurs. Les achats ainsi effectués ont procuré à l'État 32 millions de pouds qui, ajoutés aux quantités recueillies à titre d'impôt, ont constitué un stock couvrant totalement les besoins de la population urbaine (275 millions de pouds, d'après l'estimation de la Direction de la statistique générale), de l'armée (de 68 à 70 millions de pouds), de l'aide aux affamés (5 millions de pouds), du service des avances pour semences (32 millions de pouds). Par conséquent, le paysan, quand il avait des excédents à vendre, ne trouvait plus de marché libre pour les écouler.

Comme conséquence de cette politique qui inondait le marché des céréales acquises par l'État à vil prix ou à titre d'impôt, les prix des céréales ont subi en automne 1922 une très forte baisse. La Société *Khleboprodoukt* achetait les céréales en septembre 1 rouble 05 copecks le poud. En décembre, le prix n'était plus que de 41 copecks.

Cette baisse rapide des prix des céréales a provoqué parmi les paysans un grand mécontentement et forcé le Gouvernement des Soviets à soulever cette question au XIIe Congrès tenu en avril 1923. Après de longs débats (2), le Congrès a solennellement proclamé sa ferme décision de prendre des mesures

(1) *Economitcheskaya Jisn*, n° 292.

(2) Voyez dans la *Revue* notre article : *Y a-t-il une évolution du bolchévisme?*

pour améliorer le bien-être du paysan et élever les prix des céréales. Comme moyens d'atteindre ce but, il a préconisé : 1° l'exportation d'une partie des céréales à l'étranger et 2° le remplacement d'une partie de l'impôt en nature qui grève les paysans, le *prodnalog*, par un impôt en espèces.

Le Gouvernement des Soviets est, à l'heure actuelle, en train de réaliser ces deux mesures. Mais le résultat est diamétralement opposé à celui qu'il annonçait. En effet, étant donné qu'une partie importante de l'impôt agricole unique (un peu plus de la moitié) est perçue en espèces, le paysan est forcé, pour se procurer les sommes nécessaires à l'acquittement de cet impôt, de jeter immédiatement de grandes quantités de céréales sur le marché. Ce fait, attendu que le marché est déjà en partie saturé de céréales obtenues à titre d'impôt, entraîne forcément la baisse des prix. Quant à l'exportation des céréales, elle n'a servi, comme nous le verrons plus loin, qu'à tirer des paysans de nouvelles ressources en leur achetant les céréales à vil prix et en les vendant à l'étranger au profit du Trésor soviétique, à des prix élevés.

En même temps, la même politique tendait au même but en amenant la hausse ininterrompue des prix des produits de l'industrie nationalisée. Les prix des produits fabriqués ont atteint un niveau deux à trois fois supérieur à celui des prix d'avant-guerre, résultat qui n'a pu être obtenu que grâce au monopole dont est assurée l'industrie d'État.

Voici quelques chiffres qui peuvent donner une idée de la hausse des prix des objets de grande consommation. (Communication du professeur Bouginsky au *Gosplan*, *Economitcheskaya Jisn* du 26 octobre) :

		Avant la guerre.	Actuellement.
Cotonnades.	Un archine (1).	6 à 7 livres de seigle.	40 livres.
Fer marchand.	Un poud.	3 à 5 pouds de seigle.	26 pouds.
Bottes.	Une paire.	8 à 12 pouds de seigle.	83 à 250 pouds.

Par suite de cette hausse, la consommation des produits les plus nécessaires au ménage et à l'exploitation paysanne s'est rétrécie dans d'énormes proportions. C'est ainsi que la consommation du sel est dans l'Ukraine pendant cette année quatre fois inférieure à ce qu'elle était avant la guerre (2).

(1) L'archine = 71 centimètres.
(2) *Economitcheskaya Jisn* du 13 octobre.

Le tableau suivant montre la relation entre les prix d'avant-guerre et les prix actuels pour les machines agricoles dans l'Ukraine (1) :

	Avant la guerre.		Actuellement.
Charrue A. R	5,87 pouds de seigle.		27,2
Charrue Sack	31,28	»	215
Faucheuse.	556,95	»	2 225
Batteuse avec transmission.	156,25	»	1625

A cette hausse des prix, le paysan répondait par une restriction de la consommation, en produisant lui-même les objets dont il avait besoin et en s'adressant aux petits industriels villageois. Mais cette restriction avait des limites. Pour certains objets fabriqués par l'industrie nationalisée et qu'il ne pouvait produire par ses propres moyens, le paysan était bien obligé de s'adresser à l'industrie d'État. Pendant la dernière année, les achats par les paysans des objets de l'industrie nationalisée ont atteint la valeur totale de 300 millions de roubles-or (2). Les objets ainsi acquis ont coûté au paysan 200 pour 100 de plus qu'ils ne lui auraient coûté avant la guerre, et les ressources prélevées sur lui par ce moyen sont allées combler une partie des déficits de l'industrie nationalisée.

III. — EXPORTATION DES CÉRÉALES

D'après les estimations soviétiques et prenant pour base des rations, auxquelles convient seul le nom de rations de famine, le minimum de besoins du pays se chiffre par 2 300 à 2.400 millions de pouds de céréales. Par conséquent, la récolte de 1923, soit 2 133 millions de pouds, était totalement insuffisante, même pour assurer les besoins du pays et ne pouvait en aucun cas laisser d'excédents pouvant être exportés à l'étranger. Il en résulte que si le Gouvernement des Soviets exporte les céréales des provinces qui ont pu donner des excédents de production (comme c'est le cas pour les provinces ukrainiennes), cette exportation ne peut avoir lieu qu'aux dépens des parties de la Russie, dont les besoins en céréales ne sont pas couverts et qui sont ainsi condamnées à la famine.

(1) *Economitcheskaya Jisn* du 10 octobre.

(2) Discours de Rykoff publié par l'*Economitcheskaya Jisn* du 20 novembre 1923.

Exporter à l'étranger, ne fût-ce qu'en partie, les excédents des céréales de l'Ukraine, estimés par le Congrès général d'alimentation de l'Ukraine à 105 millions de pouds (1), c'est condamner la Russie du Nord et du centre, la plus grande partie des régions du Volga, la Sibérie occidentale et le Turkestan à une nouvelle famine. Celle de l'année 1921 a emporté des millions de vies humaines et a produit de telles dévastations que certaines parties de la Russie, considérées jusqu'à présent comme le grenier de l'Europe, ont été officiellement déclarées libres pour la colonisation étrangère (2). Cette décision se rapporte en premier lieu aux régions du Volga et notamment aux gouvernements de Samara, de Saratov, de Tzarytzine et du Sud-Est de la Russie : la région des Cosaques du Don, le Kouban et le Gouvernement de Stavropol.

Le Gouvernement des Soviets n'a pas encore publié le chiffre des morts d'inanition et de maladies dans ces régions. Mais, d'après certains renseignements publiés par la presse soviétique et par le fait de la déclaration de ces territoires libres à la colonisation, on peut juger de l'énormité des pertes. C'est ainsi que, d'après l'*Economitcheskaya Jisn* du 12 août 1923, la population du Gouvernement de Samara, qui en 1917 dépassait 4 500 000 habitants, n'était plus en 1923 que de 2 100 000 habitants. Plus de la moitié de la population est morte de faim sous l'administration communiste et le même sort affreux menace encore des millions de citoyens russes.

Comme nous l'avons établi dans notre étude précédente, la famine de 1921 n'était pas un phénomène accidentel, mais bien le résultat naturel et inévitable de la politique soviétique envers les paysans. Dès cette époque, nous manifestions la crainte de voir la Russie entrer dans une série d'années de famine. Nos craintes n'ont été que trop justifiées : la famine a sévi non seulement en 1921, mais aussi en 1922 et elle menace la Russie en 1923-24. L'intensité du fléau varie d'une année à l'autre ; en 1921-22 (l'hiver 1921, le printemps 1922), le nombre des habitants éprouvés par la famine était d'après le discours de Kalinine au IXe Congrès des Soviets, de 15 à 20 millions ; en 1922-23, ce nombre, d'après les estimations de Mme Kameneff, qui dirige les services étrangers de la Commission de la lutte

(1) *Economitcheskaya Jisn*, n° 175. — (2) *Ibid.*, 21 mars 1923.

contre les conséquences de la famine, est de 8 millions (1), tandis qu'en 1923-24 il atteindra de 10 à 12 millions. Si le Gouvernement des Soviets se plaçait sur le terrain des intérêts de l'État, il ne tolérerait aucune exportation des céréales et se préoccuperait uniquement de distribuer entre les provinces déficitaires les excédents que peut donner la production des céréales dans certaines parties de la Russie. En fait, *l'exportation a été organisée exclusivement pour remplir la caisse du Trésor soviétique au moyen de l'achat aux paysans de leurs céréales à vil prix et de la revente de ces céréales à l'étranger à des prix élevés.* L'exportation des céréales n'est pour le Gouvernement des Soviets qu'un moyen d'extorquer aux paysans les ressources dont ce Gouvernement a besoin.

A cet effet, ont été mobilisées diverses organisations soviétiques : la *Banque d'État*, l'*Exportkhleb*, le *Zentrosoyous*, le *Voukospika*, etc... chargées de l'achat des céréales destinées à l'exportation, tandis que défense était faite aux particuliers et aux organisations privées d'acquérir des céréales pour l'exportation. Des instructions formelles leur ont été adressées concernant les prix à payer aux paysans ; et d'avance, le commissaire du commerce extérieur, Krassine, déclarait, dans un discours prononcé à l'Exposition agricole de Moscou, que le Gouvernement soviétique paierait les céréales destinées à l'exportation de 20 à 30 copecks-or le poud.

Il n'est pas possible de prévoir dès maintenant quel sera pour le Gouvernement des Soviets le résultat de cette combinaison astucieuse qui consiste à prélever pendant toute l'année 1923 un fort impôt en nature et simultanément acheter au paysan à vil prix les céréales qu'il est forcé de vendre pour acquitter la partie de l'impôt perçue en espèces. Mais ce qu'on peut affirmer dès maintenant, c'est que pour les paysans cette opération se résoudra par une perte énorme et que tous les gains iront au Trésor soviétique, sauf les « fuites » qui feront passer dans les poches des organisateurs une partie des bénéfices.

Dès maintenant, il n'est plus question de relever les prix des produits agricoles, mais bien de stabiliser ces prix à leur niveau actuel et d'arrêter la hausse des prix des produits industriels. Par conséquent, l'opération consiste à forcer le paysan

(1) *Isvestia*, 3 mai 1923.

affamé de continuer à travailler au profit du Pouvoir soviétique, de ne toucher pour ses produits que 30 à 40 pour 100 des prix d'avant-guerre et de payer deux ou trois fois plus cher les produits de l'industrie nationalisée.

Ainsi, au profit du parti communiste, le paysan russe est forcé de renoncer aux dépenses de première nécessité. Dans l'Ukraine, — seule partie de la Russie, où la récolte a été plus ou moins satisfaisante, — le paysan dispose en moyenne, après paiement des impôts, de 14 roubles 55 cop. par habitant. Or, les dépenses de première nécessité représentent, par an et par habitant, 25 roubles 60 cop. Le paysan doit s'abstenir de toute réparation et toute acquisition de cheptel, n'acheter ni chaussures, ni vêtements, ni pétrole, ni graisses (1).

Il nous reste à dire quelques mots de la part que le Gouvernement des Soviets réserve aux paysans dans le budget de l'État. Cela pour répondre à l'affirmation, — que les bolchéviks ne craignent pas de faire auprès des voyageurs étrangers de marque, — d'après laquelle le Gouvernement des Soviets ferait tout ce qui est en son pouvoir pour reconstituer l'agriculture. Pendant les cinq années de la dictature communiste, le Gouvernement des Soviets n'a acheté, — d'après le rapport du Commissaire à l'Agriculture au Congrès, — que pour 20 millions de roubles-or de machines et outils agricoles, tandis que, pendant les deux seules années 1921-1922, il a acheté à l'étranger pour 500 millions de roubles de marchandises diverses.

De son côté, le Commissaire aux Finances, Sokolnikoff, a déclaré que le manque de ressources ne permettait d'affecter au rétablissement de l'agriculture que 50 millions de roubles. En réalité, il n'a été dépensé que 2 millions de roubles-or pour l'achat des outils agricoles, qui étaient d'ailleurs vendus aux paysans contre espèces, et 460 mille roubles-or pour l'amélioration de l'élevage du bétail. Quant aux avances pour l'ensemencement, elles sont toujours à court terme et toujours à intérêts qui ne peuvent être qualifiés que d'usuraires ; même dans la République tartare, où la famine a pris une forme aiguë, l'avance doit être rendue avec une augmentation de 25 p. 100, plus 1 500 000 roubles par poud pour frais d'organisation (2).

(1) *Economitcheskaya Jisn*, 3 octobre.
(2) *Ibid.*, n° 79.

Ces procédés, inouïs jusqu'ici dans l'histoire de la Russie, d'exploitation d'une classe sociale au profit du Gouvernement, ont dû nécessairement aggraver la ruine des paysans, la liquidation de ses capitaux de fond, la diminution de son cheptel, l'affaiblissement de l'état physique de la population et l'augmentation de la mortalité (1).

D'après les données officielles (2), l'outillage agricole du pays a subi la diminution suivante :

	1920.	1923.	Dont la plupart exigent des réparations.
Outils pour le labourage.	9 171	6 000	4 500
Herses	9 658	6 000	4 500
Machines pour la récolte. .	570	190	140
Batteuses	1 086	400	60

Le Commissariat de l'Agriculture évalue à 30 p. 100 la diminution de l'outillage. Dans les gouvernements qui ont souffert de la famine, par exemple le gouvernement de Samara, on compte jusqu'à 45 p. 100 de ménages qui ne possèdent plus aucun outillage (3).

Quant au cheptel vivant, les données soviétiques, qui pèchent toujours par l'optimisme, déclarent que des 35 millions de chevaux que la Russie possédait en 1916, il ne reste plus en 1923 que 18 millions, et de 49 millions de têtes de bétail à cornes, il ne restait en 1922 que 38 millions. En 1923, les troupeaux ont dû subir une nouvelle diminution, à en juger d'après les données que nous possédons sur l'Ukraine, où la situation agricole est meilleure que dans le reste du pays (25 millions de têtes en 1922 et 21,4 millions en 1923) (4).

***

Tel est, tracé sommairement, le tableau de la situation du paysan russe sous le joug communiste. Toute la politique soviétique, — par des procédés qui rappellent l'exploitation des indigènes par la Compagnie des Indes orientales pendant la première période de son activité, — ne vise qu'un seut but : charger le paysan russe lui seul de l'entretien de tout l'appareil soviétique, de l'industrie nationalisée, des transports et du commerce extérieur.

(1) *Economitcheskaya Jisn*, n° 284. — (2) *Ibib.*, n° 129. — (3) *Ibid.*, n° 100. — (4) *Ibid.* n°s 10 et 174.

Ce qui rend cette situation plus tragique encore, c'est que cette exploitation des paysans non seulement continuera tant que subsistera la dictature bolchévique, mais deviendra nécessairement de plus en plus intense. Il ne faut pas oublier que l'industrie, les transports et le commerce extérieur qui, avant leur nationalisation, rapportaient de gros bénéfices à l'État russe (un milliard de roubles pour l'industrie seule), sont devenus entre les mains du Gouvernement des Soviets une source permanente de déficits. Tant que le Gouvernement des Soviets s'obstinera à conserver entre ses mains les « hauteurs commandant les positions, » — la grande industrie, les transports, le commerce extérieur, — les frais de l'entretien de ces « hauteurs » grèveront le budget soviétique. Et la seule source où puiser les fonds nécessaires restera l'agriculture.

Mais ce n'est pas tout. Et nous allons voir maintenant que les ressources tirées de la population agricole par des procédés d'une cruauté implacable se trouvent totalement insuffisantes pour arrêter la ruine de l'industrie et des transports nationalisés et pour combler les déficits des budgets soviétiques.

IV. — ÉTAT DE L'INDUSTRIE SOVIÉTIQUE

Avant d'aborder l'analyse de l'état de l'industrie soviétique, je crois nécessaire de faire justice d'une conception fausse souvent reproduite dans les colonnes de la presse européenne. Je veux dire : l'importance qu'on attache aux nouvelles de source bolchévique sur l'augmentation de la production brute de l'industrie soviétique.

Ceux qui verraient dans cette augmentation les signes d'un relèvement réel de l'industrie russe se tromperaient grandement. Il est exact que dans l'Europe occidentale l'augmentation de la production signifie une amélioration du bien-être de la population, parce qu'elle correspond à une augmentation de bénéfices. Il n'en est aucunement de même dans la Russie des Soviets, où l'industrie n'existe que grâce aux ressources fournies par le budget de l'État, où les prix des produits industriels sont établis par la seule volonté de l'État, ce qui permet de travailler à perte. C'est ici un point capital. En Russie soviétique, étant donné l'irresponsabilité entière de l'industrie d'État, cette industrie peut augmenter le volume

de sa production, même quand elle est nettement en déficit.

On se souvient que, dans son rapport au XIIe Congrès du parti communiste, Trotzky a reconnu que l'industrie nationalisée est déficitaire et qu'elle vit en consommant ses capitaux et son outillage. S'il en est ainsi, et si l'industrie nationalisée travaille à perte, où puise-t-elle les fonds nécessaires pour couvrir ses déficits ?

A plusieurs sources qui sont :

1) *Les dotations budgétaires.* — L'industrie nationalisée tire ses ressources en partie directement de la caisse de l'État sous forme de larges dotations budgétaires.

2) *Les crédits bancaires.* — Elle en tire une autre partie de l'ouverture par la Banque d'État et la Banque industrielle de crédits à l'industrie. C'est ce que les documents bolchéviques appellent « le financement bancaire, » et qui, en fait, diffère peu des subventions directes par l'État.

3) *La consommation des stocks ; la concentration ; la dilapidation des capitaux.* — Enfin l'industrie nationalisée s'alimente par stocks appartenant à l'établissement industriel lui-même ou aux établissements industriels similaires, dont le travail est arrêté conformément au plan de « concentration » et dont les stocks, et en partie l'outillage, sont transportés dans les fabriques et usines qui continuent à travailler.

Il est très difficile de dresser le bilan de cette « concentration » qui sert à couvrir une partie des déficits de l'industrie nationalisée et qui ruine rapidement tout ce qui peut rester de richesses industrielles de Russie. Toutefois, ce sont les documents bolchéviques eux-mêmes qui nous apprennent que, dans la région de Moscou, on a arrêté le travail de 44 entreprises (37 fabriques textiles et 7 usines métallurgiques). A Nijni-Novgorod, on a arrêté 36 entreprises sur les 90 qui y fonctionnaient. A Samara, sur 422 entreprises employant 18 000 ouvriers, il n'en reste que 27 avec 3000 ouvriers. Dans l'industrie lainière, sur 64 fabriques qui travaillaient encore au début de cette année, on en a arrêté 29. Dans l'industrie des soieries, sur 41, le travail fut arrêté dans 33. Sur 13 hauts-fourneaux qui fonctionnaient dans la Russie du Centre, on en a arrêté 11 ; sur 9 usines de ciment 7. Dans l'industrie du cuir, on a arrêté le travail de 4 trusts, et 29 fabriques dans les trusts qui subsistent. Pour le commerce du thé, sur 13 entreprises ne travaillent

plus que 4. Dans l'industrie des allumettes, on a laissé 13 fabriques sur 26. Sur 22 usines métallurgiques du Midi ne travaillent que 5, et encore partiellement. La « concentration, » comme on le voit, a été faite dans de grandes proportions.

Incomplètes et fragmentaires sont également les données que fournit la presse soviétique sur la dilapidation par les établissements industriels de leurs propres capitaux de fond et capitaux de roulement. Nous savons pourtant que le trust métallique « Gomza, » dont font partie les entreprises les plus importantes d'avant la révolution, les usines Sormovo, Kolomna, etc., a diminué en l'espace d'une année son capital de roulement de 3 millions de roubles-or. L'industrie du tabac a perdu 30 pour 100 de son capital de fond, et de même l'industrie cotonnière. L'industrie du chanvre a perdu environ 20 pour 100 de son capital de roulement, etc... Mais l'exemple le plus frappant de la dilapidation des capitaux légués par le régime capitaliste est fourni par l'industrie métallurgique qui, d'après les données soviétiques, a, depuis sa nationalisation, perdu presque entièrement son capital de roulement et une partie considérable de son capital de fond. Ses pertes sont estimées officiellement à 500 millions de roubles-or (1). C'est assez dire que les capitaux dilapidés représentent pour l'ensemble de l'industrie nationalisée un total formidable.

Ce ne sont là que des données approximatives; mais nous possédons des chiffres exacts sur la partie des déficits de l'industrie couverte directement au moyen d'un recours à la caisse d'État. Pour les neuf mois 1922-23, ces subventions à l'industrie inscrites dans le budget atteignent, d'après les estimations de Sokolnikoff (discours prononcé à la deuxième session du Comité exécutif central de toute la Russie), 210 millions de roubles-or (2), c'est-à-dire environ 30 pour 100 de la valeur de la production évaluée pour la même période à 709 millions de roubles.

Si l'on ajoute à ce total l'endettement de l'industrie envers les banques (190 millions de roubles *tchervonetz*) à titre de crédits ouverts (dont le total augmente continuellement sans jamais subir d'amortissement, si important soit-il), le montant des impôts et de l'accise en retard (sommes très élevées), les

(1) *Economitcheskaya Jisn*, n° 131.
(2) *Ibid.*, 4 juin.

salaires non payés (dans le bassin du Donetz le retard est de deux mois), si l'on y ajoute aussi le montant des capitaux et des stocks dilapidés, on arrivera à la conclusion que les déficits de l'industrie nationalisée en 1922-23 atteignent au bas mot 40 pour 100 de la valeur de sa production.

Comment s'explique une telle situation? Pourquoi l'industrie nationalisée ne peut-elle travailler qu'avec des déficits considérables et chroniques? La principale raison est le coût de production extrêmement élevé de l'industrie nationalisée. Voici quelques chiffres que nous avons relevés dans la presse soviétique :

	Coût d'avant-guerre de la production.	Coût actuel de la production.
Houille du Donetz (poud).	8 à 9 cop-or.	25 à 30
Coke	14,5 —	56
Charbon de bois.	17 —	35
Fils de coton n° 34. . . .	19,80 —	46,23
Cotonnades brutes. . . .	27,58 —	64,21

Or cette hausse du coût de production s'explique, pour moitié, par l'organisation communiste et bureaucratique de l'industrie nationalisée, qui représente un mécanisme extrêmement lourd et compliqué, comprenant 472 trusts et une quantité infinie de syndicats de vente avec ramifications et succursales sur tout le territoire de la Russie. Cet appareil avec son personnel énorme et son bureaucratisme fastidieux, incompétent et démoralisé, augmente dans des proportions extrêmement élevées le coût de la production. (Rykoff, discours prononcé le 18 novembre 1923 au Congrès des directeurs communistes rouges.)

Une autre raison de cet état de choses est, d'après le même Rykoff, que les chefs de cette industrie n'ont aucun intérêt à gérer les établissements industriels d'une manière économique. Pour eux a été supprimé le facteur important de l'intérêt personnel qui guide l'industriel-propriétaire. Ils ne sont rémunérés que d'après les tarifs des unions professionnelles, et, quels que soient leurs mérites, tout avancement leur est interdit, parce que les postes supérieurs et indépendants sont distribués, non pas à raison des mérites, mais exclusivement en vertu du fait d'appartenir au parti communiste et à raison de l'origine prolétarienne du candidat.

Enfin, les méthodes du financement de l'industrie nationa-

lisée ont de même pour base des considérations d'ordre politique et non d'ordre économique.

Si l'on ajoute ce fait que l'industrie soviétique jouit d'un monopole, que, n'ayant pas à craindre la concurrence, elle ne cherche pas à réaliser des prix de vente accessibles aux consommateurs, on est autorisé à conclure que le défaut essentiel de cette industrie réside dans les principes communistes qui forment la base même de son organisation, de son administration et des méthodes employées pour la vente de ses produits. *Les facteurs de l'impuissance, dans laquelle se débat l'industrie soviétique, sont organiquement liés au régime communiste et l'industrie nationalisée restera condamnée au déficit tant que durera ce régime.*

C'est surtout par la hausse des prix des produits fabriqués que le Gouvernement des Soviets a essayé de combattre les déficits de l'industrie nationalisée. L'année 1923 presque tout entière est marquée par cette hausse des prix.

Vers la fin du dernier exercice (l'année industrielle et l'exercice budgétaire commencent le 1er octobre pour finir le 31 septembre), les prix des produits industriels étaient en moyenne deux fois plus élevés que les prix d'avant-guerre. Pour certains articles, la différence est, comme le montre le tableau ci-dessous, beaucoup plus considérable (1).

	Prix d'avant-guerre.	Prix actuels.
Houille	0,09 roubles-or	0,22
Anthracite.	0,13	0,34
Drap fin (archine)	2 »	6,30
Drap gros.	1,40	4,12
Fils de coton n° 34 (poud) .	22,50	43,71

Une pareille hausse des prix, dépassant de beaucoup la capacité d'achat de la population, engendra vite une crise aiguë de vente. L'industrie d'État perdit presque totalement le marché paysan et se trouva en possession de stocks importants de marchandises qu'elle n'arrivait pas à écouler et qu'elle engageait dans la Banque d'État et dans d'autres établissements de crédit soviétiques. Force fut au Gouvernement de diminuer les prix. Les prix des cotonnades imprimées ont été diminués de 27 pour 100, ceux des tissus de laine de 15 pour 100, ceux du drap de

(1) *Economitcheskaya Jisn*, nos 5, 11, 103, 177, 212, etc.

25 pour 100, ceux du tabac ordinaire de 40 pour 100, ceux des allumettes de 20 pour 100, etc... Cette baisse des prix a d'ailleurs été insuffisante pour inciter le paysan aux achats; en revanche, elle a contribué à creuser davantage le déficit de l'industrie nationalisée.

Dans ces conditions, et étant donné l'augmentation croissante des stocks provoquée par la crise de vente, le Gouvernement des Soviets sera obligé de diminuer la production et de liquider une partie des trusts. Les trusts sont d'ailleurs dans une telle situation que seules les subventions d'État et de larges ouvertures de crédits peuvent les sauver de la liquidation. C'est ainsi que le Trust général du sucre, dont le bilan au 1er septembre 1923 accusait un déficit de 15 millions de roubles-tchervonetz, n'a pas pu payer l'accise. Le commissariat des Finances a mis sous séquestre tout le sucre qui se trouvait dans ses dépôts.

De même, les établissements nationalisés dans l'industrie du tabac doivent au Trésor 15 000 000 de roubles-or et le commissariat des Finances a séquestré les stocks de tabac dans l'Ukraine, ce qui a déjà amené la fermeture de plusieurs fabriques. Le trust « Chelkopravlénié » (trust de la soie) doit à ses ouvriers, ne fait pas les versements prescrits à titre d'assurances sociales et ne paie pas ce qu'il doit pour l'accise. A Kazan, une partie des stocks du trust de couture et du trust métallique sera vendue aux enchères pour non-paiement des sommes dues à la direction des Assurances (1).

V. — LES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS

Pour ce qui est des finances soviétiques, si l'on veut s'en faire une idée exacte, il faut prendre garde de s'en rapporter aux prévisions budgétaires publiées par la presse soviétique et reproduites par la presse étrangère sous les noms de « budgets d'orientation, » de « prévisions trimestrielles » ou de « budget calculé en tchervonetz. » Ces projets de budgets sont fabriqués par l'exportation. Le Gouvernement des Soviets s'en sert pour mystifier et tromper l'opinion publique et les hommes d'affaires européens.

Les seules données dont il faille tenir compte sont celles qui

(1) *Économitcheskaya Jisn*, des 6, 13 et 18 octobre.

concernent l'exécution des budgets des recettes et des dépenses d'État. Ces données, le Gouvernement des Soviets n'a commencé à les publier que tout récemment et elles sont loin de confirmer les affirmations de la presse soviétique sur une amélioration des finances.

C'est ainsi que les renseignements publiés par le *Messager des Finances* permettent la comparaison entre les données provisoires sur l'exécution du budget de l'exercice 1922/1923 (l'exercice budgétaire commençant le 1er octobre) avec les prévisions budgétaires pour le premier semestre de cet exercice.

Les prévisions ou le « budget d'orientation » pour l'exercice 1922/1923 ont été arrêtées par le Conseil des commissaires du peuple au chiffre de 1 240,8 millions de roubles-or de dépenses, dont 538,7 millions pour le premier semestre et 701,6 millions pour le second. Si l'on retranche des recettes et des dépenses celles qui se rapportent aux transports et aux postes et télégraphes, si l'on se contente d'inscrire aux dépenses le déficit que représente pour les entreprises d'État l'excédent de leurs dépenses sur leurs recettes et si, d'autre part, on élimine les recettes provenant des émissions de papier-monnaie et des opérations de crédit qu'il faut considérer comme recettes extraordinaires destinées à couvrir le déficit, on arrive pour le premier semestre 1922/1923 aux chiffres suivants (1) :

Recettes.	Prévisions	Exécution
Impôts et taxes	215,3	182,8
Domaines	8,0	3,5
Recettes diverses	0,4	7,3
Total	223,7	193,6
Dépenses.		
Administration civile	286,9	222,6
Armée et flotte	107,2	104,8
Industrie nationalisée	54,5	58,5
Transport, postes et télégraphes	90,1	66,2
Total	538,7	452,1
Déficit	315,0	258,5

Le déficit représente 57,2 pour 100 du total des dépenses. Il fut couvert à raison de 16,8 millions de roubles par des opérations de crédit, pour 208,5 par des émissions de papier-

(1) Nous citons d'après le *Messager Économique*, n° 2, p. 234.

monnaie et le reste n'a pas été couvert du tout, ou ne l'a été que par des moyens qui ne sont pas indiqués (peut-être par des restes du stock d'or et de pierres précieuses).

Il faut vraiment beaucoup d'impudence pour parler de l'équilibre budgétaire atteint et de l'arrêt des émissions de papier-monnaie, quand le déficit budgétaire atteint 57 2 pour 100.

Si le déficit du premier semestre 1922/1923 a dépassé 50 pour 100 du chiffre des dépenses, le résultat paraît être encore plus pitoyable pour le deuxième semestre, puisque dans le numéro 144 de l'*Economitcheskaya Jisn*, le commissaire des Finances, Sokolnikoff, estimait la rentrée moyenne mensuelle des impôts à 55 millions de roubles, soit 330 millions pour le semestre entier, tandis que le montant des dépenses à effectuer dépasse 700 millions.

Pour couvrir ces déficits, on ne peut pas compter sur les recettes des entreprises et des domaines d'État, puisque, de l'aveu même de Sokolnikoff, ils sont jusqu'à présent une source de déficits permanents qui atteignent pour l'année entière (y compris le transport) environ 300 millions de roubles, soit un montant supérieur à la somme rentrée en 1922-1923 à titre d'impôts en nature. Le seul moyen de combler les déficits budgétaires reste donc l'émission du papier-monnaie. Le Gouvernement des Soviets a tracé, depuis le dernier trimestre de 1922-1923, pour ces émissions une limite de 15 millions de roubles-or par mois; mais il n'a pu maintenir cette limite, et, sous prétexte de lutter contre la crise de la monnaie divisionnaire, il a autorisé, en novembre 1923, une nouvelle émission pour une valeur totale de 50 millions de roubles-or. Nous ne connaissons pas encore les résultats de cette émission complémentaire qui s'ajoutait aux émissions mensuelles de 15 millions de roubles; nous savons seulement que, vers la fin du mois d'octobre, le rouble soviétique ne valait plus que 1/600 000 000 du rouble-or. Par conséquent, les émissions de papier-monnaie à jet continu restent le principal moyen de couvrir les déficits.

Au 1er janvier 1923, il y avait en circulation 2 quadrillions de roubles soviétiques, dont la valeur était, d'après la commission soviétique de cotation, de 100 millions de roubles-or. Au 1er octobre, la circulation des roubles soviétiques a atteint le chiffre astronomique de 22 quadrillions. Mais ces 22 quadrillions ne valaient plus que 54 millions de roubles-or.

Le pouvoir d'achat du rouble soviétique tombait par conséquent plus rapidement que n'augmentait la masse des roubles en circulation.

Les prix des marchandises exprimés en roubles soviétiques, qui restent pour la population le principal ou plutôt l'unique instrument d'échange, ont atteint un niveau fantastique. C'est ainsi qu'à Moscou, à la date du 8 décembre 1923, une livre de pain noir coûtait 65 millions de roubles, une livre de pain blanc 140 millions de roubles, une livre de sucre raffiné 800 millions de roubles, une livre de sel 70 millions de roubles, une bobine de fil à coudre 320 millions de roubles, une paire de bottines d'homme 28 000 millions ou 28 milliards de roubles.

En même temps qu'il se sert sur une grande échelle des émissions de roubles soviétiques pour couvrir les déficits budgétaires, le Gouvernement des Soviets emploie, pour éviter le paiement d'une partie des crédits inscrits au budget, une méthode que je ne crois pas avoir été jamais pratiquée dans aucun pays, en dehors de la République des Soviets. Elle consiste dans l'établissement de *crédits inscrits au budget en roubles-or et payables aux intéressés en roubles soviétiques à des cours antérieurs au jour du paiement*. Étant donné que le cours du rouble baisse sans interruption, cette méthode équivaut à la non-exécution d'une partie du budget, à une spoliation des ouvriers et des employés qui voient une partie de leurs salaires et de leurs appointements rester ainsi tout simplement impayés.

Autre procédé pour couvrir les déficits, aux dépens de la population, pratiqué par le Gouvernement de la République dite « des ouvriers et des paysans. » Le Gouvernement fait à l'industrie nationalisée des avances en nouveaux signes monétaires, les tchervonetz : ces avances, auxquelles on essaie de donner l'aspect d'une opération bancaire de crédit, ne sont, en réalité, qu'une manière déguisée de couvrir une partie des déficits de l'industrie nationalisée.

Nous avons déjà eu l'occasion de nous prononcer sur l'opération de l'émission des tchervonetz, cette nouvelle expérience soviétique dans le domaine de la circulation monétaire (1). Rappelons, en quelques mots, en quoi consiste cette opération.

(1) Comité des représentants des Banques russes à Paris. Rapport sur l'émission des tchervonetz par la Banque d'État soviétique, publié dans le Supplément russe de l'*Agence économique et financière*, le 25 octobre 1923.

Le décret du 11 octobre 1922 a créé, auprès de la Banque d'État soviétique, une section spéciale d'émission. Cette section émet des billets de banque libellés en tchervonetz (dix roubles-or) et non convertibles. Selon les dispositions du décret, les billets émis doivent être « entièrement couverts et, notamment, pour le quart au moins de leur valeur nominale, en métaux précieux et en monnaies étrangères ou en *devises* stables, et pour le reste en valeurs facilement réalisables ou en traites et autres obligations à court terme. »

D'après le bilan du 1er décembre 1923, il a été remis à la caisse de la Direction de la section d'émission des billets de banque pour 26 776 000 tchervonetz et il y avait à l'actif de la Section pour 8 741 241 tchervonetz d'or en monnaie et en lingots, pour 89 758 tchervonetz d'argent en monnaie et en lingots, pour 4 677 275 tchervonetz de billets de banque étrangers et pour 447 352 tchervonetz de traites en monnaies étrangères. La couverture d'or des billets émis dépassait, par conséquent, légèrement 50 p. 100. Le reste de l'actif était constitué par des effets escomptés (6 719 718 tchervonetz) et des engagements gagés par des valeurs matérielles, c'est-à-dire surtout par des marchandises (6 285 899).

Le tchervonetz n'est pas convertible, mais il ne peut pas être comparé aux billets non convertibles, émis par des banques d'émission d'autres pays : en effet, l'or de la section d'émission appartient au Gouvernement, dont la politique et les actes ont prouvé le peu d'importance qu'il attache au principe de la fidélité aux engagements contractés, et qui ne se gênera pas pour faire servir cet or à d'autres destinations, s'il en éprouve le besoin.

Tandis que, dans les autres banques d'émission, les billets sont émis pour les opérations commerciales, et notamment pour l'escompte des effets des entreprises industrielles et commerciales privées, — les opérations d'escompte et d'avances, qui servent de base à l'émission des tchervonetz, sont, à raison de 90 p. 100, des crédits ouverts à l'industrie nationalisée (1). Par conséquent, il s'agit de l'ouverture, par l'État, de crédits à l'industrie nationalisée, par l'entremise de la Banque d'État, — ce qui vicie l'opération d'émission tout entière.

(1) *Économitcheskaya Jisn*, 1923, n° 208.

La Banque d'émission soviétique étant une banque d'État, et l'industrie à laquelle elle ouvre des crédits, étant une industrie d'État, dont les déficits considérables sont couverts par le budget d'État, *nous sommes en présence d'une forme déguisée de crédits ouverts à l'État par la Banque d'émission.*

Jusqu'à présent, le Gouvernement des Soviets s'est servi de l'émission des tchervonetz pour les buts limités que nous venons d'énumérer. Il ne s'en est pas encore servi ouvertement pour couvrir les déficits budgétaires, mais il y sera contraint par la dépréciation du rouble soviétique. La digue sera alors rompue et les émissions à jet continu de tchervonetz amèneront vite leur cours au niveau auquel la politique économique et financière du Gouvernement des Soviets a amené le cours du rouble soviétique.

Mais, pour le moment, le point que nous visons, c'est la manière dont le Gouvernement des Soviets se sert de l'émission de tchervonetz pour spolier la population. L'essence, le fond même de l'opération de l'émission du tchervonetz peut être défini de de la manière qui suit. Le Gouvernement des Soviets émet deux espèces de papier-monnaie : les tchervonetz et les roubles soviétiques. Au moyen des roubles soviétiques, il paie les services qu'il reçoit de la population, les appointements, les salaires, etc. Au contraire, pour tous les services qui émanent de lui, pour toutes les marchandises qu'il vend (ou plutôt que vendent l'industrie et les transports nationalisés), il exige le paiement en tchervonetz. Par conséquent, *le Gouvernement des Soviets touche en bonne monnaie et paie en mauvaise.* Quand, d'autre part, la population, pour transformer les roubles soviétiques en tchervonetz, s'adresse au marché, elle s'y heurte à des cours artificiels, cotés, sous la pression de l'intervention gouvernementale, au détriment de la population.

***

En analysant la structure et l'état économique de la Russie des Soviets, nous avons pu constater la coexistence dans la Russie actuelle de deux régimes économiques : l'un est le régime communiste et étatiste qui s'étend sur la grande industrie, les transports, le crédit et le commerce extérieur, et l'autre est le régime de l'initiative privée qui est à la base de

l'agriculture, du commerce intérieur libéré par le Nep, et de la petite industrie.

Tandis que le travail de l'initiative privée, notamment pour l'agriculture et la petite industrie, est productif et que son bilan laisse des excédents, le travail soumis au régime communiste est purement déficitaire et ce régime n'arrive à se maintenir que comme un régime parasitaire qui vit en s'alimentant des ressources qu'il tire uniquement du travail dû à l'initiative privée. Dans ces conditions, la ruine de l'économie paysanne, base économique de l'État russe, continue.

Or, tandis que l'économie soviétique, pour des raisons organiques que nous venons d'exposer, est vouée d'avance à la mort, l'industrie privée et l'agriculture pourraient vivre, se développer et reconstituer peu à peu leur ancienne importance, si le Gouvernement communiste qui vit sur elles en parasite, n'en tirait pour se nourrir toutes les forces vitales.

Voilà pourquoi, en luttant contre le régime soviétique et contre toutes ses manifestations dans le domaine politique, économique et financier, nous luttons contre les ennemis du peuple russe, contre le régime destructeur des forces vitales du pays, en dehors duquel la Russie aurait vite repris sa puissance économique d'autrefois.

Qu'on nous fasse d'ailleurs l'honneur de croire que, si nous luttons contre le Pouvoir soviétique, ce n'est pas uniquement à cause de la ruine économique qu'il crée dans le pays. Nous le combattons de toutes nos forces, parce qu'il a supprimé les libertés les plus élémentaires, parce qu'il ne représente pas le peuple russe, parce que c'est un régime antinational, qui met les intérêts de la IIIe Internationale et de la révolution mondiale au-dessus des intérêts de la Patrie.

Nous entendons, hélas! de plus en plus souvent exprimer l'opinion que les considérations du genre de celles que nous venons d'exposer ne sont pas valables pour un étranger et ne peuvent pas s'opposer à la prise d'un contact officiel avec le Gouvernement des Soviets. On met en avant que ce contact est déjà réalisé par de nombreux États. Les uns, comme l'Allemagne, la Turquie, la Pologne, ont reconnu le Gouvernement des Soviets *de jure;* les autres, comme l'Angleterre, l'Italie, la Norvège, etc., l'ont reconnu *de facto*. Tous ces États y ont des représentants. Ils y traitent des affaires, obtiennent des conces-

sions, et seuls la France et les États-Unis n'y ont pas de représentants, absence de représentation qui empêche la réalisation du contact économique entre ces pays et la Russie des Soviets...

A ceux qui nous font cette objection nous répondons en leur demandant de nous indiquer une seule affaire industrielle de quelque importance, réalisée dans la Russie des Soviets par des capitalistes étrangers. On nous citera certaines concessions qui ont eu un grand retentissement, telles que celles de Wolff, de Krupp, de Wirth, d'Urqhart, etc. Or, parmi celles de ces concessions qui ont été définitivement octroyées, aucune n'est encore entrée en exploitation : l'octroi seul d'une concession est loin de constituer une preuve de la possibilité d'un travail rémunérateur en Russie.

Nous affirmons que, depuis trois ans, on déclare que tout le monde prend des concessions en Russie, mais que jusqu'ici aucune expérience n'est venue prouver que le capital étranger puisse travailler avec profit en Russie, dans les cadres du régime soviétique. Nous ne nions pas qu'il se fasse des opérations commerciales avec la Russie, ou plutôt avec le Gouvernement soviétique, puisque le commerce extérieur est monopolisé par le Gouvernement en Russie, mais tout commerçant qui se livre à ces opérations risque de se trouver dans la situation où se trouva la Société française Optorg, qui acheta au Gouvernement des Soviets des ballots de bourres de soie appartenant à une autre maison française. Que ceux qui ne craignent pas de jouer le rôle de recéleurs fassent donc des opérations commerciales avec les bolchéviks : pour pratiquer le commerce avec le Gouvernement des Soviets, il n'est nullement nécessaire que ce gouvernement soit reconnu *de jure*.

Enfin, on parle du dommage que la France souffrirait par le fait qu'elle n'est pas représentée dans la Russie des Soviets, tandis que les autres pays y sont représentés. L'homme politique français qui se plaint dans les journaux et dans les réunions de cette absence de la France dans la République des Soviets, a déclaré, en répondant à une question qui lui fut posée, que de tous les États, ce sont la France et les États-Unis de l'Amérique du Nord qui jouissent en Russie, — en Russie et non pas auprès du Gouvernement des Soviets, — de la plus grande autorité ; il ajouta que l'influence de l'Allemagne, qui depuis plus d'un an a reconnu *de jure* le Pouvoir soviétique, est

minime. N'est-ce pas la preuve que la politique adoptée par la France envers le Gouvernement des Soviets est, à tous les points de vue, la meilleure?

Et n'est-ce pas le signe que la Russie, — le peuple russe et non pas le Pouvoir soviétique, — réserve son estime et sa reconnaissance pour les pays qui, dans la crise terrible que traverse la Russie, n'ont pas été guidés dans leur politique envers le Gouvernement des Soviets par la considération des profits qu'ils pourraient en tirer aujourd'hui, qui n'ont pas confondu le Gouvernement des Soviets avec la Russie et ont ainsi soutenu le peuple russe dans sa grande épreuve.

C'est cette politique qui a été à maintes reprises formulée par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement fédéral des États-Unis et qui tout récemment a trouvé une nouvelle confirmation dans les discours de M. Millerand et de M. Coolidge.

Dans le discours qu'il a prononcé à Évreux le 14 octobre 1923, M. Millerand, Président de la République française, a déclaré : « Le spectacle de la Russie n'est-il pas de nature à faire réfléchir ? Eût-on imaginé que jamais serait offerte au monde une leçon de choses si décisive, une apologie si saisissante de la propriété individuelle? Instaurer la dictature d'une classe, ou, plus exactement, d'une poignée d'hommes qui s'arroge le privilège de parler en son nom, ce n'est pas monter aux sommets, c'est retourner aux carrières. »

Et au début du mois de décembre, en ouvrant le Congrès, le Président des États-Unis, M. Coolidge, a dit en parlant de la Russie : « Notre Gouvernement ne propose pas d'entrer en relations avec un régime qui refuse de reconnaître le caractère sacré des obligations internationales. Il ne propose pas de troquer contre un privilège commercial l'un quelconque des droits chers à l'humanité. Je ne propose pas de faire un marchandage avec les principes de la politique américaine. »

De pareilles paroles scellent une amitié inaltérable entre les deux grandes démocraties et le peuple russe.

Comte W. Kokovtzoff.

LA VIE MORALE

SELON

LES *ESSAIS* DE MONTAIGNE

DEUXIÈME ARTICLE (1)

IV

Au point où nous a mené notre étude, nous pouvons demeurer un peu indécis sur la qualité de la morale des *Essais*. C'est à coup sûr une morale de la volonté; mais appuyée, comme elle l'est, sur la nature qui craint la douleur, et sur la raison qui se défie de l'enthousiasme, elle peut paraître plus occupée d'éviter que capable de surmonter la difficulté, plus soucieuse d'aller sûrement que de monter haut. Une morale de la volonté n'est pas forcément l'école de l'héroïsme : même quand il se rapproche de Corneille, Montaigne n'est pas cornélien.

Il nous faut donc essayer de résoudre ce doute, et préciser à quelles limites dans la facilité s'arrête cette morale dont nous venons de reconnaître l'esprit général.

Il est vrai que Montaigne a rejeté les morales exigeantes qui dénoncent, comme une faiblesse ou un vice, toute satisfaction accordée à la nature et nous rendent suspect le sentiment même du bien-être. Mais, si peu qu'il s'en fasse accroire, il ne consent pas que son attitude soit moins courageuse que celle des rigoristes.

D'abord, il ne s'abandonne pas sans choix; et dans le

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

domaine de l'action, là où il y a choix, il n'y a pas seulement raison et jugement, il y a aussi énergie. « La philosophie n'estrive point contre les voluptés naturelles, pourvu que la mesure y soit jointe... L'effort de sa résistance s'emploie contre les étrangères et bâtardes (1). » Entendez par là celles qui sont d'institution humaine et n'ont de prix que par les conventions sociales : comme sont les plaisirs de la vanité et de la gloire. La mesure même que Montaigne prescrit dans l'usage des voluptés naturelles, n'est pas si aisée à pratiquer.

Ceux qui se dérobent aux offices communs, et à ce nombre infini de règles épineuses à tant de visages qui lient un homme d'exacte prudhommie dans la vie civile, font à mon gré une belle épargne, quelque pointe d'âpreté particulière qu'ils s'enjoignent... En malaisance, il n'y a rien au delà de se tenir droit emmi les flots de la presse du monde, répondant et satisfaisant loyalement à tous les membres de sa charge. Il est à l'aventure plus facile de se passer nettement de tout le sexe que de se maintenir dûment de tous points en la compagnie de sa femme... L'usage conduit selon raison a plus d'âpreté que n'a l'abstinence. La modération est vertu bien plus affaireuse que n'est la souffrance (2).

D'autant que l'usage tempérant n'a rien de glorieux. L'abstinence a quelque chose d'héroïque et d'éclatant qui soutient la volonté par l'amour-propre.

C'est pour Montaigne une vérité d'expérience. « Les passions me sont autant aisées à éviter comme elles me sont difficiles à modérer (3). »

Il n'appartient qu'aux grandes âmes de se tenir en main en s'engageant à fond. Pour la moyenne humanité, dont il est, la prudence est de se dérober.

Avec bien peu d'effort j'arrête ce premier branle de mes émotions, et abandonne le sujet qui me commence à peser, et avant qu'il m'emporte. Qui n'arrête le partir, n'a garde d'arrêter la course.

Encore ne faudrait-il pas exagérer la facilité de s'arrêter au début d'une passion, et en donner tout l'honneur à l'heureuse complexion du sujet. Toute nature abandonnée à elle-même est anarchique et désordonnée ; le meilleur terrain, non cultivé, abonde en herbes folles. Le moins dissolu des hommes rencontre des tentations auxquelles quelque chose répond dans

(1) II, 5, B C. — (2) II, 33, C. — (3) III, 10, B.

son intérieur; au moins ambitieux s'offrent des chances qu'il lui semble absurde de refuser. Quand il n'y a qu'à ouvrir la bouche ou à tendre la main, à dire un simple *oui*, il faut tout de même une raison froide et une volonté ferme pour refuser le plaisir ou la fortune. Le monde ne sait pas combien la calme sagesse, qu'il juge n'avoir jamais été tentée, a dû éteindre de commencements d'incendies. La constante tranquillité d'une âme ordonnée est une œuvre de l'art humain, non pas un *lusus naturæ*. « Pourtant n'est-ce pas à dire... que je n'aie eu de la peine souvent à gourmer et brider mes passions. Elles ne se gouvernent pas toujours selon la mesure des occasions, et ont leurs entrées mêmes souvent âpres et violentes. » Correction suggérée par l'expérience, car c'est l'exemplaire de Bordeaux qui nous l'apporte.

Le niveau moral des *Essais* nous est indiqué par l'attitude de Montaigne à l'égard de la pratique courante. « Ce que notre raison nous y conseille de plus vraisemblable, c'est, généralement, à chacun d'obéir aux lois de son pays (1). » Voilà le point de vue simple de 1580. Mais plus tard, à cette maxime qui dispense de penser, il substitue une règle plus délicate et plus souple qui fait appel à l'invention et à l'énergie personnelles. Elle tient en deux articles :

1° S'interdire tout ce que l'usage du milieu et du temps interdit.

Je tiens pour vices... non seulement ceux que la raison et la nature condamnent, mais ceux aussi que l'opinion des hommes a forgés, voire fausse et erronée, si les lois et l'usage l'autorisent (2).

2° Ne pas considérer comme honnête et licite tout ce que les lois et l'opinion permettent.

Nous autres principalement qui vivons une vie privée qui n'est en montre qu'à nous, devons avoir établi un patron au dedans auquel toucher nos actions, et, selon icelui, nous caresser tantôt, tantôt nous châtier. J'ai mes lois et ma cour pour juger de moi, et m'y adresse plus qu'ailleurs. Je restreins bien selon autrui mes actions, mais je ne les étends que selon moi.

Ainsi il n'use de sa hautaine indépendance de conscience que pour resserrer, et non pour relâcher, l'obligation morale.

(1) II, 12, A. — (2) III, 2, B.

On verra l'application de ces maximes dans les deux admirables chapitres (1), où Montaigne nous donne le fond de sa pensée sur la vie publique. En un temps où dominait le machiavélisme, il prend nettement parti contre lui. Une survivance de l'honneur féodal qui liait l'homme à l'homme, et le prestige des crimes héroïques de la vertu grecque ou romaine, s'unissaient pour établir que tout était permis à chacun en faveur de son maître, de son parti ou de l'État. On se donnait à un prince, et dès lors tout ce qu'il demandait, tout ce qui le servait, était légitime : il prenait tout sur sa conscience, et ses gens étaient dispensés d'en avoir une. La raison d'État également justifiait tout, et les scrupules étaient de trop en politique. C'est une morale qui gouverne encore de nos jours des hommes de parti, des hommes d'État, et des peuples. C'est du même point de vue que Napoléon préférait pour le servir les hommes d'honneur aux hommes de conscience.

Montaigne refuse le service qui devient une servitude. Tant pis pour les princes qui exigent la soumission absolue de la conscience, et tant pis pour l'État qui croirait en avoir besoin.

Le bien public requiert qu'on trahisse, et qu'on mente, et qu'on massacre : résignons cette commission à gens plus obéissants et plus souples. Je ne veux être tenu serviteur ni si affectionné, ni si loyal qu'on me trouve bon à trahir personne. — Il n'y a pas d'utilité pour laquelle je me permette de leur mentir (*aux gens de l'autre parti*). — Mais ce sont princes qui n'acceptent pas les hommes à moitié, et méprisent les services limités et conditionnés. Il n'y a remède : je leur dis franchement mes bornes (2).

Ses bornes sont celles de l'honnête. Plutôt que de s'engager à aller au delà, il aime mieux renoncer à la faveur et à la fortune. C'est bien le même homme, qui, juge, ne consentait pas à tirer des aveux d'un coupable « par fraude et fausses espérances : » la pratique est commune ; « mais c'est là une justice malicieuse. » C'est bien le même homme qui avait des scrupules sur les ruses de guerre dont il lisait le récit dans ses livres, et jusque sur l'emploi de la science de l'escrime dans un duel contre un adversaire inexpérimenté : tant lui répugnait ce qui ressemblait à un avantage déloyal.

Son modèle est Épaminondas,

(1) III, 1 et 10. — (2) III, 1, B C.

qui, pour ce bien inestimable de rendre la liberté à son pays, faisait conscience de tuer un tyran ou ses complices sans les formes de la justice, et qui jugeait méchant homme, quelque bon citoyen qu'il fût, celui qui, entre les ennemis et en la bataille, n'épargnait son ami et son hôte... Ne craignons point, après un si grand précepteur, d'estimer qu'il y a quelque chose illicite contre les ennemis mêmes..., et que toutes choses ne sont pas loisibles à un homme de bien pour le service de son roi, ni de la cause générale et des lois.

Voilà tous les fanatismes désavoués, politiques, religieux, patriotiques, en même temps que la pratique des mercenaires qui se vendent corps et âme. La conscience est *au-dessus de tout.*

Mais si les serviteurs refusent au prince le service de l'assassinat ou de la trahison, le prince lui-même, responsable du salut de l'État, que pourra-t-il faire, quand la seule voie ouverte sera « le manque de parole ou autre chose hors du devoir? » Ici, Montaigne a hésité : l'antiquité qu'il admire, les gouvernements qu'il respecte, lui montrent une tradition troublante d'obéissance à la raison d'État : *salus populi suprema lex esto*. Il n'ose donc d'abord contredire, lui, particulier obscur et sans mission, de si grands exemples. Mais il fait d'expresses réserves.

Ce sont dangereux exemples, rares et maladives exceptions à nos règles naturelles. Il y faut céder, mais avec grande modération et circonspection : aucune utilité privée n'est digne pour laquelle nous fassions cet effort à notre conscience : la publique, bien, lorsqu'elle est et très apparente et très importante.

Cette concession, on le sent, lui a coûté; et quand il se relira après 1588, il la retirera. On trouve dans l'exemplaire de Bordeaux cette addition :

Quand il s'en trouverait quelqu'un (*un prince*) de si tendre conscience à qui nulle guérison ne semblât digne d'un si pesant remède, je ne l'en estimerais pas moins. Il ne se saurait perdre plus excusablement et décemment. Nous ne pouvons pas tout. Ainsi comme ainsi nous faut-il souvent, comme à la dernière ancre, remettre la protection de notre vaisseau à la pure conduite du ciel. A quelle plus juste nécessité se réserve-t-il? Que lui est-il moins possible à faire, que ce qu'il ne peut faire qu'aux dépens de sa foi et de son honneur, choses qui, à l'aventure, lui doivent être plus chères

que son propre salut, oui, et que le salut de son peuple? Quand, les bras croisés, il appellera Dieu simplement à son aide, n'aura-t-il pas à espérer que la divine bonté n'est pour refuser la faveur de sa main extraordinaire à une main pure et juste (1)?

Entre Bethmann-Hollweg, pour qui *nécessité n'a pas de loi*, et le roi Albert qui pour l'honneur risque la ruine totale de son peuple, Montaigne ici a prononcé. Sans exaltation chevaleresque, par un lent progrès de réflexion, il est enfin arrivé à soumettre entièrement la politique à la morale.

La rigoureuse délicatesse de la morale des *Essais* n'apparaît nulle part mieux que lorsqu'il s'agit des engagements à prendre. La répugnance de Montaigne à promettre résulte de son scrupule à tenir.

J'aimerais bien plus cher rompre la prison d'une muraille et des lois que de ma parole. Je suis délicat à l'observation de mes promesses jusques à la superstition. (*Surtout quand il n'y a rien d'écrit*)... On me garrotte plus doucement par un notaire que par moi. N'est-ce pas raison que ma conscience soit beaucoup plus engagée à ce en quoi on s'est simplement fié d'elle (2) ?

Le simple énoncé d'une intention lui donnait l'impression de s'être lié. « Oui, es entreprises toutes miennes et libres, si j'en dis le point, il me semble que je me le prescris;... il me semble que je le promets quand je le dis. » Aussi ne s'étonnera-t-on pas qu'il rejette toute la casuistique qui tend à affaiblir la force de la parole donnée. Quand des philosophes dispensent de tenir un engagement extorqué par violence, il estime cette décision « fausse et molle, » et il la repousse. Il reprend l'exemple classique.

Des voleurs nous ont pris, ils nous ont remis en liberté, ayant tiré de nous serment de paiement de certaine somme; on a tort de dire qu'un homme de bien sera quitte de sa foi sans payer, étant hors de leurs mains. Il n'en est rien. Ce que la crainte m'a fait une fois vouloir, je suis tenu de le vouloir encore sans crainte : et quand elle n'aura forcé que ma langue, sans ma volonté, encore suis-je tenu de

(1) Montaigne, dans l'exemplaire de Bordeaux, a mal placé le renvoi, et toutes les éditions font venir ce passage avant le précédent, dont il est la correction. Elles introduisent ainsi l'incohérence dans une pensée qui s'est développée logiquement.

(2) III, 9, BC.

faire la maille bonne de ma parole. Pour moi, quand parfois elle a inconsidérément devancé ma pensée, j'ai fait conscience de la désavouer pourtant (1).

Si l'on ne voulait pas tenir, il ne fallait pas promettre; il fallait subir la violence. Est-ce là une morale relâchée?

On sait que Montaigne a été assez galant dans sa jeunesse. Mais, contre la pratique de son temps, qui est celle de tous les temps, il n'a pas cru qu'avec les femmes la tromperie fût permise. Il a porté dans l'amour son habitude de loyauté. Il a « conduit ce marché, selon que sa nature peut souffrir, aussi consciencieusement qu'autre marché, et avec quelque air de justice... Je ne leur ai témoigné (*aux femmes*) de mon affection que ce que j'en sentais, et leur en ai représenté naïvement la décadence, la vigueur et la naissance, les accès et les remises (2). » Le même principe a réglé sa conduite dans le mariage. Sans doute, il a de cet état une idée sévère, il veut qu'on s'y porte chastement, et que l'on ne traite pas sa femme comme une maîtresse. La vie conjugale est une amitié (3). Ce pourrait être pour un mari une raison de se dispenser de la fidélité: la femme a sa part, la maîtresse a la sienne; les deux fonctions sont bien distinctes dans une vie complète. Mais il y a une parole donnée, et voilà ce qui met le galant homme en scrupule.

Tout licencieux qu'on me tient, j'ai en vérité plus sévèrement observé les lois du mariage que je n'avais ni promis ni espéré. Il n'est plus temps de regimber quand on s'est laissé entraver. Il faut prudemment ménager sa liberté; mais depuis qu'on s'est soumis à l'obligation, il s'y faut tenir sous les lois du devoir commun, au moins s'en efforcer (4).

Je ne me charge pas de dire sur ce passage si Montaigne a été tout à fait fidèle, ou à peu près fidèle à sa femme; du moins se flatte-t-il d'avoir été, par le seul respect de l'engagement pris, moins infidèle qu'il ne s'y attendait lui-même et que les mœurs du temps ne lui permettaient.

L'épreuve décisive d'une morale se fait sur la quantité de sacrifice qu'elle comporte. Il faut d'abord observer que le refus que fait Montaigne en maint endroit de se donner tout entier, pour quelque cause que ce soit, ne vise que le maintien de la

(1) III, 1, C. — (2) III, 5, B. — (3) I, 30, AC. — (4) III, 5, B.

liberté intérieure. Pourvu qu'il garde le contrôle de lui-même, Montaigne ne refuse à la famille ou à l'État aucune action que la raison et la conscience avouent.

(Le sage) sachant exactement ce qu'il se doit, trouve dans son rôle qu'il doit appliquer à soi l'usage des autres hommes et du monde, et, pour ce faire, contribuer à la société publique les devoirs et offices qui le touchent. Qui ne vit aucunement à autrui, ne vit guère à soi (1).

La vie s'élargit par l'altruisme, l'égoïsme la fait mesquine et pauvre. Mais voici les paroles décisives :

Je ne veux pas qu'on refuse aux charges qu'on prend l'attention, les pas, les paroles, et la sueur et le sang au besoin : *non ipse pro caris amicis aut patria timidus perire.*

C'est cet « au besoin » qui donne tout son sens, son vrai sens, à un passage dont on s'est souvent scandalisé.

Je suivrai le bon parti jusques au feu, mais exclusivement, si je puis (*Montaigne sourit ici en reprenant une plaisanterie de Rabelais*). Que Montaigne s'engouffre quand et la ruine publique, *si besoin est*; mais, *s'il n'est pas besoin*, je saurai bon gré à la fortune qu'il se sauve; et *autant que mon devoir me donne de corde*, je l'emploie à sa conservation (2).

Voilà qui est clair : Montaigne ne pense pas à se faire tuer dans la défaite de son parti. Il sera le soldat de sang-froid qui, ayant fait son devoir, survit au désastre et continue de servir. Il ne se jugera pas obligé de mourir sans utilité, pour la gloire du geste.

Montaigne a-t-il toujours agi conformément à sa règle ? Je le crois sur les indices que donnent les documents biographiques, mais la question n'est pas là pour moi aujourd'hui. Il me suffit que la règle proposée par les *Essais* soit bien celle-ci : le sacrifice, même total, doit être un effet du jugement, non pas un coup de folie et de désespoir.

Une morale se juge encore par les sanctions qu'elle choisit. Ici, Montaigne est très net. Il n'en admet point. Il refuse la sanction incertaine de l'approbation publique, qui souvent ne manque pas à des actes mauvais ou douteux. Il refuse la sanction séduisante de la gloire. L'homme de bien ne travaille pour

(1) III, 10, B C. — (2) III, 1, B.

aucun intérêt, fût-il seulement d'amour-propre, fût-il seulement l'espoir idéaliste d'un nom immortel dans la suite des âges. Tout paiement avilit l'acte moral.

Des sanctions d'une vie future, il n'est pas question. La religion nous enseigne à y croire, nous enjoint de les rechercher; mais ces motifs-là ne sont pas de l'ordre de la raison. Selon elle, le désintéressement complet est une condition indispensable de la moralité : c'est un point sur lequel Montaigne n'a pas varié.

La vertu est chose vaine et frivole, dit-il en 1580, si elle tire sa recommandation de la gloire... Il faut aller à la guerre pour son devoir, et en attendre cette récompense qui ne peut faillir à toutes belles actions, pour occultes qu'elles soient, non pas même aux vertueuses pensées : c'est le contentement qu'une conscience bien réglée reçoit en soi de bien faire. Il faut être vaillant pour soi-même (1).

Le vice laisse comme un ulcère en la chair, une repentance en l'âme qui toujours s'égratigne et s'ensanglante elle-même... Il y a certes je ne sais quelle congratulation de bien faire qui nous réjouit en nous-mêmes, et une fierté généreuse qui accompagne la bonne conscience. Une âme courageusement vicieuse se peut à l'aventure garnir de sécurité, mais de cette complaisance et satisfaction, elle ne s'en peut fournir (2).

Ce n'est pas là théorie, c'est expérience ; et Montaigne, si peu porté à se vanter, se rend ici franchement témoignage en nous disant le secret de son bonheur intime :

Ce n'est pas un léger plaisir de se sentir préservé de la contagion d'un siècle si gâté et de dire en soi : *Qui me verrait jusque dans l'âme, encore ne me trouverait-il coupable ni de l'affliction et ruine de personne, ni de vengeance ou d'envie, ni d'offense publique des lois, ni de nouvelletés et de troubles, ni de faute à ma parole; et quoi que la licence du temps permît et apprît à chacun, si n'ai-je mis la main ni es biens ni en la bourse d'homme Français... ni ne me suis servi du travail de personne sans loyer*. Ces témoignages de la conscience plaisent, et nous est grand bénéfice que cette jouissance naturelle, et le seul paiement qui jamais ne nous manque.

Par la douceur de cette satisfaction intime, la moralité est replacée sur le plan du bonheur; ainsi se rejoignent et récon-

(1) II, 16, A. — (2) III, 2, B C.

cilient les deux exigences au premier abord contradictoires des natures normales. La vie et l'âme trouvent leur équilibre.

Il y a certes un danger dans le désintéressement d'une conscience qui se contente de soi : c'est de se contenter à bon marché et de sommeiller dans la béatitude de sa satisfaction. Au moins le souci de l'opinion et l'amour de la gloire, sans parler des mobiles mystiques, sont-ils des aiguillons qui obligent l'homme à s'élever au-dessus de lui-même. La modestie qui se juge et qui craint de présumer trop de soi, fait qu'on se tient dans un degré médiocre de vertu, sans oser viser plus haut. On peut se demander si Montaigne ne s'est pas un peu aisément résigné à n'être pas meilleur qu'il n'était, s'il n'a pas un peu trop humblement renoncé au progrès moral, quand on lit ce passage de 1588 encore renforcé dans la suite :

Je ne suis plus en termes d'un grand changement, et de me jeter à un nouveau train et inusité. Non pas même vers l'augmentation. Il n'est plus temps de devenir autre. Et comme je plaindrais quelque grande aventure qui me tombât à cette heure entre mains, de ce qu'elle ne serait venue en temps que j'en pusse jouir..., je me plaindrais de même de quelque acquêt interne. Il vaut quasi mieux jamais que si tard devenir honnête homme... Moi qui m'en vais, résignerais facilement à quelqu'un qui vient, ce que j'apprends de prudence pour le commerce du monde. Moutarde après dîner (1).

Avancement de fortune, acquisition de sagesse politique, accroissement de vertu, il semble que Montaigne refuse ensemble tous les changements. C'est la fatigue d'un homme vieilli et qui n'en peut plus.

Mon monde est failli, ma forme est vidée ; je suis tout du passé... Homme, me voici après à achever cet homme, non à en refaire un autre.

Il ne refuse cependant pas de s'améliorer dans sa forme : ne le voyez-vous pas dépouiller ici l'ambition et l'avarice, s'il en a jamais été touché ? Ce qu'il sent impossible et ne veut même pas désirer, c'est de prendre une autre forme. Il n'appartient qu'à la grâce de faire mourir le vieil homme et de créer un homme nouveau (2). Dieu le fera s'il veut, ce n'est pas du ressort de Michel.

(1) III, 10, B C. — (2) III, 2, B.

Il y a aussi, dans cette apparente indifférence au progrès moral, un jugement sincère des fausses vertus de la vieillesse. Le beau mérite de ne plus mordre au gâteau quand on n'a plus de dents, et de vaincre les tentations quand on n'est plus tenté! « Je ne saurai jamais bon gré à l'impuissance de bien qu'elle me fasse. »

Mais ne jugeons pas de Montaigne en sa vigueur par Montaigne en sa décrépitude. Ce travail de soi sur soi, cet effort de raison pour ordonner la nature, cette attention à fixer aux plaisirs leur limite, à étouffer les passions dans l'œuf, qu'est-ce, sinon la recherche d'un progrès moral? Pour l'avoir choisi conforme à son être individuel, Montaigne n'en a pas moins un idéal dont il s'efforce d'approcher sa vie. « Je me suis avancé le plus que j'ai pu vers ma réparation et règlement, » disait-il du temps où ses forces étaient intactes (1).

Les *Essais* n'ont-ils pas été un examen de conscience perpétuel? Dans cet acharnement à se connaître et à se définir, n'aperçoit-on pas une vie morale active et intense? « Je me suis ordonné d'oser dire tout ce que j'ose faire... Qui s'obligerait à tout dire, s'obligerait à ne rien faire de ce qu'on est contraint de taire (2). » Lié comme il se sent par toutes les déclarations qu'il a faites, son livre l'enchaîne aux règles morales qu'il énonce. C'est en ce sens qu'au point de vue de la conscience, comme au point de vue du jugement, son livre l'a fait en même temps qu'il le faisait.

Je sens ce profit inespéré de la publication de mes mœurs qu'elle me sert aucunement de règle, il me vient parfois quelque considération de ne trahir l'histoire de ma vie. Cette publique déclaration m'oblige de me tenir en ma route (3).

Ici, nous tenons la dernière clef qui ouvre la morale de Montaigne. Sa conviction fondamentale est que le précepte et l'action doivent coïncider entièrement. Les plus sublimes préceptes, les plus imposants systèmes valent tout juste dans la mesure où ils se réalisent. En dehors de la pratique, il n'y a

(1) En général, quand Montaigne corrige ses premières opinions sur le bien et le mal, c'est dans le sens de la rigueur : ce qui prouve bien qu'il y a eu chez lui un progrès moral. La conscience suivait pas à pas la raison.

(2) III, 5, B C. — (3) III, 93, B.

que bavardage ou hypocrisie. La morale des discours et des livres n'est rien, la morale des actions est tout. C'est encore un point sur lequel il n'a jamais varié.

C'est sans doute une belle harmonie, quand le faire et le dire vont ensemble. Celui-là a mieux profité (*de mes leçons*) qui les fait que qui les sait... Le vrai miroir de nos discours est le cours de nos vies (1).

C'est précisément cette persuasion de la vanité des paroles qui dégoûte des morales austères.

A quoi faire ces pointes élevées de la philosophie sur lesquelles aucun être humain ne se peut rasseoir, et ces règles qui excèdent notre usage et notre force? Je vois souvent qu'on nous propose des images de vie, lesquelles ni le proposant, ni les auditeurs n'ont aucune espérance de suivre, ni, qui plus est, envie... Il serait à désirer qu'il y eût plus de proportion du commandement à l'obéissance, et semble la visée injuste à laquelle on ne peut atteindre... L'homme s'ordonne à soi-même d'être nécessairement en faute. Il n'est guère fin de tailler son obligation à la raison d'un autre être que le sien (2)

Ils veulent se mettre hors d'eux et échapper à l'homme. C'est folie : au lieu de se transformer en anges, ils se transforment en bêtes... Ces humeurs transcendantes m'effraient (3).

Sans doute, Montaigne n'ignore pas la raison d'être d'une méthode qui demande beaucoup pour obtenir un peu.

Quand ils nous ordonnent d'aimer avant nous trois, quatre et cinquante degrés de choses, ils représentent l'art des archers, qui, pour arriver au point, vont prenant leur visée grande espace au-dessus de la butte. Pour dresser un bois courbe, on le recourbe au rebours (4).

Mais c'est nous étourdir pour nous amender, nous griser pour nous faire marcher.

A coup sûr, l'auteur des *Essais* s'incline, et il incline toute la « marmaille d'hommes » pareille à lui, devant la sainteté de « ces âmes vénérables élevées par une ardeur de dévotion et religion à une constante et consciencieuse méditation des choses divines (5). » Il y a de ces âmes; mais combien y en a-t-il? Et le danger de ces visées sublimes pour l'humanité moyenne,

(1) II, 31, A; I, 26, C. — (2) III, 9, B C. — (3) III, 13, B C. — (4) III, 10, B. — (5) III, 13, B.

c'est de lui apprendre à mettre la morale dans les discours, en laissant le vice dans les actions.

L'usage nous fait voir une distinction énorme entre la dévotion et la conscience (1). Entre nous, ce sont choses que j'ai toujours vues d'un singulier accord : les opinions supercélestes et les mœurs souterraines (2).

Le devoir, disait un moraliste de nos jours, c'est ce qu'on exige des autres.

Au contraire, il n'y a rien dont Montaigne se sache plus de gré que de l'accord qu'il a mis entre ses opinions et ses mœurs.

Au pis aller, cette difforme liberté de se présenter à deux endroits (*nous dirions : deux faces*), et les actions d'une façon, les discours de l'autre, soit loisible à ceux qui disent les choses; mais elle ne le peut être à ceux qui se disent eux-mêmes comme je fais; il faut que j'aille de la plume comme des pieds (3).

Cette précaution de n'accepter qu'un idéal qu'on est sûr de réaliser, peut conduire l'homme à s'imposer au-dessous, et non au-dessus de ses facultés ; Montaigne l'avoue en parlant de sa mairie. « Il est en mon pouvoir de faire quelque chose plus que je ne fais et que je n'aime à faire (4). » Mais il ne renonce qu'au mérite des vertus extraordinaires qui ne sont point d'obligation stricte. « Je ne laissai, que je sache, aucun mouvement que le devoir requit en bon escient de moi. » Sa modeste évaluation de lui-même le dispense de prétendre à une perfection supérieure : il craindrait trop de laisser une distance entre le discours et l'acte.

Je suis de cet avis que la plus honorable vacation est de servir au public et d'être utile à beaucoup. Pour mon regard, je m'en dépars... Je me contente... de vivre une vie seulement excusable (5).

Une pareille humilité morale vaudra ce que vaudra l'homme. S'il est tout à fait sincère avec lui-même, il n'y aura pas à craindre qu'elle l'abaisse. Il y a, au contraire, un principe fécond de bonté morale dans la résolution de faire coïncider toujours la théorie avec la pratique, et de ne s'obliger qu'à ce qu'on peut tenir. Communément, en suivant cette maxime, on ne renoncera guère qu'à une sainteté verbale.

(1) III, 12, C. — (2) III, 13, C. — (3) III, 9, B. — (4) III, 10, B. — (5) III, 9, B C.

V

Montaigne est mort, nous dit-on, en bon catholique. Je ne sais s'il a vécu tout à fait en bon catholique ; mais il a fait constamment profession de l'être. Quel est donc le rapport de la morale des *Essais* à la morale de l'Église catholique à laquelle Montaigne appartenait? A vrai dire, je n'en vois guère.

On se rappelle qu'après avoir fait consister la vertu dans l'obéissance au commandement de Dieu, les *Essais* l'ont placée dans l'exercice de la raison et de la volonté, et qu'ils ont déclaré la souveraineté de la conscience. On peut dire que rien n'empêche la conscience de se sentir obligée par le commandement de Dieu, la raison d'adhérer à cette obligation, et la volonté d'y conformer les actes. Il est probable que beaucoup de fidèles, d'une façon plus ou moins orthodoxe, en usent ainsi. Mais, dans ce cas, Dieu et l'Église n'ont plus que l'autorité de Marc Aurèle et de Sénèque : ils proposent, et l'homme décide. L'homme tient sa règle de son libre choix, et ne la reçoit toute faite de personne, pas même du ciel.

Les *Essais* masquent cette indépendance de toute sorte de respects et de génuflexions. Mais elle éclate de toutes parts. Je n'ai pas besoin de chercher ici comment Montaigne a vécu, ni s'il a concilié ses opinions et sa religion ; ce qui est sûr, c'est que la vie morale dont les *Essais* tracent le plan n'est pas une vie chrétienne. Ils ne proposent pas l'imitation des martyrs et des saints. Ils ne recommandent pas la dévote vertu de chasteté. Ils repoussent la mortification et l'amour de la souffrance. Ils ne connaissent point la vie future. On n'y trouve pas seulement l'imperfection ordinaire du pécheur soumis à la doctrine, mais faible dans la pratique : ce sont les principes mêmes de la vie chrétienne qui sont rejetés. Pascal, Bossuet, Malebranche, beaucoup d'autres l'ont bien senti. Cette morale, qui veut qu'on suive la nature en la réglant, ignore la chute et le péché originel. Je sais bien que l'auteur soumet toutes ses opinions au jugement de l'Église. Mais son livre établit une morale purement humaine, la morale d'une raison et d'une conscience qui se suffisent, et n'ont besoin d'aucune révélation.

VI

On ne saurait historiquement donner trop d'importance à la morale des *Essais*. En elle s'achève et se ramasse l'effort de la Renaissance. Venant après Érasme, Rabelais, et tout l'humanisme européen, Montaigne propose une forme de vie raisonnable, sans fondement ni épanouissement mystiques, désirable à la fois et réalisable pour l'homme cultivé des temps modernes.

C'est quelque chose de plus que le *Courtisan* de Balthazar Castiglione, et l'idéal de *virtù* que définissent les livres italiens ou inspirés par l'Italie. C'est encore une morale aristocratique, puisqu'elle suppose la culture, le don de l'analyse, l'affinement de l'esprit et du cœur. Mais cette aristocratie n'est plus celle que constituent une classe et un milieu social. Elle consiste dans une qualité intérieure de l'homme ; quiconque a certaine distinction individuelle de nature et la cultive, y a accès.

Malgré la prétention des libertins d'avoir Montaigne pour maître, leur morale n'est pas la morale des *Essais*, ou n'en offre qu'un dérivé abâtardi, rétréci, falsifié : ils ont refait Montaigne à leur image. Une filiation plus légitime y rattache la morale des honnêtes gens de la fin du XVIIe siècle, la philosophie du bonheur du début du XVIIIe ; mais Montaigne a plus d'élévation intérieure, moins de condescendence aux opinions et aux mœurs vicieuses de son temps ; il recommande un plus vigoureux exercice de la raison et de la volonté. Ses prétendus disciples invoquent la liberté plus volontiers contre les contraintes extérieures, pour se laisser aller, que contre les entraînements internes, pour garder le contrôle de soi. En un mot, on abandonne de Montaigne ce qui lui rattachait Corneille. Toute sorte d'influences se mêlaient alors à celle des *Essais*, qu'on lisait d'ailleurs plutôt pour s'aider à prendre conscience de sa propre tendance que pour y chercher la pensée exacte de l'auteur.

Mais je ne veux pas m'arrêter sur ces problèmes historiques. Il faut attendre la fin de l'enquête entreprise par M. Villey, et qui a donné déjà des résultats considérables. Il sera bientôt, je l'espère, en état de nous décrire avec précision l'étendue et la nature de l'influence exercée par Montaigne aux XVIIe et XVIIIe siècles, en Angleterre et en France.

Je voudrais seulement me demander, avant de terminer cette étude, ce que peut valoir aujourd'hui la morale des *Essais* comprise comme les travaux récents de l'érudition permettent de la comprendre, et interprétée comme l'état de la conscience contemporaine permet de l'interpréter.

Évidemment, tout lecteur ne peut s'empêcher de comparer la morale des *Essais* à celle qu'il professe, et de l'estimer plus ou moins selon qu'il l'en sent plus voisine ou plus distante. Il est impossible de ne pas faire entrer dans une telle évaluation une certaine part d'impression subjective : j'essaierai de réduire cette part le plus possible.

Distinguons d'abord la morale des *Essais* de toutes les morales théoriques, de toutes les morales *écrites* qui s'efforcent de présenter un système lié et logiquement déduit. Ce n'est pas à dire qu'il soit impossible de la construire, de la réduire en un corps suffisamment cohérent. La conscience est souveraine, voilà le principe supérieur d'où découlent immédiatement deux caractères de la moralité, la liberté et le désintéressement. La liberté est de se déterminer par la raison, non par les pressions du dehors (autorité, opinion, intérêt), ni par les impulsions du dedans (instinct, affection, passion). Le désintéressement s'impose : qui travaille pour un salaire accepte une servitude. La raison, pour être lucide, a besoin du calme de l'âme, d'une attentive considération de toutes les circonstances qui conditionnent l'action, et d'un perpétuel examen de conscience. Pas d'activité raisonnable sans sincérité; sans amour de la vérité, sans un règlement rigoureux de la sensibilité. Du principe de la souveraineté de la conscience, sortiront enfin les maximes de bonté et d'humanité : exigences de la conscience de Montaigne approuvées par sa raison et confirmées historiquement par le témoignage ou l'exemple des meilleurs exemplaires de la nature humaine. Et l'on voit s'indiquer, avec un certain nombre de devoirs particuliers, la couleur originale d'une vie morale organisée selon les *Essais*.

La construction est donc possible; mais Montaigne ne s'est pas soucié de la faire. Il n'écrit pas un traité de morale, il décrit l'ordonnance d'une vie, la sienne. Il a été ainsi dispensé de poser des principes absolus, et de recourir à la casuistique pour en ramener la rigueur au niveau des possibilités de la pratique. Sa casuistique, lorsqu'il s'en rencontre dans les

Essais, tend plutôt à éviter le relâchement qu'à le favoriser.

Tous les constructeurs de morales systématiques se sont heurtés à la difficulté de découvrir le fondement métaphysique de la morale. Les *Essais* nous exposent une morale positive qui a son fondement dans le fait psychologique de la conscience. Une morale de livre ne peut pas se tenir sur cette position : on demande à l'auteur qui l'autorise à donner une valeur universelle aux décisions de sa conscience individuelle, ou d'un groupe limité de consciences individuelles. Mais Montaigne ne fait pas un code pour l'éternité; il dit sa façon de s'arranger. La conscience, en lui, est souveraine; il la sent, et la veut telle. Si c'est insuffisant pour fonder la morale absolue, c'est assez pour embarquer sa vie, à lui. Il se prend tel qu'il est dans son humanité réelle, assuré par l'expérience d'être d'accord en gros avec la conscience développée de l'humanité civilisée, avec la conscience rudimentaire des peuples sauvages du Nouveau Monde. Ce n'est peut-être pas un principe rigoureusement scientifique; mais, comme dira Pascal, *on travaille toujours pour l'incertain*, dès qu'on passe dans le domaine de l'action; et il faut *parier* pour la morale.

Ni la morale stoïcienne, ni celle de Spinoza ou de Kant, ni aucune des morales absolues, rationalistes ou mystiques, ne sont à comparer avec la morale des *Essais* : celle-ci n'est pas de l'ordre spéculatif, mais de l'ordre de l'action. Idéalement inférieure, elle a l'avantage qu'une réalité imparfaite possède sur la plus belle abstraction.

On peut dire que les *Essais* d'un bout à l'autre exorcisent le fantôme de l'absolu. Ils proposent une morale relative, toute de mesure et de compromis. Les autres morales disent *toujours* ou *jamais*. Celle-ci dit : le *moins* ou le *mieux possible, selon nos moyens*. Les autres font un dieu ou un sage auquel notre humble moi est astreint à ressembler. Elles placent dans le ciel l'idéal pour les pauvres créatures qui piétinent dans la fange terrestre. Elles parlent à l'imagination. Elles émeuvent tout ce qu'il y a dans l'homme de sensibilité et de poésie.

Et l'on espère que, cédant à l'attrait irrésistible de la perfection, s'élançant vers le sommet de l'échelle infinie qui relie la terre aux cieux, l'homme de bonne volonté soulèvera le poids de la chair, quittera le sol, et parviendra à monter de quelques échelons.

La morale raisonnable des *Essais* se défie de l'imagination; elle est prose, et non poésie. Elle est sagesse, et non enthousiasme. Elle ne spécule pas sur la fascination de l'impossible. Avant de commander un pas en avant, elle s'assure qu'on peut le faire. Elle invite vers les hauteurs celui qui a du souffle et des jambes; elle accorde aux débiles de rester en plaine. La loi se dilate ou se resserre à la mesure de celui qui doit l'accomplir. « Les hommes sont divers en goût et en force; il les faut mener à leur bien selon eux et par routes diverses (1). » Tel a plus de mérite à faire à moitié bien, qu'un autre tout à fait bien, si celui-ci suit la pente de sa nature, quand le premier la remonte.

Ce n'est pas seulement par le rejet de la mortification et de l'austérité que les *Essais* s'opposent à d'autres morales, à toutes celles qu'ont organisées l'esprit puritain et l'esprit janséniste. C'est aussi en ce que, pour celles-ci, l'exercice de la vertu est une spécialité, une profession à part : la cassure est nette entre l'action morale et le reste de l'activité. D'un côté, il y a le péché, avec le plaisir, et de l'autre, le bien, triste et sans mélange de plaisir autre que l'incoercible jouissance d'amour-propre qui inonde le cœur le plus mortifié, à se savoir du petit nombre des « saints » parmi la foule des réprouvés. L'homme qui s'occupe à être moral, ne fait que cela à toutes les heures de la journée, et reste étranger ou hostile à tout ce qui n'est pas cela. La vie morale selon Montaigne est un aspect d'une vie humaine normale et complète; elle se tisse sur le fond naturel de l'existence avec les plaisirs et les peines qui la composent; elle introduit, sans opposition crue, une coloration particulière, ici plus marquée et là plus fondue, dans un ensemble qui demeure homogène et harmonieux. La moralité et la nature ne s'affrontent pas en s'excluant; chez l'honnête homme, il y a partout de la nature et partout de la moralité.

Morale raisonnable, morale rationnelle, morale intellectuelle : c'est la morale que peut organiser la raison humaine sur la base de la conscience, avec le concours du jugement et de l'expérience. Le goût de la vérité, la connaissance claire des choses et de soi-même, sont la condition essentielle de toute honnêteté. Les bonnes mœurs suivent, non pas certes fatalement, mais facilement, le bon esprit.

(1) III, 12, B.

L'originalité de cette morale, et ce qu'elle a de plus propre, de plus moderne aussi, c'est de n'être pas une doctrine, mais un art, une méthode. Elle fait consister la moralité dans une activité créatrice, il n'y a que cela qui compte, et non pas dans la vertu qui se fabrique comme en série, mécaniquement, conformément aux patrons d'une école ou d'une église, sans participation véritable de la personne. L'autonomie de la conscience est le fondement de la vertu. Une vie d'homme vaut moralement, quand, si médiocre qu'elle paraisse, elle est le produit d'une liberté qui s'exerce journellement, pour l'orienter dans son cours et la régler dans son allure.

Au total, cette méthode est assez analogue en son esprit à celle qu'a indiquée Frédéric Rauh dans ses belles études, en particulier dans son livre de *l'Expérience morale*.

On pourrait dire que c'est une morale sans obligation ni sanction, puisque chacun ne s'oblige qu'autant qu'il veut, et n'attend aucune récompense des hommes ni de Dieu. Cependant le sentiment de l'obligation intervient fréquemment dans la vie morale. Mais Montaigne, je l'ai dit, lui assigne un caractère strictement individuel. Parmi tous les jugements que lui dicte sa conscience, il choisit, pour conduire sa vie, ceux qui, par une étude attentive de lui-même, lui paraissent proportionnés à ses forces; et il se garde bien de donner le niveau de sa moralité comme la mesure de la vertu humaine. Il reconnaît des modes supérieurs de perfection pour lesquels il ne se croit pas taillé, et qu'il laisse à de meilleurs que lui. Il marque sa place humblement aux échelons inférieurs de la moralité. Sa conscience n'oblige que lui. Les autres ne seront obligés que par la leur, et ils décideront souverainement pour eux, selon leurs natures, comme Montaigne a fait pour lui selon la sienne, à quelle hauteur ils doivent prétendre dans l'ordre de la perfection : plus haut que Montaigne parfois, mais peut-être aussi plus bas.

Avec le souci d'adapter l'action aux possibilités d'une nature individuelle, la détermination de travailler au règlement du train de vie habituel plutôt qu'en vue de la production des actions extraordinaires forcément rares dans toute vie humaine, conduit Montaigne à placer le but assez près de nous, à une hauteur où l'on puisse non seulement s'élever, mais séjourner. Ce parti pris contribue beaucoup, sans aucun doute, à ôter du brillant et de la séduction à la morale des *Essais*. Elle a un peu,

à l'extérieur, de la platitude du bon sens, de la médiocrité de l'existence de tous les jours.

Montaigne ne se fâcherait pas de l'entendre nommer basse, obscure et imparfaite. Justement comme est Michel, pour qui elle est faite. Et comme est aussi la créature qu'on appelle homme : exception faite de quelques âmes surhumaines et vraiment célestes qui ont apparu au cours des siècles de loin en loin, et dont il serait présomptueux à nous de nous appliquer l'exemple.

Cette morale est celle des honnêtes gens qui n'ont point souci de théorie, et qui veulent vivre proprement, sans se piquer de vivre héroïquement ni saintement. C'est celle que pratiquent, plus ou moins, le très grand nombre des hommes civilisés qui n'obéissent point aux morales confessionnelles, — et beaucoup de ceux encore qui font profession d'y obéir, mais qui, en fait, font une cote mal taillée entre les commandements de leur Église, les usages de la société où ils vivent, et les tendances de leur sensibilité intime.

Dans cet état commun de nos jours, si l'on comprenait bien et si l'on appliquait exactement la méthode des *Essais*, sans doute en vaudrait-on mieux. Vivre conformément aux *Essais*, ce serait s'examiner sans complaisance, n'être pas dupe des illusions et des sophismes de la passion, se rendre indépendant de l'opinion, indifférent à la gloire et à l'effet, connaître sa portée et ses forces, ne pas annoncer à son de trompe plus qu'on ne tiendra, mais au contraire, tenir toujours plus qu'on n'aura promis et qu'on ne se sera promis à soi-même, préférer les voies sûres et sans éclat aux tours de force fastueux que suit souvent la chute, choisir la modération qui coule inaperçue plutôt que la mortification dont la foule s'ébahit, ne pas rejeter les occasions honnêtes de bien-être et de plaisir : ce serait tirer de soi le meilleur parti pour le bien comme pour le bonheur, être juste et tolérant aux autres, et ne pas en exiger plus qu'on ne fait soi-même. Ce serait porter dans toute la conduite de sa vie la sincérité envers soi-même, la loyauté et la douceur à l'égard des autres hommes. En deux mots, être vrai, être bon.

Les *Essais* nous rendront indulgents aux hommes de bonne volonté qui, sur un article ou sur un autre, pourront moins que nous, et sans jalousie, au contraire pleins de sympathie et d'humble vénération pour ceux qui nous dépasseront. Il sera

tout à fait dans leur esprit que nous ne nous arrêtions pas au point où s'arrête leur auteur; nous ne serons jamais plus fidèles à la leçon de Montaigne que lorsque nous quitterons la vertu de Montaigne pour une vertu plus difficile dont notre raison nous dira que nous sommes capables.

Il sera tout à fait dans l'esprit des *Essais*, en particulier, que nous profitions des progrès de la morale publique. On peut juger Montaigne un peu strict dans la définition du devoir social : il le mesure un peu court. Il est certain que la conscience sociale est devenue plus exigeante de nos jours qu'elle ne l'était alors. Dans une démocratie, sous le régime du suffrage universel, le simple citoyen est obligé de s'intéresser plus activement aux affaires de son pays que n'y était obligé, sous Henri III, un gentilhomme retiré dans sa terre et qui n'attendait rien des princes. L'indifférence à la politique, en ce temps-là, pouvait passer pour la marque d'un bon esprit et d'un sujet soumis. Montaigne a dit l'essentiel sur l'obligation pour chacun de rendre à « la société publique les devoirs et offices qui le touchent. » Mais il a interprété l'obligation selon son temps. Nous manquerions aux devoirs du nôtre, si nous fixions la limite où il l'a mise. Nous n'aurons aucun mérite aujourd'hui à donner à la patrie plus qu'il n'a donné, et qu'on ne lui demandait.

D'ailleurs, ni dans la vie publique ni dans la vie privée, la peu ambitieuse vertu de Montaigne n'exclut, aux occasions extraordinaires, les actions extraordinaires. Il y a dans les *Essais* deux ou trois anecdotes où l'on voit que Montaigne a fait preuve d'une fermeté supérieure. Qu'on en croie ce qu'on voudra (et pour moi je ne vois pas de raison de ne pas y croire), ces passages montrent l'idée qu'il avait de ce qu'un homme comme lui devait et pouvait faire. Si sa morale réglée pour le train journalier de la vie, indique des *moyennes* et non des *maxima*, n'en concluons pas trop vite qu'elle est hors d'état de suffire aux grandes circonstances, incapable de fournir aux demandes d'héroïsme que fait de loin en loin la vie.

Ce n'est pas toujours une méthode sûre de ne se préparer que pour l'effort surhumain et le sacrifice total. Il n'est pas certain que le jour en vienne jamais, et, en attendant, on dédaigne toutes les petites occasions de bien faire dont la vie journalière abonde. Lorsqu'enfin l'heure arrive de dépenser tout

d'un coup le fonds d'héroïsme accumulé pendant vingt ans, on se trouve vide et hors d'état de payer. L'âme s'est détendue à négliger l'obscur exercice quotidien dans l'attente de l'action magnifique qui ne se présentait pas. Les hautes pensées se sont donné cours en paroles, et l'homme s'est habitué à se carrer dans l'aisance du verbalisme. Au contraire, celui qui, sans penser jamais qu'il aura à être grand une fois dans sa vie, s'est tout bonnement appliqué à penser raisonnablement et à agir en homme libre dans les petites circonstances de la vie familière, se trouvera prêt pour l'appel qu'il n'aura ni souhaité ni prévu. Ne s'étant pas cantonné dans la rumination spéculative d'un exploit auquel l'existence normale ne donnait pas lieu, s'étant habitué à s'adapter vite à toutes les occasions de la vie commune, ayant son âme et son corps bien en main, et prêts à l'action, il se trouvera sans s'en douter à la hauteur des événements extraordinaires qui commandent à l'être humain de donner toute sa puissance. Je ne serais pas étonné que la chose se fût vérifiée pour Montaigne en deux ou trois moments de sa vie. En tout cas, c'est là que conduit la méthode des *Essais*. Elle ne fera pas des héros de profession ; elle pourra faire un honnête homme qui, après avoir vécu quarante ans sans visée héroïque, deviendra tout d'un coup un héros à l'heure du destin, et redescendra, son effort donné, sans gêne et sans regret, dans une honnêteté obscure. Nous avons connu de nos jours ce modèle d'homme.

Il n'y a pas de morale plus française que celle des *Essais*. Nous sommes une race équilibrée que le bon sens conduit, qui veut avant tout voir clair, pour qui le vice est essentiellement erreur, déraison, ridicule, et que rien n'attache au bien ou au sacrifice autant que le caractère de vérité et d'évidence qu'elle y trouve. N'est-ce pas notre époque aussi qui peut le mieux se rendre compte de ce que représente et contient la façon modeste de Montaigne ? Nous venons de vivre des heures, des années où la furie brillante qui se moque du péril et va provoquer la mort, où le sacrifice éclatant et inutile de la vie, où tous les gaspillages irréfléchis du sang français sont devenus des crimes envers la patrie ; où le salut de cette patrie a exigé l'abandon de toutes les pensées personnelles d'honneur et de gloire, si chères jusque-là aux âmes nobles ; où l'héroïsme a dû se faire anonyme, obscur, et même prudent ; où le vrai

héros a été celui qui savait faire la chose utile sans se faire tuer, ni faire tuer les siens; où des hommes pacifiques qui étaient attachés à la vie, à leur famille, à leur champ, faisant la guerre pour tuer la guerre, ont supporté des souffrances surhumaines et fait face à des dangers inouïs pendant un temps qui a dépassé tout ce qu'on pouvait présumer de l'endurance humaine, sans fièvre belliqueuse ni folie enthousiaste (du moins la plupart d'entre eux), la tête froide, raisonnablement, parce qu'il fallait « y aller, » parce qu'il fallait « tenir » et « les avoir, » sachant bien tous pourquoi ils mouraient ou s'exposaient à mourir, désireux d'être ailleurs et restant là, appelant de toute leur âme la fin de « cela, » et décidés à ne pas lâcher l'ouvrage une minute plus tôt qu'il ne fallait; où toutes les attitudes, gestes et paroles qui sentaient l'héroïsme, ont été rejetées et bafouées par les héros eux-mêmes, qui y ont substitué les façons et les locutions amorties, ternes et plates, sans fanfare et sans panache, qu'ils appliquaient auparavant aux prosaïques occupations de leur existence journalière. Le soldat français de 1914, en képi et en pantalon rouge, était encore un preux, prodigue de sa vie comme de la vie des autres, et à qui il suffisait de bien mourir, qui n'était jamais plus beau que dans le suprême désastre, comme Roland et les douze pairs à Roncevaux, comme les chevaliers d'Azincourt ou de Nicopolis, comme les cuirassiers à Reischoffen et Margueritte à Sedan. Celui-là, non, ne prenait pas sa leçon dans Montaigne. Mais le soldat bleu horizon et casqué des années 1915-1918, qui savait que le devoir premier était de sauver la patrie, qui savait mourir aussi bien que l'autre, mais qui voulait gagner la guerre, s'il se pouvait, sans mourir, pour reprendre après le travail fécond de la paix : celui-là est l'authentique descendant du paysan français que Montaigne voyait peiner sur son champ, insouciant de la mort et occupé de la vie, ne se couchant que pour mourir, et nommant les maladies qui vont le mettre dans la tombe de termes atténués qui n'ébranlent pas l'imagination. Celui-là est bien l'homme selon le cœur de Montaigne, l'homme que dans l'occasion, peut-être, il eût été, — l'homme qui réalise en sa hauteur et plénitude la vie morale dont les *Essais* nous proposent l'idée.

GUSTAVE LANSON.

DEUX ÉTATS DANS L'ÉTAT
EN ALLEMAGNE

C'est aujourd'hui en Allemagne un lieu commun de rappeler la décomposition de l'État allemand. Le mot a été lancé au commencement de 1922 par le professeur J. Bonn, dans une brochure qui fit beaucoup de bruit outre-Rhin. Le succès qu'il rencontra, autant que le désir de signaler à ses compatriotes la gravité du mal qui les rongeait, incita l'auteur à reprendre le sujet dans un article de la revue *Neue Rundschau* (juin 1922). Singulier aboutissement de la théorie chère aux Allemands, que l'individu n'est rien et que l'État est tout!

Elle a pris naissance en Allemagne au commencement du XIXe siècle. Dès 1801, Hegel avait étudié l'idée de l'État. Sa méthode déductive *a priori* l'avait amené à concevoir un État existant en soi en vertu d'une nécessité naturelle, c'est-à-dire divine, ce qu'il définissait un « terrestre divin. » Dès lors, les individus n'existent que par et pour l'État. Conception empruntée à la cité antique. On sait les conséquences qu'en ont tirées les créateurs de l'État prussien. Le professeur Jellinek en a formulé l'expression avec une rigueur et une force incomparables. Il a porté la doctrine de la personnalité de l'État titulaire de la puissance publique à un point de développement qui n'a pas été dépassé.

Mais c'est en vain que les juristes allemands ont codifié la notion hégélienne de l'État : l'Empire bismarkien n'a jamais été qu'une juxtaposition d'organisations diverses, États ou pays, fédérations industrielles, syndicats ouvriers, groupements économiques de toute sorte. Sous son apparente unité, cet État avait

une tendance à la décomposition. La personnalité de l'Empereur lui-même était impuissante à assurer l'unité d'action entre le Gouvernement qui fixait les directives, et les exécutants qui pouvaient mettre à sa disposition tous les moyens indispensables. M. Edmond Vermeil a montré, dans un livre fondamental (1), comment l'œuvre du grand chancelier avait consisté à créer un Empire composite, à la fois un et multiple, par un compromis entre les institutions unitaires et les institutions fédératives. « Il y avait des corps organisés, mais, au-dessus d'eux, pas de pouvoirs vraiment forts; seules l'armée et la bureaucratie prussienne, momentanément alliée de la bourgeoisie industrielle et commerçante, pouvaient donner l'illusion de l'unité et de la cohésion. »

La révolution de novembre 1918, issue de la défaite militaire, a engendré l'affaissement moral et l'anarchie que Bismarck avait prédits. Elle a balayé les pouvoirs existants sans rien mettre à leur place. Le terrain s'est trouvé déblayé pour le libre jeu des forces que représentaient la grande industrie et le prolétariat.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ALLEMANDE ET LA CONCENTRATION

La grande industrie allemande a pris pendant la guerre, à la faveur des circonstances, un énorme développement, mais sa puissance date de longtemps déjà. Guillaume II avait fait, dans ses conseils, aux industriels et aux banquiers, une place aussi importante qu'à la vieille noblesse terrienne et militaire sur les rudes vertus civiques de laquelle les Hohenzollern avaient depuis un siècle édifié la grandeur de la Prusse. Dès le début de son règne, il forma le projet de faire de l'Allemagne la première puissance industrielle et commerciale du monde. On ne peut nier qu'il n'y eût réussi. Il suffit, pour le constater, de rapprocher les chiffres qui donnent la valeur du commerce extérieur de l'Allemagne et des autres pays dans les années qui ont précédé la guerre. De 1898 à 1913, l'Angleterre a vu son commerce d'exportation passer de 294 millions de livres sterling à 635 millions; les États-Unis, de 1210 millions de dollars à 2428 millions; la France, de 3510 millions de francs à

(1) *La Constitution de Weimar et le principe de la Démocratie allemande* par M. Edmond Vermeil. (Publication de la Faculté des Lettres de Strasbourg.)

6875 millions; l'Allemagne, de 3756 millions de marks à 10 080 millions. Ainsi, de 1898 à 1913, soit dans l'espace de quinze ans, les exportations ont augmenté de 168 pour 100 en Allemagne; de 115 pour 100 en Angleterre; de 100 pour 100 aux États-Unis; de 95 pour 100 en France.

Si maintenant, au lieu de mesurer l'accroissement absolu des exportations, nous le mesurons dans son rapport à la population, autrement dit par tête d'habitant, nous constatons, au cours de la période dont il s'agit, un accroissement de 117 pour 100 en Allemagne, 91 pour 100 en France, 87 pour 100 en Grande-Bretagne, 50 pour 100 aux États-Unis.

Dans les deux cas, l'Allemagne tenait donc la tête, et de beaucoup. A la veille de la guerre, elle était en train d'établir son hégémonie économique sur le monde entier.

Ces résultats étaient dus à des causes diverses. La plus efficace peut-être était un système politique où tout était combiné pour mettre les forces de l'État au service des efforts individuels sans jamais entraver ceux-ci. Ensuite, le tempérament d'aventuriers, que les Allemands apportent dans les affaires : il se trahit par le goût du profit rapide et du rendement immédiat. Un industriel allemand n'hésite jamais à sacrifier la constitution des réserves au développement de son entreprise. Enfin, ils ont profité des conditions naturelles. Avant la guerre, l'Allemagne était le pays d'Europe le plus riche en houille. Si sa production était moins abondante que celle de l'Angleterre (191 millions de tonnes, plus 87,5 millions de tonnes de lignite, contre 290 millions en Angleterre), ses réserves charbonnières étaient supérieures de plus du double aux réserves anglaises. Aujourd'hui encore, même privée du bassin de la Sarre et de la Haute-Silésie, elle reste aussi riche en charbon que tout le reste de l'Europe. Ajoutons que les Allemands avaient su tirer de cette richesse un excellent parti en comprenant avant tous les autres que la valeur de la houille est augmentée dans une énorme proportion par la distillation, qui permet d'en utiliser tous les produits, au lieu de les gaspiller en pure perte. Avant la guerre, l'Allemagne distillait de 50 à 55 millions de tonnes de houille, dont 10 millions étaient destinés à la production du gaz d'éclairage et 45 millions environ à la production de 32 millions de tonnes de coke métallurgique. Les sous-produits de la distillation, précieusement recueillis,

donnaient près de 500 000 tonnes de sulfate d'ammoniaque, 1 200 000 tonnes de goudron, etc. Ces goudrons, distillés et redistillés à leur tour, produisaient les benzols, les phénols et la multitude des sous-produits qui alimentaient les fabriques de matières colorantes, de produits pharmaceutiques, de parfums synthétiques, dont les Allemands inondaient le monde.

Ainsi favorisées par la nature, ses industries ont en outre bénéficié d'une concentration méthodique ; les Allemands en ont fait un grand usage, auquel les préparaient leur sens de l'organisation et leur esprit de discipline. La guerre a donné à ce mouvement une vive impulsion. Il répondait aux idées prêchées par les théoriciens de l'étatisme et de la contrainte économique, systèmes dont le groupement des entreprises facilite la réalisation. Walter Rathenau avait recommandé la *concentration* comme le plus sûr moyen d'accroître la production, problème essentiel pour l'Allemagne épuisée, telle qu'elle est sortie de la guerre. Impossible de laisser l'économie nationale dans son anarchie d'avant-guerre. Son organisation doit être le contrepoids nécessaire à la liberté que l'on rendra à l'industrie en l'affranchissant des entraves que la nécessité lui avait imposées. Rathenau revenait constamment sur ces théories, dont ses compatriotes se sont imprégnés, tout en les combattant, quand elles les gênaient.

La concentration peut se faire de deux manières; on les désigne par les épithètes « horizontale » et « verticale » qui répondent assez bien aux faits. La concentration horizontale réunit des industries similaires qui produisent le même article au même stade de fabrication. Elles ont intérêt à se grouper pour unifier les prix, régler et contrôler la production, rechercher les débouchés et se les répartir. Elles forment ce que les Allemands appellent des *kartels*, organes commerciaux ayant pour objet de défendre contre la concurrence étrangère les intérêts de la branche industrielle qui les a constitués. Leur rôle est analogue à celui des comptoirs en France.

Tout autre est celui des concentrations verticales, dans lesquelles un individu ou une société groupe sous une direction unique une série d'entreprises, depuis l'extraction de la matière première jusqu'à la fabrication du produit fini, en passant par tous les intermédiaires. C'est ainsi qu'un propriétaire de journaux achète non seulement les usines fabriquant la pâte à

papier, mais les forêts dont les arbres les alimenteront. La concentration ainsi comprise répond à l'idée de rendre la production plus économique, en diminuant à chaque échelon le prix de revient et en assurant une clientèle aux entreprises de transformations successives. Depuis la guerre, ces groupements ont pris une énorme extension ; certains ont été jusqu'à s'adjoindre les compagnies de chemins de fer ou maritimes qui peuvent utiliser les locomotives ou les navires construits sur les chantiers leur appartenant et transporter les marchandises que produisent les usines.

Ces concentrations verticales aboutissent ainsi aux *Konzerns*. Par ce mot d'allure bizarre, peut-être notre « consortium » germanisé, les Allemands entendent des combinaisons au centre desquelles se trouvent plusieurs sociétés, réunies ou plutôt juxtaposées par une simple « communauté d'intérêts, » sans qu'il y ait forcément une immixtion respective des unes dans les autres. Ce noyau central de sociétés dirige l'ensemble que forment les entreprises affiliées à chacune d'elles, chaque entreprise conservant en partie son autonomie. Il ne s'agit plus de développement en surface ou en profondeur, mais d'une ramification poussant des branches dans toutes les directions. Le Konzern n'absorbe pas les affaires qu'il groupe, mais il crée entre elles une solidarité financière. Il exerce sa direction au moyen des actions de préférence à voix plurales qui assurent à leurs possesseurs la prépondérance, tout en ne correspondant qu'à une faible fraction du capital de la société.

Il y a en Allemagne une douzaine de grands Konzerns de la métallurgie, connus sous le nom de leurs dirigeants, particuliers ou sociétés : Stinnes, Thyssen, Haniel, Phönix, Krupp, Rheinstahl, Stumm, Kloeckner, Mannesman, Hösch, etc.

Pour donner une idée de leur puissance, prenons celui dont on parle le plus, parce que son chef incarne en quelque sorte le type du grand industriel allemand, surtout depuis son intervention brutale à la Conférence de Spa en 1920. Tout le monde en France connaît Hugo Stinnes et sait comment il a étendu son influence dans tous les pays où il a trouvé des entreprises à acheter ou à créer. Il a pris pied en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Autriche ; il pousse son action sur les pays balkaniques et jusqu'aux Indes néerlandaises et dans l'Amérique du Sud. Jusqu'à présent, il l'avait limitée au fer, au

charbon et à leurs dérivés. Voici qu'on annonce la formation d'un nouveau groupement, qui va rattacher au bloc formidable déjà constitué d'autres entreprises produisant le pétrole et les huiles minérales.

C'est lui qui, dès la fin du siècle dernier, prit la direction du mouvement de concentration dans la métallurgie et, de concert avec Kirdorf, organisa en 1893 le syndicat houiller de la Ruhr qui devait acquérir tant d'importance. Puis il raccorda les mines de charbon aux aciéries et hauts-fourneaux : ce furent les mines-usines. Vers le même temps, 1898-1900, il créait la grande Société d'électricité rhéno-whestphalienne, qui distribuait la force et la lumière dans toute l'étendue du bassin de la Ruhr, reliait la rive droite à la rive gauche du Rhin et s'étendait dans presque tous les centres populeux de Dusseldorf et de Cologne (1).

La guerre profita naturellement à Hugo Stinnes comme à tous les industriels qui travaillaient pour la défense nationale. Après l'armistice, il reçut de l'État allemand des indemnités très importantes pour ses mines et usines sises en Lorraine, que l'État français avait mises sous séquestre et liquidées en vertu de l'article 297 du traité de paix. Il utilisa sur-le-champ ces capitaux à renforcer sa puissance industrielle en groupant sous sa direction de nouvelles entreprises, non seulement en Allemagne, mais en Autriche. Puis, au Konzern métallurgique ainsi formé, *Rhein-Elbe-Union*, il souda une entreprise électrique, l'*Electro-Konzern Siemens-Schuckert*, qui lui apportait non seulement l'appoint d'un grand consommateur de fer et d'acier, mais aussi son organisation de vente mondiale pour l'écoulement des produits métallurgiques. En 1922, ce groupement comprenait environ 250 000 ouvriers et employés. Quant au personnel occupé dans toutes les entreprises diverses rattachées au Konzern Hugo Stinnes, il est estimé à 600 000 personnes.

Ces entreprises comprennent cinq ports industriels sur le Rhin, la Ruhr et les canaux, 230 champs de mines de charbon et de lignite, 65 champs de minerai de fer, 36 hauts-fourneaux, 18 aciéries, 290 ateliers et usines de constructions, 285 usines produisant le courant électrique, 160 banques et maisons de

(1) Toute cette documentation est empruntée à la monographie de la formation verticale des Konzerns de l'industrie du fer, qu'a publiée le Haut-Commissariat de la République française dans les provinces du Rhin (1922).

commerce, 190 entreprises de transport, 120 entreprises diverses : exploitations de forêts, fabriques de cellulose et de papier; 70 journaux en Allemagne et en Autriche. Hugo Stinnes a compris que la presse est aujourd'hui le meilleur des instruments de puissance, parce qu'elle permet de diriger et de fabriquer l'opinion, qui règne en souveraine dans les sociétés démocratiques.

D'après les chiffres récemment publiés par l'attaché commercial britannique à Cologne, le groupe Stinnes contrôle une extraction de 18 millions de tonnes de charbon, une production de 4 millions et demi de tonnes d'acier. Assez loin derrière lui viennent le groupe Thyssen, avec 5 millions 1/4 de tonnes de charbon, 1 million 3/4 de tonnes de fonte, 1 million 1/4 de tonnes d'acier; le groupe Phœnix-Wolff, avec 7 millions 3/4 de tonnes de charbon, 1 million 1/4 de tonnes de coke, près de 2 millions de tonnes de fonte et autant d'acier; enfin le groupe Haniel, qui dispose de plus de 9 millions et demi de tonnes de charbon et près de 2 millions de tonnes de coke.

Un autre grand Konzern, celui de la Société générale d'électricité (A. E. G.), s'est formé sur d'autres bases. A la différence des entreprises de Stinnes, de Kirdorf, de Thyssen, qui se sont développées sur le charbon et le fer avec l'appui des grands syndicats charbonniers et métallurgiques rhénans, l'A. E. G. a grandi au cours de la période d'extension de l'industrie allemande; une technique commerciale très perfectionnée l'a aidée à surmonter toutes les concurrences à l'intérieur et à l'extérieur. Elle n'avait pas de monopole lui permettant de dicter les prix et n'a pas reçu de l'État les mêmes appuis que le groupe Stinnes, qui a tiré un parti si avantageux des indemnités touchées pour l'expropriation de ses mines et de ses usines lorraines. Les socialistes donnent volontiers ces raisons pour excuser l'indulgence avec laquelle ils ont suivi le développement de l'A. E. G., où ils veulent voir une œuvre démocratique utile au pays.

Son chef, Walter Rathenau, s'opposait d'ailleurs à Hugo Stinnes par tous les traits de son caractère et de son tempérament, qui portaient la double empreinte de son origine israélite et de sa formation allemande. Ce puissant esprit était passionné par la recherche de l'idéal au travers des réalités. Ses livres sur les questions sociales, la philosophie, la politique, l'économie,

ont rencontré en Allemagne un immense succès : il s'explique par la manière dont Rathenau répondait aux aspirations profondes de ses compatriotes, qui allient d'une façon si extraordinaire les rêveries romantiques à la poursuite des résultats matériels. Rathenau poussait ces rêveries jusqu'à l'utopie ; il parlait en prophète, convaincu de la grandeur de sa mission. A ses yeux, le perfectionnement moral de l'humanité passait avant l'amélioration de ses conditions matérielles. Cet idéalisme n'obscurcissait pas chez lui le sens pratique. Il fut le premier en Europe à dénoncer l'appauvrissement que la guerre allait entraîner pour le monde entier. Dès 1917, il signalait que la prospérité de l'Allemagne est toute factice : elle provient de l'État, qui est à l'origine de tout, achète tout, paie tout et règle tous les salaires. L'argent qui circule à flots ne correspond pas à un accroissement de la fortune nationale; tout repose sur des opérations fiduciaires; le bilan de la guerre se soldera par un déficit. Et quand il prévoyait ces difficultés, il ne doutait pas que son pays ne dût gagner la guerre.

Il concluait donc à l'obligation de créer des richesses réelles en augmentant autant que possible la production nationale, d'où la nécessité d'une organisation poussée à fond ; une grande part y sera faite à l'État et aux syndicats. La compétence de ceux-ci sera étendue à tout ce qui touche la conduite des affaires : achats, ventes, paiements, recherche des débouchés, fusion éventuelle des entreprises, division méthodique du travail entre les diverses usines en tenant compte des capacités de chacune, introduction de types uniformes pour les produits, suppression des types inutiles. L'État leur déléguera des droits souverains, en vue d'assurer l'unité de direction et d'exécution dans une même branche de l'industrie. En retour, il les surveillera de près et exigera d'eux des contributions pour les œuvres sociales. Walter Rathenau n'hésitait pas à recommander les moyens de contrôle les plus radicaux. Il s'attaquait aussi vivement aux dogmes de l'économie libérale qu'aux théories du marxisme.

Dans la pratique, il a étendu le contrôle de sa Société générale d'électricité sur une centaine de sociétés de toute sorte, embrassant non seulement les diverses branches de l'industrie électrique, mais aussi des entreprises métallurgiques et des compagnies de navigation. D'ailleurs, le Konzern de l'A.E.G. se relie au groupe Stinnes.

Tous ces groupements ont une tendance à s'unir les uns aux autres, poussés par la double nécessité de s'assurer des débouchés, de subvenir à leurs propres besoins et de mettre leurs forces en commun. Le temps des cartels et des syndicats est passé, écrit la *Gazette rhéno-westphalienne*, l'organe des industriels de la Ruhr, c'est celui des trusts qui commence. Ce revirement économique, ajoute le journal rhénan, n'a pas pour cause le désir d'hégémonie de certaines personnalités; il est dû à la destruction de capitaux provoquée par la guerre, aux pertes de substance imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles. La politique générale et la politique fiscale des Gouvernements d'après-guerre, opposées à la saine économie, ont accéléré le mouvement. Les industries diverses sont amenées à créer des organismes assez puissants pour réduire autant que possible les frais généraux de la production, et le moment approche où les grandes banques elles-mêmes seront touchées.

Ce n'est pas que le mouvement ne rencontre des oppositions. Tout récemment (mai 1923), dans une réunion tenue à Iéna, la Fédération des ouvriers de l'industrie métallurgique a dénoncé les Konzerns comme un danger public. Grâce à leur énorme fortune, dit-elle, ils exercent une grande influence politique secrète. Ils essaient de diriger la vie publique, détruisent à cet effet l'indépendance de la presse, des partis, de l'opinion; ils font dévier la politique du Gouvernement. Il appartient aux syndicats ouvriers de travailler avec l'aide de tous à une œuvre de salut public en contrôlant le pouvoir des Konzerns.

En dehors des ouvriers, certains Allemands voient dans le mouvement de concentration industrielle un autre péril : la disparition des petits industriels travaillant avec leur fortune personnelle et leur intelligence. Or, ils sont nécessaires pour constituer une classe moyenne vigoureuse et sauvegarder l'indépendance économique de l'Allemagne. En effet, plus les entreprises industrielles seront concentrées, plus leur passage en des mains étrangères sera facile. C'est la personnalité des industriels qui a été le facteur essentiel de la prospérité allemande, ce serait un désastre qu'ils devinssent aujourd'hui les employés asservis des groupements capitalistes.

Ces craintes n'empêchent pas les Allemands d'être fiers de leurs grands patrons de la Ruhr. La revue *das Neue Deutschland* (n° d'avril-mai) nous donne à ce sujet des indications bien

intéressantes. Elle nous les montre animés par l'activité créatrice, passionnés pour le travail, cherchant le bien général avant la gloire et le succès personnel, doués d'une immense puissance de combinaison. Leur sens pratique leur a fait comprendre la nécessité d'accroître la production et de rechercher en même temps les débouchés. Un grandiose optimisme les soutient dans leur tâche : ce sont eux qui, au lendemain de la catastrophe, ont les premiers repris courage; ils ont poussé à la concentration, parce qu'ils y ont vu le meilleur moyen de vaincre des difficultés qui paraissaient insurmontables.

Les Allemands surtout leur sont reconnaissants d'avoir défendu avec tant de vigueur et de succès la propriété, qui a subi en Allemagne des assauts aussi violents que dans les autres pays de l'Europe centrale et orientale. Lorsque les socialistes, dans l'ivresse de leur facile victoire de novembre 1918, voulurent profiter de ce qu'ils détenaient le pouvoir pour nationaliser ou socialiser les grandes industries, leurs projets nébuleux n'ont pas tenu devant les propositions d'un parfait réalisme que présenta un Hugo Stinnes (1). Aux constructions utopiques que les socialistes ou les bourgeois socialisants ont alors essayé d'édifier, il a répondu par un plan solidement charpenté qui vise simplement à améliorer les conditions présentes de la production. Non content de rejeter comme absurde le transfert à la collectivité des biens privés, il prétend au contraire développer la propriété individuelle en facilitant aux ouvriers l'achat des actions de sociétés. Ainsi discréditées dans l'opinion publique, les tentatives de socialisation ont été oubliées et l'autorité des grands industriels a grandi d'autant.

LES SYNDICATS PATRONAUX

Telle se présente dans ses grandes lignes la concentration, qui est un des facteurs principaux de leur puissance. Ils ont aussi comme moyen d'action les syndicats patronaux, qu'il faut distinguer eux-mêmes des groupements d'industriels ou de commerçants s'occupant des intérêts économiques généraux de l'industrie, du commerce ou d'une branche particulière. Les

(1) Voir à ce sujet l'excellente étude de M. Marcel Tardy : *Le problème de la socialisation en Allemagne* (1 vol. in-18, Marcel Rivière, 1921).

syndicats patronaux n'ont pas d'autre objet que de représenter les employeurs en face des employés pour le règlement des questions de travail et de salaires. Ils se sont développés parallèlement aux syndicats ouvriers. Si Walter Rathenau avait pu exécuter ses plans, ils auraient tenu une grande place dans l'État, tout en restant bien subordonnés à celui-ci. Comme conséquence logique de son système, Rathenau rendait obligatoire l'entrée des individus dans leur syndicat professionnel.

L'organisation des syndicats est à peu près la même que celle que nous avons en France. Jusqu'en 1913, ils se groupaient en deux organisations centrales, l'Office principal et l'Union des syndicats patronaux, le premier réunissant les syndicats industriels, et l'Union, les petits métiers et les corporations d'artisans.

En 1913, les deux fédérations patronales se fusionnèrent en une seule. Elle comprend aujourd'hui la presque totalité des employeurs de l'industrie. A la fin de 1921, elle embrassait 1965 groupements, dont 215 fédérations nationales, régionales ou locales et 1750 syndicats particuliers; le nombre des établissements affiliés était de 100000, occupant environ 8 millions d'ouvriers ou d'employés.

Les syndicats patronaux allemands sont groupés par professions et par régions. Il y a par exemple la Fédération générale des métallurgistes, la Fédération du bâtiment, le Syndicat patronal de l'industrie textile, etc. Ces Fédérations sont divisées en groupements par État, par district ou par localité. C'est ainsi que la Fédération générale des métallurgistes réunit les syndicats bavarois, le syndicat de Brandebourg, le syndicat de Berlin.

A côté des groupements professionnels, des organisations mixtes réunissent les syndicats ou les entreprises appartenant à des professions différentes d'un même territoire, État, district ou localité.

L'Union des syndicats patronaux a conclu un cartel avec d'autres syndicats de moindre importance. D'après M. Otto Leibrock (1), il n'y a que vingt-deux syndicats patronaux qui ne soient pas affiliés à l'Union.

Les dirigeants des syndicats allemands ont cherché le

(1) *La signification économique des Syndicats patronaux allemands*, par Otto Leibrock (1 vol. in-8, Otto Elsner, Berlin, 1922).

moyen de tenir leurs adhérents aussi étroitement que possible. A défaut de moyens juridiques que la loi ne leur donne pas, ils ont imaginé d'obliger chacun de leurs membres à remettre à la direction des valeurs ou une reconnaissance de dette sous la forme d'un billet sans date. La direction est autorisée à le dater et à le présenter pour remboursement, si l'adhérent manque à ses engagements. Dans le syndicat des imprimeurs-lithographes, chaque adhérent est tenu de déposer ainsi un ou plusieurs billets à vue pour une somme de 300 marks par ouvrier et de 150 marks par ouvrier auxiliaire, avec un minimum de 3 000 marks. Ce procédé est d'ailleurs sans valeur juridique pratique. Il n'y a que des considérations morales et le souci de sa réputation commerciale qui puissent amener un syndiqué à effectuer le remboursement qu'on lui réclame, s'il quitte le syndicat après avoir rempli toutes ses obligations.

Des amendes sont également prévues. Il existe aussi des tribunaux syndicaux d'arbitrage. En général, on ne peut quitter le syndicat qu'à la fin de l'année d'affaires et après un délai de préavis qui varie, suivant les statuts, d'un trimestre à deux ans.

Les syndicats disposent de sommes très importantes ; leur budget est alimenté par les cotisations annuelles de leurs membres, fixées le plus souvent d'après les salaires payés aux ouvriers, quelquefois d'après le nombre de ceux-ci.

Les syndicats patronaux entretiennent naturellement des relations étroites avec les associations formées entre industriels, commerçants et agriculteurs pour la défense de leurs intérêts économiques généraux. Depuis le 18 juin 1920, ils sont groupés avec ces associations dans la Commission centrale des syndicats des chefs d'entreprises. Elle n'est pas un syndicat, mais un simple organe de liaison, dans lequel les groupements affiliés conservent toute leur autonomie. Elle a pour objet la recherche des intérêts généraux communs à tout le patronat allemand, à la fois sur le terrain économique et sur le terrain social, et travaille en liaison étroite avec le groupe patronal du Conseil économique du Reich.

Ainsi organisés, les syndicats patronaux ne manquent pas une occasion d'affirmer leur force. Le journal *der Arbeitgeber*, organe de l'Union des syndicats patronaux allemands, a publié en juillet 1922 un article dans lequel nous trouvons des indications précises sur leurs tendances. Après avoir rappelé que

l'influence conquise par les ouvriers, à la suite de la révolution, avait amené les patrons à collaborer avec eux sous la forme des communautés de travail, il explique comment l'Union des syndicats patronaux s'appliqua pendant deux ans à transformer les conditions du travail en Allemagne, en remplaçant dans les contrats le principe individuel par le principe collectif.

En même temps, elle prit grand soin de se décentraliser, de manière que l'on ne pût pas dire que la force des syndicats patronaux résidait uniquement à Berlin : les organisations disséminées sur tout le territoire allemand doivent représenter aussi la puissance de l'ensemble. C'est en cela que l'Union se distingue de la Fédération d'empire de l'industrie allemande, la plus importante des organisations économiques proprement dites, dont la force et la puissance se trouvent obligatoirement à Berlin.

Enfin le docteur Taenzler, auteur de l'article en question, expose, se complaît à étaler, pourrait-on dire, les idées que les grands patrons allemands se font de leur rôle dans l'État affaibli tel qu'il est aujourd'hui. Avant la guerre, dit-il, il eût été fou de la part des syndicats de prétendre s'immiscer dans la conduite des affaires publiques; l'autorité était aux mains de l'Empereur et de ses fonctionnaires qualifiés, pour faire triompher contre toutes les résistances possibles, et même contre les décisions d'une majorité, leur volonté devenue volonté officielle. Mais la révolution a transformé de fond en comble l'ancien état de choses; l'État n'a plus ni puissance ni volonté de puissance ; les deux colonnes sur lesquelles reposaient cette puissance et cette volonté, l'armée et les fonctionnaires, sont brisées... « L'ancien État solide et fort est devenu un fantôme d'État, dépourvu de toute initiative, simple agent d'exécution des volontés exprimées par la majorité, un cadre purement extérieur destiné à grouper tout ce qui porte le nom de citoyen allemand, mais sans rien de profond et de solide. »

Qui doit se substituer à l'État défaillant? Pendant un certain temps, les ouvriers l'ont emporté grâce à leur nombre. Il appartient aux organisations patronales d'exercer à leur tour la puissance, non pas en opposant leur dictature à celle du prolétariat, mais en associant leur effort à celui des organisations ouvrières; les syndicats patronaux sont particulièrement aptes à cette tâche, parce qu'ils ont un idéal commun de la solidarité et de l'intérêt général. Et le Dr Taenzler de s'insurger contre

l'idée que les organisations patronales n'auraient pas le droit de s'occuper de politique. Au contraire, c'est pour elles un devoir de collaborer aux tâches de l'État. « L'œuvre la plus pressante qu'ont à accomplir les syndicats patronaux est donc de découvrir les chefs qui pourront donner cette collaboration et de les former de telle manière qu'ils en deviennent capables. C'est seulement lorsqu'ils les auront tirés de leur sein que la vie allemande pourra s'assainir et l'avenir allemand se réaliser. »

Peu après, le Gouvernement passait aux mains de M. Cuno, qui touchait de près aux milieux industriels en sa qualité de grand armateur. A la séance du Reichstag où il prononça la déclaration ministérielle, un socialiste lui lança cette apostrophe : « Conseil d'administration Stinnes ; M. le directeur général Cuno a la parole. » Ces mots expriment l'opinion courante en Allemagne au sujet de l'influence qu'exercent sur le Gouvernement les grands industriels, symbolisés dans la personne de leur représentant le plus fameux.

LES INDUSTRIELS, L'ÉTAT ET LES RÉPARATIONS

Ils ne s'en cachent pas et l'on a pu dire qu'ils parlaient au chancelier sur le même ton que les Électeurs à l'Empereur au temps du Saint-Empire romain. Toutes les fois que le Gouvernement a demandé leur aide pour relever les finances, fournir des gages pour l'emprunt international ou participer aux réparations en nature, ils ont prétendu lui dicter leurs conditions.

En septembre 1921, il s'est adressé aux industriels et aux banquiers pour obtenir les valeurs-or qui auraient permis d'arrêter la baisse du mark. Ils exigèrent en retour un allègement des impôts qui les frappaient, et une application moins rigoureuse des lois fiscales. Un peu plus tard, quand la Fédération des industriels allemands, réunie en congrès à Munich, accepta de mettre le crédit de l'industrie à la disposition de l'État pour l'aider à s'acquitter de ses obligations financières envers les Alliés, elle imposa, entre autres conditions, la remise des chemins de fer à une société privée.

Au printemps de 1922, le Gouvernement obtint à grand peine du Reichstag le vote du fameux compromis fiscal, auquel tous les partis politiques avaient souscrit, mais le parti populaire, organe des industriels, réclama encore de l'État l'abandon

des grands services publics, notamment des chemins de fer et des postes, l'industrie privée étant seule capable de les exploiter avec profit, tandis que l'État s'y ruinait. Les industriels recommandèrent aussi toutes les mesures capables d'accroître la puissance de production de l'Allemagne. A cet effet, il fallait supprimer toutes les contraintes économiques qui subsistaient encore et rendre au commerce et à l'industrie une entière liberté. Ils allaient jusqu'à prétendre interdire au Gouvernement de conclure aucun accord avec les Alliés sans avoir consulté les représentants des groupes économiques qualifiés. A quoi la *Gazette de Francfort* répondait que le Gouvernement avait toujours consulté le Conseil économique d'Empire ainsi que le Reichstag : le parti populaire voulait donc lui imposer la consultation du groupe Stinnes ?

Leurs prétentions ne changent pas. Le mémorandum que la Fédération de l'industrie allemande a présenté au Chancelier le 26 mai dernier formule ses conditions presque dans les mêmes termes : c'est toujours l'assainissement de l'économie publique par l'élimination du virus socialiste, l'abolition des contraintes commerciales, la suppression du gaspillage inhérent à la gestion de l'État.

Lorsqu'au mois de juillet 1922, il fut question de l'emprunt international, les industriels s'y sont opposés de toutes leurs forces. Ils l'ont combattu par leurs journaux et, fidèles à leur tactique, ont saisi l'occasion pour formuler des exigences que les Alliés ne pouvaient que rejeter comme inacceptables : évacuation non seulement de Duisbourg, Dusseldorf et Ruhrort, les seuls points que nous occupions alors sur la rive droite du Rhin, mais aussi de la rive gauche et du territoire de la Sarre, et levée de toutes les entraves que le traité de Versailles avait mises au commerce allemand. Ils ne veulent à aucun prix d'un emprunt de stabilisation, mais ils réclament un emprunt qui les ferait sortir du provisoire. « L'Allemagne ne peut travailler davantage que si elle a le sentiment que, par un travail intensif, elle peut modifier sa situation actuelle, » dit Hugo Stinnes dans un Congrès d'industriels tenu à Essen en juin 1922. Pour que l'État allemand devienne un débiteur honnête, il faut, dit-il encore, « que les bases économiques de l'Allemagne et de l'Europe soient modifiées, de sorte que la population ait de nouveau la joie et la volonté de travailler. » Et il revient toujours à la

conclusion : « Impossible à l'Allemagne de se relever tant que l'occupation pèse sur nous (1). »

Notons qu'en s'opposant ainsi à un emprunt qui aurait pu enrayer la chute du mark, les industriels allaient contre l'intérêt de la grande majorité de leurs concitoyens, que ruine la dépréciation sans-cesse croissante de la monnaie. Elle a exproprié les classes moyennes moins brutalement, mais presque aussi complètement que le bolchévisme l'a fait en Russie. Au contraire, elle est pour eux la source d'énormes profits. Elle a engendré en Allemagne une activité industrielle et commerciale, d'ailleurs momentanée, qui a permis à l'exportation de regagner en partie le terrain perdu pendant la guerre. Sur les marchés extérieurs, la concurrence est difficile contre les produits allemands; nous le constatons tous les jours; les Belges, les Anglais et les Américains aussi. Mais que le mark cesse de baisser et cette situation prendra fin, les prix intérieurs atteignant naturellement les prix mondiaux. Or, l'industrie allemande, qui s'est équipée pour l'exportation et a augmenté sa production dans des proportions insensées, écrit le *Vorwaerts*, se trouvera de ce fait menacée d'une faillite certaine.

En attendant, non seulement elle augmente ses gains immédiats, mais elle rembourse ses dettes et libère ses hypothèques en dépouillant ses créanciers qu'elle paie en une monnaie tombée au dix-millième de sa valeur. Elle se trouvera donc, une fois passée la crise, capable de reprendre la lutte dans des conditions meilleures que jamais, d'autant plus qu'elle a immobilisé une partie de ses gains dans le développement de son outillage. Comment les industriels ne tiendraient-ils pas à conserver un état de choses si avantageux? Aussi le Gouvernement les a-t-il trouvés contre lui toutes les fois qu'il a eu la velléité de prendre quelques mesures pour assainir une situation financière qui mène le pays au désastre.

C'est ici que nous touchons du doigt la faiblesse ou la complicité de ce Gouvernement. Elle s'affirme déjà par ses complaisances à l'égard des industriels en matière d'impôts. Ils en paient seulement 10 p. 100, le reste, 90 p. 100, restant à la charge des petits contribuables sous la forme de retenue sur les salaires et d'impôts de consommation. Mais pourquoi

(1) Cité par M. Max Hoschiller, dans son enquête pour la *Société d'Études et d'Informations économiques* (juillet 1922), éditée depuis chez Alcan.

leur demander toujours leur garantie? Celle-ci ne devrait-elle pas jouer d'elle-même? Le budget de l'État devrait être alimenté normalement par les contributions de tous les citoyens, les industriels comme les autres et plus que les autres, puisque leurs ressources sont plus importantes. Ces négociations, perpétuellement renouvelées, sont un aveu de carence de la part de l'État allemand, obligé de compter avec les groupements économiques. Ses échecs répétés montrent que ces groupements sont aussi puissants que lui et constituent un État dans l'État.

LES SYNDICATS OUVRIERS

La seule force qui, pour le moment, soit capable de s'y opposer, ce sont les syndicats ouvriers. Nous avons vu tout à l'heure que lorsqu'en 1921 la Fédération des industries allemandes offrit au Gouvernement de former une association de crédit qui aurait engagé ses capitaux et ses propriétés pour garantir un emprunt étranger, elle y avait mis, entre autres conditions, que l'État se dessaisirait des chemins de fer au profit d'une société privée. Les deux Fédérations socialistes réunies ont riposté sur-le-champ à ce projet audacieux en adressant au Gouvernement un programme de revendications qu'elles lui enjoignaient d'accepter. Il répondait à deux idées principales : d'abord la perception rigoureuse et accélérée des impôts existants, en particulier de l'impôt sur le revenu, sans qu'aucun délai soit laissé aux contribuables, tout retard ayant pour effet de diminuer leurs versements, effectués en une monnaie de plus en plus dépréciée; ensuite, l'extension des attributions de l'État. Il participerait à la propriété des valeurs réelles au moyen d'hypothèques prises sur les biens immobiliers et fonciers; quant aux sociétés par actions, elles lui remettraient 25 p. 100 de leur capital-actions. Les mines de charbon seraient socialisées. L'État saisirait les *devises* provenant du commerce d'exportation; il limiterait les importations au strict nécessaire, contrôlerait les monopoles privés.

Les syndicats ouvriers ont manifesté de nouveau et aussi vigoureusement contre le mémorandum que la Fédération des industries a adressé au Chancelier le 26 mai dernier. Ils lui opposent encore des contre-propositions de réformes fiscales et refusent formellement de supporter seuls la charge des répara-

tions par la suppression de la journée de huit heures et un nouvel abaissement de leur niveau de vie. Ils se disent d'accord avec les industriels sur la nécessité de porter au plus haut point la capacité de rendement des exploitations d'État, mais regardent comme impossible le passage de ces exploitations à l'industrie privée. Ils sont assez puissants pour parler ainsi. Les Allemands se glorifient de posséder les plus grandes organisations ouvrières du monde, et de compter à eux seuls environ le quart des 48 millions de travailleurs syndiqués qui sont répartis dans trente pays.

La grande majorité des syndicats allemands est groupé en deux Fédérations, la Fédération générale des syndicats allemandes (A D G B), et la Fédération générale des employés libres (A F A). Elles groupent ensemble près de 9 millions de travailleurs répartis en 64 associations. Les rapports des deux groupements entre eux sont réglés par un pacte qui garantit l'indépendance de chacun d'eux, mais les oblige à collaborer, dès qu'une question d'ordre syndical, social ou économique, touche aux intérêts des ouvriers ou employés. Ils sont l'un et l'autre affiliés à la Ligue internationale des Syndicats d'Amsterdam.

En dehors de ces grandes organisations socialistes, il existe des syndicats indépendants qui comprennent un peu plus de 3 millions d'adhérents. Les plus importants sont les syndicats Hirsch-Dunker, les syndicats chrétiens, les Unions ouvrières (communistes), les Associations nationales des ouvriers et employés (monarchistes).

A côté des deux Fédérations socialistes, il s'en est formé une troisième comprenant les fonctionnaires du Reich, des États et des Communes : la Fédération allemande des employés. Jusqu'ici, elle n'a pas accepté les principes des syndicats libres, mais elle sympathise avec l'A D G B et l'A F A. Les trois organisations ont une tendance à se réunir en une seule, selon le vœu de Legien, qui espérait fonder « l'Union des trois piliers. » Ce jour-là, il n'y aura plus qu'un front unique de travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne.

Ces associations ont des budgets énormes. En 1920, alors que le mark était encore une monnaie dans laquelle on pouvait compter, les recettes de l'A D G B ont dépassé 747 millions. Quant aux dépenses, les frais engagés pour l'instruction de la

classe ouvrière et la propagande atteignent plus du double des subventions accordées aux grévistes et aux victimes des lock out.

De même qu'en France, la Fédération la plus importante est celle des ouvriers métallurgistes ; elle groupe aujourd'hui 517 organisations, comptant plus d'un million et demi de membres; elle emploie 1369 fonctionnaires rétribués et a eu en 1920 un fonds de roulement de 227 millions de marks. La propagande lui a coûté plus de 2 millions et demi, ses propres journaux plus de 9 millions. Le plus important de ceux-ci est un organe technique récemment créé pour renseigner les délégués ouvriers aux Conseils d'entreprises et les représentants ouvriers au Conseil économique de la sidérurgie sur les conditions générales de la production métallurgique, non seulement en Allemagne, mais dans le monde entier. Il tire à 55 000.

A côté des syndicats libres, les syndicats ouvriers chrétiens ont un caractère particulier. Ils se rattachent aux associations catholiques d'hommes, d'ouvriers, de jeunes gens qui se fondèrent en Westphalie dans le milieu du siècle dernier. A partir de 1894, ces associations professionnelles se transformèrent en syndicats ayant pour objet principal la défense des intérêts ouvriers (1). Ils tinrent à Mayence, en 1899, leur premier congrès, et y affirmèrent la règle d'après laquelle ils doivent, même dans les luttes pour la défense de leurs intérêts, garder une attitude conforme aux principes chrétiens et aux intérêts économiques nationaux et montrer un esprit de conciliation. Cette doctrine s'est maintenue, en théorie du moins, jusqu'à nos jours; le Congrès d'Essen (novembre 1920) l'a encore affirmée : la conception du devoir chrétien doit animer les syndicats ouvriers; elle repose sur celle du droit social chrétien qui place le bien de la collectivité au-dessus des désirs de l'individu. Les Allemands ne manquent pas d'opposer au droit romain cette conception traditionnelle allemande du droit : en effet, elle combat la tendance des princes au pouvoir absolu, que le droit romain favorise au contraire. Les syndicats chrétiens se glorifient d'avoir remis cette tradition en honneur. C'est le propre ministre du Travail du Reich, le docteur Brauns, qui a soutenu cette thèse au Congrès d'Essen ; il est prêtre catholique. Le ministre des Postes du cabinet Wirth, Jean

(1) Sur les origines et l'évolution de ce mouvement voir le livre de Maurice Kellersohn : *Le Syndicalisme chrétien en Allemagne* (Bloud, 1912).

Giesberts, était aussi un membre de syndicat chrétien. Adam Stegerwald, qui était l'année dernière président du Conseil de Prusse, est le président de la Fédération des syndicats chrétiens. En Bavière, le président de la Diète, Kœnigsbauer, et le ministre de la Prévoyance sociale, Oswald, sont tous les deux d'anciens secrétaires de syndicats ouvriers catholiques.

Il n'est pas étonnant que les catholiques ainsi représentés dans les divers Gouvernements de l'Allemagne aient exercé leur influence. Dans l'article qu'il a donné à l'*Action populaire* sur l'organisation sociale des catholiques allemands, le R. P. Nopel note que l'influence des principes chrétiens s'est fait tout particulièrement sentir dans la rédaction du chapitre de la Constitution allemande touchant la vie économique. Bien que, par endroits, la social-démocratie ait malheureusement réussi à lui imposer sa marque, le chapitre dans son entier est « comme soulevé par un esprit de solidarité chrétienne. »

Cet esprit a inspiré la loi sur les Conseils d'entreprise dont nous avons parlé ici dans un précédent article (1). Le Congrès d'Essen a estimé qu'elle représentait une conquête sociale de premier ordre, mais que les ouvriers ne devaient pas chercher à l'utiliser pour s'emparer des fabriques et exercer une influence directe sur la législation. La loi doit seulement fournir aux travailleurs les moyens d'établir d'une manière équitable leurs relations avec l'entreprise dans laquelle ils sont employés.

Le ministre Stegerwald, dans son discours programme, a déclaré que l'ouvrier devait participer à la fois à la propriété et au rendement de l'entreprise où il était employé. Il n'a d'ailleurs pas dit comment il concevait cette participation. Il a condamné comme une utopie et une folie le programme de socialisation d'après lequel la propriété des moyens de production serait entièrement cédée à la collectivité. Le seul système pratique pour faire participer les employés et les ouvriers aux bénéfices de l'entreprise est celui des petites actions par le moyen desquelles ils pourront acquérir une partie du capital.

D'une manière générale, la politique sociale des syndicats chrétiens est fondée sur l'idée de la communauté de travail, c'est-à-dire de la solidarité des professions et des classes et de la

(1) *Revue* du 15 février 1923.

collaboration entre patrons et ouvriers. Ces communautés de travail sont des organismes paritaires où les syndicats ouvriers se rencontrent avec les syndicats patronaux de la même industrie. Ce ne sont pas des syndicats mixtes, car chacune des deux parties y conserve son autonomie. Elles ont été créées par les accords du 11 novembre 1918, à la suite de négociations que conduisirent Hugo Stinnes du côté des syndicats patronaux et le vieux Karl Legien du côté des syndicats ouvriers, sous la présidence du sous-secrétaire d'État Koth. Les accords furent publiés par les commissaires du peuple dans le *Journal officiel de l'Empire* du 18 novembre. Ce fut donc un des premiers actes de la révolution.

Chacun des deux partis veut s'attribuer le mérite du rapprochement entre les unions d'employeurs et celles d'employés, dans l'intérêt de l'industrie. Les industriels ne font pas difficulté de reconnaître que, pour arriver à l'idée de cette entente, ils avaient plus de chemin à faire que les ouvriers. Pour ceux-ci, le mouvement nouveau n'était que la continuation de leur ancienne politique du tarif syndical et du contrat collectif, politique à laquelle les patrons étaient restés peu favorables, tant qu'ils s'étaient sentis assez forts pour y résister. La base essentielle de la convention, c'est la reconnaissance des syndicats ouvriers comme représentants qualifiés de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, patrons et salariés reprochent également aux communautés de travail d'avoir fait faillite. Les industriels préfèrent avoir affaire à leurs Conseils d'entreprise, plus dociles que les représentants des ouvriers de toute la corporation professionnelle. Ils tendent à regarder chaque exploitation comme une unité autonome pour le règlement des conditions de salaire : ils échappent ainsi aux exigences des syndicats. Quant aux syndicats ouvriers, ils accusent la politique des communautés de travail d'avoir fortifié le patronat et ligoté les syndicats en éteignant l'idée de la lutte de classes, sans laquelle les masses ouvrières n'arriveront jamais, pensent-ils, à réaliser leurs ambitions. Des conseils paritaires il ne sortira que des compromis ; mieux vaudraient des chambres purement ouvrières, qui conservent leur pleine liberté d'action.

Les syndicats ouvriers allemands autres que les syndicats chrétiens maintiennent donc le principe de la lutte de classes.

Pourtant, jusqu'à présent, ils ont assez bien résisté aux communistes. Ils leur reprochent d'envenimer gratuitement les rapports entre ouvriers et patrons, et de susciter des « grèves sauvages » qui, fomentées en dehors des chefs des syndicats ou malgré eux, leur causent de graves soucis. Ils tiennent, en effet, par-dessus tout, à la stricte application de la discipline syndicale, et ont réglementé avec minutie la procédure à suivre pour décréter une grève et pour la pratiquer.

De même que les syndicats patronaux, les syndicats ouvriers tendent à s'écarter de leurs attributions premières, la défense des intérêts professionnels, pour s'immiscer dans la politique. Avant la guerre, ils s'occupaient seulement des questions ouvrières, et abandonnaient au parti social-démocrate toutes les interventions touchant la politique. Aujourd'hui, leurs grandes fédérations sentent qu'elles représentent avec une autorité incontestée le prolétariat allemand, et ne peuvent plus se contenter d'une place secondaire au-dessous des partis politiques divisés. Le Congrès qui s'est tenu à Leipzig au mois de juin 1922 leur a donné l'occasion d'affirmer cette tendance. Tout comme les syndicats patronaux, les syndicats ouvriers sortent de leur cadre normal pour empiéter sur les droits de l'État. Suivant le mot du socialiste indépendant Richard Seidel, ils voudraient se constituer en des corps sociaux autonomes qui se dressent à côté de l'État et de ses institutions juridiques et politiques comme une puissance indépendante, n'obéissant qu'à ses propres lois. « Ils se présentent comme un facteur de puissance sociale reconnu, jouissant des mêmes droits que les autres facteurs de puissance qui entrent dans l'organisation sociale de l'État : gouvernement, parlement, justice, administration, et leur décision pèse sur la formation de la loi et du droit. » Conséquence naturelle de l'affaiblissement de l'État et aussi de la manière dont la Révolution de novembre, puis la Constitution, ont reconnu et consacré l'autonomie des syndicats.

L'INFLUENCE DE LA CONSTITUTION DE WEIMAR

Les tendances que nous constatons ainsi chez les divers groupements sociaux et économiques ne se seraient pas manifestées avec tant de vigueur depuis la guerre, si elles n'avaient pas été encouragées et aidées par la constitution de Weimar. Nous avons

vu comment les syndicats chrétiens se vantaient de l'avoir imprégnée de l'esprit le plus démocratique. Qu'elle soit allée du premier coup plus loin qu'aucune autre dans cette voie, c'est incontestable, mais son caractère le plus singulier est la part qu'elle fait aux groupements professionnels. Il y a là quelque chose de nouveau; jamais encore aucune constitution n'avait consacré un titre spécial à la vie économique. En décidant la création des Conseils économiques, depuis le Conseil d'entreprise jusqu'au Conseil d'Empire, elle ouvrait la porte toute grande à l'intervention des groupements professionnels dans la politique. Hâtons-nous d'ajouter qu'elle n'a fait en quelque sorte que sanctionner une institution qui était née sous la poussée des faits. Au cours de la guerre, ces communautés de travail entre patrons et ouvriers, dont nous avons parlé, s'étaient formées dans les industries diverses; au-dessus d'elles il y avait une communauté centrale composée de patrons et d'ouvriers en nombre égal. Ses dirigeants, réunis aux représentants de l'agriculture, du commerce et des consommateurs, coopératives de consommation et communes, formèrent auprès du ministre du Commerce et de l'Industrie un Conseil économique. Un des arguments donnés en faveur de l'inscription du principe dans la Constitution fut même qu'il valait mieux régulariser une situation de fait, puisque de tout temps les groupements économiques étaient intervenus dans la conduite des affaires en manœuvrant d'une manière plus ou moins occulte les partis politiques au Reichstag.

Le Conseil économique d'Empire, tel qu'il a été institué en 1920 sous une forme provisoire, a un rôle purement consultatif: la Constitution le subordonne formellement au Reichstag et au Reichsrat; il a pour mission d'examiner, avant que le Gouvernement ne les présente au Parlement, les projets de loi ayant un caractère économique et social. Il doit aussi, toutes les fois qu'il le juge à propos, prendre l'initiative de propositions analogues. On sait que le Gouvernement l'a consulté sur tous les projets touchant les réparations.

Dès le début, l'antagonisme s'est affirmé entre le Conseil et le Reichstag, attisé par certains publicistes qui ont voulu établir la supériorité du Conseil économique, seul capable, disaient-ils, dans les circonstances présentes, d'arracher l'Allemagne aux difficultés en face desquelles les partis politiques avaient montré

une incompétence absolue. A quoi la *Gazette de Francfort* avait beau jeu de répondre que la compétence ne suffit pas pour exercer le pouvoir. Le ministre doit être autre chose qu'un spécialiste; il doit s'affirmer comme un conducteur d'hommes et avoir des capacités politiques. D'autre part, en matière économique, l'homme compétent est souvent l'homme intéressé. N'utilisera-t-il pas pour s'enrichir les fonctions qu'il occupe et les informations dont il bénéficiera à ce titre?

En sens inverse, il existe un mouvement puissant pour développer la représentation professionnelle et le rôle des Conseils économiques, jusqu'au jour où ils remplaceront entièrement la représentation politique des partis et le Reichstag. Tel est du moins l'espoir que formule le journal des syndicats chrétiens, *der Deutsche*, fondé par Stegerwald.

Les grands industriels en sont fermement convaincus. Voici ce que disait l'un deux à M. Max Hoschiller, lors de son enquête en Allemagne : « Voyez nos partis politiques, ce sont des cadavres, car ils ont tous pris naissance dans l'Allemagne d'avant-guerre et ne correspondent plus aux réalités. N'est-ce pas lamentable que l'Assemblée de Weimar qui nous a dotés d'une Constitution, n'ait été formée que d'anciens partis de l'ancien Reichstag?... Les partis politiques redoutent l'avènement d'une ère nouvelle qui sonnerait leur glas. Les organisations l'emporteront cependant un jour, tôt ou tard, car elles ont une valeur intrinsèque incontestable. »

Cette idée est soutenue par tous les adversaires que rencontre en Allemagne le parlementarisme occidental. On sait comment Oswald Spengler a entrepris de démontrer qu'il était en contradiction absolue avec l'esprit allemand, et en particulier avec le socialisme allemand (1). Dans un article du 12 avril dernier, la *Täglische Rundschau* envisage la possibilité d'augmenter les pouvoirs du Conseil économique. Ou bien on tracerait une démarcation entre la compétence de l'Assemblée politique et la sienne, et on lui réserverait la discussion et le vote de certaines lois; ou bien on lui donnerait le droit de *veto* sur le Reichstag. Le journal populiste recommande la première solution. « Il s'agit, écrit-il, de décharger le Reichstag de sa tâche économique, de libérer l'économie de l'influence poli-

(1) Dans sa brochure *Prussianisme et Socialisme* (in-8, Oskar Beck, Munich, 1921).

tique, des incompétences, et de rendre possible une répartition plus naturelle du pouvoir législatif. Les partis politiques seraient délivrés de l'influence que les groupements professionnels exercent de plus en plus sur eux, et c'est à ceux-ci que serait confiée la législation économique. » C'est à peu près ce que disait déjà Stresemann au Reichstag, le 30 juin 1920, le jour même où le Conseil économique provisoire se réunit pour la première fois. .

Au Congrès patronal que les industriels ont tenu à Cologne les 7 et 8 mars 1922, il prit au contraire la défense de l'Assemblée politique contre ceux qui l'attaquaient et demanda seulement qu'une place plus grande y fût faite aux représentants de la vie économique. Un autre membre du Congrès ayant dit que le pouvoir devait appartenir aux Parlements économiques, il mit l'Assemblée en garde contre les exagérations auxquelles pourrait conduire cette thèse.

« Ne jetez pas l'instrument parlementaire dont vous disposez avant d'en avoir un autre, déclara-t-il : vous ne savez pas si ce nouvel instrument sera le Conseil économique d'Empire ou un organe différent. Servez-vous donc de ce que vous avez, en vous efforçant seulement de faire entrer, dans une mesure plus large que jusqu'à présent, des représentants de la vie économique dans le Parlement politique. C'est la politique qui dirige les destinées d'un peuple, et non l'économie comme l'a prétendu Rathenau, mais ce qui est vrai, c'est que jamais l'économie n'a influé sur la politique avec autant de force qu'aujourd'hui. »

LES DEUX PARTIS AUX PRISES

En résumé, nous voyons s'affronter les seules forces qui subsistent dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les industriels et le prolétariat, groupés respectivement dans leurs associations professionnelles. Leur rivalité ne les empêche pas de tenir tête à un État trop faible pour leur imposer sa loi. Les patrons lui reprochent d'être devenu la proie des socialistes : ceux-ci ont saisi l'occasion d'appliquer leur doctrine et ont réussi en partie, puisqu'ils ont obtenu que l'État entretînt à ses frais les éléments les plus nombreux de la population en maintenant à des prix dérisoires certaines denrées alimentaires. Ils ont ainsi

avancé la ruine des finances publiques. Pourquoi ne pas dire aussi que leurs exagérations fiscales, leurs campagnes contre la fortune, leurs menaces de prélèvement sur tous les biens ont poussé les capitalistes à exporter leurs capitaux pour les mettre à l'abri ? C'est le résultat forcé de tous les impôts progressifs.

Non moins justement, le prolétariat accuse l'État d'avoir en faveur des industriels des complaisances inexcusables, qui leur ont permis d'échapper presque totalement aux charges fiscales et de réaliser d'énormes fortunes au détriment de la majorité de leurs concitoyens.

Les uns comme les autres n'ont jamais répondu de bonne grâce aux demandes du Gouvernement; ils lui ont toujours posé des conditions, les patrons avec brutalité, les syndicats ouvriers plus habilement dans la forme. Mais, à la différence des industriels, qui ont renforcé la puissance allemande en accroissant la production nationale, les socialistes se sont bornés à une attitude négative, critiquant à la fois le Gouvernement et le patronat. Ils n'ont pas qualité pour rappeler celui-ci au respect de l'État, ayant tout fait eux-mêmes pour l'ébranler. Quant aux devoirs civiques, ils entendent bien n'en prendre que ce qui leur convient, et leur geste est hypocrisie quand ils partent en guerre contre « les seigneurs de l'économie privée, » soi-disant pour défendre l'intérêt général. Ils les poursuivent plutôt comme les adversaires déterminés et jusque-là victorieux du socialisme et de ses utopies. Ils ont en eux-mêmes trop de ferments de dissolution pour que nous puissions compter sur leur parti pour soutenir en Allemagne un Gouvernement fort, condition nécessaire pour ramener dans ce pays l'ordre sans lequel il sera toujours incapable d'exécuter les réparations. Mais nous ne pouvons pas compter davantage sur la bonne volonté des industriels, lesquels, depuis quatre ans, ont tout fait pour empêcher le Gouvernement de nous payer. Pénible alternative, qui ne nous laisse pour le moment d'autre ressource que la politique des gages et un contrôle étroit sur les finances allemandes.

ANTOINE DE TARLÉ.

LA MIRLITANTOUILLE

ÉPISODES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE

(1794-1800)

II

DUVIQUET

II[1]

En veine d'examen de conscience, Talleyrand écrivait un jour : « On ne saura jamais jusqu'où les hommes peuvent s'égarer aux époques de décomposition sociale; bien des chutes alors deviennent excusables; bien des événements sont compréhensibles! » Cette maxime, qui est un aveu, devrait servir d'épigraphe à beaucoup d'épisodes de notre histoire et de précepte à ceux qui l'écrivent. Ce serait une grande erreur de juger les contemporains de la Révolution d'après nos sentiments et nos idées d'aujourd'hui et d'évaluer leurs ardeurs et leurs entraînements à la mesure de notre expérience et de notre modération. Nous sommes depuis longtemps dégrisés; eux vivaient dans un état d'ivresse endémique. Quand Legris-Duval introduisit sous son toit Pierre Duviquet et présenta aux siens cet officier déserteur, aucun des hôtes de Bosseny n'estima désobligeante cette intrusion, et le nouveau venu fut accueilli comme un parfait modèle de loyauté et d'honneur militaire. Les dames lui choisirent un surnom et lui décernèrent celui de *Constant* qui, en un temps où tout n'eût pas été à l'envers, aurait pu paraître ironique, appliqué à ce lieutenant de la République devenu

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1923, 1er janvier et 1er février 1924.

chouan de son plein gré. D'ailleurs, il avait bonnes façons: vingt-huit ans, une belle taille, des cheveux châtains et des yeux bleus, le nez long, la figure pleine. Il plut dès le premier jour à la société de Bosseny par son ton de galanterie délicate et sa martiale désinvolture. Legris-Duval le nomma son major de division et le lieutenant Duviquet eut la politesse de considérer cette promotion comme un avancement.

La Chouannerie était en paix avec la République, il n'est pas inutile de le rappeler; mais les chefs royalistes n'avaient point pour cela renoncé à leurs grades. Legris-Duval, depuis sa soumission, continuait à se considérer comme le successeur de Boishardy au commandement de la division des Côtes-du-Nord; même il conservait une petite troupe, composée de quelques hommes employés à ses communications avec les autres chefs de la Bretagne ou à la surveillance du territoire de son commandement. Rien de belliqueux; point de campement, ni de démonstrations militaires; un simple contact permanent avec les municipalités « bien pensantes » de la région qui le renseignaient sur l'esprit des fonctionnaires, les acquéreurs des biens nationaux et la sécurité des lignes de correspondance. Ne faut-il pas, d'ailleurs, s'entourer de quelques défenseurs au cas où les Bleus tenteraient un mauvais coup? Et puis, peut-on abandonner de braves gens, restes des bandes de Boishardy? Ils ont pris goût à la vie libre; si on ne les hébergeait, que deviendraient-ils? Peut-être aussi a-t-on peur d'eux et juge-t-on prudent de ne pas les congédier. Et encore il y a les errants qui viennent s'offrir : Mme Le Frotter, à Pontivy, ne cesse de faire des enrôlements; il faut bien accepter les hommes qu'elle recrute : en décembre 1796, elle envoie à Legris-Duval quatorze recrues bien armées : pauvres hères évadés du bagne de Brest ou des prisons de Vannes; depuis des mois ils rôdent, affamés, de forêts en forêts : vrais loups qu'il vaut mieux tenir à l'attache... Et tel est le contingent de la bande que va commander Duviquet, dit *Constant*. Il aura pour lieutenants Carfort, Dutertre et Poilvey, trois anciens de Boishardy; Mairesse, le Flamand, restera l'agent de confiance, tantôt domestique, tantôt commissionnaire, espion à l'occasion. Une vingtaine d'hommes, plus ou moins, formeront le gros de la troupe; ils ne sont pas casernés, mais répartis dans les hameaux et les métairies de Bosseny, au moulin des Loges, à

la Ville-Hermel, à La Seille, à Mégrin, au Mautray, à Damehay : cette dernière ferme est au flanc d'un piton d'où l'on domine au loin le pays et qu'on nomme encore aujourd'hui *la Guette* en souvenir du poste d'observation qu'y avait établi Legris-Duval.

Mairesse a laissé une relation, de rédaction très confuse, mais qui ouvre un aperçu saisissant et probablement unique sur l'existence à la fois oisive et mouvementée de ces aventuriers qu'étaient les Chouans de la décadence. Ils sont loin les pieux paysans des Cathelineau et des La Rochejaquelein, qui marchaient à l'ennemi en chantant des cantiques, et disaient le chapelet, le soir, au bivouac! Mairesse ne sait point de cantiques : il erre par la campagne, « n'aimant pas rester longtemps dans le même canton, » allant de Kérigant chez Augé, à Pressala, ou chez Lahaye-Durand, ou chez Carfort, à Plémy, soutirant ici ou là de la toile « pour se faire des guêtres, » ou bien une paire de souliers, — une veste neuve, — un pourboire. Son camarade, *Plus-joli*, l'avertit « quand M. Legris a besoin d'hommes ; » alors il rallie Bosseny où il est toujours bien reçu. Mme Legris, Duviquet, l'émigré Lamour-Lanjegu et *Pierrot*, lui font accueil et le traitent « en vieille connaissance. » *Pierrot*, c'est Saint-Régent qui, depuis que la paix est faite, s'ennuie dans « sa loge » de la forêt de La Nouée et vient se dégourdir chez ses aimables voisins.

Mairesse est logé au château et partage la chambre de Duviquet. Un matin, il est dans la forêt, avec Legris, « occupé à faire charger des planches, » quand un paysan accourt : — les Bleus sont à Bosseny! Duviquet, prévenu, vient se réfugier dans le bois; en se sauvant du château il s'est trouvé nez à nez avec l'officier qui commande le détachement républicain, un ancien camarade qui, par bonheur, ne l'a pas reconnu. On s'enfonce au plus épais du fourré; on écoute : « Ils ne tirent pas, dit Legris, ils n'auront trouvé personne. » C'est que Bosseny est bien machiné : il y a des souterrains qui mènent loin dans la campagne; Legris a fait établir par un menuisier de Moncontour un escalier qui descend au jardin et percer une porte dans le mur de clôture : en trois sauts on est dans le taillis. Tout de même, les Bleus partis, on décide, par crainte d'une alerte de nuit, qu'on ne couchera plus au château : Duviquet et Mairesse iront dormir chez une veuve habitant « une petite maison sur la chaussée de l'étang; » c'est là aussi que logeront

Saint-Régent et Lamour-Lanjegu, quand ils seront à Bosseny.

Entre temps, on n'oublie pas « les affaires; » mais, sur ce point, Mairesse est sobre de détails. « Lever de l'argent chez des receveurs, » note-t-il laconiquement : c'est dire qu'on est allé piller la caisse des percepteurs de contributions. Pour ces coups de main, on est en force et bien armé ; Mairesse, avisé la veille, va, de nuit, chercher son fusil, caché dans un champ. Le rassemblement a lieu à Bel-Air, point culminant du Mené; la lande, longue de plus d'une lieue, qui s'étend de cette hauteur jusqu'à la Mirlitantouille, est, de tout le pays, l'endroit le plus propice à la préparation des expéditions délicates; les surprises y sont impossibles et les dispersions aisées : un homme couché dans les ajoncs est invisible à cinq pas. Quant au cabaret de la Mirlitantouille, rien de plus innocent que l'aspect de ces deux masures posées de chaque côté du grand chemin. La fille Plé, qui y vend à boire, n'est pas du tout suspecte de complicité avec les chouans : elle vit avec son père qui paraît être l'homme le plus indifférent aux querelles politiques. Jamais un incident n'éveilla sur son humble auberge les méfiances administratives; pas une patrouille de gendarmes, pas un détachement de bleus, en marche de Loudéac à Saint-Brieuc, qui ne s'arrête là pour « rafraîchir ; » portes toujours ouvertes, toujours accueil empressé; rien de louche, rien de mystérieux. Il est rare cependant qu'un émigré nomade, un chouan de marque, ne soit pas réfugié là dans quelque cache, attendant la nuit pour se remettre en route ; c'est un point de transit de la correspondance royaliste entre les régions de Rennes, de Vannes, d'Uzel, de Merdrignac : les courriers y déposent leurs dépêches. Qui s'étonnerait de voir entrer en cette guinguette isolée, pour souffler et casser la croûte, un bûcheron, un sabotier, un mendiant, fatigués de la traversée de la lande? Ils sont sûrs d'y trouver, outre de bons avis sur les mouvements des troupes, des armes, des munitions, des déguisements au besoin. On croirait même que, pour ne pas attirer sur ce précieux abri les curiosités indiscrètes, les chefs de la chouannerie en détournent leurs bandes : c'est, comme on l'a vu, au Bel-Air, ou plus loin encore, à la Butte à l'Anguille, que se forment les rassemblements. De la Mirlitantouille, nul ne s'occupe, nul ne parle; Mairesse qui connaît bien l'endroit puisqu'il y passe chaque fois qu'il se rend de Bosseny à Kérigant par les landes du Mené et

la forêt de Lorges, Mairesse ne la cite qu'une fois dans sa prolixe relation : encore est-ce bien probablement un hasard qui l'y amena. — L'un des hommes de Duviquet, nommé Giraud, étant allé à Saint-Brieuc, lâcha, « dans un café, quelques mots contre Legris-Duval, Dutertre et autres. » La chose fut répétée à Dutertre qui en informa Legris. A quelques jours de là, Mairesse entrant au Mautray, chez Bigot, voit, « installé à boire avec des paysans, » Legris qui l'attire au dehors et, « parlant tout bas, » lui commande d'aller, avec *La Douceur* et Thurier, — deux gars sûrs, — à la Ville-Hermel, d'y chercher Giraud et de l'emmener « dans un endroit un peu écarté pour le fusiller. » Mairesse obéit sans se permettre la moindre observation : les quatre hommes partent pour la lande ; Giraud ne s'étonne pas d'être le seul qui n'ait point d'arme ; sans doute la conversation amicale de ses compagnons l'abuse-t-elle sur le but de la promenade : elle se prolonge ; au bout de trois heures de marche, alors qu'on approche de la Mirlitantouille, Thurier s'arrête et dit : « Mets-toi à genoux. » Giraud comprend : ses trois camarades arment leurs fusils ; il se jette sur celui de Mairesse, en arrache la pierre ; les autres le tirent à bout portant ; les deux coups ratent ; déjà le condamné se sauve à toutes jambes, vers la maison où il se réfugie. Ses exécuteurs ne se hasardèrent pas à l'y reprendre ; la Mirlitantouille était lieu d'asile. Quant au cabaretier et à sa fille, ils ne s'étonnaient évidemment de rien. Giraud resta chez eux le temps de se remettre, puis disparut.

Lorsque Duviquet s'en mêle, le travail est mieux fait : le 7 mai de cette année 1797, il part, la nuit, de Bosseny, emmenant trois de ses hommes, *Plus-joli*, *La Douceur* et Mairesse. Point de fusils ; des pistolets sous la veste. A six heures du matin, ils arrivent à Gausson ; malgré l'heure matinale, le bourg est déjà animé, car c'est dimanche et bien des gens se rendent au marché de Plœuc. Duviquet demande à une femme « où reste le citoyen Duval ? » La paysanne, complaisante, conduit les quatre hommes : « C'est là. » Duval est le pharmacien de l'endroit, réputé « patriote ; » n'a-t-il que ce crime-là sur la conscience ou pour quelque autre motif déplaît-il à Bosseny ? On ne sait. — Duviquet frappe à la porte : les deux jeunes filles du pharmacien crient qu'elles se lèvent ; elles viennent ouvrir. Duviquet entre avec *Plus-joli* : ils apportent,

disent-ils, des ordonnances; Duval est encore couché; ils montent à sa chambre; on bavarde un instant, tandis qu'il passe sa culotte. Et, tout à coup, ils l'empoignent, le font descendre d'une poussée, le jettent dehors et, dans la rue, en face de sa porte, l'abattent de deux balles. Ils s'en vont tranquillement, laissant le cadavre sur la route. Tout le village est témoin de l'exécution : elle ne soulève pas grand émoi : « ce sont les chouans; il n'y a rien à faire. » Ça fournira trois lignes dans le rapport décadaire des administrateurs du département.

Le plus souvent, l'expédition a pour objet une simple « contribution » à lever sur quelque bourgeois entaché de républicanisme. « Vols à Pressala, à Laurenan, à Langast... » ce sont des mentions qui reviennent à toutes les pages des confessions de Mairesse. Rarement l'opération est lucrative : si l'on rafle 400 livres chez le citoyen Sauvage, de Pressala, c'est une aubaine; ordinairement le profit est minime: quelques francs, quelques sous, qu'on se partage, non sans dispute; le résultat n'est pas en rapport avec les risques : chez un meunier de Pontgamp, Mairesse et ses camarades ne parviennent pas à enfoncer la porte et ils essuient des coups de fusil; à Laurenan, chez un nommé Bon, ils récoltent 24 livres pour trois; la femme Bon, furieuse d'être « contribuée, » court chercher les gendarmes, puis, par peur des représailles, se décide à ne pas porter plainte et les voleurs s'en vont « bien tranquilles. » La petite bande de Bosseny continue à trôler sur tous les chemins du pays, traînant sa misère, avec des intermèdes de bombance que Mairesse relate complaisamment : une nuit passée à Hénon, chez un boiteux dont la femme accouche et où l'on se régale d'une raie et d'une belle tanche; des beuveries de cidre et d'eau-de-vie, accompagnées d'interminables parties de cartes; des séjours dans la maison d'un veuf de Plaintel, père d'une jeune fille qui a été religieuse et chez qui le fricot est d'autant meilleur qu'on trouve là « l'ancien cuisinier de Dutertre; » et surtout l'heureux séjour chez Du Lorin à Plœuc, lorsqu'un prêtre est venu bénir le mariage de Mlle de Kercadio avec Hervé Du Lorin et celui d'Élisabeth Du Lorin avec M. Huguet. Mairesse passa là cinq jours dans un grenier où les jeunes mariés et « plusieurs vieilles dames » lui rendirent visite; on lui montait de la cuisine les reliefs des banquets et les fonds des bonnes bouteilles. Car si la bande crie famine, les chefs ne

perdent pas une occasion de festoyer. Duviquet est le coq de ces réjouissances : les hommes l'estiment; les femmes l'adorent; il a sa chambre à Bosseny, sa cache à Kérigant : — « un trou au-dessus de la tête de bœuf à droite en entrant dans l'écurie, du côté du pressoir ; » — une autre à Moncontour, chez le jeune ménage Hervé Du Lorin, — une autre encore à Saint-Brieuc, chez Élisabeth Du Lorin, belle-sœur de Joséphine de Kercadio. Des refuges sûrs l'attendent à Plaintel, à Laurenan; on se le dispute : son entrain, son intrépidité, sa galanterie tournent les têtes; sa renommée efface le souvenir des Boishardy et des Tinténiac. La chouannerie déroge.

C'est que, depuis deux ans bientôt, règne le Directoire; sa démoralisation, legs de la Convention défunte, s'infiltre, se propage, gagne comme une gangrène tout le corps social. La lutte des partis, naguère désintéressée, se fait rapace : pour la première fois, les gens discernent qu'une conviction peut être un métier, et lucratif; ceux qui occupent un emploi salarié, ceux qu'enrichissent la rafle des biens nationaux, l'agiotage, les fournitures, tiennent pour le Gouvernement; — les autres, les spoliés, que leur nom, leur passé excluent des charges et condamnent au discrédit, s'insurgent; s'ils persévèrent dans la rébellion, ce n'est point qu'ils espèrent, isolés et sans ressources, rétablir le trône aboli, c'est seulement pour satisfaire, sous prétexte de représailles politiques, leurs rancunes personnelles, à moins qu'ils ne spéculent encore sur un revirement toujours possible qui paiera leur obstination.

Cependant la ferveur quasi mystique des premiers chouans n'est pas éteinte; elle s'est réfugiée dans l'âme d'un homme dont le nom va grandir de jour en jour et s'imposer à l'histoire, Georges Cadoudal. Depuis qu'il a ramené l'*Armée rouge* des bords de la Manche aux landes du Morbihan, il se prépare, il travaille, étudie « la tactique, les principes de la théorie et des manœuvres. » Il a vingt-six ans; il est corpulent; grosse tête, grosses cuisses, un cou de taureau, une force d'Hercule; il brise entre ses doigts un écu de six livres. Son visage pâle et gracieux est encadré de favoris, blonds comme ses cheveux bouclés; dans ses yeux qui, parfois, s'illuminent d'éclairs, passent les reflets d'une tendre bonté. Caractère fier, puissant et fougueux; grande nature, rude et inculte; c'est un maître. On parle beaucoup de lui en Bretagne, mais on ne le voit pas; du mystère

dont il s'enveloppe naissent des légendes : on le représente armé d'un fusil à vent, foudroyant ses ennemis sans bruit, suivi par un levrier blanc, sale et très laid, qui porte les correspondances cachées sous son collier; il est aussi servi et accompagné par une domestique fidèle, nommée Julienne, que tout le parti connaît sous le nom de *Madame Jordonne*. Il vit entouré de quelques fidèles; son quartier général est continuellement mobile; tantôt c'est une maisonnette au milieu des bois, un château abandonné, ou bien cette île quasi mythique qu'on appelle *l'île Fortunée* ou *l'île du Bonheur*; il s'y retire dans une petite ferme qu'avoisinent des cachettes voûtées, pratiquées jadis par des contrebandiers dans l'épaisseur de longs talus couverts d'arbres et de broussailles. Son plus cher ami est un jeune homme de vingt-trois ans, mince, fluet, petit, à l'air distingué, à la démarche élégante; il s'appelle Mercier, on le surnomme *La Vendée*; il est le fils d'un aubergiste du Lion d'Angers. Ses belles manières, son élocution facile, son ardente piété, sa finesse et sa bravoure tranquille lui valent un prestige presque égal à celui de Cadoudal. On a dit de Mercier *La Vendée* qu'il fut le Patrocle de l'Achille breton.

Dans l'été de 1797, quoique Georges eût seulement sous son commandement la région de Vannes et d'Auray, sa suprématie était déjà si manifeste qu'aucun chef royaliste ne se fût permis d'entreprendre une expédition de quelque importance sans lui en avoir soumis le projet. C'est ainsi que Legris-Duval et Duviquet, inquiets de la pénurie de leur bande et du mécontentement que les hommes ne dissimulaient pas, entreprirent le voyage du Morbihan, afin de se présenter à Georges et d'obtenir de lui l'autorisation « d'opérer dans le département du Finistère; » la guerre civile avait épargné cette région de la Bretagne et on pouvait espérer y réaliser quelques prises fructueuses. Ils furent mal reçus; Georges refusa. « N'avaient-ils pas de quoi se remonter dans les Côtes-du-Nord? » D'ailleurs, il leur recommanda la modération : — « ne pas tuer, » tel est le mot d'ordre. « On ne doit pas compromettre la cause par des vengeances particulières. » Duviquet et Legris revinrent assez déconfits; ils espéraient un encouragement à la rigueur, on leur avait prêché la nécessité des concessions. Pourtant, il faut vivre; les conscrits réfractaires, les déserteurs de l'armée, les fugitifs de Quiberon ou de la Vendée, sans feu ni lieu, « pris entre la misère la plus

sombre et les baïonnettes républicaines, réclament ou des secours légitimes ou la reprise des hostilités. » Si l'on tarde à les satisfaire, les chefs royalistes eux-mêmes seront menacés; ne parle-t-on pas déjà de bandes d'hommes masqués qui, la nuit, enfoncent les portes des maisons isolées, réclament de l'argent, grillent les pieds aux récalcitrants et disparaissent, raflant tout ce qu'ils peuvent emporter de lard, de pain, de cidre et d'eau-de-vie?

Si la politique du Directoire avait suivi son orientation momentanée vers l'apaisement, la chouannerie, désorganisée et découragée, allait s'éteindre. Le coup de force du 18 Fructidor rouvrit l'ère des violences et des persécutions. La nouvelle de cet événement parvint à Bosseny vers le 10 septembre. Mme Legris-Duval, revenant de la foire d'Uzel avec son beau-frère Kérigant, annonça, très montée, « l'arrestation de Pichegru et bien d'autres. » — « Voilà encore un coup manqué, » disait-elle. Le conseil qui se tint ce soir-là autour de la table des Legris fut belliqueux; tous les habitués s'y trouvaient : Duviquet, Carfort, Mairesse, Dutertre, Lamour-Lanjegu, et peut-être son cousin *Pierrot*-Saint-Régent. Le Gouvernement rompait brutalement la trêve : il fallait en finir avec cette république de malheur ! On se grisa de projets. Kérigant parlait de soulever la garde nationale de son canton, qu'il commandait : « Il irait avec son monde au département pour avoir des nouvelles et des munitions. » Legris se mettrait à la tête des hommes de Saint-Gilles et de Saint-Gouëno. Sur l'avis de Mme Legris, Mairesse courut au moulin à fouler des Loges, afin d'y prendre les paquets de cartouches cachées là, sous le toit, depuis la pacification. Il les apporta « dans un mauvais linge; » mais les cartouches étaient humides; pour en faire d'autres, on envoya chercher du papier chez le maire de Saint-Gilles, qui livra un gros paquet d'affiches officielles; les proclamations et les arrêtés du Directoire fournirent d'excellentes gargousses aux fusils des chouans. Les jours suivants, on connut les décrets impitoyables contre les émigrés; la Terreur renaissait; il fallait combattre.

Mais le coup d'État frappe à l'improviste : on n'est pas prêt; l'émiettement des forces royalistes interdit tout mouvement d'ensemble. Le premier enthousiasme refroidi et l'heure des réflexions venue, le petit clan de Bosseny doit reconnaître que l'armée dont il dispose se réduit, au total, à rien : une vingtaine d'hommes, plus chapardeurs que soldats. Duviquet relève les

courages; sa situation personnelle est nette : officier déserteur, s'il est pris, c'est la mort : il luttera donc jusqu'au dernier souffle ; l'émigré Lamour-Lanjegu, dont le cas est également désespéré, se range à cet avis ; Dutertre et Carfort sont tout aussi résolus. D'ailleurs, Duviquet croit à la victoire : toutes les vieilles bandes royalistes, depuis le Maine jusqu'en Vendée, vont se reconstituer ; la République n'a pas d'armée à leur opposer ; Hoche n'est plus là pour les vaincre ; il vient de mourir, à vingt-huit ans, sur le Rhin, frappé d'un mal mystérieux ; on a même célébré à Saint-Brieuc une fête funèbre « à l'honneur de ses mânes » et promené par les rues de la ville un cénotaphe, imité de l'antique, qu'entouraient les fonctionnaires, « jouant la douleur d'une façon risible. » Des hommes ? Sur un signe, Duviquet aura toute sa compagnie qui tient garnison à Moncontour. On est sans argent ? Le Gouvernement n'en manque pas : il suffit de le lui prendre, et l'on rejoindra Georges Cadoudal, dont l'armée est forte déjà de 15 à 16 000 hommes et qui bientôt en comptera 40 000 !...

L'entraînante parole de Duviquet ne rencontra pas de contradicteurs ; seuls Legris-Duval et son beau-frère Kérigant auraient hésité à partager son optimisme ; mais l'intrépide Mme Legris surtout et sa sœur étaient d'avance conquises à ses utopies. On s'explique difficilement l'ascendant que le lieutenant déserteur avait pris, en si peu de mois, sur ces femmes très honnêtes, mais, à la vérité, d'esprit singulièrement exalté et romanesque. Admis dans l'intimité des deux familles comme un frère tendrement aimé, Duviquet y était entouré des plus affectueuses attentions. Ainsi quand, au début de son séjour à Bosseny, il fut atteint de la gale, Mme Legris le soigna avec un dévouement méritoire ; elle isola le malade et s'occupait elle-même de ses repas de régime, « viande, fraises, salades, artichauts et autres choses... »

L'amour, comme bien on pense, jouait son rôle en cette aventure et cela contribuait à parfaire le paladin aux yeux des dames de Bosseny. Duviquet aimait, en effet, une personne de leurs relations intimes : laquelle ? La chronique hésite sur le nom. Il paraît probable que ce sentiment très tendre et très fervent, — on n'en pourra douter d'après la suite de ce récit, — avait pour objet Mlle Pélagie Du Lorin, la jeune belle-sœur de Joséphine de Kercadio. Peut-être même un projet de mariage était-

il ébauché; mais, dans la situation instable et menacée où se trouvait l'amoureux, il ne pouvait raisonnablement songer à fonder un foyer.

Les rigueurs du Gouvernement n'avaient point pour effet d'améliorer cette situation. Chaque jour apporte une nouvelle désastreuse; Legris-Duval, s'étant risqué jusqu'à Saint-Brieuc, revient en hâte, annonçant que l'ordre est lancé de courir sus à tous les chouans. Peu après, on apprend, à Bosseny, qu'un arrêté du département, affiché à la porte de l'église de Saint-Gilles-du-Mené, met à prix les têtes de Duviquet, de Mairesse et d'autres : 200 livres sont promises à qui fera pendre le premier : Mairesse n'est estimé que 50 francs. Le placard est, du reste, arraché dans la journée par Carfort et Duviquet lui-même. Autre alerte : quatre Bleus de la garnison de Moncontour entrent un matin dans la cour de Bosseny; leur arrivée met tout le monde en fuite; mais bientôt ils s'en vont, laissant un ordre émané du commandant en chef des troupes de la région : il convoque Legris-Duval à son quartier général, avec menace, en cas de retard, d'être appréhendé et interné au château de Saumur. Même, comme au temps de Robespierre, des espions du gouvernement parcourent la province. L'aventure d'un de ces observateurs de l'esprit public fournirait un chapitre amusant : c'est un certain Legrand, venant de Paris, qui apparaît dans les Côtes-du-Nord à l'automne de 1797; il ne connaît rien ni personne, passe ses journées au cabaret, fréquente le rebut de la populace, dénonce à tort et à travers, réclame à chaque courrier de l'argent, vit plantureusement à la bonne auberge, critique les mouvements des troupes, note sévèrement généraux et magistrats, si bien qu'on le soupçonne d'être un ennemi du Gouvernement et qu'on l'arrête... comme agent de Puisaye! L'Administration municipale de Dinan, coupable de cette bévue, s'excuse auprès du ministre de la Police en le priant de choisir des collaborateurs moins dangereux pour le repos des bons citoyens.

Carfort était déjà signalé; la position n'était plus tenable; de Pontivy, Mme Le Frotter, — cette parente de Mme de Kérigant qui passait pour l'une des plus actives agentes secrètes du parti royaliste, — avertissait Legris-Duval et ses amis qu'il était temps de se méfier : « le bruit courait qu'on allait les prendre. » Duviquet se préparait à passer dans le Morbihan avec sa petite bande; pour affermir la docilité de ses hommes, il lui fallait de

l'argent; le plus sûr moyen de s'en procurer était de dévaliser l'un des courriers chargés des fonds de la République. Il résolut donc d'attaquer une diligence de poste, sport encore assez peu pratiqué et qu'il allait porter, du premier coup, à la perfection.

On se mit en route le soir de la ci-devant Toussaint et l'on alla jusqu'au manoir de Boishardy où l'on parvint entre minuit et une heure. Duviquet frappa à la porte; personne ne parut: la petite gentilhommière était inhabitée. On fit le tour de la maison et l'on arriva à la métairie voisine du château. On y trouva le jardinier gardien de la propriété et l'ami Poilvey, logé là. Il alla chercher des pots de cidre et, tout en buvant, on lui expliqua le projet. La journée du lendemain se passa à dormir; au début de la nuit suivante, — la nuit des Morts, — la bande, bien armée, se mit en route, grossie de Poilvey et du jardinier de Boishardy. Duviquet, Carfort et Dutertre commandaient. Par Trégencatre, Pommeret et les Champs-Ruault, on atteignit la grand route de Paris à Brest.

C'est l'endroit où, plus de quatre ans auparavant, Boishardy, à son premier coup de main, avait arrêté la voiture de Lamballe. Le lieu est favorable, en effet : après avoir passé le hameau de Sainte-Anne et le pont sur l'Evran, la route monte une longue côte que les diligences gravissent lentement. On prit les dispositions de combat : comme la voiture de poste était souvent accompagnée de dix à douze militaires, Duviquet divisa ses hommes en deux pelotons qu'il embusqua de chaque côté de la route. Au moment où la voiture passerait, le peloton de gauche ferait feu; les soldats d'escorte qui n'auraient pas été atteints se porteraient infailliblement à droite de la voiture pour se mettre à l'abri d'une seconde décharge : alors l'autre peloton les abattrait. Avoir soin de ne pas blesser les chevaux que, le coup fait, on utilisera à emporter le butin. Respecter les voyageurs : ce sont peut-être des royalistes; mais s'il se trouve parmi eux quelque républicain notoire, pas de grâce. Telles étaient les consignes.

On n'attendit pas longtemps : les chouans, tapis dans les broussailles, perçurent bientôt au loin le roulement de la voiture. Elle est au hameau de Sainte-Anne; elle passe le pont de l'Evran; on entend le trot des chevaux; donc elle n'est pas escortée : défense de faire feu. Elle ralentit, s'engage dans la montée; Duviquet se tient prêt; il distingue maintenant la

grosse masse que tirent trois chevaux, deux aux brancards et un en flèche sur lequel est le postillon. Elle approche. La voici. — *Arrête là, au nom du Roi!* Des cris de surprise; des jurons; les chevaux qui s'acculent. Tous les chouans ont surgi de l'ombre; le postillon met pied à terre; le conducteur descend du siège. — « Es-tu chargé d'argent pour la République? — Non! » Déjà, sur l'ordre de Duviquet, ses hommes sont dans la voiture et sous la bâche; il n'y a pas de voyageurs; tous les colis, sacs, caisses, ballots, effets, sont jetés à terre, chargés sur les trois chevaux dételés. Le postillon reçoit six livres « pour boire à la santé du Roi; » le courrier réclame un petit sac d'écus qui est sa propriété et qu'on lui laisse, et aussi quelques caissettes de fromages de Marolles. En remerciement, il tire de son coffre une bouteille de vin qu'on débouche et qui passe à la ronde. On se sépare. — « A une autre fois! » Les chouans tirant les chevaux chargés, s'enfoncent dans un chemin creux, laissant sur la route la voiture échouée et ses deux conducteurs déconfits.

La bande, avant le jour, retraversa Pommeret et gagna le hameau de l'Hôpital, en Quessoy, qui est une ancienne commanderie du Temple. On était là en lieu sûr. Les chevaux déchargés, Carfort et Duviquet procédèrent à l'inventaire; chacun d'eux, muni d'un couteau, coupait les ficelles, éventrait les sacs, ouvrait les paquets et les lettres, soulevait les planchettes des caisses, fourrait dans sa poche tout ce qu'il trouvait d'assignats ou d'argent. Défense aux hommes de rien prendre. Les objets les plus divers s'entassaient : provisions de bouche ou modes de Paris, une caisse contenant des tabatières, une autre pleine de « bottines fines, » une autre encore de toupets postiches et de perruques pour femmes. On jeta au feu les lettres particulières; la correspondance officielle fut mise en sac, et quand l'opération se termina, Duviquet déclara qu'il partait, avec Carfort, pour le Morbihan, afin de porter tous ces papiers au général Georges. Il commanda aux hommes de se disperser; il les paya : Mairesse reçut pour sa part « environ 100 francs. » Il passa toute la nuit suivante « à boire, chez une veuve. »

Il se dirigea, les bras ballants, vers Kérigant, ayant laissé son fusil « dans un hangar rempli de foin, au-dessus d'un pressoir. » Il y a six lieues de Quessoy à Kérigant, par Plœuc et le château de Lorges. Mairesse arriva de nuit chez le beau-frère de Legris-Duval : on le félicita chaudement du bon succès

de l'expédition, qu'il conta dans les détails : il resta là huit ou dix jours. Duviquet n'avait pas reparu. Vers le 10 novembre, une lettre de lui, apportée par un inconnu, annonça que les Bleus étaient à sa poursuite : il fallait découvrir, dans les environs de Kérigant, une maison sûre où il se réfugierait; la maison fut trouvée sans peine, mais il ne vint pas. Sans doute avait-il réussi à gagner le Morbihan. L'arrestation de la malle-poste mettait en émoi tout le pays : à Bosseny, comme à Kérigant, on affectait de vivre « au grand jour » pour détourner tout soupçon de connivence; le vendredi 10, les Legris et les Kérigant ne manquèrent pas de se montrer aux marchés d'Uzel et de Quintin où se faisait un fort trafic d'étoffes, berlinge ou toile. Un jour, comme sa femme était à Quintin, Kérigant prit Mairesse à part et lui confia qu'elle avait grande envie d'une de ces perruques parisiennes « trouvées dans le déballage de la malle-poste, » et qu'elle serait très heureuse s'il lui en procurait une. Mairesse promit et se mit en quête. Trois jours, cinq jours, puis une semaine passèrent sans qu'il revînt: et, tout à coup, — c'était le 17 novembre, — on sut qu'il était pris : les gendarmes l'avaient arrêté à Uzel et conduit à la prison de Saint-Brieuc.

Nouvelle inquiétude, car Mairesse vivait depuis deux ans dans l'intimité des deux familles Legris et Kérigant; il connaissait toutes leurs relations et toutes leurs intrigues : s'il « parlait » pour sauver sa tête, il pouvait révéler bien des choses et compromettre bien des gens. Cela ne manqua pas. A peine sous les verroux, Mairesse fait savoir au capitaine Veingarten, commissaire du pouvoir exécutif près le Conseil de guerre, qu'il est disposé, en échange de sa grâce, à éclairer la justice militaire sur l'organisation des chouans. Le marché conclu, il paie comptant : jamais délateur ne fut plus « consciencieux » et plus prolixe : il dit les noms, les signalements, décrit les costumes, indique les refuges et les caches, relate les exécutions, les vols auxquels il a pris part, le pillage de la malle-poste, et tout cela pêle-mêle, passant d'un sujet à l'autre, craignant de ne pas assez trahir ceux qu'il a servis, revenant sur d'infimes détails pour bien montrer qu'il sait tout, fatiguant les greffiers qui se relaient à consigner ses dénonciations dont une seule, la première, remplit cinquante-huit pages in-folio, — de quoi envoyer à l'échafaud ou au bagne plus de cent personnes, ouvriers, gentilshommes, paysans, prêtres, émigrés, mères de famille et

jeunes filles, déserteurs, cabaretiers, servantes, fonctionnaires...

Legris-Duval, bientôt informé, conseille à tous les siens le sang-froid : un autre aurait pris la fuite ; il préfère affronter le danger, il joue l'insouciance. Comme l'hiver approche, il se prépare à quitter Bosseny pour venir, ainsi qu'il le fait chaque année, se fixer à Saint-Brieuc. Il se plaît, on l'a dit déjà, aux moyens de comédie : qui présumerait coupable un homme assez sûr de son innocence pour se placer sous la main de la Justice ? Aussi, dès les premiers jours de décembre, il déménage avec le plus grand calme, et, précédant sa femme, il prend, conduisant lui-même une voiture chargée de malles et de meubles, le chemin de la ville. Comme, en plein jour, il traverse Moncontour, on l'arrête. Il s'étonne de ce malentendu, se laisse docilement mener sous bonne escorte à la geôle du chef-lieu. Vers la fin de janvier, — il fallut le temps de dresser, d'après les indications de Mairesse, tous les mandats d'arrêt, — des commissaires spécialement désignés procédaient en une même nuit à l'arrestation de ses complices : de tous les points du département, les prévenus affluaient aux prisons de Saint-Brieuc ; gens de toutes classes, de toutes professions, et, parmi eux, la jeune Mme Hervé Du Lorin, l'ancienne fiancée de Boishardy et son enfant nouveau-né, son mari, son beau-père, son beau-frère Huguet, sa jeune belle-sœur Pélagie Du Lorin, celle qu'on disait aimée de Duviquet, — Mme Legris-Duval, le ménage Kérigant, leurs domestiques, leurs servantes, leurs métayers, — Le Borgne, l'ancien serviteur de Boishardy... soixante à quatre-vingts inculpés, que déjà le Commissaire du Directoire signalait comme étant des brigands « fameux par leur barbarie et leur soif du sang des hommes. »

Au grand dépit des magistrats, Duviquet avait échappé aux recherches, et avec lui ses lieutenants Dutertre, Carfort et Poilvey.

***

On l'a rigoureusement traqué, pourtant ; sa présence a été signalée dans la forêt de Loudéac, à Uzel, vers La Nouée aussi. On a su que son ami Lamour-Lanjegu, le ressuscité de Quiberon, désertant la région du Mené, l'a rejoint aux frontières du Morbihan et qu'ils sont actuellement chez Georges ; on a même appris que Duviquet, blessé d'une balle au talon, a

juré qu'il se brûlera la cervelle, s'il se voit sur le point d'être pris. On a lancé sur sa piste d'habiles espions déguisés en chouans. Nul résultat. Car maintenant les « faux chouans » abondent : le Gouvernement use, sans vergogne, de ce moyen de guerre ; les « brigands, » en revanche, revêtent l'uniforme national, de sorte que les malheureux fonctionnaires, blousés par ces métamorphoses, font bonne mine à leurs ennemis et se garent de leurs protecteurs.

La question des « faux chouans » et des « faux bleus » n'est pas élucidée : les deux partis se sont renvoyé l'éclaboussure de cette perfidie. L'initiative en revient, bien probablement, au général Rey qui, dès 1794, habillait de costumes chouans un détachement de ses grenadiers pour explorer le littoral. Le Comité de Salut public, jugeant l'idée heureuse, arrêtait l'année suivante, en créant les colonnes mobiles, qu'« il serait fourni à chacun des hommes de ces compagnies un habillement complet, tel que le portent les habitants des campagnes où la compagnie doit agir. » C'est l'institution officielle des « faux chouans. » Hoche ne répugna pas à en faire usage : « Tâchez de prendre Charette, écrivait-il à son chef d'état-major Grigny, le 1er mars 1796. Faites déguiser quelques hussards et volontaires en paysans munis de cocardes blanches. » Les commissaires du Directoire n'y mettaient pas, on le pense bien, plus de scrupules ; dans la poursuite de Duviquet, le même stratagème fut employé : « cinq hommes bien armés, déguisés en chouans, avaient la mission de pénétrer dans le repaire de ce scélérat ; ils l'ont manqué deux fois ; la première d'une heure seulement, la seconde fois de quatre heures. » En revanche, Duviquet coiffait ses hommes de tricornes ou de bonnets de police républicains et les habillait de capotes militaires ; pour mieux dire, comme sa bande se composait en majeure partie de déserteurs, ceux-ci, en passant aux brigands, n'avaient à changer ni de costumes, ni d'équipement. On imagine les tragiques quiproquos résultant de ces réciproques contre-ruses. Un exemple : le sergent-major du cantonnement de Rostrenen part en expédition avec quatre de ses soldats, travestis comme lui en paysans. Il frappe, de nuit, à la porte d'un royaliste notoire, Dilly, du Cosquer, en Mellionec. — « Qui vive? — Ami ! Royalistes ! » Dilly ouvre sa porte, tend la main ; il est massacré. Le sergent-major reçut du ministre

une lettre de félicitations pour cette action « éclatante, » et 300 francs : 100 pour lui, 50 pour chacun de ses hommes.

Les autorités de Saint-Brieuc sont exactement renseignées : Duviquet se trouve dans le Morbihan avec Carfort, Lamour-Lanjegu et Dutertre. Poilvey, séparé d'eux après quelques semaines de vie commune, est pris et guillotiné à Saint-Brieuc, le 15 mars, « convaincu d'avoir participé à l'attaque de la malle-poste, dans la nuit du 2 au 3 novembre précédent. » Ce jugement appelle une revanche : Duviquet ne la fait pas attendre : le 9 avril, la diligence de Rennes à Vannes est attaquée par vingt-deux hommes qui bondissent des taillis au moment où elle pénètre dans la forêt de Molac, non loin de Saint-Guyomard ; les brigands, « tous jeunes, » vêtus « en marins, en soldats et en paysans, » enlèvent de la voiture 30 000 francs en numéraire, qui appartiennent à la République, et s'éloignent dans la direction de Malestroit. Dix jours plus tard, on arrête à Plumelec un homme aux allures singulières, « tourneur de son métier, » très pauvre et qui dit s'appeler Ruomal. Il avoue tout de suite son véritable nom : c'est Lamour-Lanjegu. Il est cité souvent dans les dénonciations de Mairesse; écroué au secret dans la prison de Vannes, fers aux pieds et aux mains, face à face avec la mort qu'il a déjà trompée une fois, le malheureux a peur. Il sollicite sa grâce ; il déclare tout ce qu'il sait : « Il était de la bande des vingt-deux qui ont attaqué la diligence de Vannes; Mercier *La Vendée*, le fidèle acolyte de Georges, commandait; il y avait là aussi Guillemot *sans pouce*, et d'autres dont il ne sait pas les noms, » — ou qu'il ne veut pas désigner. Il dénonce « la mère aux chouans, » révèle les gîtes ordinaires de Mercier, ceux de Georges, « qui est pour le moment en Angleterre, avec Saint-Régent ; » il dit l'endroit où on trouvera Guillemot *sans pouce*... A tant parler il ne gagne rien : le 16 mai, il est condamné à mort et fusillé au bord d'une tombe creusée d'avance. Ceci encore exigeait des représailles : deux patriotes de Plumelec, les frères Even, soupçonnés d'avoir dénoncé Lanjegu, disparurent dans la nuit du 24 au 25 mai, enlevés par des inconnus. Jamais on ne devait retrouver leurs cadavres.

Maintenant, c'est Guillemot *sans pouce* qui est pris; on l'arrête, au début de mai, dans le cabaret de la femme Lavallée, au faubourg Saint-Patern, à Vannes. C'est un solide gars,

condisciple et ami de Georges; une blessure reçue à Quiberon lui vaut son sobriquet. Mais les administrateurs du Morbihan ne jugent pas prudent de garder un tel homme dans la prison départementale; sa popularité est grande et on craint que les bandes de Cadoudal ne se portent en force sur la ville, afin de le délivrer. Guillemot fut donc expédié à Saint-Brieuc; il devait rester, en attendant son jugement, dans cette même geôle où languissaient, depuis six mois bientôt, Legris-Duval et ses cinquante complices; et, tout de suite, un projet extravagant d'audace germe dans l'esprit de Duviquet : traverser avec sa bande en armes toute la Bretagne, pénétrer par surprise dans Saint-Brieuc, s'emparer de la prison, en ouvrir les portes à tous ses amis dont le procès s'instruit et que menace l'échafaud. De leur nombre, n'y a-t-il pas une femme qu'il aime et qu'il serait fier de conquérir? Mercier *La Vendée*, que séduit cette prouesse d'amoureux, et qui veut sauver Guillemot, sera de l'expédition avec ses compagnons les plus braves : Duviquet en gardera la direction; il connaît bien Saint-Brieuc, où il a tenu garnison, et les abords de la ville. Reste à préparer le téméraire coup de main, et, sur-le-champ, il se met au travail.

Sans doute rôde dans ses entours quelque traître, car un avis anonyme, manifestement négligé, et retrouvé plus tard dans les paperasses de l'Administration du département, permet de le suivre presque pas à pas durant ces premiers jours de juin. Dès l'arrestation de Guillemot, il reparaît avec Carfort dans les Côtes-du-Nord, retourne chez Mercier : « il dispose d'une trentaine d'hommes portant tous l'uniforme républicain. » Revenu dans la région du Mené, il explore les chemins qui, de la forêt de Loudéac, conduisent vers Moncontour et vers Saint-Brieuc; il traverse la contrée sauvage de Bosseny, Plessala, Langast, où nombre de refuges lui sont ouverts; gagne Plemy, passe à Plœuc, le pays des Du Lorin, s'avance jusqu'à Plaintel et au delà de Pledran, à moins d'une lieue de Saint-Brieuc, dans cette région voisine de la forêt de Lorges où Boishardy trouvait, naguère, ses meilleures caches; peut-être aura-t-on besoin de les utiliser. Partout Duviquet retrouve des fidèles; puis il repasse dans le Morbihan.

Quelques jours plus tard, un détachement de cinquante-trois soldats de la République, venant, croyait-on, de Saint-Caradec, était signalé aux environs de Corley : leur chef qui portait les

galons de sergent se présentait chez les percepteurs, afin de toucher de l'argent pour la solde et l'entretien de ses hommes, qui faisaient partie, disait-il, « de l'armée particulière de Bonaparte destinée au maintien de l'ordre. » Il donnait contre espèces des reçus en règle. Le 13 juin, à midi, cette troupe entrait à Merléac, ne s'arrêtait pas dans le bourg et gagnait aussitôt Le Vaugaillard où elle paraissait être attendue. Le Vaugaillard est un hameau qui n'est séparé du château de Kérigant que par la rivière d'Oust. Les « soldats de Bonaparte » s'y cantonnèrent, y passèrent la nuit et la journée du 14. Ils décampèrent à six heures du soir. C'étaient les chouans de Duviquet en marche vers Saint-Brieuc.

Ils franchirent la rivière, longeant les clôtures de Kérigant, et s'enfoncèrent dans la forêt de Lorges. Avant l'aube du 15, ils traversaient le bourg de Plaintel ; arrivés à une lieue de là, à la hauteur de La Ville-Josset, ils s'installèrent à l'ombre dans un verger et y dormirent jusqu'au soir.

Quand la nuit fut tombée, la petite troupe se divisa en pelotons de huit à dix hommes. Il lui fallait, pour pénétrer dans la ville, atteindre la route de Rennes et passer le pont du Gouëdic. Après le pont, on trouvait, tout de suite à droite, la prison, isolée dans des terrains vagues. Depuis une dizaine d'années, les vieux murs d'enceinte de Saint-Brieuc étaient démolis ; sur leur emplacement s'étendait une promenade plantée de tilleuls, séparant la prison de la place de l'Égalité où avaient lieu les exécutions capitales.

Dans cette nuit du 16 au 17 juin, deux gardes nationaux, le citoyen Cousin, instituteur, et le citoyen Le Beau, sont postés en sentinelles devant la prison. Onze heures ont déjà sonné quand, dans le silence du quartier désert, Le Beau perçoit le bruit d'une troupe en marche : le pas rythmé des militaires se rapproche et bientôt ils débouchent de la route de Rennes, se dirigeant vers la maison d'arrêt. Ce sont huit ou dix grenadiers conduits par un sergent : ils entourent un pauvre diable qui a les mains liées derrière le dos ; il est vêtu d'une houppelande et deux soldats le tiennent au collet. — « *Qui vive?* » crie Le Beau. Le chef de la patrouille s'approche : il vient de prendre un émigré à la côte et il l'amène à la prison par ordre du chef de brigade Palasne-Champeaux, commandant le 87e arrondissement maritime et président du Conseil de guerre.

Et, tout en parlant, le sergent sort de sa poche son ordre de route et tire la sonnette de la prison. La porte est percée d'un judas dont le volet intérieur glisse ; par l'étroite ouverture, le concierge Peyrode demande « ce qu'il y a ? » — Un prisonnier à écrouer... — On n'ouvre pas à cette heure-ci ; qu'on revienne au jour. » Brusquement le judas se ferme. Les soldats sont perplexes. Que faire? Le Beau leur conseille de conduire l'émigré au poste de la Grand Place ; on le gardera là jusqu'au matin. Le sergent et ses hommes discutent encore : — ils ont cependant reçu l'ordre de remettre le ci-devant à la prison. Cousin, l'autre sentinelle, s'est rapproché ; dans l'ombre il dévisage le sergent et, se penchant vers son camarade, lui glisse à l'oreille : « C'est Duviquet. » Faut-il donner l'alarme ? Non, les chouans doivent être en force et le reste de la bande, sûrement, n'est pas loin. D'ailleurs, la garde de la prison n'a pas de cartouches.

Les deux gardes nationaux ne se trompent pas : le gros de la fausse patrouille se tient à petite distance « dans le creux de la Fontaine au Loup, » au bord du ravin où coule le Gouëdic, guettant pour se ruer sur la prison, le signal convenu annonçant que la porte est ouverte. Or, elle ne s'ouvrira pas. Au reste, à l'attitude subitement figée des deux sentinelles, Duviquet comprend qu'il est reconnu. Jouant son personnage, grommelant contre les ordres incohérents et les geôliers timorés, il commande demi-tour, emmène ses troupiers et son prisonnier dans la direction de la place Saint-Guillaume, comme s'il gagnait le centre de la ville. Sous les tilleuls de la promenade il oblique vers la route de Rennes, rallie sa réserve et toute la bande, repassant le pont du Gouëdic, se fond bientôt dans les chemins couverts. Dès qu'on fut en sécurité, on délia les mains de « l'émigré : » c'était Carfort qui avait assumé ce rôle ingrat.

L'affaire était manquée. Sans la méfiance du portier, le succès eût été certain ; car Duviquet avait tout prévu, et même pris le soin d'éloigner par de faux avis les petites garnisons dont l'intervention aurait pu contrarier son projet : ainsi, celle de Saint-Brieuc, sur la fallacieuse annonce d'un débarquement d'émigrés, explorait, cette nuit-là, les côtes, et le commandant de Loudéac venait de recevoir une lettre anonyme dénonçant que, le 17 juin, un important conciliabule de chefs royalistes devait se tenir à la Mirlitantouille. S'étant assuré par ce

stratagème des points où se porteraient les troupes, Duviquet avait ainsi déblayé le chemin du retour, afin d'épargner toute cause d'alarme à la femme qu'il aimait et qu'il avait espéré rendre à la liberté.

Aussi va-t-il, remâchant son dépit, ulcéré de son échec et méditant déjà quelque tragique revanche. Jusqu'au petit jour il traîne sa troupe dans les sentiers raboteux semblables à des tunnels de verdure; ses hommes, que l'insuccès déprime, réclament du repos; lui-même est excédé. A Hénon, — cinq lieues de Saint-Brieuc, — on fait halte, dans le cimetière; il est six heures du matin; tandis que leurs faux grenadiers dorment, Duviquet, Carfort et Mercier ressassent leur déception. Vont-ils rentrer au Morbihan sans avoir abattu un bleu? Duviquet surtout, dont la colère s'aigrit à mesure que l'enfièvre la fatigue, ne supporte pas le ridicule de son expédition avortée : il a battu en retraite devant un portier de prison! Soudain il se rappelle qu'on est au 17 juin; pour ce jour-là, il a fourvoyé vers la Mirlitantouille la garnison de Loudéac, afin d'avoir libre le chemin de Merléac par la forêt de Lorges. Hénon n'est qu'à une bonne lieue de la Mirlitantouille; il doit y avoir des bleus là-haut. Si le faux avis a manqué son but, on dormira aussi bien dans les ajoncs et les genêts du Mené que dans ce cimetière de village; si la ruse a porté, il y aura bataille et ce sont là des occasions que ni Carfort ni Mercier ne repoussent jamais. En route. Le soleil est déjà haut; la troupe de Duviquet, par Cocollain et Brangolo, atteint le bourg de Plémy en une heure de trajet; on est là à quinze cents pas à peine de la Mirlitantouille; Duviquet y conduit ses hommes, les fait coucher dans les champs, dans les bruyères, derrière les broussailles et les haies; lui-même s'avance jusqu'aux abords du cabaret; il observe : rien n'y bouge; l'endroit est tout aussi désert, aussi calme qu'à l'ordinaire : les deux masures, de chaque côté du chemin, portes ouvertes, ont leur air accueillant d'habitude. Est-il vraisemblable que la fille Plé et son père, qui les habitent, n'aient point aperçu les chouans : n'ont-ils rien surpris du mouvement de ces cinquante hommes rampant dans les hautes herbes à quelques pas de l'auberge? Cet homme et cette femme savent qu'ils ne doivent rien voir, rien entendre, rien dire. Par ce jour ensoleillé ils n'auront donc rien vu, rien entendu; et tout à l'heure, ils ne diront rien quand les bleus, sans méfiance, arriveront.

Car ils viennent. Vers neuf heures et demie du matin, on les voit, sur la route, débouchant de la lande du Val : ce sont d'abord quatre gendarmes à cheval, et parmi eux, Corniquet, un géant, — six pieds de haut, — bien connu de toute la région. Puis le commandant L'Honoré, à côté duquel marche un pataud de Loudéac qui sert de guide à la troupe et qu'on appelle Le Roux-*mille-boutons*. Suivent quinze hommes du cantonnement de Pontgamp. Tous s'arrêtent devant le cabaret; les cavaliers mettent pied à terre et attachent leurs montures aux anneaux; les fantassins déposent leurs armes : il est urgent de se rafraîchir; le détachement marche depuis quatre heures et vient de traverser l'interminable lande de Phanton où l'ombre est rare. Les gendarmes et le commandant sont entrés dans le cabaret, pour y perquisitionner; les autres, au dehors, se délassent et se désaltèrent, trinquant le cidre frais. Pourquoi se garderaient-ils? Aussi loin que porte la vue, pas un être humain n'apparaît.

Soudainement, à vingt pas, fusils braqués, surgissent de terre les hommes de Duviquet. Une fusillade. Des cris. — « *Qui vive?* — Républicains! 13e demi-brigade, » répondent les faux bleus : leur décharge, en grêle, fauche les soldats désarmés, interdits, dupes encore de l'accoutrement des assaillants. — « Ne tirez pas! Ce sont vos camarades! » Des hommes abattus se tordent sur le sol; une confusion, des râles, des jurons, un désarroi tel, que pas un coup de feu ne riposte à l'attaque. Le commandant L'Honoré bondit hors du cabaret; frappé d'une balle, il s'effondre; Corniquet, le géant, essaie de barrer la porte, appelant ses compagnons à la rescousse. Il tombe. Les trois autres gendarmes, surpris par la fusillade dans la visite de la maison, sont tués sans avoir pu saisir leurs armes. Tout cela en un pêle-mêle, un tohu-bohu, un tourbillon de peu d'instants. Une dizaine de bleus, éperdus, se sont sauvés, à folles enjambées, par la lande. Au seuil de la Mirlitantouille gisent huit cadavres et un moribond, dépouillés en un tournemain par les chouans. On charge, sur trois chevaux, armes, équipements, uniformes; un autre portera L'Honoré, assez grièvement blessé et pansé sommairement par un des hommes de Duviquet. Ce sera un otage précieux. Duviquet, que la fièvre accable, montera le cheval du commandant. Déjà la bande est en marche, suivant la crête du Mené vers Notre-Dame-de-la-Croix et le Bel-Air; elle gagnera ainsi la Butte à l'Anguille, descendra à

Bosseny et se perdra dans la forêt de Loudéac. C'est la vieille piste de correspondance. Mais Duviquet, harassé et malade, ne peut suivre : tant de nuits sans sommeil l'ont épuisé. Il laisse à Carfort, qui est du pays, le soin de diriger la retraite; lui, va se reposer quelques heures; grâce à sa monture il rejoindra facilement, à la fraîche, par des traverses qu'il connaît. Il laisse donc ses hommes poursuivre leur route, entre dans un champ de blé qui borde le chemin, s'y blottit ayant passé à son bras la bride de sa bête, et s'endort.

En dévalant, dans leur fuite, les pentes du Mené, les bleus de L'Honoré, échappés au massacre, avaient semé la panique dans les métairies; moins d'une heure après le combat, la nouvelle en parvint à Moncontour. La garnison de la petite ville se composait d'un détachement du 13e léger; elle prit les armes, s'adjoignit quelques gardes nationaux de bonne volonté, et se mit bravement en campagne. L'effectif de cette petite troupe montait, au total, à quatre-vingts hommes, tous costumés en chouans. Il était près d'une heure de l'après-midi lorsqu'ils arrivèrent à la Mirlitantouille; ils s'arrêtèrent à contempler les huit cadavres dévêtus, et le blessé agonisant auquel il ne restait qu'un souffle de vie. Des quelques curieux accourus de Fleury ou du hameau de Carfort, ils apprirent que les brigands, emmenant le commandant L'Honoré, s'étaient éloignés dans la direction de Bel-Air. Ce qui surprend, c'est que l'on ne songea pas à interroger le cabaretier ni sa fille, seuls témoins du drame. Peut-être, fidèles à leur opiniâtre neutralité, déclarèrent-ils n'avoir rien vu.

Cependant les faux chouans de Moncontour ne manifestaient aucune hâte à poursuivre les faux bleus sur les chemins du Mené. S'étant néanmoins avancés, sans entrain, jusqu'à mi-chemin de Notre-Dame-de-la-Croix, ils aperçurent un cheval sellé vaguant dans la lande. Un peu plus loin ils rencontrèrent un gamin d'une douzaine d'années et lui demandèrent s'il n'avait pas vu passer *les Bleus*. — « Il y en a un de couché dans un champ ici, à côté, » dit-il. Aussitôt le champ est cerné; un fourrier du 13e léger, Saulnier, assisté d'un bourgeois de Moncontour, y pénètre avec précaution et découvre, en effet, profondément endormi un homme, vêtu d'un uniforme de grenadier et portant les galons de sergent. Saulnier se jette sur lui; le dormeur s'éveille, regarde, comprend : — « Ah! je sais

ce que vous voulez, dit-il, je suis Duviquet; fusillez-moi. » On le maintient; on le désarme de deux pistolets et d'un poignard qui sont à sa ceinture, de son sabre et de sa carabine. On lui attache les mains; il se résigne, persuadé qu'il va mourir.

Duviquet est pris! Quelle victoire! Personne dans le pays n'ignorait l'histoire de l'officier déserteur devenu brigand; son nom était un épouvantail. L'exploit suffisait donc aux faux chouans de Moncontour, peu soucieux de se lancer à la poursuite de la bande. Ils reprirent avec le vaincu le chemin de la Mirlitantouille, de ce jour-là légendaire, et, sur la fin de l'après-midi, redescendirent vers Moncontour. Le malheureux, rompu de fatigue, se soutenant à peine, dut rassembler toute son énergie pour affronter les rudes heures qui lui restaient à vivre. Les autorités militaires et civiles de Saint-Brieuc, afin de gonfler ce succès inespéré, décidaient de frapper les esprits par l'imposante rapidité du châtiment. L'acusateur public Besné trépignait d'aise, encore que l'affaire, justiciable du Conseil de guerre, ne le concernât point. Mais il craignait que la concurrence de l'expéditive justice militaire ne nuisît à la réputation, pourtant bien établie, de son tribunal, à lui. Aussi écrivait-il au ministre : « Il y a, dans la prison, neuf condamnés à mort qui, pour prolonger leur trop funeste existence, se sont pourvus en cassation sans motif valable. » Sur ceux-là, il est tranquille, il aura leurs têtes. Et il en prépare d'autres : « Je vais faire mettre en jugement vingt-quatre scélérats, parmi lesquels je distinguerai cinq forcenés qui doivent monter à l'échafaud... Je puis affirmer que le tribunal criminel n'est pas en arrière; j'y ai tenu la justice à l'ordre du jour, imperturbablement, et j'ai le courage nécessaire pour l'y maintenir. » Il annonçait, en terminant : « Duviquet est pris! Il sera ici à midi. » Et pour témoigner son regret que ce client de marque échappe à son réquisitoire, il ajoute : « C'est un reste de la bande exécrable de Boishardy que j'avais fait condamner à mort en 1793 et qui fut fusillé dans son repaire sur les renseignements que j'avais donnés; on coupa sa tête qui fut portée au bout d'une pique... » Agréable incident que Besné remémore avec satisfaction.

A l'heure où il traçait cette lettre, dans la matinée du 18 juin, Duviquet approchait de Saint-Brieuc. La garde nationale de Moncontour l'avait conduit jusqu'à Quessoy où l'on rencontra, au hameau de l'Hôpital, trois ou quatre cents

hommes de la garnison de Saint-Brieuc venus pour escorter le prisonnier et lui assurer en ville une entrée solennelle. Le brigand fut chargé de « soixante à quatre-vingt livres de fers et attaché à la queue du cheval d'un gendarme. » Il parcourut ainsi, exténué et chancelant, les trois lieues qui séparent Quessoy de Saint-Brieuc; vers midi, il arrivait à la prison où lui était réservé un cachot bien gardé.

Le lendemain, à huit heures du matin, le Conseil de guerre prenait séance « en la ci-devant chapelle du collège : » le chef de brigade, Palasne-Champeaux, présidait; le capitaine Veingarten remplissait l'office de commissaire du pouvoir exécutif Du peu que l'on sait de l'audience, il ressort que ce fut très court : lecture par le capitaine Hébert, rapporteur, du procès-verbal d'information et de trois pièces à la charge de l'accusé; puis celui-ci fut introduit; il avoua tout et peut-être y mit-il quelque fanfaronnade, s'il est vrai qu'il « se vanta d'avoir assassiné de sa main quatorze juges de paix. » D'ailleurs, il s'était remonté et soutint l'épreuve avec une fougueuse hardiesse : le président lui ayant observé que la loi lui accordait un défenseur : « Un défenseur ! s'écria-t-il, gendarmes, apportez-moi ma carabine ! » L'escorte le reconduisit à son cachot et le Conseil, délibérant à huit clos, prononça à l'unanimité la peine de mort.

A onze heures, le capitaine Hébert se rendit à la prison et, devant la garde assemblée, donna au condamné lecture du jugement, le prévenant qu'il pouvait, dans le délai de vingt-quatre heures, se pourvoir en révision. Duviquet, très calme, déclara qu'il désirait écrire à sa famille; si on lui accordait cette faveur, il renoncerait à faire appel, et, tout de suite, il signa, sans hésitation, son désistement. Le capitaine rentra avec lui dans la geôle, lui procura des plumes, du papier et de l'encre, et attendit que la lettre fût faite. Le sang-froid de Duviquet ne se démentit pas un instant, tandis qu'il écrivait; il se relut posément. Ayant plié le feuillet, il le remit à l'officier; ses yeux étaient pleins de larmes.

Il est midi : cinq heures d'attente encore. On cause, en camarades. Duviquet voudrait parler en particulier au concierge de la prison et charger cet homme d'une commission. Hébert s'y oppose, alléguant les règlements; mais il offre ses services. « Il s'agit, dit le condamné, d'une alliance en or que voici... » Otant un anneau qu'il porte à son petit doigt, il poursuit :

« J'exige de vous, citoyen capitaine, que la personne à qui vous remettrez cette alliance ne soit pas inquiétée pour ce fait. Vous la lui donnerez après ma mort. » Hébert engage sa parole d'honneur : la mission sera remplie, et Duviquet lui nomme la personne à laquelle il destine ce bijou. En rendant compte de cet incident au commandant de la subdivision, le capitaine Hébert écrivait : « Permettez-moi, citoyen général, de tenir ma promesse et de vous taire le nom de cette femme... » On ne saura donc pas, parmi les jeunes amazones de Bosseny, celle qu'aima Duviquet. En se risquant sur le terrain peu sûr des hypothèses, on déduirait assez logiquement qu'une alliance éveille implicitement l'idée de fiançailles; il s'agissait donc, vraisemblablement, d'une jeune fille; la destinataire de la bague devait se trouver à Saint-Brieuc, et, bien probablement, à la prison même, puisque le condamné songea d'abord à confier son legs au concierge. Or, parmi les femmes détenues pour complicité avec Legris-Duval, une seule jeune fille peut avoir inspiré à Duviquet un sentiment avouable et sérieux : c'est celle que désigne la tradition, Mlle Pélagie Du Lorin, belle sœur de Joséphine de Kercadio.

Tandis qu'on dresse l'échafaud, le moribond poursuit ses confidences; il déplore maintenant la cruauté de son destin : « la famille Du Lorin est cause de sa perte. » — Veut-il insinuer par là que s'il s'est obstiné dans sa vie de criminelles aventures, c'est parce que les Du Lorin se sont opposés à son mariage avec Pélagie? — Il parle avec reconnaissance des Kérigant et des Legris-Duval, auxquels il était très attaché et qui l'ont adopté et entretenu jusqu'au moment où il prit les armes contre la République : « Kérigant, dit-il, est un braque, plus patriote que chouan. » Carfort, au contraire, est « sanguinaire. »

Le capitaine souhaitait que la conversation déviât sur la chouannerie; peut-être ne restait-il là que dans l'espoir de tirer du condamné quelques renseignements utiles; mais Duviquet fut très réservé. Comme Hébert lui demandait quelles étaient ses caches, il répondit pourtant : « Nous avons pour usage, lorsqu'un de nous est pris, de changer de hardes et de logement, et nous nous dispersons. Quant à ma correspondance, c'est dans la forêt de La Nouée que je la recevais : j'étais prévenu par une lettre de tel ou tel endroit où devait se trouver le commissionnaire : souvent on la faisait mettre dans des troncs d'arbres

qu'on m'indiquait... » Peu après, il s'attendrit : il songe à ses frères et à ses sœurs, qui ne sont pas du même père que lui ; il est le dernier de son nom. Il pleure. Le capitaine profite de son émotion pour lui conseiller de déclarer ce qu'il sait « des intentions hostiles des ennemis du Gouvernement. » Duviquet est très agité; il s'assied, se relève : « Repassez à trois heures, dit-il, je vais faire mes réflexions. »

A deux heures et demie, car le temps pressait, l'officier était de retour. Duviquet posa ses conditions : si l'on consent à le garder en détention jusqu'à la paix dans la prison de son département et à ne pas inquiéter les familles Kérigant et Legris, il s'engage à livrer le reste de sa bande. Carfort ne se rendra pas, mais il le fera prendre. Le capitaine porta ces propositions à l'Administration départementale. Il reparut une heure plus tard, amenant Palasne-Champeaux, le président du Conseil de guerre ; mais celui-ci n'est point partisan du sursis : il décide que la justice suivra son cours et, sur l'ordre d'Hébert, le bourreau entre en scène. C'est le citoyen Lubin-Lacaille, un homme expert, qui « travaille » à Saint-Brieuc depuis 1792. A son aspect, Duviquet paraît « très affecté. » Désespérément il tente sa dernière chance : « Citoyen capitaine, dit-il, on vous trahit... Si l'on eût voulu, j'aurais dit bien des choses. » L'officier se tait : il n'y a plus rien à attendre des hommes ni de la vie. On apporte au condamné un verre de cognac ; il boit et se ressaisit un peu, sourit au capitaine, le salue « d'un air humble et respectueux » et lui dit adieu. Hébert, pourtant, l'accompagnera jusqu'au bout. Il est cinq heures de l'après-midi. Les portes s'ouvrent ; au dehors, derrière la troupe alignée, des curieux se pressent pour voir de quelle mine le brigand affrontera la mort. C'est le moment terrible : il faut ne pas faiblir et dissimuler, sous l'affectation d'insouciance, la déchirante détresse de mourir, en pleine vigueur, à vingt-huit ans. Il se raidit et avance, la nuque tendue, les mains entravées, dédaigneux des rumeurs et des invectives, entre l'exécuteur et le capitaine Hébert auquel il parle, par contenance : « Je vous ai chargé de deux commissions, vous m'avez donné votre parole d'honneur, ne l'oubliez pas. » Déjà on aperçoit l'échafaud, établi à cent pas à peine de la prison, sur la place de l'Égalité, encadrée par les tilleuls du Cours, les premières maisons de la rue Saint-Guillaume et les vieux murs de la collégiale de ce nom,

convertie en écurie. A dix pas de l'ignominieux appareil, les yeux levés sur les montants trapus qui soutiennent le triangle d'acier, une dernière crânerie : « La guillotine ne me fait pas peur, je me guillotinerais bien moi-même. » Et comme s'il avait gardé pour cet instant-là une réserve de fermeté, Duviquet « redouble le pas, » monte l'échelle, s'abandonne : tandis qu'on le boucle sur la planche, il tourne la tête vers les spectateurs groupés à la droite de la plateforme et dit « assez distinctement : » « Vive mon Dieu ! Vive mon Roi ! » La plèbe le hue ; le corps bascule, le couteau tombe.

On dit que, dans la journée, s'était présenté au chef de brigade Palasne-Champeaux un messager apportant de la part des chouans l'offre d'échanger contre Duviquet le chef de bataillon L'Honoré, pris à la Mirlitantouille. La proposition fut repoussée. Deux jours plus tard parvenaient au commandant de la place de Saint-Brieuc la montre, les bagues et les papiers de L'Honoré, immolé par manière de représailles. Il avait exprimé, avant de mourir, le vœu que ces objets fussent remis à sa famille. Un avis anonyme indiquait l'endroit où l'on trouverait son cadavre. En relatant ces tragédies au ministre de la justice, l'accusateur public Besné, dépité de n'y jouer aucun rôle, insistait sur l'urgence de purger le sol de la République « des coquins très intrigants » que renfermait la prison et dont « les trames secrètes » constituaient un permanent danger pour le Gouvernement. Il craignait qu'on oubliât les Legris-Duval, les Kérigant, les Du Lorin et surtout « la Kercadio, » attendant depuis six mois leur jugement. Prononcer leurs noms au moment où tombait la tête de Duviquet, leur ami, leur créature et leur complice, c'était les pousser à l'échafaud ; et Besné n'avait pas perdu l'espoir que cette aubaine, — le plus beau procès de sa carrière, — lui serait réservée.

G. Lenotre.

(*A suivre.*)

LE
PRIX DE FRANÇAIS EN ALSACE

En 1709, trente-cinq ans après la victoire de Turkheim qui rattachait l'Alsace à la France, Schmettau, ambassadeur du roi de Prusse Frédéric Ier auprès de Louis XIV, écrivait à son souverain : « Il est notoire que les habitants de l'Alsace sont plus Français que les Parisiens... Toutes les fois que le bruit court que les Allemands ont dessein de passer le Rhin, ils courent en foule sur les bords du Rhin, pour en empêcher ou du moins disputer le passage, au péril évident de leur vie, comme s'ils allaient en triomphe. » Et Schmettau, pangermaniste de la première heure, ajoute : « En reprenant l'Alsace seule sans recouvrer la Franche-Comté, l'Empereur et l'Empire ne trouveront qu'un amas de terre morte et qui couvrira un brasier d'amour pour la France. » A la grande stupéfaction du Prussien, la chaîne rompue depuis plusieurs siècles était renouée. L'Alsace donnait officiellement à la France un cœur qui, depuis longtemps, battait pour elle. Et, de tout son cœur, elle lui fit l'apport de son génie propre qui, spontanément, se fondit dans le génie multiple de la nation. Les officiers, les généraux, les littérateurs, les savants, les artistes et les artisans alsaciens fournirent leur riche contribution au patrimoine commun.

L'Alsace n'en conservait pas moins son patois et son accent aux inflexions cordiales, dont les écrivains, les auteurs dramatiques, le public souriaient doucement et dont ses fils s'amusaient eux-mêmes. Cet accent créait, d'ailleurs, certaines difficultés dans l'enseignement du français par les écoles, enseignement

que le second Empire, notamment, avait eu le souci de rendre aussi complet que parfait. Les braves instituteurs avaient souvent à résoudre de difficiles problèmes de prononciation, par exemple en ce qui concerne les lettres *b* et *p*, que les petits Alsaciens eussent prononcées très correctement, s'ils n'avaient, par atavisme, donné à chacune des deux la prononciation de l'autre. Les maîtres d'école, dont l'articulation était la même que celle de leurs élèves, avaient ingénieusement résolu la question. La première de ces consonnes était le *p* doux, la seconde était le *p* dur.

Après le traité de Francfort, les Allemands, qui comprirent si peu de chose à l'âme de l'Alsace, comprirent pourtant que la seule chance qu'ils eussent d'imposer leur domination dans le pays conquis était de lui imposer leur langue. On sait quel échec subit pourtant cette politique. Ils n'en réalisèrent pas moins ce résultat, que l'étude de l'allemand fut non seulement obligatoire, mais exclusive dans toutes les écoles primaires. Dans les lycées et collèges, l'enseignement du français, considéré comme langue étrangère, ne faisait l'objet que d'une ou deux classes par semaine et était donné, naturellement, par des maîtres allemands. Les élèves de l'enseignement secondaire, fils de la bourgeoisie, reprenaient, dans leur famille, l'usage de la langue française, qui y avait été pieusement conservée et qu'ils avaient bégayée la première. Ils s'en assimilaient, par leur effort personnel, la pureté et les beautés classiques. Mais il n'en était pas de même dans les campagnes, où, grâce à la rude discipline de l'école, l'allemand remplaçait peu à peu et presque entièrement le français. Quand nous délivrâmes et retrouvâmes nos frères d'Alsace, en 1918, leur cœur, malgré plus de quarante ans de tyrannie, n'avait pas changé; mais, loin des villes, la plupart d'entre eux ne parlaient point la langue de la mère-patrie.

Nous nous trouvâmes avoir affaire à des maîtres d'école d'un patriotisme ardent, animés de la meilleure volonté, mais qui allaient être chargés d'enseigner à leurs élèves une langue qu'ils ne connaissaient pas ou ne connaissaient que très insuffisamment. Il s'agissait pour eux de prendre sur leurs heures de loisir pour apprendre eux-mêmes le lexique et la grammaire qu'ils avaient la mission d'enseigner, et de préparer minutieusement chacune de leurs classes, comme s'ils avaient

eu, chaque fois, un examen à passer eux-mêmes. Ils se mirent au travail avec ardeur. Beaucoup d'entre eux passèrent des nuits sur une besogne qu'ils considéraient comme sacrée. Grâces soient rendues à ces modestes et passionnés serviteurs de la patrie! Ils avaient, les premiers, compris qu'en France il faut que tous les Français parlent français. Ils étaient les premiers à donner l'exemple et à le faire suivre. Les premiers résultats furent dignes de leurs efforts.

Que l'on me permette ici une courte digression. Les apôtres du bilinguisme en Alsace-Lorraine ont, de très bonne foi, comparé les Alsaciens aux Bretons. « Pourquoi, disaient-ils, se montrer plus exigeants à l'égard des Bretons qu'à l'égard des Alsaciens? Pourquoi ceux-ci, comme ceux-là, ne continueraient-ils pas à parler leur langue, tout en restant d'excellents Français? » Il me paraît assez facile de répondre à ces partisans d'un *statu quo* de fait et non de droit, qu'il serait extrêmement désirable que tous les Bretons parlassent français, mais qu'en tout cas leur idiome est bien à eux, tandis que les enfants alsaciens parlent une langue étrangère, dont l'usage leur fut imposé par la violence, et qui est la langue de l'ennemi de la veille.

Voilà donc ces enfants qui épèlent *b. a. ba*, qui commencent à lire, à écrire, à compter comme tous leurs petits compatriotes. Mais ne fallait-il pas encourager leurs efforts et ceux de leurs maîtres, donner un nouvel élan aux uns comme aux autres?

Au mois de janvier de l'année dernière, avait lieu, entre deux Alsaciens qui enveloppent d'un même amour leur grande et leur petite patrie, une conversation dont on peut dire sans exagération qu'elle fut historique. Mme F. Langweil, qui fait le bien avec tant d'ardeur, et Hansi, le grand artiste, qui fut un des plus actifs, des plus brillants et des plus courageux propagandistes de la résistance pendant le régime allemand, causaient ensemble du pays. N'est-il pas le sujet pour ainsi dire constant de leurs préoccupations? Ils comptent parmi tous ces Alsaciens clairvoyants et zélés, qui estiment que tout n'a point encore été fait en Alsace et qu'il reste beaucoup à y faire. Ils parlent des œuvres locales auxquelles tous deux s'intéressent. Et soudain il leur apparaît qu'une œuvre nouvelle s'impose, utile entre toutes, très simple en sa conception, sinon en sa réalisation. Pour favoriser, pour

répandre d'une manière durable l'étude de la langue française en Alsace, pour préparer une génération qui fasse la soudure entre l'Alsace d'hier et celle de demain, pourquoi ne créerait-on pas un « prix de français » qui serait décerné, chaque année, dans chaque école, à l'élève, garçon ou fille, ayant fait les progrès les plus remarquables dans la langue maternelle?

Dans les lycées et les collèges, et même dans les écoles primaires supérieures, il y a des prix de français plus ou moins importants. Dans les écoles primaires élémentaires, il y en a très peu ou pas du tout. Il faudrait que, dans chacune de ces écoles, on pût donner le prix de français au petit garçon ou à la petite fille, qui se serait donné le plus de peine pour bien apprendre notre langue. Ce prix serait, en quelque sorte, le prix d'honneur de chaque école primaire, et la remise en serait accompagnée d'une certaine solennité. Il consisterait en un beau livre, un de ces livres que l'on conserve toute sa vie, et en un beau diplôme qui suivrait l'enfant dans toute sa carrière, qui assurerait aux garçons un bon accueil au régiment, qui faciliterait à tous l'accès d'une place ou d'un emploi. La tâche à assumer serait importante; mais la récompense serait si belle! Cette œuvre, à l'objectif précis, nettement délimité, exercerait une action bienfaisante jusque dans le plus petit village d'Alsace. Grâce à l'émulation créée par un beau prix, tous y apprendraient le français avec plus de zèle et aimeraient la France avec plus de ferveur.

Tel était le projet qui fut conçu avec une lumineuse spontanéité. Il restait à le réaliser. Il importait de grouper, autour des deux initiateurs, le plus de bonnes volontés possible. Un comité fut formé sous le haut patronage de M. Millerand, président de la République, et de M. Poincaré, président du Conseil.

La première réunion de ce Comité eut lieu au mois d'avril sous la présidence de M. Léon Bérard. Le ministre de l'Instruction publique lui assura le concours de sa haute influence et celui des fonctionnaires de l'administration. Un de ceux-ci, et non des moindres, M. Charléty, recteur de l'Université de Strasbourg, qui ne cessa par la suite de donner au comité la collaboration la plus dévouée, la plus active et la plus éclairée, y préludait très efficacement en le renseignant sur la situation des écoles dans les deux départements. Grâce à lui, on savait qu'ils comptent 1 788 écoles, des différentes confessions, officielles

ou libres, et qu'il importait donc de disposer d'un nombre égal de livres pour être offerts en prix. Il remettait, en outre, pour toutes fins utiles, la liste des inspecteurs primaires. Le problème financier se posait. Grâce à l'empressement personnel des membres du comité, grâce au jeu de leurs relations, grâce à la représentation de gala organisée au Trianon-Lyrique, sous les auspices du baron de Berckheim et de la baronne de Watteville et dont la recette attribuée à l'œuvre fut de 10 000 francs, il fut résolu. Restait à choisir les livres destinés aux petits enfants d'Alsace. Choix délicat et qui fut fait avec tout le tact et tout le sens artistique qu'il fallait. Chaque prix devait être accompagné d'un diplôme dont l'« oncle » Hansi, toujours prêt à donner pour ses chers petits « neveux et nièces, » avait exécuté la composition en couleur, et sur lequel M. Léon Bérard avait voulu apposer la signature du grand-maître de l'Université. L'effet moral devait être immense. Il le fut, en effet.

Ainsi, grâce à l'activité, au zèle, au dévouement de tous, toutes les difficultés avaient été résolues, tous les objectifs atteints, et l'on était arrivé au 14 juillet, date acceptée pour la distribution du prix de français. La récompense de tous ces efforts fut aussi émouvante qu'éclatante.

***

Quelques membres du Comité avaient tenu à se rendre en Alsace pour examiner comment le prix était distribué et accueilli, si cette distribution avait lieu avec la solennité désirable. Ils avaient choisi Colmar comme centre d'observation. Ils n'eurent pas lieu de regretter leur déplacement.

Plus de 400 enfants, délégués par les différentes écoles primaires de la ville, étaient réunis le matin dans le hall de gymnastique de l'École Pfeffel. Sur l'estrade, avaient pris place MM. Valette, préfet du Haut-Rhin, Sengel, maire de Colmar, le général de Berckheim, les colonels Barrard et Burtchell, le secrétaire général, le sous-préfet, bref toutes les autorités, qui avaient tenu à répondre à l'invitation de l'inspecteur d'Académie et à prouver ainsi l'intérêt qu'elles portaient à l'Œuvre. Son Comité était représenté par Mme F. Langweil, à qui les enfants de Colmar savent tout ce qu'ils doivent, par Mme la baronne de Berckheim, par MM. Hubert Morand et Hansi.

La fête fut à la fois belle et touchante. Elle débuta par

une admirable cantate de Beethoven, chantée comme on n'entend guère chanter qu'en Alsace. Une remarquable allocution de M. Brunet, inspecteur d'Académie, fut suivie d'une improvisation charmante de M. Hubert Morand, du *Journal des Débats*, qui possède l'art si difficile de savoir parler aux enfants et qui put constater avec joie à quel point il était compris par son jeune auditoire alsacien. Puis ce fut la distribution du grand prix de français et de son diplôme au meilleur élève de chaque école colmarienne.

Dans l'après-midi, les membres du Comité se rendirent à Wintzenheim, village natal de Mme Langweil. Là, ce fut un accueil d'une émouvante bonhomie, auquel participèrent, avec une cordiale solennité, les pompiers et la musique municipale. Dans la petite salle de l'école, garçons et filles chantèrent et récitèrent en français, et de tout cœur. Les prix de français furent remis par M. le maire de Wintzenheim et les membres du Comité. En dehors des prix officiels du Comité, Mme Langweil avait offert quantité d'autres prix.

De Wintzenheim, on s'en fut à Turkheim, à l'entrée de la vallée de Munster. Quel cadre pour une fête civique de ce genre, que cette jolie ville, appuyée sur les coteaux de vignobles, derniers contreforts des Vosges toutes proches, avec sa grande porte de la Cigogne, où passa Turenne, sa charmante place, son clocher pointu aux tuiles vertes et blanches! Sur la place de l'Hôtel-de-Ville, précisément, se tenaient la musique, les pompiers et les enfants de l'école, sauf les lauréats. Dans la grande salle de l'hôtel de ville, M. Baradé, maire de Turkheim, entouré du Conseil municipal, attendait et recevait la délégation du Comité de l'Œuvre. Debout, immobiles, comme encadrant le groupe des autorités, deux vétérans portaient les vieux drapeaux de l'autre guerre. Les lauréats avaient déjà pris place dans la salle, ainsi que des jeunes filles en costume alsacien qui, fidèles à une vieille et aimable tradition locale, étaient chargées de présenter aux invités le vin doré de Turkheim, le kougelhof et le pain d'anis. M. Baradé, dans un discours d'un patriotisme ardent et éclairé, dit aux lauréats la gloire et les beautés de la langue française. Il tint à distribuer lui-même les prix, auxquels la municipalité en avait ajouté d'autres, offerts par elle-même. La ville de Turkheim a donné là un exemple qui ne manquera pas d'être suivi, cette année, par de nombreuses municipalités alsaciennes.

La cérémonie de Turkheim se termina par une *Marseillaise* comme il ne fut pas donné d'en entendre souvent, même à Strasbourg, pays de *la Marseillaise*. Attaqué par l'orchestre et par les enfants des écoles qui se trouvaient sur la place, l'hymne fut entonné en même temps par les lauréats dans la salle. Un chef d'orchestre unique, assis à califourchon sur la fenêtre, dirigeait, deçà et delà, de chacun de ses bras, les deux ensembles, qui, grâce à son unique et double impulsion, n'en firent qu'un, d'une perfection absolue. *La Marseillaise*, ce jour-là, est montée au ciel comme une fougueuse action de grâces pour la France et la langue française.

Le même jour, et les jours suivants, dans toutes les villes et tous les villages d'Alsace, se déroulaient des cérémonies analogues. Partout lauréats et lauréates, la fête terminée, rentraient à la maison, portant fièrement sous le bras leur beau prix de français dont le diplôme, signé par le ministre de l'Instruction publique, affirmait officiellement et augmentait si favorablement la valeur.

Le comité de l'Œuvre possède de nombreux et impressionnants témoignages de l'immense effet moral produit. Mme F. Langweil a reçu des petits lauréats des lettres de remerciements qui forment la collection la plus suggestive et la plus touchante. Elles sont innombrables, ces lettres écrites fièrement en français par des petites filles et des petits garçons, tout éblouis encore de leur nouvelle gloire scolaire. Je ne puis en détacher que quelques lignes, prises à peu près au hasard dans un précieux ensemble. Zussy Otton, de Geishouse, écrit : « J'ai ce livre devant moi, je vois les belles images dessinées par notre oncle Hansi. Avec un sentiment de satisfaction, je les vois partir, tous ces Boches, nos oppresseurs d'avant-guerre. » Pierre Mura, d'Urbès, a de pures ambitions : « Permettez-moi, madame, de vous remercier de ce magnifique prix intitulé *le Plutarque de la jeunesse*, qui m'a causé une grande joie, vu que ce livre expose la vie des grands hommes de l'histoire, que je voudrais bien imiter. » Cécile Kammerlé, de Kientzheim, qui a reçu comme prix une *Vie de Jeanne d'Arc*, exprime sa joie en termes chaleureux, mais peu diplomatiques : « Ce précieux prix de français m'a fait oublier toute la peine qu'il m'en a coûté pour l'apprendre. Je l'ai montré à toutes les élèves de la classe, et toutes en étaient enchantées, et elles ont

pris la résolution de ne reculer devant aucun effort pour l'obtenir l'année prochaine, si madame vit encore. C'est pour cela que nous prions Dieu de vous donner une longue, longue vie, pour que beaucoup d'enfants aient encore souvent le plaisir de recevoir de si jolis livres de prix. »

Goûtez ce charmant tableau de famille, brossé par Louise Sargand, de Bettendorf : « Je regarde souvent les belles images du livre avec mes frères et sœurs. J'en ai sept. Mon père nous raconte alors du temps de la guerre et des Boches, et nous sommes si contents d'être Français! Mes petits frères deviendront de bons soldats, et je les aide chaque jour à bien apprendre leur leçon, car la France n'aime pas les ignorants. Ils se donnent beaucoup de peine. Nous chantons alors ensemble : Vive la France, l'Alsace et la Lorraine! »

Je terminerai en citant un passage d'une lettre de l'inspecteur primaire de Mulhouse-campagne : « Cette fête fut souvent touchante, et elle produisit une très heureuse impression, tant sur les élèves que sur les notables ou les parents présents. Les ouvrages envoyés étaient beaux, d'ailleurs, d'aspect flatteur et en même temps à la portée des enfants. Nos jeunes lauréats les liront avec plaisir, — on commence à lire beaucoup dans nos écoles, — puis ils les feront lire à leurs frères et sœurs ou à leurs camarades. Ils les conserveront précieusement, comme un témoignage de leurs efforts d'écoliers et avec un sentiment de reconnaissance pour ceux qui les leur ont offerts, avec aussi un sentiment de gratitude pour la France, dont ils se sentent aimés. » On ne saurait mieux caractériser et résumer l'effort accompli et réalisé. Quand on songe qu'en trois mois, un tel programme put être conçu et exécuté, on peut entrevoir dès à présent les plus brillants et les plus féconds résultats en ce qui concerne la distribution des prix d'honneur de français à la fin de l'année scolaire 1924. Aux concours de la première heure d'autres se sont ajoutés, d'autres s'annoncent. Et l'on en espère d'autres encore. Car il faut que l'œuvre du prix de français puisse, en juillet prochain, récompenser aussi, et d'une manière aussi délicate que flatteuse, — on y songe, — les instituteurs et les institutrices qui ont travaillé, avec tant de zèle et de désintéressement, pour l'Alsace et pour la France.

ADRIEN VÉLY.

UN LIVRE ALLEMAND

SUR MAURICE BARRÈS[1]

C'est lui-même, Maurice Barrès, qui me l'avait signalé. « Pensez-vous, me disait-il, qu'un pareil témoignage doive être négligé ? N'est-ce pas le symptôme d'un état d'esprit, d'un effort à ne pas décourager ? » Le livre a tardé longtemps à venir entre mes mains. Aujourd'hui que Barrès nous manque, c'est un devoir pieux de lui rendre ce triste hommage, et une consolation de vivre quelques moments encore avec sa grande mémoire.

L'auteur de cette étude, M. Robert Ernst Curtius, n'est pas un inconnu pour les lecteurs de la *Revue*. Fils du président du Synode protestant de Strasbourg, il était de ces jeunes Allemands de la classe 1900 qui avaient pour la France des sentiments dénués de haine, et qui auraient souhaité un arrangement amiable de la question d'Alsace-Lorraine. Son grand père, helléniste fameux, avait des rapports amicaux avec Gaston Paris; et son père ne craignit pas de publier les *Mémoires* du prince Clovis de Hohenlohe, acte d'indépendance qui déplut au pouvoir. A Berlin, le jeune homme fréquenta le cercle de Stefan George, le meilleur poète de l'Allemagne, baudelairien et symboliste. Professeur à l'Université de Bonn, il y entreprit, à l'automne de 1914, un cours très remarqué sur les guides intellectuels de la jeune France. C'était le moment où

[1] Robert Ernst Curtius, *Maurice Barrès und die geistigen Grundlagen des Französischen Nationalismus*, in-8° Bonn, 1921. — *Die literarischen Wegbereiter des neuen Frankreichs*, in-8°, Potsdam, 1919. — *Balzac*, in-8° Bonn, 1923. Cf. T. de Wyzewa, *Un livre allemand sur Ferdinand Brunetière*, dans la *Revue*, 15 juillet 1914.

l'Allemagne jetait sur l'Yser sa jeune garde, les bataillons sacrés de ses écoles, les quatre corps de jeunes enthousiastes qui vinrent se briser devant Dixmude et devant Ypres. Ils ignoraient tout de la France : on ne leur en avait enseigné que le mépris. M. Robert Curtius crut bon de leur apprendre qu'elle n'était pas ce qu'ils pensaient, et de leur faire concevoir le respect de l'adversaire. Après l'armistice, il quitte Bonn, que les Alliés occupent, se retire en Thuringe, à l'Université de Marburg. C'est alors que Barrès vint donner à Strasbourg, dans l'automne de 1920, ces magnifiques leçons sur *le Génie du Rhin*, où il conviait la France à achever sa victoire, sa mission séculaire, esquissait le programme d'une politique rhénane. Le volume de M. Curtius est une réplique à ces leçons.

Chose curieuse ! L'auteur de *Bérénice* et des *Déracinés* était systématiquement ignoré en Allemagne. De tous les maîtres de l'heure, comme parle M. Victor Giraud, il est là-bas le plus méconnu. L'Allemagne connait fort bien un Anatole France, en qui elle retrouve sa vieille tendresse pour Voltaire ; et MM. Claudel ou André Gide y font figure de grands hommes beaucoup plus que chez nous. Mais elle n'a guère adopté que deux ou trois livres de Barrès. On peut lire en allemand *Du sang* et *le Greco* ; on admet le voyageur et l'esthéticien romantique, le Barrès hidalgo. Il existe une traduction de *la Vierge assassinée*, ce beau bijou sanglant de la vingt-cinquième année, ce fragment pathétique de *Sous l'œil des Barbares*. Le Barrès de la maturité n'est guère représenté que par une version de *Au service de l'Allemagne*, imprimée clandestinement hors d'Allemagne, à Budapest. Ce n'est guère qu'en Alsace que les écrits de Barrès étaient lus, discutés, au moins sous le manteau ; ils soulevaient des problèmes auxquels tout Alsacien (de sang français ou allemand) était forcé de s'intéresser. Mais l'Allemagne n'est pas le pays de la liberté d'opinion. Sûre de sa force (ou peut-être secrètement inquiète), elle préférait en tout cas que certaines questions ne fussent pas posées : elle dédaignait souverainement ces vaines idées de littérateur, et se contentait de les étouffer dans le silence.

M. Robert Curtius était du petit nombre des Allemands qui n'attendaient rien de bon de cette politique. Né en Alsace, vivant dans Strasbourg, il ne pouvait méconnaître l'empire que le grand écrivain, de l'autre côté des Vosges, exerçait

sur la meilleure part de la jeunesse du pays; il l'avait lu de bonne heure, mesurait sa puissance. Ces raisons, cette passion subtile et acérée, ces appels qui empêchaient la patrie de mourir dans les cœurs, attaquaient l'Allemagne au défaut de la cuirasse. Que de fois M. Curtius souhaita qu'une voix d'Allemagne répondît à cette voix de France, à ces sortilèges du muezzin de Sion-Vaudémont, chantant obstinément la diane et l'aurore, réveillant les vieux rêves qui dorment au fond des tombes! M. Curtius ne s'est pas flatté d'être cette voix allemande. Mais il a voulu dissiper le prestige de Barrès. Il l'a fait honnêtement, sans rien dissimuler de sa force ou de sa beauté. On lui reproche en Allemagne cet effort de loyauté comme une trahison. Rien de plus injuste que ce reproche : là-dessus, M. Curtius peut avoir la conscience en repos. Il est vrai qu'il a fait de son mieux pour garder son sang-froid, mais personne ne prendra son livre pour une manifestation de sympathie sans mélange. Franchement, on ne pouvait exiger cela de lui, et Barrès lui-même ne lui en demandait pas tant.

C'était déjà beaucoup de reconnaître son importance et d'y consacrer tout un livre. Cet aveu avait de quoi contenter notre ami, et il devait le prendre pour un titre d'honneur : enfin, il avait contraint l'Allemagne à confesser son existence. Et il faut convenir que l'étude de M. Curtius est une des meilleures qu'on ait faites sur lui. L'auteur s'est arrêté en 1914 : le cœur lui a manqué pour aborder la guerre, et naturellement M. Curtius ne pouvait pas parler en 1921 des dernières œuvres de Barrès, *le Jardin sur l'Oronte* et l'*Enquête aux pays du Levant*, où l'artiste a mis tant de ses secrets, et qui donnent l'empreinte finale de son génie. Mais enfin, nul ne contestera que le Barrès d'avant la guerre fût déjà tout Barrès, sinon le Barrès définitif, du moins quelqu'un d'entier et de complet : et lui-même n'aurait refusé à personne le droit de le juger sur vingt volumes et sur trente ans de vie littéraire.

De ces trente années M. Curtius nous présente un tableau, qui est un morceau remarquable de biographie intellectuelle : on y suit à merveille le développement de Barrès. Sur l'origine de ses idées, les influences qu'il a subies, sur ses maîtres, sur son milieu et le moment de ses débuts, sur la suite de ses ouvrages et leur enchaînement, il est difficile de mieux dire. M. Curtius connaît parfaitement son sujet, et il a de plus une

qualité peu commune en Allemagne : la clarté. Il a très bien vu une chose qui a souvent échappé à la critique française : la continuité, l'unité de cette œuvre si diverse. Il est vrai qu'on y a moins de mérite à distance : le paysage s'unifie, les ensembles apparaissent. On se rappelle la surprise que causèrent d'abord, dans le cercle des amis de Barrès, les éclairs, les coudes brusques de ce rapide esprit : l'étonnement d'un Jules Lemaitre, quand on vit le dandy dédaigneux des *Barbares*, l'auteur de ces petits manuels précieux et dégoûtés, se jeter dans l'action, se faire boulangiste. Sans doute, Lemaitre eût été bien plus surpris encore, si on lui avait dit que lui-même un jour serait le président de la Patrie française! Tel était le degré de déconsidération où les hommes cultivés tenaient alors la politique : et ce n'est pas le moindre service de Barrès, que d'avoir rendu à cet état la dignité de l'esprit.

Quant aux oppositions prétendues des thèses successives de Barrès, entre l'égotiste des débuts et le nationaliste, c'est un jeu pour M. Curtius de résoudre ces antinomies : la dialectique allemande excelle à ces exercices hegeliens, qui consistent à démontrer l'identité des contraires. Rien de plus aisé pour lui que le passage du « Moi » au « Nous » et de l' « Un » au « Plusieurs, » de plus spirituel que le procédé logique qui décompose l'individu et finit par trouver un peuple pour éléments de l'addition. M. Curtius a mis très nettement en lumière ce qu'il y a d'organique dans cette pensée souple, jusqu'à paraître contradictoire. On peut même se demander s'il n'en exagère pas le caractère systématique. C'est plaisir de voir chez lui avec quelle certitude les idées barrésiennes s'engendrent les unes les autres, la force de leurs jointures, la netteté de leurs embranchements et de leurs articulations. Et sans doute, on ne saurait nier que Barrès a voulu, dans quelques-uns de ses livres, donner à sa pensée la consistance d'une doctrine : il a voulu qu'elle fût un tout, un univers complet. Mais je doute qu'elle ait eu pour lui cette rigueur de construction. J'admire l'ingénieuse machine intellectuelle, le squelette si soigneusement monté sur fils de fer par l'anatomiste de Marburg : je ne reconnais pas dans cet automate le geste de Barrès. Il y manque le je ne sais quoi, la flamme, le caprice, l'intimité, la vie. Vanité de la critique! Tous ces textes mis bout à bout, à leur place, à leur date,

tout cet appareil d'arguments, la raison n'y trouve rien à dire : mais quoi ! Barrès réduit à ces alignements d'abstractions ! lui, la fougue, l'impatience faite homme, lui qui, plus que personne, a conçu le génie comme un mouvement musical, et passé toute sa vie à noyer les idées dans le pathétique et le sentiment.

Ceci est d'autant plus curieux que M. Curtius a très bien compris la mystique de Barrès, le rôle immense qu'il confia dans le régime de l'existence à l'irrationnel et au sentimental. Il établit même sur ce point un parallèle assez subtil entre l'auteur du *Culte du Moi* et celui du *Discours de la méthode*. Le « Je pense » de Descartes se change chez Barrès en « Je sens, donc je suis. » Le point de départ est le Moi dans les deux cas, mais le fait essentiel, intellectuel dans le premier, devient chez l'autre une émotion. Et l'on recueillerait encore dans cette étude plus d'une remarque intéressante, par exemple sur Barrès considéré comme un « baroque. » Le fait est que l'auteur de *Du sang* est le premier qui ait compris cet art espagnol des contrastes, sensuel et tragique, l'art violent des Greco et des Zurbaran, des Carraches et de Bernin, issu tout entier d'une sainte Thérèse et des *Exercices* de saint Ignace, et cela dans un temps où les personnes de goût n'avaient d'yeux que pour ces secs Primitifs.

Mais j'ai hâte d'en venir à la partie centrale de l'essai de M. Curtius, le procès du nationalisme. C'est en effet tout son objet, comme l'annonce le titre de l'ouvrage : l'auteur ne nous prend pas en traître. La formation de la théorie, son exposition, enfin la discussion, suivie d'un jugement, voilà en quelques mots tout le plan de son livre. Et je ne vais pas rougir pour Barrès ou le disculper de cette épithète de nationaliste, mot admirable, qu'il a créé, comme ce prodigieux styliste en a créé tant d'autres, et qui désignera peut-être aux yeux de l'avenir son plus beau titre de gloire : mais je ne puis m'empêcher de me demander si ce mot, dans son acception ordinaire, le représente tout entier. Je ne sais si le vrai Barrès, dans ses dons merveilleux et son immense élan, ne dépasse pas l'attitude magnifique, mais un peu monotone, que lui a imposée la vie. Je ne suis pas sûr que les idées plébiscitaires, régionalistes, syndicalistes, antiparlementaires qu'il développe avec tant de force dans *Scènes et doctrines*, aient conservé toujours pour lui l'importance qu'il y attachait au moment de l'Affaire. Je crois que

Barrès est resté profondément l'homme de ses premiers livres, c'est-à-dire un homme pour qui il n'existe d'autre univers que l'univers moral, et pour qui le monde du dehors n'est qu'une création de la vie intérieure.

Il ne s'est jamais occupé que d'une chose : le problème du salut, le perfectionnement, l'ennoblissement de l'âme. Le nationalisme n'est qu'une méthode, un ensemble de règles, une discipline de l'esprit, méthode souple, réaliste, pour embrasser tout l'homme et l'intéresser tout entier, dans sa chair et son sang, dans sa conscience claire et ses idées confuses, méthode d'où il tire successivement une morale, une politique, une esthétique, une religion, — bref, une manière totale d'envisager la vie du berceau à la tombe, dans le passé et l'avenir, de lui donner un sens au delà d'elle-même, et de dresser pour nos rêves une échelle, une cathédrale, où se marient l'humain et le divin, la nature et le surnaturel, l'éternel avec l'éphémère, et où, comme au poème de Dante, le ciel et la terre ont mis la main.

On conviendra que cette vision déborde un peu le rôle qui échut à ce poète de génie, comme successeur de Déroulède à la Ligue des Patriotes. Il y a là, — M. Curtius l'avoue, — un système complet des valeurs, une vue grandiose de la vie et des rapports humains. On voudrait donc que M. Curtius se fût épargné la sottise d'écrire que Barrès, « apôtre du chauvinisme et du militarisme, par ses excitations continuelles à la revanche, a été une des causes directes de la guerre. » Comme s'il tenait à lui que la guerre n'éclatât pas! On aurait souhaité surtout que M. Curtius n'allât pas ramasser, dans la boue d'un journal socialiste de Strasbourg, une poignée d'ordures pour salir la conduite de Barrès pendant la guerre. Sans doute, il fallait bien payer de quelque monnaie le droit de parler de Barrès au public allemand. Mais M. Curtius devait repousser ces procédés indignes de lui ; il n'y a pas d'arme plus vile, — j'entends pour qui l'emploie et qui le fait sans risque, — que l'outrage de lâcheté.

Mais venons aux critiques sérieuses et au procès du fond. L'auteur ayant, comme on l'a vu, défini le nationalisme, lui reproche principalement (on excusera ce jargon) d'être un subjectivisme, un immoralisme et un relativisme. Ce sont là de gros mots! Certes, sous une telle charge, on ne se sent pas

à l'aise; on fait pauvre figure auprès d'un Kant qui fonde sa morale sur une révélation personnelle de l'absolu, et qui vous parle d'agir en sorte que chacune de vos actions mérite d'être prise pour règle universelle.

Mais on s'aperçoit que ces belles maximes peuvent, dans la pratique, prêter à d'étranges compromis, subir d'étranges accommodements : que devenir le jour où un penseur allemand aurait découvert qu'il est de l'intérêt du genre humain d'être gouverné par la conscience morale de l'Allemagne? Il y a des mots décriés, comme ceux de casuistique et de probabilisme; l'impératif catégorique vous a une autre allure. A la réflexion, on comprend toutefois que ces règles trop générales laissent beaucoup de jeu, comme ces codes draconiens qui ne sont jamais appliqués, et qu'il y a plus de sûreté dans une loi plus douce et plus flexible. Ce n'est peut-être pas une mauvaise méthode que de s'en remettre en ces matières à la tradition, aux mœurs, au tact, aux puissances du cœur : la coutume peut avoir raison contre la raison. Ainsi en ont jugé un Montaigne, un Pascal : « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà. » Dire qu'il y a un ensemble de vérités françaises, une manière française de concevoir la vie, qui nous est plus naturelle que l'anglaise, la russe ou l'espagnole; se conformer au type de beauté morale que nous tracent nos poètes, nos héros et nos saints, un Polyeucte ou un Roland, un saint Martin ou une Jeanne d'Arc, un saint Vincent de Paul où un François de Sales, interroger ces grands modèles de la légende et de l'histoire, ces bons génies de notre existence, placés devant nos yeux comme les statues bénignes qui nous invitent et nous escortent au portail de nos cathédrales, ce n'est pas nier qu'il existe une catégorie de l'idéal, c'est se placer dans un cadre où l'idéal devient accessible, la vertu plus claire, plus aisée, bref dans les conditions où il nous est permis de réaliser le mieux possible la notion d'humanité.

Comme il arrive souvent en fait de doctrines morales, où les plus sévères en apparence ne sont pas les plus fécondes et les plus efficaces, le relativisme de Barrès n'est qu'une manière pratique et modeste de suppléer aux dogmes sans se payer de mots, de fournir une discipline exactement appropriée à notre tempérament, afin d'exiger de l'homme la somme la plus haute de spiritualité. Que cette forme de civilisation, nommée France,

méritât d'être conservée; qu'elle valût la peine de vivre et de mourir pour elle, qu'elle importât au monde et ne dût pas se résigner à disparaître sans combat, est-ce là de quoi justifier le reproche d'impérialisme que M. Curtius fait à Barrès? « Tant il est vrai, ajoute-t-il, que tous les nationalismes se ressemblent, d'un côté ou de l'autre du Rhin! » En subordonnant la morale à l'intérêt particulier de la France, Barrès, dit-il encore, perd le droit de se réclamer « de la grande tradition de l'idéalisme français » (celle du XVIIIe siècle) : on dirait « qu'il s'est mis à l'école de Bismarck! » Comment oser parler de la victoire du Droit, après qu'on a écrit : « C'est quelque chose de dégradant de répéter qu'il faut qu'une chose soit, parce que cette chose serait juste. » Avouerai-je que je ne vois dans cette fière maxime que dignité, stoïque courage, et une variante de la pensée de Pascal, que « ne pouvant faire que ce qui est juste soit fort, Dieu veut que ce qui est fort soit juste? »

Enfin, dans un dernier chapitre, M. Robert Curtius arrive à un jugement d'ensemble, et résume en faisceau tout son réquisitoire. Il définit Barrès un critique plus qu'un créateur, et j'y consens si l'on m'accorde (un Allemand doit le savoir mieux que moi) que l'on peut créer dans le domaine des idées comme dans le domaine de l'art, et que le grand poète de la fin du XIXe siècle, l'homme qui a régné sur l'imagination, et jusque sur le cœur des femmes, c'est Renan beaucoup plus que Verlaine ou Mallarmé. Il est clair que, dans les cinquante ans qui ont précédé la guerre, toutes choses ont été conçues sur le plan de la critique : tous les esprits supérieurs, un Taine, un Hérédia, un Lemaitre, un France, un Bourget, sont baignés de critique, respirent une atmosphère critique. Barrès s'en est nourri, enivré comme les autres, et c'est avec cela qu'il a créé sa poésie. Sa critique est le signe de son temps; mais sa poésie n'est qu'à lui et c'est le poète qui est immortel.

Ce n'est pas tout. Cette attitude critique, surveillée, défensive, cet égotisme de Barrès, ce culte du Moi personnel ou du Moi national, toute cette curieuse thérapeutique individuelle ou collective, M. Curtius y signale l'indice d'une certaine indigence de l'âme, d'une nature ingrate, d'un sol maigre. Il y reconnaît une espèce de mesquinerie française, l'excès de prudence, l'économie, le bas de laine, la peur de vivre, les familles

étroites, de la stérilité et de la neurasthénie. Point de confiance, nul abandon; trop de clairvoyance et d'analyse, point de joie, de jeune énergie et d'heureux bouillonnement de sève et d'aventures. Au fond, une secrète angoisse, la misère d'une vie avare qui se raréfie, la crainte d'un sang qui se tarit et d'un feu qui s'éteint. Toujours des retranchements et du protectionnisme, des barrières, des bastions, des remparts, une inquiétude jalouse, une sécurité claquemurée et ombrageuse, l'obsession d'une menace toujours présente.

Cet animal est triste et la crainte le ronge...

J'admets difficilement que Barrès soit ce lièvre. Convenons-en toutefois, si M. Curtius le veut ainsi : mais veut-il en même temps que cette bête tremblante soit un foudre de guerre ?

Enfin, allons plus loin : sous les appels constants de Barrès à l'ordre, à l'énergie, dans cet incessant rappel qu'il bat à toutes les forces salutaires, distinguons, dit M. Curtius, le mal profond de son âme : la dissolution, le néant, l'anarchie. Je pense que, cette fois, M. Curtius voit juste; cette crainte fut sans doute la grande tentation de Barrès. Ce fut du moins la crise essentielle de sa jeunesse. Peu d'hommes sont entrés dans la vie avec un pareil désespoir, un tel sentiment de révolte et de dégoût. Mais il avait en même temps la passion de la gloire et de la grandeur. De ce dilemme, il ne pouvait sortir que par un acte de foi. Au milieu d'un si grand désastre, dans un siècle de ruines et de faillites, quand la science avait mis la religion au rang des fables, que la patrie était vaincue, que le plus sage des maîtres disait : « La France se meurt, ne troublez pas son agonie, » dans cet âge de doute et de malaria, d'où partir ? Sur quel point d'appui fonder de quoi donner une valeur à la vie ? Je suis surpris que M. Curtius, qui connaît nos classiques, au lieu de rappeler Descartes, n'ait pas reconnu chez Barrès le cri cornélien :

Dans un si grand revers que vous reste-t-il ? — Moi...

C'est la résolution d'une âme qui ne consent pas à mourir, et qui sort d'embarras par la voie héroïque. Reconstruire, à défaut de la théologie, une catégorie du divin : trouver, dans les débris de la tradition, les éléments d'une religion, *un dieu à nous mettre entre les bras*, Barrès n'a pas fait autre chose. Il

a passé sa vie à relever des autels, à inventer des lieux sacrés, à faire jaillir de terre des grandeurs spirituelles. Sans doute, il savait bien que ces succédanés ne remplaçaient pas la vieille religion revélée, la loi du Sinaï et du Sermon sur la montagne. Mais jusqu'au dernier jour (c'est tout le drame de l'*Enquête aux pays du Levant*) il ne cessa de chercher des moyens de communiquer avec l'infini, des intermédiaires et des intercesseurs auprès de l'absolu. S'il eut des doutes, s'il sentit sa construction fragile, s'il aperçut toujours l'abîme sur lequel il tentait de jeter sa passerelle, c'est ce qui fait le sens et l'héroïsme de son entreprise : c'est ce qui l'apparente à Pascal, l'homme qu'il aima le plus au monde, auquel il ressemble comme un frère, et qu'on s'étonne que M. Curtius n'ait pas cité une fois parmi les maîtres de ce noble esprit.

Mais laissons cela : je ne fais pas un portrait de Barrès. Au fond, toute la querelle que M. Curtius fait à notre ami, c'est son attitude envers l'Allemagne. C'est par là qu'il le juge, et c'est toute la mesure de ses louanges ou de son irritation. Barrès et l'Allemagne ! On trouvera sur ce sujet, chez M. Curtius, la matière de la plus passionnante étude. L'espace et le loisir me manquent pour la faire. Et il est certain qu'en un sens, toute l'œuvre de Barrès est conçue en fonction de l'Allemagne. C'est l'Allemagne de Fichte, de Hegel, qu'il absorbait avec ivresse en dévorant Taine et Renan. C'est l'Allemagne de Schopenhauer et de Hartmann qu'il découvrait ensuite dans ses nuits du Vachette, dans les interminables causeries d'un Téodor de Wyzewa qui développait devant lui, dans la fumée de cent cigarettes, l'immense théorème, le nuage divin des axiomes et des métaphysiques qui déroulent dans le ciel allemand leurs formes monumentales.

Quel n'était pas alors le prestige des Allemagnes : Allemagne humanitaire de Lassalle et de Karl Marx, Allemagne romanesque des châteaux du roi de Bavière, Allemagne enchantée de *Tristan* et de *Parsifal*, la gloire incomparable du vieux sorcier de Bayreuth ? Faut-il rappeler ici le voyage d'André Maltère dans *l'Ennemi des lois*, son pèlerinage à Wahnfried et à Hohenschwangau, les lettres de Rœmerspacher dans *l'Appel au soldat*, les méditations sublimes de *Du sang* sur Léda et le cygne, ou sur l'Enchantement du Vendredi saint et Kundry repentante et son regard sur la prairie?

Mais de toutes les admirations allemandes de Barrès, la plus constante, la plus sincère et la plus invariable, toujours s'adressa à la grande figure de l'homme de Weimar. Gœthe apparaît partout, à toutes les pages de son œuvre : à peine un de ses livres où ne se montre, comme une cime neigeuse domine le paysage, le majestueux oracle. Dans une page tragique et trouble des *Déracinés*, sur le quai suspect de Billancourt, c'est l'image olympienne du portrait de Francfort qui se lève soudain dans l'âme agitée de Sturel. Des chapitres de *Sparte*, d'*Amori*, de *la Mort de Venise* sont consacrés à ce grand homme : « A Gœthe, qui a compris la France, et que la France comprend! » Le portrait de Francfort revient un instant dans *Colette*, derrière la figure débonnaire et un peu comique de M. Frédéric Asmus. Et, quinze jours avant sa mort, la dernière lettre que Barrès ait écrite à Louis Bertrand, c'est à propos de son *Louis XIV*, après avoir lu la *Correspondance de Gœthe et de Schiller*, dans l'admirable traduction que vient d'en faire Lucien Herr : « Je considère comme très caractéristique, que la dernière lettre de Schiller soit une explosion de son antipathie contre Louis XIV, — et adressée à Gœthe qui, lui, aimait Louis XIV. *Il y a là deux Allemagnes*, deux saisissants témoignages de réactions instinctives de deux génies si opposés, et chefs de file... »

Terminons. M. Curtius n'est pas ennemi de la France. Il n'est pas, assure-t-il, de ceux « qui approuvent sans réserve l'Allemagne de Guillaume II ; » il se déclare, avec une partie des siens, « prêt à une collaboration loyale pour la reconstruction de l'Europe. » Mais il ajoute aussitôt qu'il fait ses conditions, et qu'il a le devoir, pour dissiper les confusions, de dire avec quels Français il n'y a pas d'entente possible. Singulière façon de faire des avances! M. Curtius, notons-le bien, n'est pas un nationaliste. Que serait-ce, s'il l'était? Et de lui ou de Barrès, d'où viennent les difficultés?

Il y a deux ans, M. Curtius a passé quelque temps en France, dans une retraite spirituelle à l'antique abbaye cistercienne de Pontigny, avec quelques confrères français et étrangers. La petite société fit un jour le pèlerinage de Vézelay, cette terrasse magnifique où saint Bernard prêcha la croisade à cent mille hommes, en présence de l'Empereur et des rois de France et d'Angleterre. Quelques jours plus tard, M. Curtius se trouvait

près de Cologne dans une autre abbaye de Cîteaux, illustrée également par la croisade de saint Bernard. *Je compris alors, écrit-il, l'unité de l'Occident. Qu'avons-nous fait de la chrétienté?* La chrétienté! qui l'a brisée?

Non, le nationalisme français n'est pour rien dans l'état misérable de l'Europe. Il y apporte bien plutôt un principe constructeur, une cellule organisée. Rien de moins fermé, de moins étroit que cette doctrine de Barrès; c'est une méthode valable pour toutes les patries. Naguère, le noble penseur, le président Masaryk, venu inaugurer à Paris l'Institut tchèque placé sous le nom d'Ernest Denis, saluait en Barrès son maître: et M. d'Annunzio serait-il tout ce qu'il est en Italie depuis vingt ans, sans l'amitié et sans l'exemple du poète français auquel il dédia le *Martyre de Saint Sébastien?*

La vérité, elle échappe à M. Curtius dans un article récent sur la mort de Barrès : c'est que l'Allemagne n'a pas de Barrès. « Qui avons-nous qui, doué des mêmes dons et du même génie, serait pour l'Allemagne ce qu'il fut pour la France? Où est le poète qui saura rallier les jeunes énergies, servir de guide à la patrie? Nous n'avons personne. Un Mann, un Keyserling, un Hauptmann sont bien des témoins de notre esprit. Comme forces nationales, ils sont nuls, quelquefois malfaisants. Qui nous donnera une idée noble de nous-mêmes, une conscience aristocratique, élevée de la vie morale? Mais non: des pierres au lieu de pain. Nulle part un grand excitateur, nulle part un grand modèle. C'est le jeûne, le désert, le temps de l'attente et de l'Avent. » Aveu désolé de l'immense désarroi de l'Allemagne! Ce soupir d'envie, soyons-en fiers : c'est de l'admiration.

LOUIS GILLET.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA DISTRIBUTION DE L'HEURE

J'ai exposé naguère ici même aux lecteurs de la *Revue* comment on détermine aujourd'hui l'heure avec une haute précision dans les observatoires et comment, en particulier, cette détermination a atteint à l'Observatoire de Paris une exactitude auparavant inégalée.

Mais cette heure ainsi connue ne serait qu'un luxe inutile, qu'une curiosité sans autre attrait que la difficulté vaincue, si on se bornait à la conserver dans les observatoires et à l'y fixer sur les chronomètres, pendules et autres « garde-temps, » pour employer une vieille et pittoresque expression française.

Ce qui est non moins important que la détermination de l'heure, ou du moins ce qui donne à celle-ci toute son importance, c'est que cette heure est ensuite distribuée à tous ceux qui en peuvent avoir besoin : administrations publiques, chemins de fer, particuliers, navigateurs, géographes et savants.

Je voudrais aujourd'hui exposer quelques-uns des aspects les plus récents de ce problème fondamental de la distribution de l'heure, qui est le corollaire obligé de sa détermination et de sa conservation.

***

Ce sont surtout les navigateurs qui de tout temps ont eu besoin de connaître exactement l'heure. Des deux coordonnées qui leur permettent de déterminer à un moment donné leur position en mer, et qui sont la latitude et la longitude, la première se mesure au moyen des observations astronomiques du soleil et des étoiles, et grâce aux instruments du bord et surtout au sextant.

C'est un fait bien connu, et qui se démontre de la manière la plus élémentaire, que la latitude d'un lieu du globe est égale à la hauteur angulaire que possède en ce lieu le point du ciel voisin de l'Étoile polaire et qu'on appelle le *pôle céleste*. A l'équateur, le pôle céleste est à l'horizon : sa hauteur au-dessus de celui-ci, et partant la latitude, sont nulles, sont égales à zéro. Au contraire, aux pôles de la Terre, le pôle céleste se trouve exactement au sommet du firmament, au zénith. La hauteur du pôle et partant la latitude y sont égales à un angle droit, à 90 degrés. Sous tous les parallèles intermédiaires, cette égalité de la hauteur du pôle céleste et de la latitude locale se poursuit. Or, on connaît constamment, au moyen de tables, dont sont munis tous les marins, la distance angulaire qui sépare du pôle le soleil et les diverses étoiles. Il s'ensuit qu'en observant, par exemple au moment où il est au sommet de sa course diurne, l'un de ces astres (dont le sextant donne la hauteur au-dessus de l'horizon), on en déduit immédiatement la latitude cherchée.

Le problème de la longitude est très différent. Elle se compte de l'Est à l'Ouest à partir d'un certain méridien initial qui, — depuis la renonciation officielle, et peut-être blâmable, de la France au méridien-base de Paris, — est devenu pour toutes les nations celui de Greenwich.

L'heure étant réglée par la marche du soleil ou des étoiles, — ainsi que je l'ai expliqué, — l'un donné de ces astres est, au même instant physique, plus ou moins haut sur l'horizon, suivant qu'on est dans un lieu ou dans un autre à l'Est ou à l'Ouest du premier. Il s'ensuit que les montres, en supposant qu'elles marquent l'heure vraie, déterminée par le même astre, ne marqueront pas partout la même heure. Cette heure retarde à mesure qu'on considère les lieux situés de plus en plus à l'Ouest les uns des autres, puisqu'en effet le soleil se lève sur ces lieux et y passe au méridien de plus en plus tard. Quand il est midi vrai sur un méridien donné, il est minuit vrai tout le long du méridien situé du côté opposé de la terre et qui passe à l'antipode. La circonférence de la terre étant divisée en 360 degrés et, partant, la demi-circonférence en 180 degrés, il s'ensuit que 12 heures correspondent à 180 degrés de différence de longitude, une heure à 15 degrés, une minute à 15 secondes d'arc, une seconde à 15 secondes d'arc, etc. Par conséquent chaque degré de longitude séparant deux lieux donnés comporte, entre leurs heures vraies, une différence de 4 minutes. On voit que le problème des longitudes revient à déterminer la différence existant entre l'heure du lieu où on se trouve et celle d'un

méridien origine donné, en l'espèce et aujourd'hui, du méridien de Greenwich.

L'heure du lieu où ils se trouvent, les navigateurs la mesurent au moyen de leur sextant, par les observations des astres et par des procédés analogues dans leur principe, — quoique un peu moins précis, — à ceux que j'ai décrits et qu'on utilise dans les observatoires. Connaissant l'heure vraie du point où il se trouve, le marin, pour en déduire sa longitude, n'a plus besoin que de savoir quelle est, au même instant physique, l'heure du méridien initial, l'heure de Greenwich.

Pour cela et jusqu'à la fin du siècle dernier, les navigateurs n'avaient trouvé qu'un moyen : emporter avec eux cette heure du méridien initial. Pour cela, il leur fallait des chronomètres, des garde-temps, ayant une marche très régulière, mis à l'heure au moment du départ et qui devaient varier aussi peu que possible durant des traversées quelquefois longues.

Il était indispensable que ces chronomètres du bord gardent l'heure aussi fidèlement que possible et n'avancent ou ne retardent que très peu, faute de quoi le navire risquait de s'écarter de sa route et de courir mille dangers. Il suffit en effet d'un très petit écart chronométrique pour entraîner des erreurs d'estimation considérables sur la position où l'on se trouve. Ces erreurs sont d'ailleurs, pour un même chronomètre, d'autant plus grandes qu'on est plus près de l'équateur terrestre. Aux pôles de la terre, en effet, ou tout près des pôles, une erreur même de plusieurs heures, et *a fortiori* de quelques minutes, n'entraînerait qu'une incertitude kilométrique très faible. Celle-ci est au contraire maxima à l'équateur. Le long de celui-ci et puisque la durée du jour, 86 400 secondes, correspond à 40 000 kilomètres, il s'ensuit que chaque seconde d'erreur entraîne un écart kilométrique de près d'un demi-kilomètre, chaque minute d'erreur un écart kilométrique approchant de 30 kilomètres.

Sous nos latitudes, la différence est un peu moindre, quoique encore considérable. C'est ainsi qu'à Paris, entre le Point-du-Jour et le pont de Charenton, c'est-à-dire entre deux points séparés par quelque douze kilomètres, il y a une différence de longitude d'environ 37 secondes. C'est-à-dire que le soleil se lève 37 secondes plus tôt au pont de Charenton qu'au Point-du-Jour.

Tout cela montre que naguère le problème de la détermination des longitudes était étroitement lié à celui de la conservation de l'heure, c'est-à-dire à la perfection des chronomètres. C'est ainsi

qu'un grand nombre des perfectionnements historiques de l'horlogerie ont été suggérés et provoqués par les besoins de la navigation et stimulés par les concours que l'amirauté anglaise et la marine française notamment avaient créés à cet égard.

Depuis peu et grâce à la T. S. F. le problème des longitudes a complètement changé de face, et ce n'est plus à la conservation de l'heure, mais à sa distribution qu'il est lié. Les chronomètres de bord, — ceux du moins qui sont chargés de garder l'heure initiale, — perdent de leur importance à mesure que la T. S. F. maritime se développe et on peut prévoir le temps où ils seront devenus à peu près inutiles.

C'est qu'en effet la T. S. F. permet de transmettre presque instantanément aux marins, où qu'ils se trouvent et pourvu qu'ils possèdent les appareils récepteurs nécessaires, l'heure du méridien de Greenwich. Les ondes hertziennes se propagent avec la vitesse de la lumière, — 300000 kilomètres par seconde. Il leur faut donc à peine *un quinzième de seconde* pour aller jusqu'aux antipodes, pour faire le demi-tour de la terre. Le navigateur, si loin qu'il se trouve, est donc assuré de recevoir l'heure du méridien initial avec une précision largement supérieure à celle avec laquelle il peut déterminer, au sextant, l'heure locale de sa position.

Auparavant, avant cette évolution qui est une manière de révolution, la détermination des longitudes en mer avait sa précision limitée par celle des chronomètres emportés et cette précision diminuait avec la longueur des traversées. Aujourd'hui il n'en est plus de même, et la précision avec laquelle l'heure distribuée en mer parvient à destination est pratiquement toujours identique et excellente.

Comment est-on arrivé à ce simple et beau résultat, et comment l'a-t-on amené au point où il est, c'est ce que je voudrais indiquer brièvement.

On peut faire remonter à 1899, les premières tentatives pratiques de T. S. F. à longue portée, puisque c'est cette année-là que M. Marconi, à l'aide du tube radioconducteur de Branly, parvint à capter près de Boulogne-sur-mer des signaux hertziens émis à plus de 45 kilomètres de distance, à Douvres.

Ce n'est pas le lieu de rappeler les progrès qui suivirent. Pour arriver sans plus au problème qui nous occupe, c'est en 1908 que le Bureau des Longitudes émit le vœu, — transmis aussitôt au Gouvernement. — *qu'un service de signaux horaires fût installé le plus tôt possible au poste radiotélégraphique militaire du Champ de Mars.*

Le ministre de la Guerre accordait bientôt les crédits nécessaires, et l'installation projetée fut organisée sous la direction du commandant Ferrié, aujourd'hui général, et dont le nom est inséparable des perfectionnements réalisés dès lors dans cet ordre d'idées.

Terminée au début de 1910, l'installation fut momentanément mise hors d'usage peu après par l'inondation dont celle du mois passé n'a pas suffi à faire oublier le souvenir. Les dégâts furent bientôt réparés. Le 23 mai commença l'envoi des signaux horaires qui n'a pas été interrompu un seul jour depuis lors. Le 22 juin 1910, le Bureau des Longitudes, sous la présidence d'Henri Poincaré, inaugurait solennellement la station horaire de la Tour Eiffel, voulant en quelque sorte marquer par là que notre puissant poste radiotélégraphique, débordant son rôle auparavant purement militaire, allait être désormais le soutien de la science, non moins que l'auxiliaire de la défense nationale.

La distribution hertzienne de l'heure par la Tour Eiffel marcha rapidement d'une manière satisfaisante et avec des résultats si heureux, qu'il apparut opportun au Bureau des Longitudes, de provoquer une entente internationale destinée à étendre et à perfectionner ceux-ci.

Une première conférence internationale, d'un caractère purement technique, se réunit en octobre 1912 à l'Observatoire de Paris. Puis, sur les bases élaborées par elle, une seconde conférence avait lieu un an après (20-25 octobre 1913) au même endroit. Trente et un États différents y étaient représentés.

Il fut décidé qu'on chargerait un certain nombre de stations radiotélégraphiques déjà existantes ou à créer, et réparties tout autour du globe, d'expédier chaque jour, et à des moments fixés d'avance, l'heure hertzienne, de sorte que, en quelque point qu'il se trouvât, le navigateur, le géographe, le géodésien, le voyageur, fût en état de recevoir au moins une fois par jour l'heure ainsi envoyée. Il fut convenu que l'heure envoyée par toutes les stations, serait celle du méridien initial de Greenwich, de telle sorte que celui qui la recevrait pût au besoin et sans inconvénient ignorer de quelle station elle provenait.

Mais pour cela une condition préalable devait nécessairement être réalisée. C'est que les divers États participants adoptassent unanimement le système des fuseaux horaires, système dont j'ai déjà, ici même, exposé les caractéristiques, et qui rattache d'une manière simple l'heure officielle de toutes les régions de la Terre à celle du méridien de Greenwich.

Or, à l'époque où se tenait ce Congrès, — c'était quelques mois avant la guerre, — plusieurs nations se tenaient encore jalousement à l'écart de cette œuvre d'unification. L'Irlande par exemple utilisait toujours l'heure de Dublin, et n'en voulait pas démordre, ce qui prouve, que sur un point au moins, la domination anglaise ne s'était pas montrée trop tyrannique. La Grèce ne voulait pas lâcher le méridien initial d'Athènes. J'en passe, et non des moindres.

Le premier résultat du Congrès de 1913 a été de faire, quelque temps après, céder une partie de ces résistances. C'est ainsi que la Grèce s'est rattachée au système des fuseaux horaires en juillet 1916, le Chili depuis septembre 1918, l'Irlande elle-même depuis le 1er octobre 1916, la Pologne depuis septembre 1919, le Siam, la République Argentine et l'Uruguay depuis 1920. Il est pourtant certains pays encore rétifs à ce nivellement et jaloux de leur indépendance horaire, notamment plusieurs des Républiques du Centre et du Sud de l'Amérique. En Europe, et si je ne m'abuse, seule la Hollande reste encore aujourd'hui en dehors du système des fuseaux, et emploie toujours pour son heure officielle l'heure du méridien d'Amsterdam, qui avance de vingt minutes sur celle de Greenwich.

Pour utiliser néanmoins les signaux horaires émis par les stations adhérentes, les récalcitrants n'ont d'ailleurs qu'à tenir compte d'une petite correction toujours identique pour chacun d'eux.

Initialement, et selon les décisions du Congrès de l'heure de 1913, — lesquelles devaient être ratifiées par les Gouvernements intéressés, — il avait été convenu que l'heure de Greenwich serait envoyée radiotélégraphiquement par les stations suivantes, réparties tout autour du globe. On a indiqué entre parenthèses les heures (temps moyen de Greenwich), où elles devaient respectivement émettre leurs signaux :

Paris, 0 h. et 10 h.; San-Fernando (Brésil) 7 h. et 16 h.; Arlington (États-Unis), 3 h. et 17 h.; Manille (Philippines), 4 h.; Mogadiscoi (côte des Somalis), 4 h.; Tombouctou, 6 h.: Norddeich (Allemagne), 12 h. et 22 h.; Massaouah (Erythrée), 18 h.; San Francisco, 20 h.

Cet ambitieux programme n'a pas pu être réalisé. Car la guerre, survenant sur ces entrefaites, a créé parmi les Gouvernements des préoccupations plus urgentes, et nous voyons aujourd'hui qu'il est encore des questions plus essentielles que celle-là dans lesquelles ils ont quelques difficultés à se mettre d'accord.

Mais le fait que, sur ce point, les résolutions du congrès horaire

de 1913 n'ont pas été réalisées, n'est peut-être pas un mal. On croyait en effet à cette époque, — et c'était vrai alors, — qu'il était indispensable d'avoir des stations un peu partout autour du globe, si l'on voulait qu'en tous lieux y parvînt l'heure radiotélégraphiée. Aujourd'hui, cette nécessité a disparu. Grâce aux progrès de la technique, grâce surtout à la lampe à trois électrodes qui a multiplié la portée des stations émettrices et la sensibilité des récepteurs dans des proportions insoupçonnées il y a dix ans, nous pouvons entrevoir maintenant que, dans un avenir peu éloigné, une seule station, fût-elle même de puissance moyenne, suffira à envoyer tout autour de la terre les signaux horaires nécessaires.

Il résulte en effet d'essais récents que les émissions de notre Tour Eiffel, comme celles, entre autres, de la station de la Doua (près Lyon) parviennent sans difficulté aux antipodes et sont recueillies aisément en Australie. Il n'y a donc que demi-mal à ce que la mise en fonctionnement des stations d'émissions horaires prévues en 1913 n'ait pas été réalisée suivant le programme.

Pour l'instant, et en attendant mieux, il est une organisation élaborée par ce même congrès et qui, dès aujourd'hui, a rendu les plus grands services à la science, et à tous ceux qui ont besoin de recevoir l'heure hertzienne. Je veux parler du *Bureau international de l'heure* dont le directeur est M. Bigourdan et qui, sous l'impulsion de ce savant éminent, a fait preuve, depuis qu'il existe, d'une laborieuse et féconde activité.

La station radiotélégraphique de la Tour Eiffel, en tant que station émettrice horaire, est actuellement rattachée au bureau international de l'heure (B. I. H.). La nature et les époques de ses diverses émissions ont subi à diverses reprises des modifications.

On distingue actuellement parmi ces diverses émissions les signaux horaires qu'on est convenu d'appeler *normaux* et ceux qui sont *occasionnels*. Les premiers sont ceux qui fonctionnent régulièrement et dont on ne prévoit pas la suppression. Les autres correspondent à des essais ou à des besoins spéciaux et ne durent en général que quelques semaines.

Ces signaux sont constitués par une série de points et de traits alternant suivant une cadence convenue (assez connue de tous les intéressés pour qu'il ne paraisse pas utile d'en donner ici la description) et qui coïncident, à l'heure convenue, avec telle ou telle minute et seconde.

L'automaticité de ces signaux est assurée par une liaison élec-

trique entre le poste émetteur de la Tour Eiffel et les pendules directrices de l'Observatoire, lesquelles déclenchent elles-mêmes et à distance les émissions de la Tour Eiffel. J'ajoute, — pour éviter certains étonnements à ceux de nos lecteurs qui parcourraient d'aventure les publications techniques relatives à ces questions, — qu'il est d'usage en radiotélégraphie de désigner ce poste par l'indication F. L..., ce qui constitue une sorte de calembour.

Ajoutons, — sans entrer dans d'autres détails, — que le puissant poste radiotélégraphique de la Croix d'Hins (près Bordeaux), construit par l'armée américaine et qu'on désigne par l'abréviation T. Y., ainsi que le poste de la Doua (près Lyon) qu'on appelle Y. N., contribuent également par leurs émissions horaires aux recherches du Bureau international de l'heure.

A quoi servent les signaux *occasionnels* émis par ces stations? A divers travaux du plus haut intérêt.

Par exemple, en 1921, la Tour Eiffel a émis des signaux occasionnels à des heures convenues afin de faciliter les travaux de délimitation d'une mission qui opérait en Syrie. Des signaux analogues ont servi aux travaux des missions géodésiques française et anglaise qui viennent de fixer les frontières des possessions africaines allemandes, partagées entre l'Angleterre et la France.

Autrefois, les explorateurs ou les officiers géographes qui étaient chargés de travaux de ce genre, devaient se contenter de l'heure que leur donnaient les chronomètres emportés par eux, heure qui avait subi toutes les vicissitudes de leurs voyages et qui, dans le continent noir, par exemple, comportait le plus souvent des erreurs de plus de dix minutes. Or, une telle erreur correspondait sur la carte à une incertitude de près de 300 kilomètres. Quel immense progrès dans la cartographie et dans les délimitations territoriales qui, si souvent, pour avoir été incertains, ont entraîné des conflits diplomatiques et même des guerres !

Ne nous flattons pas que celles-ci ne puissent et ne doivent trouver d'autres aliments. Mais, ne fût-ce que pour en avoir supprimé un seul des mille prétextes, la détermination des longitudes par la réception hertzienne des heures mérite d'être admirée. C'est par ce procédé que, naguère, la frontière franco-espagnole au Maroc a été fixée. C'est par lui que les limites du Congo-Cameroun le furent, lors des accords franco-allemands (comme c'est vieux tout ça !) d'avant-guerre. C'est par lui que la frontière franco-italienne en Tunisie a été définitivement établie, si je ne me trompe.

Les deux puissantes stations de T. S. F. qui se constituent au Tchad d'une part, à Madagascar de l'autre, contribueront par leurs signaux horaires à ces œuvres de précision géographique, c'est-à-dire de bonne diplomatie.

L'amateur qui reçoit au moyen de son casque les signaux horaires, le sans-filiste muni de dispositifs simples et qui ne possède pas d'appareils de précision, opère, pour recevoir l'heure exacte, par le procédé que les astronomes appellent « méthode de l'œil et de l'oreille. » Il consiste à observer l'aiguille de la pendule ou du chronomètre dont on veut déterminer la correction et à noter, lorsque cette aiguille tombe sur une seconde donnée, de quel nombre de secondes et fraction de seconde le petit bruit de l'émission correspondante, dans le casque écouteur, la précède ou la suit.

Dans les observatoires et les laboratoires de physique, on tend à remplacer cette méthode par un procédé d'enregistrement automatique. Une bande de papier enfumé ou photographique se déroule, sous l'influence d'un mouvement d'horlogerie, avec une certaine vitesse. Dans divers appareils qui ont été expérimentés à l'Observatoire, ce papier enregistre automatiquement et en regard, d'une part, les oscillations de la pendule de comparaison, d'autre part, celle des signaux pour lesquels se fait l'enregistrement. Dans un dispositif ingénieux réalisé par MM. Abraham et Planiol, l'intervalle de deux traits de la pendule de comparaison se trouve exactement subdivisé soit en dixièmes, soit même en vingtièmes, de sorte que le chiffre des centièmes de seconde peut se lire à vue.

La précision obtenue par ces procédés est telle que, dans certaines déterminations de longitudes récentes, on a pu déduire, des résultats obtenus, la vitesse de propagation des ondes hertziennes (vitesse pourtant prodigieuse et voisine de 300000 kilomètres) avec une exactitude remarquable en dépit de la distance relativement faible des deux stations.

Et ceci nous amène à dire un mot d'une des applications les plus étonnantes de la transmission hertzienne de l'heure.

On sait, depuis quelques années, par des observations astronomiques d'une haute précision, que la latitude des divers points de la terre n'est pas en général absolument fixe. Par des recherches systématiques faites dans divers observatoires répartis autour du globe, il a été établi que ces variations de la latitude sont réelles et qu'elles se compensent en quelque sorte d'une face de la terre à l'autre. On en a déduit que les pôles de la terre (c'est-à-dire les

points où la surface rencontre son axe de rotation apparente) subissent des mouvements périodiques dont on a pu très exactement tracer la courbe sur la carte.

Ce qu'on avait fait pour la latitude, on n'avait jusqu'ici pu le réaliser pour la longitude. La transmission radiotélégraphique de l'heure va permettre de combler à bref délai cette lacune. Dès maintenant, le Bureau international de l'heure et le Bureau des longitudes se sont proposé d'établir des déterminations systématiques des différences de longitude entre des stations réparties convenablement autour de la terre. Les différences périodiques ou accidentelles que ces mesures pourront mettre en évidence ne manqueront pas de nous apporter des renseignements précieux sur les mouvements de l'écorce terrestre. Ils nous fourniront en particulier des éléments d'appréciation au sujet de la curieuse théorie du géologue Wegener, selon laquelle les continents, loin d'être fixes, seraient emportés à la dérive sur la couche terrestre plastique et plus ou moins fluide qui leur sert de soubassement. Je compte d'ailleurs ici même, exposer bientôt cette hypothèse qui est tout à fait remarquable.

Il est clair que, pour les déterminations ultra précises de longitude, le programme dont nous venons de parler suppose des comparaisons faites avec une très grande exactitude.

C'est pourquoi, à côté des signaux ordinaires des stations d'émission horaire, celles-ci émettent des signaux dits scientifiques, qui permettent des comparaisons beaucoup plus exactes.

Ces signaux permettent à un observateur opérant par la méthode de l'œil et de l'oreille d'obtenir une précision environ 5 fois plus grande que la méthode ordinaire, c'est-à-dire de connaître l'heure à un cinquantième de seconde près et non plus seulement à un dixième de seconde près.

La réception des signaux horaires scientifiques nécessite l'emploi de la curieuse « méthode des coïncidences, » dont je voudrais, — m'abstenant de tout détail technique, — expliquer le principe.

Imaginons que, l'œil fixé sur ma propre pendule, j'écoute les battements de son aiguille des secondes en même temps que les battements horaires de la pendule de l'Observatoire qui sont transmis radiotélégraphiquement au microphone fixé à mon oreille. Imaginons que cette pendule directrice de l'Observatoire soit réglée de telle sorte qu'il s'écoule, — entre deux de ses battements successifs, — non pas une seconde comme pour ma propre pendule, mais une

seconde moins un cinquantième de seconde, c'est-à-dire 49/50 de seconde.

Je suppose que la Tour Eiffel émette une série de ces signaux ponctiformes, séparés l'un de l'autre par 49/50 de seconde, et de telle façon que le premier de ces signaux, le premier de ces « tops, » comme on dit, soit émis par exemple à 1 heure 30 minutes et zéro seconde exactement. En général, ce premier top de la Tour ne coïncidera pas avec un des battements de ma pendule, ni avec les suivants. Mais, comme les battements de la Tour sont un peu plus rapprochés que ceux de ma pendule, je constaterai que peu à peu les « tops » de la Tour se rapprocheront des battements de ma pendule et, à un moment donné, j'entendrai *en même temps* le top de la Tour et mon battement. J'ai eu soin de compter à mesure que je les entendais les tops de la Tour, et je suppose par exemple que cette coïncidence se produit au moment du huitième top. J'observe en même temps qu'à l'instant de cette coïncidence, ma pendule marque 1 heure 30 minutes et 13 secondes, par exemple.

La coïncidence s'est produite lorsqu'il était à l'Observatoire 1 heure 30 minutes + huit fois 49/50 de seconde, c'est-à-dire à 1 heure 30 minutes, 7 secondes et 84 centièmes de seconde. Ma propre pendule avance donc de 5 secondes et 16 centièmes.

Telle est cette ingénieuse « méthode de coïncidence, » analogue dans la mesure des temps, à ce qu'est, dans la mesure des longueurs, le « vernier » que connaissent bien tous nos élèves ingénieurs et tous nos ouvriers menuisiers ou mécaniciens.

Grâce à quoi, il n'est point aujourd'hui de sans-filiste, si modeste soit-il, qui ne puisse connaître l'heure de l'Observatoire avec une exactitude qui, hélas! n'empêche pas cette heure de s'envoler à tire d'ailes.

Mais nous aimons, — c'est le travers commun à tous les malades et que Molière a bien dépeint, — connaître exactement les maux dont nous mourons. Le temps est un de ceux-là, et le plus inexorable.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe*, tragédie en trois actes de M. Paul Raynal.

M. Paul Raynal avait donné à l'Odéon, il y a trois ans, une comédie tout à fait remarquable par la subtilité de l'analyse et par l'entente de la scène. Nous attendions beaucoup de lui. Sa nouvelle pièce nous a apporté une lourde déception.

Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe est d'ailleurs moins une pièce qu'une longue déclamation. Des mots, encore des mots. De la rhétorique, un lyrisme de convention, de la littérature, au mauvais sens du terme. Une interminable, une inexorable suite de phrases, dont rien ne romprait le morne déroulement si, par instants, piqué çà et là, un mot mal sonnant ne venait réveiller péniblement l'attention. Cela dans une atmosphère de récriminations, de rancune et d'aigreur.

Je crois que M. Raynal a voulu écrire une pièce à l'honneur du soldat français. Il a obtenu ce résultat, vraiment inouï, de mettre à la scène un combattant et de le rendre insupportable. A la manière dont il s'y est pris, l'effet était sûr. Ce qui caractérise le combattant de 1914, c'est, autant que son héroïsme, sa simplicité. Il a fait de grandes choses simplement. Rien ne le désobligeait autant que ce qu'il appelait le bourrage de crâne. Plutôt que de se vanter, il diminuait par l'expression ou il taisait ses plus belles actions. C'est nous qui le plaignions de ses souffrances et qui tremblions pour sa vie; c'est nous qui l'admirions pour son courage; c'est nous qui exaltions l'immensité du service rendu à la cause du droit et de la civilisation. Lui, écartait du geste des louanges, pourtant jaillies du fond de nos cœurs; il détestait le vain bruit des paroles : il parlait peu et agissait bien. Et parce que c'était pour la France, il souffrait, il luttait,

il mourait, sans se plaindre, sans discuter, sans accuser, simplement.

Eh bien! tout ce que nous disions à l'honneur du combattant, mettez-le dans la bouche du combattant lui-même, parlant de sa personne. Gonflez-le d'admiration pour soi. Bouffissez-le de sa propre adoration. Raidissez-le dans une attitude de justicier et de redresseur de torts. Stylisez-le en manière de prophète et de rédempteur. Vous avez, — on dirait une gageure, — le poilu phraseur, le combattant bourreur de crâne et de son propre crâne. C'est celui que nous avons vu avec stupeur apparaître dans la pièce de M. Raynal.

Au quinzième mois de la guerre, un combattant revient en permission chez son père, agréablement dénommé *le vieux*... C'est un rien et cela donne tout de suite la note... Il y retrouve sa fiancée, Aude. On doit profiter de cette courte permission pour célébrer le mariage, à moins que... Justement une dépêche est arrivée, qui rappelle le permissionnaire au front. A peine débarqué, le combattant devra reprendre le premier train du matin. Il n'a devant lui que quelques heures : il importe de les bien employer ; alors, il parle, il parle. Il dit ce qu'il pense de lui-même, dont il pense grand bien, et tout le mal qu'il pense des gens de l'arrière. Il dit ses idées sur la guerre, et ne nous laisse pas ignorer qu'il l'exècre ; il la fait par devoir ; il tient ses engagements envers son pays ; mais le cœur n'y est pas... Et nous ne pouvons nous empêcher de songer que, si nous n'avions eu pour gagner la guerre que de tels combattants, nous avions toutes les chances de devenir Allemands... Sa fiancée s'offre à lui ; il refuse ; il évoque le souvenir de ses compagnons morts sur le champ de bataille. L'idée de cette présence mystique pouvait être belle : hélas! elle tourne en tirade.

Au deuxième acte, sur la scène le lit où le combattant vient d'oublier ses chastes résolutions. Les personnages de M. Raynal ont ceci de particulier qu'en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, ils changent d'avis et, sans que nous en puissions découvrir aucune raison appréciable, sautent d'un sentiment au sentiment contraire C'est le cas de la belle Aude. Voilà une jeune fille qui, depuis quatorze mois, vit dans une pensée unique. Exaltée par l'attente et par l'inquiétude, elle revoit enfin celui qu'elle aime. Dans l'élan de la passion, elle se donne à lui. Et maintenant, que trouve-t-elle à lui dire? Qu'elle ne l'aime plus. Comprenne qui pourra. A supposer même que ce grand amour se soit subitement envolé, comment admettre qu'elle ait la cruauté de faire un tel aveu à celui qui va repartir? Quel viatique pour un homme que la mort guette! A son

tour, le combattant, qui se juge délivré de tout scrupule, lâche le secret qui, depuis le début, lui brûle les lèvres. Il décrit, en termes pathétiques, les conditions dans lesquelles il a obtenu de quitter le front, et la mission dangereuse pour laquelle il s'est spontanément offert. Et c'est pour lui, hélas! l'occasion d'un nouveau morceau à effet.

Au troisième acte, le « vieux » s'étant permis un reproche, pourtant fort justifié, il s'ensuit, entre père et fils, une scène pitoyable. C'est dans la pièce l'endroit vilain... La critique, en général, a refusé d'insister. Elle a eu raison... Cependant, magnanime, le combattant accorde à son père un pardon, — humblement imploré; puis il revient à sa principale affaire, qui est son propre panégyrique. Il nous annonce que de lui datera l'avenir : c'est lui qui enseignera désormais aux hommes d'âge comment ils doivent se conduire dans la vie. Même, un des interlocuteurs étant venu à prononcer le nom du Christ, il déclare froidement : « Je lui ressemble. » — « Moi, dit un personnage de Courteline, je suis un type dans le genre de Napoléon. »

Si le combattant, dans cette pièce, est intolérable de gonflement et d'insolence, ses deux partenaires ne sont guère moins haïssables, le « vieux » par sa honteuse abdication devant son impertinent de fils, la fiancée par ses caprices de petite péronnelle hystérique. Ils ne sont que trois, mais quel trio! Et cette fois on ne peut invoquer, à la décharge de l'auteur, qu'il s'est contenté d'exposer un cas particulier, une réalité individuelle, et que nous faussons le sens de son œuvre en généralisant. Tout au contraire. C'est l'essence même de cette pièce d'avoir une portée générale; c'est la marque de ces personnages, désignés d'un nom commun, d'être collectifs et symboliques. Ce n'est pas un soldat qui nous est présenté, c'est *le* soldat français. Quant au « vieux, » quant à la fiancée, que tous les pères, que toutes les jeunes filles de France veuillent bien en prendre pour leur grade.

A en croire l'auteur, si la mentalité du front a été tout stoïcisme, celle de l'arrière a été tout égoïsme. Rien de plus faux, rien de plus contraire à la réalité des faits, telle que tous les Français, tous les étrangers venus en France, ont pu la constater. Le soldat de 1914 a été admirable non pas de froid stoïcisme, mais d'ardent dévouement à la patrie. Quant à ceux de l'arrière qui ne pensaient qu'à lui, qui souffraient chacune des étapes de son calvaire, qui ne vivaient que dans l'attente angoissée de son retour, — hélas! et

trop souvent dans le deuil de son éternelle absence, — ceux-là avaient entendu l'appel des poilus de Forain : ils ont tenu. Qu'il y ait eu des défaillances isolées, cela va sans dire et l'humanité n'est pas parfaite, même en temps de guerre. Mais c'est l'ensemble qu'il faut voir et c'est bien tout le front et c'est bien tout l'arrière que M. Raynal a prétendu mettre en cause. Or, c'est justement l'union intime, c'est la confiance mutuelle du front et de l'arrière, qui nous a donné la victoire. Ne nous lassons pas de le répéter, parce que c'est l'indiscutable vérité : notre victoire a été celle de la France tout entière.

M. Paul Raynal s'est trompé. J'espère qu'il le comprendra et ne se laissera pas égarer par le bruit de mauvais aloi fait autour de sa pièce. Il est jeune, il a fait preuve de talent sur une autre scène : à lui de comprendre la leçon de la présente aventure et de ne s'en souvenir que pour ne pas retomber dans la même erreur. Pour ce qui est de la Comédie-Française, son Comité avait été bien inspiré en refusant une première fois la pièce : il est fâcheux qu'il se soit laissé forcer la main. Voilà, revêtue de l'estampille de notre première scène, une œuvre qui grossit le nombre de celles où la France est peinte sous des traits détestables. Il est vrai que les artistes de la Comédie-Française se sont vu interdire d'aller promener à l'étranger une pièce qui n'est certes pas un article d'exportation. Scrupule tardif et surtout illusoire. D'autres troupes auront toute liberté de jouer la pièce, et ne s'en priveront pas. Car les tournées d'artistes, dont on a coutume de vanter en bloc l'effort de propagande, emportent trop souvent des pièces dont la représentation rend difficile la situation de nos amis à l'étranger. D'ailleurs, le texte du *Tombeau sous l'Arc de Triomphe*, reproduit par les périodiques et par l'édition, ira propager une image de la France, qui ne risque pas d'augmenter notre crédit hors de France.

Les interprètes ont joué leurs rôles en conscience. M. Alexandre plastronne et mélodramatise à souhait dans le rôle du soldat avantageux ; M. Bernard a parfaitement souligné la déliquescence du « vieux, » et Mlle Ventura la fragilité de l'inconstante fiancée.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La mort de Lénine et la reconnaissance *de jure* du Gouvernement soviétique par l'Angleterre nous invitent à examiner la situation actuelle de la République fédérative des Soviets russes.

La disparition de la puissante personnalité de Lénine n'est pas un événement inattendu, puisque, depuis de longs mois, la maladie le tenait écarté de la politique ; mais telle était la vénération mystique des communistes russes pour l'homme singulier qui unissait le prestige d'un chef d'école intransigeant à l'habileté d'un manœuvrier subtil, opportuniste et peu scrupuleux; tel était l'ascendant de ce génie destructeur dont la trace sanglante restera fortement imprimée dans l'histoire, que sa seule présence calmait les ambitions, apaisait les conflits; lui disparu, sous quels maîtres va tomber la malheureuse Russie? L'autorité de Lénine venait surtout de ce qu'il était à la fois président du Conseil des commissaires du peuple et président de la troisième Internationale, c'est-à-dire chef du parti communiste. Le Gouvernement soviétique, en effet, c'est la dictature d'un parti fermé et international, et c'est sa qualité de chef de ce parti qui faisait de Lénine un autocrate. Les deux fonctions resteront-elles unies, et sur quelle tête, ou bien chacune d'elles va-t-elle échoir aux vices-présidents actuels Zinovief et Kamenef, qui sont, avec Staline, les chefs effectifs du Gouvernement? La forte main du cocher, qui savait redresser la direction de la « troïka » et maintenir la cohésion de l'attelage, n'est plus là. Or, si Lénine était Russe, Kamenef et Zinovief sont Juifs et Staline Géorgien. D'après les dernières nouvelles, Rykof recueillerait la succession de Lénine comme président des Commissaires du peuple ; il est de sang russe, et passe pour appartenir à la tendance modérée, celle qui, avec Lénine, avait imposé la « nouvelle politique économique. » Mais Rykof ne sera pas, en même temps, à la tête du parti communiste, la fonction paraissant échoir à Kamenef.

La Russie soviétique, depuis quelques mois, traverse une crise

dont certains renseignements précis nous permettent de préciser le sens. Le parti communiste, maître de la Russie, est une sorte de congrégation fermée qui ne compte guère plus de 400 000 personnes, plus environ 150 000 catéchumènes qui postulent les privilèges réservés aux seuls membres de cette oligarchie étroite qui s'épure elle-même impitoyablement de tous les éléments tièdes ou douteux. De telles institutions font penser aux « égaux » de Sparte et des cités antiques où quelques centaines de citoyens exerçaient un pouvoir absolu et sans frein sur la foule des plébéiens, des esclaves et des métèques. Les chefs imposent leur volonté dictatoriale au moyen de l'armée rouge et surtout des « troupes à destination spéciale; » ce sont des hommes sûrs qui constituent une sorte de garde communiste, qui vivent chez eux où ils possèdent leurs armes et leur équipement et qui, en quelques heures, peuvent être mobilisés pour exécuter toute besogne qu'il plaît aux maîtres du pouvoir de leur assigner. Ainsi, la « dictature du prolétariat, » est, en fait, la dictature de quelques individus ou d'un seul. Depuis environ six mois, notamment en août dernier, une opposition s'est manifestée, à l'intérieur du parti communiste, par suite du chômage et du mécontentement général que produit parmi les ouvriers la destruction de toute la vie économique russe. Des groupes d'ouvriers réclament ce qu'ils appellent la « démocratie. » Il ne s'agit nullement de donner des droits à la masse du peuple russe : bourgeois, paysans, ouvriers non communistes ne comptent pas; il s'agit de savoir si le parti communiste sera mené, autocratiquement, par quelques individus ou, démocratiquement, avec des élections régulières et libres, une plus grande participation de la masse du parti au gouvernement et aux lois, la liberté de la parole et de la presse à l'intérieur du parti, etc. Des chefs tels que Préobrajenski menaient le mouvement; des « noyaux » communistes de l'armée rouge, notamment ceux des armes spéciales, de certaines usines, de quelques ministères, étaient gagnés aux nouvelles tendances; un coup d'État se préparait dont le metteur en scène, dans la coulisse, n'était autre que Trotzky.

Les maîtres du pouvoir eurent vent du complot; un jour, Trotzky reçut de ses médecins le conseil pressant de se reposer quelques mois à la campagne. S'il faut en croire une nouvelle de source polonaise, 4 000 arrestations auraient été opérées à Moscou le 18 janvier. C'est une nouvelle crise de terreur. Cependant le mouvement, aiguillonné par la souffrance, ne paraît pas arrêté; le peuple russe, jus-

qu'ici morne et inerte, se passionne maintenant, avec une sorte de frénésie, pour la politique. Dans l'intérieur même du parti communiste le mécontentement s'étend; en plusieurs cas, les « troupes à destination spéciale » ont refusé de marcher contre des ouvriers mal pensants : grave symptôme. Les grands profiteurs du pouvoir cherchent à détourner les colères populaires contre la nouvelle bourgeoisie, celle des profiteurs du Nep (nouvelle politique économique) qui brassent le peu d'affaires qui soient possibles en Russie. Mais les souffrances qui grondent se laisseront-elles détourner du juste objet de leur irritation ?

Nous avons, sur les inquiétudes des dirigeants, un document significatif, un discours de Kamenef au Congrès du parti communiste, qui date environ du 15 janvier. « Il faut traiter avec prudence la question de la « démocratie ouvrière. » Cette question n'est pas renfermée dans les cadres du parti. La masse des ouvriers sans parti qui est en ce moment au seuil de l'activité politique viendra bientôt, elle aussi, nous réclamer la démocratie. N'oublions pas la classe rurale qui, avec ses millions d'hommes, frappera à notre porte pour nous présenter les mêmes exigences. La conduite de l'opposition communiste montre que l'état d'esprit des paysans a sa répercussion dans nos propres rangs et que, par l'entremise de nos camarades, elle frappe déjà à notre porte. » Kamenef préconise comme remède une entente avec les paysans. Mais les paysans sont malheureux et mécontents. Comme les lecteurs de la *Revue* ont pu s'en convaincre en lisant plus haut l'article si documenté et si précis du comte Kokovtzoff, ils vendent lerus denrées deux ou trois fois moins cher qu'en 1914, tandis que les objets manufacturés, dont ils auraient besoin, sont vendus quatre ou cinq fois plus cher. Ainsi l'industrie produit mais ne vend pas, le travail s'arrête et c'est le chômage, tandis que le paysan vend sans faire de bénéfices et ne peut rien acheter. Le Nep n'a été, en Russie, qu'une façade; dès qu'un Russe est réputé gagner de l'argent, le collecteur d'impôts s'abat sur lui et le rançonne. Jamais peut-être la situation économique n'a été pire. C'est le moment que choisit le troisième Congrès du parti communiste français, dans un appel aux travailleurs du monde entier, pour mettre en parallèle la détresse de la France où le franc baisse et qui a affamé et ruiné « l'Allemagne vaincue et innocente, » avec le bonheur de la Russie soviétique qui, « livrée au travail pacifique et constructeur, donne au monde l'exemple de la prospérité, de la création, de la vraie grandeur. »

Et dire qu'il se trouvera peut-être de pauvres gens pour le croire! Personne cependant n'a confessé ses illusions et ses erreurs, sans d'ailleurs les regretter, plus clairement que Lénine. Aussi bien le bolchévisme, pour ses sectateurs occidentaux, n'est-il que la conquête du pouvoir et de ses profits.

La République fédérative des Soviets russes vient de remporter un grand succès. Le premier acte du ministère Mac Donald a été de la reconnaître *de jure* : c'est une satisfaction que les nouveaux maîtres de l'Angleterre ont cru devoir offrir sans délai à leurs amis; ils ont si souvent répété que ce serait le meilleur remède au chômage! D'ailleurs le Cabinet conservateur avait déjà reconnu *de facto* le gouvernement soviétique lorsque fut signé l'accord commercial Horne-Krassine sans que le commerce britannique en ait tiré de grands profits. Le *Times*, dans un article paru le 26 janvier, s'est flatté de prévenir la reconnaissance sans conditions des Soviets. Que l'on reconnaisse les Soviets, soit : mais que d'abord on cherche à obtenir d'eux des concessions et notamment la reconnaissance de leurs dettes : « Notre politique extérieure générale ne serait certainement pas renforcée, si le sentiment de confiance dans la Grande-Bretagne, qui se développe aujourd'hui en Amérique, allait être affaibli et si le nouveau Gouvernement britannique allait être soupçonné de vouloir aller trop loin dans le sens de ce que les Américains appellent le radicalisme. Et il n'est pas possible non plus d'ignorer les liens étroits qui unissent la question russe au problème européen des réparations. Il n'y a guère de différence de principe entre la dette russe et les autres dettes internationales. Si le Gouvernement des Soviets est reconnu sans conditions, ou en échange seulement de quelques vagues promesses, on aura créé un précédent qui embarrassera notre pays dans ses essais de règlement du problème général des dettes interalliées et des réparations... Le principe de la répudiation des dettes proclamé par les bolchévistes ne peut pas être admis. Si la Grande-Bretagne faiblissait à cet égard, sa faiblesse serait immédiatement exploitée par les nations qui sont ses débitrices... » Ces avertissements, — qu'il est bon de retenir, — n'ont produit aucun effet. M. Mac Donald s'est contenté de réserver les droits de la Grande-Bretagne et la nécessité, pour que les relations redeviennent complètement normales, de résoudre certaines questions qui sont directement impliquées par la reprise des relations officielles.

Si M. Mac Donald et ses amis s'attendaient à une explosion de

reconnaissance et à une manifestation de bonne volonté de la part de Moscou, ils se ménageaient une déception. Un vrai communiste ne saurait professer que mépris pour des socialistes qui ne savent pas constituer un Gouvernement de classe, qui respectent le Roi, les lords, l'étiquette, la flotte et l'Empire. C'est à désespérer de leur cas : « on ne modifiera pas plus la nature du réformisme qu'on n'arrivera à vacciner un poteau télégraphique, » conclut un Russe dans *l'Humanité!* Le Congrès des Soviets, actuellement réuni, déclare seulement « qu'il fera tous ses efforts pour régler toutes les questions litigieuses et tous les malentendus. » Quant à M. Tchitchérine, il n'est guère plus aimable pour M. Mac Donald qu'il ne l'était pour lord Curzon; dans une interview, il exerce à ses dépens sa verve caustique. Que reste-t-il d'une reconnaissance, dit-il en substance, qui pose des réserves, des restrictions et ne rétablit pas *de plano* les conditions normales?

L'exemple de M. Mac Donald a été aussitôt suivi par M. Mussolini; la convention commerciale approuvée le 1er décembre par la Chambre des députés constituait déjà une reconnaissance de fait; le traité italo-russe a été signé à Rome, le 7 février; il comporte la reconnaissance de droit. Parmi les États de la Petite Entente; la question a été chaudement discutée à la récente Conférence de Belgrade. M. Benès serait disposé à reconnaître sans délai le Gouvernement de fait de la Russie, tandis que M. Pachitch reste fidèle aux souvenirs du Tsar et à ses promesses aux réfugiés russes ; quant à M. Duca, il a à résoudre, avec les Soviets, les délicates questions du trésor roumain et de la frontière de la Bessarabie. La Conférence a donc laissé aux membres de la Petite Entente leur liberté d'action. Un journal anglais, le *Daily News*, énumère parmi les avantages du « beau geste diplomatique » de M. Ramsay Mac Donald, celui de « s'opposer, par une méthode simple et efficace, à la politique désastreusement agressive que la France poursuit dans l'Europe centrale. » De telles insanités méritent d'être connues en France; elles nous renseignent sur l'état d'esprit de certains milieux doctrinaires et puritains d'Angleterre. A l'égard de la Russie, la note juste nous vient du Président Coolidge qui n'admet pas la reconnaissance du Gouvernement des Soviets, tant qu'il n'a pas été reconnu par le peuple russe à la suite d'un vote loyal et tant qu'il poursuivra en pays étranger sa propagande révolutionnaire et destructrice. Le Gouvernement français, à Gênes, avait posé en principe qu'aucun accord avec le Gouvernement bolchéviste ne devait être conclu

sans une entente interalliée. M. Ramsay Mac Donald, le premier, donne l'exemple du cavalier seul. M. Poincaré, interpellé par M. de Monzie au Sénat, aura bientôt à se prononcer sur sa propre attitude. Il est certain que ses décisions seront conditionnées par les mesures que prendra le Gouvernement de Moscou pour la sauvegarde de nos droits et de nos intérêts et qu'il ne se laissera émouvoir ni par la manifestation de M. Mac Donald ni par l'exode de M. Skobeleff, agent commercial des Soviets, qui vient de transporter ses pénates de Paris à Londres. Le problème russe est trop délicat et les sentiments de la nation française à l'égard de la nation russe sont trop anciennement amicaux, pour que le Cabinet de Paris ne cherche pas, avec toute sa bonne volonté, la solution la plus juste dans l'intérêt des deux peuples.

Un objet de discorde, une menace de conflit disparaissent de l'Europe. Presque en même temps qu'à Paris M. Poincaré et M. Benès signaient l'entente franco-tchécoslovaque dont nous avons, il y a quinze jours, analysé la teneur et montré l'importance, M. Mussolini et MM. Pachitch et Nintchitch signaient à Rome (27 janvier) un accord qui règle le différend au sujet de Fiume. L'État libre de Fiume cesse d'exister; la ville elle-même est réunie au royaume d'Italie, tandis que le royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'agrandit des faubourgs orientaux : Port Baros avec le Delta. Les Yougoslaves reçoivent l'usage pour douze ans d'un bassin, de quais, d'entrepôts dans le port même de Fiume. M. Mussolini donne à l'opinion nationale italienne une satisfaction qu'elle avait réclamée à grand fracas et, en même temps, il empêche le port de Fiume de mourir d'inanition en le rendant à sa destination naturelle de débouché du commerce des pays slovène et croate. Le rétablissement de la concorde entre les deux pays est encore accentué par un pacte « d'amitié et de collaboration cordiale » conclu pour cinq ans et renouvelable. Les deux Puissances s'engagent à travailler de concert pour maintenir l'ordre établi par les traités de Trianon, de Saint-Germain et de Neuilly et pour faire exécuter les obligations qui en résultent; en cas d'agression non provoquée contre l'une des deux Puissances, l'autre garderait la neutralité; au cas où la sécurité et les intérêts de l'une des parties seraient menacés, l'autre partie lui prêterait son appui politique et diplomatique; en cas de complications internationales, les deux parties s'entendraient sur les mesures à prendre pour la protection de leurs intérêts communs. Au temps, où le conflit des intérêts et des amours-propres, entre la Yougoslavie et l'Italie,

était à son paroxysme, on se persuadait à Belgrade que des intrigues italiennes attisaient à Sofia et surtout à Buda-Pest le regret des espérances évanouies et des frontières perdues : c'est un souci qui disparaît. L'état de choses créé par les traités est désormais inébranlablement établi dans l'Europe centrale et balkanique; rien n'empêche plus l'ère des collaborations économiques et des réconciliations politiques. La France, amie des deux pays, ne peut que se réjouir d'une entente qui met fin à des inquiétudes qui, à certaines heures, furent graves et qui répond si bien aux méthodes politiques qu'elle-même s'efforce de pratiquer sur la base des traités et de leur exécution. En Italie, la satisfaction a été d'autant plus complète que MM. Pachitch et Nintchitch sont venus à Rome et que l'on annonce pour l'été prochain une visite du roi Alexandre et de la Reine. En Yougoslavie au contraire, la presse, particulièrement en Croatie et en Slovénie, a fait des réserves et même d'assez vives critiques contre une alliance qui, à l'entendre, ne rapporterait rien à la Yougoslavie et ne serait pas conforme au sentiment populaire.

M. Mussolini a profité de son succès pour dissoudre la Chambre et procéder à de nouvelles élections. Le rapport au Roi, qui justifie cette mesure, œuvre de M. Acerbo, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, est une sorte de manifeste destiné à glorifier la théorie fasciste de l'État. Un parti organisé qui représente l'opinion populaire a le droit de s'emparer, même par la violence, du Gouvernement. Les résultats, la hausse de la lire, l'accord avec la Yougoslavie, montrent les services que le Gouvernement a rendus, justifient sa politique et légitiment son autorité. Devant la grande assemblée fasciste qui est, en Italie, la source effective de l'autorité et l'appui réel du Gouvernement, M. Mussolini a prononcé un discours, — le seul qu'il prononcera pendant la période électorale, — où il s'est exprimé non en théoricien, mais en chef d'un parti victorieux s'adressant à ses fidèles : le fascisme est sa propre raison d'être; il y a des Italiens qui ont essayé d'opposer fascisme et mussolinisme; lui, Mussolini, est fasciste et non mussoliniste. Il explique la dissolution. Il fallait en finir avec tous ces défaitistes gîtés à Montecitorio; « ils me détestaient et je les détestais; je devais faire des efforts énormes pour supporter leur dégoûtante promiscuité. » Tous ces partis doivent disparaître; ce ne sont que des individus bien choisis, patriotes, qui pourront être appelés à figurer sur les listes électorales fascites. En terminant, M. Mussolini a exalté le fascisme qui deviendra bientôt le Gouvernement de tous

les peuples : « Rome est un phare qui resplendit et vers lequel regardent tous les peuples de la terre ! »

M. Ramsay Mac Donald, en prenant possession de ses hautes fonctions, a tenu à adresser à M. Poincaré une lettre, — datée du 26 janvier, rendue publique le 4 février, — où, en excellents termes, évoquant le temps des épreuves supportées en commun, il se déclare disposé à travailler au règlement des questions en suspens au « bénéfice mutuel » des deux pays ; il espère que « par un vigoureux effort de bonne volonté, » les conflits pourront être résolus ; « nous pouvons, dit-il, être francs sans hostilité et défendre les intérêts de nos pays sans inimitié. » L'entente deviendra ainsi une réalité « pour établir la paix et la sécurité en Europe. » La politique française n'ayant jamais eu d'autre objet, M. Poincaré, en remerciant M. Mac Donald, n'a pas eu de peine à lui donner l'assurance de son plus cordial bon vouloir dans cet esprit et pour ces fins. Cet heureux échange de lettres n'a qu'une portée restreinte ; il devrait, à notre avis, servir de préface à une prochaine rencontre de M. Mac Donald et de M. Poincaré. Les bonnes intentions du Premier travailliste ne font pas de doute, non plus que sa franchise ; mais il a vécu dans un parti et dans un milieu où les illusions les plus singulières et les moins amicales sur la France et sa politique sont admises comme démontrées ; quelques conversations d'homme à homme les dissiperaient. Les actes du nouveau Gouvernement, la reconnaissance des Soviets sans entente préalable avec les Alliés, le projet publiquement affirmé de faire entrer le plus tôt possible l'Allemagne et la Russie dans la Société des nations, ne sont pas rassurants par eux-mêmes. Ces résolutions, qui peuvent être défendables dans certaines conditions, font partie de l'arsenal politique de tous les partis et de toutes les individualités qui, par le monde et en France même, aboutissent en fait, par la suppression des réparations et l'abolition des avantages de la victoire, — à l'exception de ceux qui sont acquis à l'Angleterre, — à réaliser la victoire du vaincu.

M. Hilaire Belloc, le publiciste anglais bien connu, a dénoncé récemment, dans la *Revue générale des idées et des faits*, « la conspiration internationale » qui travaille à rabaisser l'influence française pour restaurer la grandeur allemande et faire rentrer en Europe la Russie communiste. L'offensive contre le franc, les complots parlementaires contre M. Poincaré, la campagne progermanique qui prend, selon les pays, des formes différentes, ne sont que des épisodes de la grande poussée révolutionnaire qui espère enfoncer, aux élections

prochaines, la résistance du bon sens et du patriotisme français. A cette campagne, l'avènement à Londres d'un ministère travailliste donne un regain de force et d'espérance. M. Mac Donald, sans qu'il en ait conscience, est l'auxiliaire de cette coalition des éléments de destruction et de ruine. Les pires passions, les moins avouables ambitions se voilent de l'amour désintéressé de la paix et exploitent les aspirations légitimes, sacrées même, des peuples qui ont souffert, vers un état meilleur, une paix mieux assurée. C'est pourquoi la mauvaise foi des uns, la bonne foi abusée des autres, ne manquent pas d'accuser la France et M. Poincaré de troubler la paix et d'empêcher la prospérité de renaître : calomnies abominables dont trop d'Anglais et d'Américains sont dupes et dont ils comprendront que nous ne puissions supporter sans une juste et sainte colère de voir apparaître même l'ombre! Il peut y avoir, dans les critiques véhémentes qui se déchaînent contre la France et sa politique, quelques parcelles de vérité; qu'alors elles s'expriment franchement, comme M. Mac Donald nous le promet. Comment aurions-nous confiance quand nous voyons des membres du nouveau ministère anglais porter au pinacle un Edmund D. Morel, dont le rôle nous est trop connu : sous couleur de paix, c'est le pacifisme défaitiste, refoulé pendant la guerre, qui voudrait prendre sa revanche pour le plus grand avantage de l'Allemagne et de la révolution, et détruire ce que la victoire a créé.

Tel n'est pas sans doute l'état d'esprit de M. Ramsay Mac Donald. Il a déjà montré qu'il est un patriote britannique ; mais le patriotisme britannique s'accommode volontiers de certaines campagnes d'apparence humanitaire qui ne sont pas sans avantages pour l'Angleterre. Francis de Pressensé écrivait un jour que l'un des sports préférés du public anglais était une « croisade de philanthropie agressive qui sert les intérêts britanniques. » C'est à une telle croisade que nous assistons; elle est conduite ou inspirée par ces mêmes hommes de bonne foi, un M. Asquith, un lord Haldane, etc., qui auraient sans doute réussi, en juillet 1914, à assurer la paix s'ils avaient été moins pacifistes. Ils s'en prennent aujourd'hui aux organes émanés du traité de paix et chargés de le faire exécuter : la Conférence des ambassadeurs qui a calmé les colères britanniques contre l'Italie lors de l'affaire de Corfou, la Haute-Commission de Coblentz, la Commission des réparations, qui sont coupables de n'être pas toujours dociles aux volontés anglaises ; avant de faire confiance à la Société des nations, ils en voudraient changer le

caractère, et, en y introduisant sans précautions l'Allemagne et la Russie, en faire un organe qui serait chargé non plus de faire exécuter les traités, mais de les détruire, parce que la culpabilité de l'Allemagne et ses obligations de réparer y sont inscrites. La question des dettes interalliées sera utilisée, — le *Times* y fait souvent allusion et c'est pourquoi il craint le précédent de l'abolition des dettes russes, — comme un moyen de pression pour obliger la France à céder. Qu'elle soit dirigée par lord Curzon ou par M. Mac Donald, c'est à reprendre l'hégémonie européenne que tend la politique anglaise. Cette influence directrice, nous ne l'avons pas cherchée, elle est tombée aux mains de M. Poincaré le jour où, avec les Belges, il a décidé, faute d'autre issue, d'occuper la Ruhr. Nous entrerons d'autant moins en lutte avec nos alliés d'hier pour la garder, qu'elle n'est qu'un trompe-l'œil et qu'elle ne répond pas aux aspirations du peuple français qui ne demande que la paix et les réparations; mais nous ne saurions nous prêter aux initiatives anglaises qui tendent à la reprendre que dans la mesure où elles ne lèseraient pas nos droits. Sur ce point, M. Poincaré et M. Jaspar ont constaté leur accord. Nous avons le ferme espoir que M. Mac Donald et ses amis, si justement soucieux des intérêts du travail national, s'aperçoivent déjà que la prospérité de l'Angleterre est solidaire de celle de la France et que celle-ci a besoin des réparations; qu'au contraire une Allemagne, déjà soulagée par la baisse du mark du poids de ses dettes intérieures, deviendrait très vite, si elle était allégée du fardeau des réparations, la plus dangereuse concurrente de l'industrie et du travail anglais et ne tarderait guère à reprendre le cours de ses ambitions dominatrices. Telle serait, pour elle, l'ultime victoire, la décisive revanche qu'elle prépare, mais qui ne lui sera pas donnée.

Toute la tactique du Gouvernement du Reich est, à l'heure actuelle, en présence des deux Comités d'experts qui mènent à Berlin une active enquête, de faire croire que l'Allemagne ne saurait être en état de payer que si d'abord la France et la Belgique évacuaient la Ruhr : cercle vicieux dont M. Poincaré ne cesse de dénoncer le sophisme et dont on ne peut pas être dupe de bonne foi. Le *Daily Mail* vient de démontrer, avec chiffres précis à l'appui, que l'occupation de la Ruhr n'a ni créé, ni aggravé, mais plutôt atténué le chômage en Angleterre ; l'abandon de la Ruhr et de la politique des réparations aboutirait sûrement à une recrudescence ruineuse du mal dont souffre la Grande-Bretagne.

De toutes parts, nos adversaires ou nos amis guettent les signes de faiblesse ou d'énergie que donnera la France pour la défense du franc. On voudrait pouvoir dire que, dans un moment si critique, la représentation nationale est tout entière derrière le chef du Gouvernement. Jamais, au contraire, l'extrême-gauche qui, consciemment ou non, fait le jeu de la grande conspiration internationale, n'a été plus violente; sa tactique d'obstruction, dans un moment décisif pour l'avenir du pays, n'est pas faite pour accroître le prestige du régime parlementaire. Tout l'arsenal des pièges parlementaires est mobilisé pour étrangler, au coin d'un vote de surprise, M. Poincaré et sa politique nationale; tantôt c'est la petite escouade d'extrême-droite qui, faisant assaut de démagogie avec l'extrême-gauche, rejette les impôts nouveaux sous prétexte qu'il faut d'abord courir sus à on ne sait quels « voleurs ; » tantôt c'est l'opposition socialiste et communiste qui soulève le prétendu scandale, en tout cas injustement généralisé et dénaturé, des régions dévastées; ce serait encore le Sénat qui, dit-on, s'apprêterait à sacrifier M. Poincaré à sa passion malsaine pour le scrutin d'arrondissement. L'opinion désorientée s'inquiète. Tandis que l'Europe nous attend à l'œuvre, le Parlement s'égare en de stériles et confuses discussions. Ce scandale a assez duré. Les droits du Parlement sont respectables, et personne, surtout M. Poincaré, ne songe à y porter atteinte; mais le rôle du Gouvernement, surtout dans la tempête, est de gouverner; autant que pendant la guerre, le salut est dans l'union, la victoire dans l'action.

Aux idéologies délétères, la mort du président Woodrow Wilson nous invite à opposer son idéalisme de bon aloi. Il n'hésita pas, lorsque l'intérêt et la dignité de son pays furent en jeu, à le lancer dans la plus juste des guerres. La victoire gagnée, il voulut asseoir une paix durable sur la coopération des nations; en France, ses intentions ne furent pas toujours bien comprises et l'opinion attribua à son idéalisme des déceptions qu'elle devait aux maléfices de M. Lloyd George. La maladie l'a terrassé en pleine bataille sans qu'il pût achever son œuvre ; la mort unit autour de son nom les regrets reconnaissants des peuples et, au premier rang, ceux de la France.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

DIX-NEUVIÈME VOLUME

JANVIER — FÉVRIER

Livraison du 1er Janvier

Pages.

COEUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA, dernière partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française 5

CORRESPONDANCE INÉDITE. — II. *DE LA CRIMÉE A L'ALGÉRIE*, par NAPOLÉON III et le PRINCE NAPOLÉON 51

LA MIRLITANTOUILLE. — *ÉPISODES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE. — BOISHARDY*. II. Par M. G. LENOTRE 85

LE RETOUR DE BARRÈS A SA TERRE ET A SES MORTS, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 118

LES THÉORIES DE LA LUMIÈRE ET L'ÉTHER, par M. ÉMILE PICARD, de l'Académie des Sciences 142

LETTRES A M. PAUL BOURGET, par E.-M. DE VOGÜÉ 166

LE LIVRE DE RAISON. — V. *APRÈS LA TOURMENTE*, par M. J. DE PESQUIDOUX. 179

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *LORD CURZON EN VOYAGE*, par M. LOUIS GILLET. 201

REVUE LITTÉRAIRE. — *LES ROMANS DE LA NOUVELLE ÉNERGIE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 213

REVUE MUSICALE. — *LA BREBIS ÉGARÉE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE 225

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 Janvier

LA CHARTREUSE DU REPOSOIR, première partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 241

LA NOUVELLE TURQUIE. — I. *DU SULTANAT A LA RÉPUBLIQUE*, par M. MAURICE PERNOT 288

SILHOUETTES CONTEMPORAINES. — M. ANDRÉ BELLESSORT, par FIDUS 323

LES MASQUES ET LES VISAGES. — LE VERTUEUX CONDOTTIÈRE. — III. Par M. R. DE LA SIZERANNE 342

LA PROFESSION D'INFIRMIÈRE, par Mlle L. CHAPTAL 381

LE PREMIER SON DE CLOCHE DE LA RÉVOLUTION (1743-1754), par M. LOUIS MADELIN. 401

CE QUE SERA LE TRANSSAHARIEN, par M. ALFRED GUIGNARD 429

Pages.

LA MUSIQUE QUI PLEURE, par M. CAMILLE BELLAIGUE 454
REVUE SCIENTIFIQUE. — *LE 25e ANNIVERSAIRE DU RADIUM*, par M. CHARLES NORDMANN 458
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . 469

Livraison du 1er Février

LA CHARTREUSE DU REPOSOIR, deuxième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 481
CORRESPONDANCE INÉDITE. — III. *LA CAMPAGNE D'ITALIE*, par NAPOLÉON III et le PRINCE NAPOLÉON 519
L'AUTOMOBILE ET SON ÉVOLUTION, par M. CHARLES NORDMANN 546
LA MIRLITANTOUILLE. — *ÉPISODES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE. — DUVIQUET*. I. Par M. G. LENOTRE 577
LA VIE MORALE SELON LES *ESSAIS* DE MONTAIGNE. I. Par M. GUSTAVE LANSON. 603
LA NOUVELLE TURQUIE. — II. *L'ESPRIT DU NOUVEAU RÉGIME*, par M. MAURICE PERNOT 626
L'EXPOSITION CLAUDE MONET, par M. LOUIS GILLET 661
LE PLAN D'ÉVASION DES CAPITAUX ALLEMANDS, par M. M. LEWANDOWSKI . . . 674
REVUE LITTÉRAIRE. — *UN ÉCRIVAIN A IDÉES, M. JULES ROMAINS*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 688
REVUE MUSICALE. — *LA PLUS FORTE. — LA RENCONTRE IMPRÉVUE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE 700
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON 710

Livraison du 15 Février

LA CHARTREUSE DU REPOSOIR, troisième partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 721
SARAGOSSE, par M. LOUIS BERTRAND 763
L'ŒUVRE D'ERNEST BABELON, par M. CAMILLE JULLIAN, de l'Institut 795
SIXIÈME ANNÉE DE DICTATURE BOLCHÉVIQUE, par M. LE COMTE W. KOKOVTZOFF. 807
LA VIE MORALE SELON LES *ESSAIS* DE MONTAIGNE. II. Par M. GUSTAVE LANSON. 836
DEUX ÉTATS DANS L'ÉTAT EN ALLEMAGNE, par M. ANTOINE DE TARLÉ 859
LA MIRLITANTOUILLE. — *ÉPISODES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE. — DUVIQUET*. II. Par M. G. LENOTRE 885
LE PRIX DE FRANÇAIS EN ALSACE, par M. ADRIEN VÉLY 913
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *UN LIVRE ALLEMAND SUR BARRÈS*. par M. LOUIS GILLET 921
REVUE SCIENTIFIQUE. — *LA DISTRIBUTION DE L'HEURE*, par M. CHARLES NORDMANN 933
REVUE DRAMATIQUE. — *LE TOMBEAU SOUS L'ARC DE TRIOMPHE*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 944
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 948

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 87176.

Pages.
454
458
469
481
519
546
577
603
626
661
674
688
700
710
721
763
795
807
836
859
885
913
921
933
944
948